

LIBRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

Pages 19 à 24

- *Albert Camus l'indésirable*
- *Les derniers romans de Colette Audry et de Suzanne Prun*

Le camp nationaliste n'est d'ailleurs pas lui-même très uni et a dû se faire quelque peu violence pour parvenir à ce document commun. M. Charles Haughey, leader du principal parti d'opposition à Dublin, a peine les travaux terminés, a pris publiquement ses distances, affaiblissant ainsi la portée des conclusions du Forum. Il n'est resté pas moins que l'on vient d'assister à la première véritable ouverture d'un débat parlementaire en direction de leurs intérêts directs, livrée à s'engager dans la même voie. Si Londres s'est gardé de condamner l'ensemble des conclusions du Forum, c'est sans doute, comme l'admet le « Times », parce que l'idée que le « statu quo » est plus dangereux qu'un pas vers une unification « mérite d'être examinée avant d'être rejetée ».

De notre envoyé spécial

Le pape a en outre abordé un thème qu'il entend développer au cours de sa visite : celui de la division de la péninsule. « Aujourd'hui, la Corée est connue et admirée de tous pour son courage, son industrie et sa volonté de construire une nation modèle sur des cendres », a-t-il déclaré.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 3.)

Coup de théâtre dans le monde

secrétaire général adjoint de la CFDT, devait être nommé, jeudi 11 mai, par le conseil des ministres de la République. Le directeur général de la Fédération industrielle et de développement de la Lorraine, M. Chêrèque, représentant par M. Fabius il y a deux semaines, le délégué général de la CFDT, Auguste Pons, a déclaré que les cinquante-cinq ans, il ne s'occuperait pas du plan, mais bien de la mise en œuvre de la diversification de la commune - ce qui avait déjà été l'objet d'un accord avec le conseil d'administration du RORL, et qui jouait un rôle d'animation et de coordination. Depuis mai 1981 c'est une quarantaine dirigeant de la commune d'initiative de la CFDT, auprès du directeur du RORL, Louis Lemaire, qui accepte des responsabilités dans la sphère gouvernementale. Cependant le conseil des ministres devait également annoncer la nomination d'un directeur d'usine, responsable crédité, du commissariat du Plan.

La nomination de M. Chérèque, intervenant au lendemain d'un conseil national de la CFDT qui a accueilli une « rersyndicalisation »

dont il avait été des l'origine un des plus chauds partisans, a été très désappointé au sein de la CFDT, des opinions pour et contre s'étant manifestées. De fait, la centrale de M. Malre prend des risques. M. Chêrèque ne veut s'engager qu'après avoir abandonné ses responsabilités syndicales, nombre de ses partenaires syndicaux y verront un signe supplémentaire de l'implication de la CFDT dans la restructuration de l'industrie, en soutien à l'action gouvernementale. FO va donc nouveau démentir parcellaire collaboration avec le syndicat qui lui apparaît comme une nouvelle manifestation de l'"intégration" du syndicalisme dans l'appareil de l'Etat. La CGT, qui n'a pas oublié que le secrétaire général adjoint de la CFDT affirmait le 9 septembre 1980 que « la CGT et la PC considèrent les syndicalistes en tant que responsables de la détermination des politiques », M. Chêrèque et indirectement sa centrale — a plus de confiance à recevoir que de compléments à espérer.

MLN

(Lire la suite page 33.)

Dans son discours devant les députés, M. Delors a donc voulu rappeler quel il est : un social-démocrate authentique, dont l'ambition est de « faire de chaque travailleur un acteur conscient de la vie économique ».

JEAN-MARIE COLOMBANI

(Lire la suite page 8.)

On veut espérer qu'aucun d'eux ne poussera jamais la curiosité jusqu'à faire exploser sur son propre territoire une bombe atomique volée à l'autre camp, pour juger de l'effet.

BRUNO FRAPPAT.

par **ANDRÉ BERCOFF**

J'ai vécu, pendant deux ans, l'histoire de la France. Et vous le navire de TF1, avec ses pesanteurs et ses blocages, le courtis épandus au budget et les contraintes d'un public mystique que tout le monde invoque mais que personne ne connaît. J'ai vu arriver des absences tragique de soupçonne, de dynamisme et d'ouverture à l'extérieur. Tel mégalopoli, navré, que l'unité était décidément trop lourde, trop complexe, trop difficile à digérer, à cibler et des satellites, et se contentent de gérer au jour le jour, sans projet ni dessin ; tel autre écrivait des monographies, n'ayant rien d'autre à dire que la France est la France, la France de la place d'Alsace ; un troisième ruinait sa revanche en espérant des jours politiques meilleurs.

Après vingt ans de journalisme et d'édition, de livres et de voyages, je démissionne entre 1992 et 1994, la voix de la France ; la machine la moins célébratoire du monde, peut-être à épouser, pour le meilleur et pour le pire, tous les démons de la

Cette « machine à communiquer », je le vis assez tôt, était le lieu où la communication n'existait pas. Je

par **ANDRÉ BERCOFF**

De ce point de vue, le déterminant
l'absence de presse de Mittemann
est un fait qui justifie que l'hyponyme
soit : on s'attend à s'adresser aux
citoyens on donne une information
médias (presse) les moyens d'obtenir
l'information que nous avons
souvent, qu'il y a des médias
sociaux d'information-formation
jusqu'à la durée d'information des assistants
Il leur faut de substituer l'apprentissage
de la langue et de la responsabilité
citoyenne qu'il faut bien appeler les
citoyens et les « citoyens »

On prétend à de Gaulle cette définition : « Les Français sont des vœux » ; et l'on ajoute : « Les Français sont des vœux » ; ? : ? est des querelles, des cubits, des passivités que l'on peut se permettre en période de croissance annuelle à 5 ou 6 % ; mais à moins de 1 %, l'égoïsme des possédants, l'absence de dévouement des salariés, l'indifférence, l'irresponsabilité de chacun s'en remettant à l'État pour tout le malheur, deviennent à la fois tueurs d'avenir et fautes à ne pas commettre. Il s'agit donc, on nous l'a enseigné, de ne pas laisser le caractère de la crise en utilisant le sens de l'assèchement et le retour des vœux, d'instaurer un monde de communication qui contribue non seulement à l'assèchement - mais qui contribue à l'ordonnement - des conditions de la vie ; de ne pas se récrier - mais à la possibilité de se recycler, de changer sans trop de dégâts de ville et de métier, de solliciter les énergies requises par les mouvements de la vie avec lesquels nous devons compter, avec lesquels nous devons vivre. Et quelle politique ?

La « seule public » qui prétend symboliser la télévision française n'a jamais existé. Pas de malentendus : depuis vingt-cinq ans, ceux qui ont vu cette télévision ont, plus souvent qu'autrement, vu des émissions qui leur ont donné des preuves de leurs talents, voire de leur génie : ils ont eu - il y a encore - de riches heures emplies d'images, des documents inoubliables, des reportages, des trappes, des émissions de variétés, des divertissements diversifiants. Les salubres timbranes de la « voix de la France », ainsi que les responsables de l'information, ont souvent donné la preuve que leurs produits n'étaient pas à envier à ceux de pays plus sophistiqués technologiquement que

le nôtre. Simplement, Bouverd et Guy Lux, Chancel et Drucker, Pivot et Martin, Ockrent et Poivre d'Arvor, pour ne citer qu'eux, n'ont pas besoin du service public pour prouver qu'ils existent : ils seraient engagés dès demain, à prix d'or, dans n'importe quelle société privée, si la privatisation de l'audiovisuel existait déjà.

monopole oblige violemment les fabricants d'images à créer à l'intérieur des structures les plus lourdes et les plus bureaucratiques qu'il y ait, en même temps que les exigences du budget requièrent que les directeurs de chaînes se comportent comme s'ils gèrent l'une des vingt-sept stations privées de Californie ! L'ori en arrive au paradoxe mortel qui met en scène des fonctionnaires de l'état amérindien — même patibulaires — à faire du chiffre, du chiffre et encore du chiffre. J'ai entendu l'un des dirigeants de TF1 me confier : « Si une émission n'a pas, au départ, la possibilité de faire plus de 15 % d'audience, elle ne nous intéresse plus ».

(Lire la suite page 2)

Quatre nouvelles chaînes pourront être reçues en 1986

Les délégations française et luxembourgeoise sont parvenues, mercredi 2 mai, à un accord de principe sur l'acquisition par les deux pays d'un système de télécommunications par satellite. M. Georges Félou, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, et M. Jacques Mennig, ministre des finances, ont, à Paris, signé, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Grand-Duché d'autre part, sont convenus de présenter à l'approbation de leur gouvernement les accords qui porteront le nom de concessions importantes réalisées des deux côtés.

Deux éléments décisifs sont intervenus très récemment qui ont permis de dénouer assez spectaculairement des discussions encore bloquées, une fois de plus, par des divergences de vues. Les représentants français ont, lors de la précédente rencontre entre les représentants des deux Etats, exposé

La France, en premier lieu, s'est résolue à réviser de fond en comble l'équation économique et finan-

cière du projet TDF 1 et 2. Si le coût annuel global de l'exploitation d'un système de deux satellites en orbite (lancements, installations) au sol et maintenance compris, représentant une somme de 480 millions de francs, est jugé « incompréhensible » à sa durée de vie hypothétique à fin artificiellement étendue pour alléger son amortissement. Au lieu de table sur une période de sept à dix ans, le base de calcul retenue est de quinze ans.

ÉRIC RONDE.

(Lire la suite page 28.)

M. JEAN-MARIE BORZEIX
nommé directeur
de France-Culture

LIFE PAGE 29

Maurice RHEIMS

Pour l'amour de l'art...

Un amour éperdu pour la beauté. Une folle curiosité pour toutes les choses de l'art. Un humour éclairé par des anecdotes extraordinaires. Une source infinie de surprises.

GALLIMARD *ref.*

Communiquer

Le sévère réquisitoire de la Haute Autorité de l'audiovisuel (le Monde daté 29-30 avril) montre du doigt tout ce qui ne va pas dans ce secteur essentiel de la communication. Jean Schoettl a sa solution, qui consisterait à « transcrire dans les formes de la modernité le projet inhérent aux institutions de la III^e République ». Mais pour André Bercoff, il n'y a rien actuellement qui mérite le beau nom de service public ; celui-ci n'a de chance d'exister qu'après la disparition du monopole, dont il décrit les pesanteurs. Quant à Frédéric Gaussen, il rend compte d'un livre consacré à un tout autre moyen de communication : le *Nouvel Observateur*, qui n'est pas seulement le journal d'un homme, Jean Daniel, mais une véritable institution culturelle.

La société, mode d'emploi

par JEAN E. SCHOETTL (*)

L'IGNORANCE du « mode d'emploi » de la société aliène et marginalise. Elle confine des catégories entières de la population dans une figurative régression ou régression. Elle freine la mobilité sociale et bloque les mutations industrielles. Elle induit le repli individualiste et la récession catégorielle. Elle installe dans le débat social et dans le discours politique le venin des illusions, des mythes et des abus de confiance. Elle fait planer sur l'économie l'ombre des fantômes collectifs. Elle sape l'état de droit en brouillant l'image des institutions et en faussant l'esprit des lois dans l'opinion publique. Elle fait de la violence l'unique forme d'expression encore ouverte à certains. A mille signes on voit que, sans être la seule cause, elle accentue les maux dont souffrent nos démocraties développées.

Soit, dira-t-on, remédier à pareil état de choses est une œuvre salutaire. Mais pourquoi professionnels et bénévoles ne s'efforcent-ils pas à la tâche ?

Une obligation de faire faire

Il est évidemment hors de question ici de conférer à l'Etat un monopole d'un nouveau genre en matière d'information. En revanche, je crois qu'il faut lui reconnaître une obligation de faire, ou plutôt de faire faire : de veiller à ce que les participants sociaux soient suffisamment pénétrés des règles du jeu de la démocratie pour savoir ne pas perdre par innocence, pour espérer raisonnablement gagner autrement que par tricherie et, le cas échéant, pour être capables de modifier les règles sans engendrer trop d'effets pervers. Les forces du marché, si elles peuvent utilement y contribuer, sont incapables d'assurer à elles seules une connaissance suffisante de ces règles. D'une part, en effet, il s'agit non de satisfaire une demande spontanée et solvable, mais de révéler des aspirations latentes, là même (là surtout ?) où n'existent ni impatience à recevoir, ni propension à payer une quelconque initiation. D'autre part, le bénéfice global qu'il est légitime d'attendre de l'accession des citoyens au mode d'emploi de la société est trop diffus pour que les arbitres — notamment financiers — qu'implique sa recherche puissent être judicieusement rendus à un niveau autre que celui de la collectivité tout entière.

Pour garantir une bonne diffusion, à l'intérieur du corps social, du

mode d'emploi de la société, les pouvoirs publics disposent d'un outil rêvé : la communication audiovisuelle. Une première voie leur est ouverte : inscrire des obligations particulières, adaptées à la personnalité de chaque chaîne, dans les cahiers des charges des sociétés de programmes du service public de radiotélévision.

Une parcelle du projet éducatif

A ceux qui objecteraient qu'un semblable projet impose une corvée supplémentaire aux responsables des chaînes, tout en promettant d'assombrir d'ennui leur public, je rappellerai le succès à la fois quantitatif et qualitatif obtenu par une récente émission de vulgarisation économique, « Vive la crise ! », née des œuvres d'un « grand commis », Michel Albert, et d'un professionnel du spectacle, Yves Montand. La remise à l'honneur de la mission d'éducation, de tout temps assignée par la loi aux chaînes publiques, ne devrait pas être incompatible avec l'allègement d'autres contraintes beaucoup moins consubstantielles au service public et perçues comme exaspérantes par les responsables de ce dernier.

Une deuxième approche possible est de confier, à titre accessoire, à chaque service de communication audiovisuel privé, soumis à autorisation en vertu de la loi (art. 78) du 29 juillet 1982 (télématique, câble), une parcelle du projet éducatif global. L'intervention publique peut le plus souvent faire l'économie de la bureaucratie. En associant le secteur audiovisuel privé à la diffusion du mode d'emploi de la société, on fournit — sans recourir à un fonctionnaire supplémentaire — un service d'intérêt général.

Une troisième action possible, non exclusive des deux précédentes, consiste pour l'Etat à favoriser et, si besoin est, à provoquer l'émergence de services interactifs (télématique), spécifiquement orientés vers la diffusion du mode d'emploi de la société. De tels services rendent possible le guidage personnalisé de chaque apprentissage, dans le respect du libre arbitre de l'utilisateur. En permettant à celui-ci de poser les questions les plus simples, de titonner et de se faire répéter la « leçon » dans le cadre d'un strict dialogue homme-machine, ils le délivrent de la peur des autres.

S'agissant du contenu pédagogique de telles prestations télématiques, une priorité ne paraît devoir être accordée à l'information juridique. En effet, dans une société qui aspire à trouver dans la règle de droit l'expression et le principe de sa régulation, la faculté donnée à chacun de connaître la consistance de ses droits et de ses obligations est la condition première tant du fonctionnement que de l'adaptation du système normatif. Or, face à l'inflation des lois, des règlements et de la jurisprudence, le mode traditionnel de publicité des « normes » que constitue l'écrit s'essouffait pour le flux et déclare forfait pour le stock. Les dispositions générales aux documents administratifs sur l'opposabilité à l'administration de ses propres instructions risquent de demeurer lettre morte.

Concluons en revenant aux institutions de la III^e République. On voit que le projet défendu ici consiste bel et bien à transcrire le leur dans les formes de la modernité. Si la gauche a, depuis quelques années déjà, quitté le rivage de la théologie, elle ne peut oublier, sans se perdre corps et biens, qu'elle est porteuse de valeurs fondatrices.

(*) Membre du club socialiste Espaces 89.

Un « service public » qui n'existe pas

(Suite de la première page.)

On retarde Polse pour passer « l'heure France », de Jean Cui, dans le cadre de la somptueuse rétrospective de « Au théâtre ce soir » : service public. On recherche des comiques troupiers pour 19 h 45, sinon, pour l'audience du journal de 20 heures, bonjour les dégâts : service public. Un des responsables de la chaîne ne dit, un peu gêné, en montrant la nouvelle grille : « Malheureusement, nous ne pouvons nous offrir qu'une heure d'émission culturelle par mois » : service public.

Double contrainte du monopole : désormais, une fausse compétitivité s'installe : chasse au public, divertissement à tout prix, allégeance, bricolage, les yeux fixés sur l'Audimat ; et, dans un même mouvement, emprisonnés dans la camisole de force du cahier des charges, relégués les « must » culturels hélas nécessaires — et combien ennuyeux — en fin de soirée, à l'heure où 80 % des Français ferment leur poste. Et cela, femme Narcole, s'appelle le service public, plaisant fantasme piégé par l'Etat et par l'argent.

Que l'on ne s'y méprenne pas : en dépit de certaines exceptions qui confirment la pesante règle, ce n'est pas Silicon-Valley qui parade sur les petits écrans, mais bien La Chapelle-Darby : gaspillage et sureffectifs, intérêts catégoriels et machines aussi molles que lourdes. Pas de sanctions — ou si peu — des budgets révisés en baisse tous les ans et soumis dès le mois de janvier aux contraintes les plus diverses, strates successives de bureaucraties nommées par les pouvoirs qui se suivent et ne se ressemblent pas toujours, valeurs fonctionnelles qui semblent que si l'on achève bien les PGG, la France jacobine ne touchera pas à la technocratie.

Un jour que je me plaignais de la sinistrose qui régnait dans les couloirs de Montparnasse (1), un responsable d'unité de programme ont ce mot admirable : « Mon cher, peu importe l'atmosphère, pourvu qu'à la fin du mois le chèque tombe. » Service public ? Vraiment ?

Le seul forum possible

Il n'est que temps de sortir au moins de cette fausse crise. De se rendre compte que le petit écran constitue le seul forum possible, aujourd'hui, du « village planétaire » dans lequel, selon McLuhan, nous vivons. Que la démocratie moderne ne consiste pas seulement à mettre un bulletin dans l'une des six urnes, ou à figurer dans les trente-six sondages hebdomadaires qui prétendent restituer infailiblement l'inconscient des « majorités silencieuses ». La révolution démocratique la moins violente et la plus efficace consiste à donner aux citoyens et aux séparations des milliers de « publics » des lieux de débats, d'information et, pourquoi pas, de « participation ».

L'électronique, le câble et le réseau hertzien ressuscitant l'agora platonicienne : nous ne sommes pas nés au point de croire que cette métaphore d'Epinal fonctionnera sans heurts et sans ratés. Mais, enfin, cet à-normal que dans une société en pleine crise, où les mots changent de sens, et les sens de mots, où l'on bascule d'un monde à un autre, où les modèles en miettes engendrent la dérive apeurée des uns, la hargne raciste des autres, l'incertitude de tous, est-il normal que l'on ne se serve point de la télévision pour confronter les opinions, pour éclairer, expliquer, motiver et, surtout, faire participer ?

L'Etat sait désormais qu'il ne peut plus être providentiel ; il lui reste à apprendre à devenir chorégraphe, ré-

gulateur des contradictions entre désirs et nécessités, devoirs et droits, risques et responsabilités. Pour le moment, les Français se contentent de regarder passer la gauche. Et si l'on amenait les Français, par la multiplicité de réseaux ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre, à prendre à la fois des informations et leurs responsabilités ?

L'Etat légifère, tranche, décide ; les citoyens reçoivent, subissent, résistent. Ils attendent parler des nécessités de la rigueur, des impératifs de l'équilibre commercial et budgétaire, de la restructuration industrielle et de la compétitivité indispensable ; ils se demandent si, pour y parvenir, les meilleurs moyens sont employés. A aucun moment, ils n'ont l'impression d'avoir participé à l'élaboration des décisions. C'est le cas, évidemment, depuis 1958. Mais cela peut-il durer en période de croissance quasi nulle ? Il est permis d'en douter.

Traquer ce qui bouge

Il est temps de considérer enfin le médium électronique dans sa spécificité. En montrant, par exemple, les hommes et les femmes qui créent, ici et maintenant, leurs espaces de liberté, mais qui ne savent pas qu'à 100 kilomètres de chez eux d'autres groupes, d'autres associations, font de même. Quel merveilleux instrument de coordination des énergies et de mise en réseaux, totalement négligé jusqu'à présent ! Chercher, traquer, à ras de village, à ras de quartier, ce qui bouge, ce qui vit, ce qui prospère, ce qui innove, ce qui invente, et en parler.

En ces temps de divagations mortifères et de sanglots longs sur la crise, il n'est peut-être pas inutile d'entrer résolument dans la positivité, et de montrer des gens qui ont arrêté de geindre, et qui ouvrent sans appeler à l'aide papa-Etat et maman-Nation. Tout cela, évidemment, montré sans préchi-précha, ni discours propagandiste ou moralisateur d'aucune sorte. Si on ne le fait pas ici et maintenant, qui le fera ? Et, surtout, une fois les brèches ouvertes, qui pourra revenir en arrière ?

Si l'expression « service public » doit avoir un jour un sens, ce sera celui-ci. Une société informationnelle est une société de risque. Je peux acquiescer à un objet, un produit, mais ne puis en aucun cas devenir le propriétaire exclusif d'une idée ou d'une information qui, dans le moment même,

où elle est transmise, appartient à qui veut s'en emparer. La société info-culturelle exige l'écoute de l'autre, et que toute décision importante, engageant l'avenir du pays, soit précédée et accompagnée d'un gigantesque forum à l'échelle nationale.

Un consensus véritable ne peut naître qu'après l'affrontement. Ne veut-il pas mieux que celui-ci se passe sur le petit écran, non comme alibi ou comme exutoire, jeu de cirque et « théâtralisation » de la crise, mais comme mise en œuvre de cette complexité qui devra bien, un jour, se substituer au marchandisme blanc/noir, bon/méchant, nous/eux ? La société informationnelle participative est l'une des seules réponses à ce système bloqué. Que tout soit textuel à l'enquête, discussions, à la base et pas seulement chez les « représentants ». Que la télévision devienne le plus gigantesque cabaret des décisions et de « déboulées » de l'histoire. Ce qui n'empêche ni le plaisir, ni le sport, ni le rêve. Au contraire...

Le consensus tant désiré par les bonnes âmes de tous bords peut être magnifiquement servi par les télévisions, à condition de laisser rentrer l'air du dehors. J'ai vécu deux ans dans une machine morte, un système clos où ne passe, à quelques glorieuses exceptions près, que les rythmes de marchandie et de répétition. Il est grand temps de renverser le vapeur. Que la télévision « ratasse large », qu'elle s'ouvre, qu'elle vive : que cent chaînes fleurissent à travers le territoire, évitant à la fois l'anarchie italienne et la surconcentration publique made in USA. Est-ce si utopique ? Le service public n'existera qu'après la disparition du monopole, et la transformation de la ou des futures chaînes d'Etat en organes de formation et d'information, en banques de données crépitant sur tous les réseaux de la France qui « bouge ».

Rien ne se fera, dans le passage si difficile à la démo-sacro-sainte modernité, sans la contribution fondamentale de ce « troisième œil » ouvert sur l'autre qu'est la télévision. L'absurde opposition entre culture et divertissement mourra de sa belle mort, à l'heure où l'an 01 des médias démonte sa machine à café. La multiplicité n'est pas un luxe, mais — n'arrêtons jamais de le répéter — une absolue nécessité.

ANDRÉ BERCOFF.

(1) Siège des bureaux de TF 1.

Toutes les applications des techniques du bâtiment

Salon Méditerranéen des Energies, des Techniques et du Bâtiment
5^e Salon International de l'Energie Solaire et des Energies Nouvelles
35^e Congrès des Ingénieurs des villes de France
du 22 au 26 mai 1984
Parc Chanot - Marseille

Présentation de Matériels Colloques et Conférences

Connaître le futur, les techniques en développement dans les domaines du bâtiment, des énergies, la sécurité... c'est indispensable pour les décideurs : Architectes, ingénieurs de bureau d'études, chefs d'entreprise, responsables de budgets nationaux, décentralisés ou communaux. Venez faire le point, trouver le contact utile, actualiser votre fichier fournisseurs. Venez vous informer en participant aux nombreuses conférences-débats.

Renseignements sur le programme des conférences : SAFIM - S.A. Foire Internationale de Marseille Tél. (91) 76.16.00

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75247 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 659572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Cuba, 100 CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 66 p. ; Grèce, 88 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 88 esc. ; Singapour, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; Taïwan, 162 nt.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1968) Jacques Fauvet (1968-1982)

Imprimé de « Le Monde »

PARIS-IX

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 3737

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 665 F 839 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 242 F 1 819 F 2 360 F

(hors Europe)

ÉTRANGER (hors Europe)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1 240 F

II. - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande sous forme de lettre ou de carte postale.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

« L'INTELLIGENCE EN ACTION : LE NOUVEL OBSERVATEUR » de Louis Pinto

Le journal de la gauche chic

« L'INTELLIGENCE en action... » Ce titre choc qui doit évidemment s'accompagner d'un clin d'œil... — résume bien la thèse développée par le sociologue Louis Pinto dans cette étude sur le *Nouvel Observateur*. Un mélange de journalisme et de philosophie, et surtout une mythologie de l'« intelligence ». Voilà ce qui fait le propre, le « style » de cette publication, qui est une des réussites journalistiques de ces vingt dernières années et dans laquelle s'est reconnue toute une génération d'intellectuels « dans le vent ».

L'« intelligence », c'est-à-dire la rareté, le talent, le brillant. Ce qui sépare l'élite de la masse, la lucidité du conformisme. Ce qui confère droit à l'irrespect, à la provocation, à la séduction. Ce qui permet de voir clair et juste dans l'imbroglio des faits ou le pesantier des doctrines, de distinguer les hommes, les tendances et les idées de demain. L'« intelligence » est une notion fluide, insaisissable. Un don. Elle n'appartient qu'aux élus. Les journalistes du *Nouvel Obs* ont cette grâce particulière de vivre au-dessus du monde réel, de n'être pas soumis à la viscosité des chiffres, des programmes et des institutions. Ils planent.

Bien sûr, ils sont de gauche. Mais, comme le montre bien Louis Pinto, ils ont l'esthète de conserver ce label, indispensable pour toute une clientèle, sans en subir les pesanteurs. C'est une gauche élitique, légère, désabusée, chic. Une gauche qui ne se prend pas trop au sérieux et navigue élégamment entre les nombreux courants qui vont de l'héritage de Mandès à celui de Sartre (les deux parrains spirituels du journal), du réformisme au gauchisme — son seul point fixe étant l'anticommunisme.

La réussite d'un journal, c'est toujours la rencontre miraculeuse entre une équipe et un courant social. Le *Nouvel Obs* en est un exemple typique. Né en 1984, après la guerre froide et la guerre d'Algérie, il a su exprimer les aspirations d'une catégorie nouvelle de cadres et d'enseignants, ayant une sensibilité de gauche, mais déjà intégrés dans la so-

ciété de consommation et avides de nouveautés excitantes.

Le *Nouvel Obs*, c'est comme toujours dans les entreprises de presse, un homme : Jean Daniel, grand bourgeois éclairé, père prophétique et sentimental d'une équipe de journalistes parfois rétive, mais néanmoins subtile. Mais c'est aussi un groupe informel, une nébuleuse — ceux qu'on appelle les amis, intellectuels ou politiques de haut rang, qui se caractérisent par leur grande conscience et une situation un peu marginale dans leur propre milieu (politiques minoritaires dans leur parti, universitaires enseignant dans des disciplines ou des institutions neuves).

Lire le *Nouvel Obs*, c'est se rapprocher de ce club ouvert mais particulièrement sélect des « amis », c'est avoir la chance de devenir soi-même plus « intelligent ». On conçoit l'impact que ce mélange d'idéologie et de publicité a pu avoir sur une clientèle disponible, dont la fidélité en vingt ans ne s'est pas relâchée — même si la formule commence à s'user et si l'arrivée de nombreux « amis » au pouvoir l'a privée en partie des charmes de l'opposition.

Ajoutons que si le *Nouvel Obs* est une institution culturelle, l'école sociologique dont fait partie Louis Pinto — celle de Pierre Bourdieu — en est une autre, qui a son hors de passe et ses amis. Cette confrontation entre deux entreprises intellectuelles prestigieuses n'est pas le moindre intérêt de cet essai stimulant, et dont l'aspect court, amusant les initiés.

FREDERIC GAUSSEN.

« L'Intelligence en action : le *Nouvel Observateur*, de Louis Pinto. Ed. A.M. Métailié. Diffusion PUF, 275 p., 75 F.

Par ailleurs, une cinquantaine d'articles parus dans le *Nouvel Obs* en 1983 ont été réunis dans un volume. Dans une préface intitulée « Deux ans après... » vingt ans après, Jean Daniel explique que le rôle de son journal est d'aider la gauche à dépasser la « crise d'identité » provoquée par les responsabilités du pouvoir. Le *Nouvel Observateur*, 1983, Gallimard, 319 p., 75 F.

N° 155 – 29 F – EN VENTE PARTOUT

PROCHE-ORIENT

Israël

LE DÉMANTÈLEMENT DU RÉSEAU TERRORISTE JUIF

M. Shamir redoute que l'affaire ne soit « exploitée » pour discréditer la politique d'implantation

Jérusalem. — Les dirigeants israéliens s'efforcent, tant bien que mal, de minimiser la gravité de l'affaire du réseau terroriste juif démasqué le week-end dernier.

S'adressant lundi 30 avril à la commission de la défense et des affaires étrangères de la Knesset, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a regretté que « certains exploitent cette affaire pour attaquer l'œuvre de colonisation entreprise en Judée-Samarie (Cisjordanie) et sur le plateau du Golan. C'est injuste envers ceux qui font de grandes choses pour notre pays et notre peuple. Cette splendide entreprise continuera, malgré toutes les tentatives de dénigrement ».

Le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a rendu hommage, quant à lui, aux services de sécurité (Shin Beth), mais s'est refusé à admettre l'existence d'un « réseau clandestin ».

Mais n'est-ce pas jouer sur les mots ? Selon toutes les informations recueillies de source policière, les vingt suspects encore détenus appartenaient à un « réseau clandestin de structure classique » dans la meilleure tradition du genre. Il était parfaitement organisé et divisé en cellules autonomes avec un noyau central rassemblant quelques spécialistes informés de tous les secrets du groupe et d'une majorité d'activistes et de complices ayant une idée très

De notre correspondant

Il s'agit de ce que traînaient leurs chefs. Ceux-ci n'auraient pas été encore tous écroués.

Sur les vingt suspects actuellement détenus, quatre seulement résidaient en-dehors de la « ligne verte » (c'est-à-dire sur le territoire israélien d'avant 1967). Tous les autres vivaient en Cisjordanie et sur le Golan, et le Conseil des implantations juives s'est aussitôt mobilisé pour leur apporter un soutien légal et financier.

Là se trouve, bien sûr, la principale source d'embarras pour le gouvernement Shamir. Les membres du réseau terroriste ne sont ni des irresponsables ni des marginaux de seconde zone. Bien qu'on ignore leur identité précise, il s'agit, au contraire, de ce sont des hommes importants dans le mouvement de colonisation de la Cisjordanie, ayant pignon sur rue, connus et respectés de leurs concitoyens.

L'affaire est donc explosive pour le Likoud à moins de trois mois des élections législatives. Le gouvernement ne manquera pas d'arguer — il a déjà commencé à le faire — que sa fermeté envers les terroristes juifs est la meilleure preuve de sa hauteur de vue, de son impartialité et de son souci de faire triompher la loi de tous, Juifs et Arabes.

Les impératifs de la sécurité, qui exigent de prendre les coupables par surprise, ne suffisent pas à justifier une discrétion qui ressemblerait à de la complaisance. M. Yossi Sarid, figure de proue de l'aile gauche travailliste, a eu beau jeu de rappeler qu'il avait souvent, à la tribune de la Knesset, demandé au gouvernement d'aligner sa vigilance envers les extrémistes juifs. Avoir eu raison trop tôt lui a valu bien des quolibets.

Quoi qu'il en soit, le mouvement de colonisation des territoires occupés et la communauté vivant dans les implantations ne sortent pas grandis de l'affaire.

Les chefs du Likoud, M. Begin en tête, ont, depuis de longues années, chanté les nombreuses vertus de ces « nouveaux pionniers », cheville ouvrière de l'idéologie du Grand Israël dans la roccaille de Judée-Samarie. Jusqu'à leur arrestation, les terroristes de Cisjordanie appartenaient à cette race de « sauveurs » de l'Etat exaltés par M. Shamir. Les militants du Gush Emounim (Bloc de la foi) — « Ils ont la bible dans une main et le pistolet dans l'autre », notait un de leurs critiques, — les apologistes du racisme et de la violence anti-arabes qui gravitent autour du rabbin Meir Kahane, transfuge d'Amérique, les activistes des colonies de peuplement habiles au maniement et à la dissimulation des armes à feu, représentent une petite minorité condamnée par le gros des colons et honnie par de nombreux israéliens. Mais l'idéologie ambiante, véhiculée par le Likoud, a encouragé leurs activités et fortifié leurs convictions. Le parti de M. Shamir affronte-t-il ce débat de fond ?

Il n'est pas sûr que les travailleurs cherchent à entraîner sur ce terrain. Pour l'instant, ceux-ci font montre de retenue et de prudence. Hier, lundi, de plusieurs implantations agricoles, M. Shimon Peres, président du parti travailliste, s'est engagé à maintenir toutes les colonies existant en Cisjordanie, qu'elles se trouvent dans la vallée du Jourdain ou sur les collines.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Liban

Jérusalem tente d'obtenir la libération de ses trois fonctionnaires détenus par les Syriens

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël tient la Syrie pour « totalement responsable » du sort de ses trois fonctionnaires capturés le 1^{er} mai, alors qu'ils effectuaient, selon Jérusalem, une « promenade » sur la route côtière au nord de Beyrouth. Le premier ministre, M. Shamir, a confirmé, mercredi 2 mai, que les trois israéliens — Eran Florentin, Schmuel Koza et Nahum Neshet — avaient été emmenés en Syrie. M. Shamir a qualifié de « mensonger » le communiqué de Damas présentant les captifs comme des « saboteurs ».

« Les Syriens », a-t-il dit, « savent très bien que ces fonctionnaires appartiennent au bureau de liaison israélo-libanais où ils travaillaient avec l'assentiment des autorités de Beyrouth. Leur action n'était en rien dirigée contre Damas. Nous tenons les Syriens comme entièrement responsables de leur sécurité et de leur libération. Nous espérons qu'ils vont écouter notre avertissement et satisfaire notre demande. » M. Shamir espère aussi que « les Libanais aideront à résoudre cette affaire qui est survenue sur leur territoire ».

Selon M. Shamir, les démarches diplomatiques entreprises par Israël pour obtenir la libération des trois imprudents « n'ont, pour l'instant, enregistré aucun progrès ». L'aide du Département d'Etat américain a été sollicitée en priorité par les israéliens. Ces derniers attendent des États-Unis et des autres gouvernements amis « qu'ils fassent pression sur les autorités libanaises pour que celles-ci agissent énergiquement », en vue de la libération des fonctionnaires.

On a beaucoup de mal, dans les milieux officiels de Jérusalem, à dissimuler l'embarras provoqué par cette affaire. La négligence des trois israéliens est manifeste. Conformément aux accords israélo-libanais limitant la liberté de déplacement des membres du bureau de liaison, les fonctionnaires se trouvaient, au moment de leur capture, dans une zone dont l'accès était interdit. Ils n'avaient le droit de se déplacer qu'entre Beyrouth et le sud du Liban.

L'incident est d'autant plus délicat pour Israël que les prisonniers ne possèdent — comme on le rappelait mercredi à Beyrouth — ni passeport diplomatique, ni accréditation officielle auprès des autorités libanaises. On considère néanmoins à Jérusalem qu'ils « devraient jouir, plus ou moins, de l'immunité diplomatique ». Voilà qui est bien flou. Le ministère israélien des affaires

étrangères a toujours observé une grande discrétion sur les actions du bureau de liaison, dirigé par un diplomate arabisant, M. Roben Michav. On ignore le nombre de ses membres — sans doute une dizaine — et les fonctions des trois captifs n'ont pas été rendues publiques.

Par l'entremise de ce bureau, ouvert au printemps de 1982, Israël reste en contact direct et permanent avec toutes les parties libanaises. L'abrogation, le 5 mars dernier, de l'accord du 18 mai n'a fait que rendre plus incertain le statut des représentants d'Israël à Beyrouth. Mais la

Syrie n'exige pas du président Gemayel la fermeture du bureau, dont l'existence n'était d'ailleurs pas liée à l'accord. Les chrétiens sont seuls officiellement représentés à Jérusalem, où M. Pierre Yazbek s'apprête à inaugurer une délégation des « forces libanaises ». Cette affaire pourrait inciter le gouvernement libanais à demander la fermeture du bureau de Beyrouth.

Si les trois fonctionnaires ne sont pas libérés rapidement, une nouvelle tension est prévisible entre Damas à Jérusalem. Les Syriens ont assimilé leurs captifs à des prisonniers de guerre. Veulent-ils les utiliser comme monnaie d'échange dans un vaste transfert de détenus ? Quatre soldats israéliens sont prisonniers en Syrie du gouvernement de Damas et des Fronts palestiniens. Le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, a souligné, mercredi, que « l'incident sans précédent ne devrait être en rien relié à une éventuelle opération d'échange de détenus », puisque les fonctionnaires ont été appréhendés illégalement en territoire libanais.

J.-P. L.

Une étrange promenade

De notre correspondant

Beyrouth. — Les circonstances dans lesquelles trois membres du bureau de liaison israélien au Liban ont, selon la version présentée ici, été faits prisonniers par l'armée syrienne seraient tout de suite venues les rechercher sans avoir à user de la force. La mise en scène de cette affaire est, dans tous les détails, si étrange qu'elle paraît être le fruit d'un jeu de l'esprit.

L'arrestation des israéliens est, en effet, intervenue dans les conditions suivantes. Les trois hommes circulaient, le 1^{er} mai en début d'après-midi, à bord d'un véhicule à plaque minéralogique libanaise sur l'autoroute du Nord dans le sens Beyrouth-Tripoli. Arrivés à la limite de la zone chrétienne, ils auraient dépassé dans le flot des voitures et le plus anonymement du monde le barrage des Forces libanaises (milices chrétiennes) puis celui de l'armée libanaise pour se retrouver face à un barrage syrien. Faisant précipitamment demi-tour, ils auraient voulu revenir au barrage libanais. Mais les soldats syriens postés sur une colline proche auraient vu la manœuvre et, sans savoir qu'il s'agissait d'israéliens, tiré sur la voiture. Les trois passagers en seraient alors descendus et auraient couru vers le barrage libanais.

« L'hypothèse d'une machiavélique provocation a tantôt, loi, plus d'un nostalgique de l'intervention militaire israélienne contre la Syrie. Mais elle est parfaitement invraisemblable, le gouvernement israélien n'ayant aucun intérêt, surtout en période électorale, à être tenu pour responsable d'une aussi grossière erreur. Aussi, vu du côté libanais, un voile de mystère entoure-t-il cette affaire. »

LUCIEN GEORGE.

La première réunion du gouvernement Karamé s'est tenue en l'absence de MM. Berri et Jomblatt

Beyrouth (Reuters). — La première réunion du nouveau gouvernement libanais d'union nationale a eu lieu mercredi 2 mai en l'absence des deux principaux ministres musulmans, MM. Nabih Berri et Walid Jomblatt, qui n'ont toujours pas accepté les portefeuilles que leur a offerts le premier ministre, M. Rachid Karamé. La réunion s'est néanmoins tenue, comme prévu, au palais présidentiel de Baabda, en dépit de l'absence des dirigeants chiites et druzes, qui se trouvaient en Syrie pour exposer leurs positions aux dirigeants de Damas.

Après sa rencontre avec le vice-président syrien Abdel-Halim Khaddam, M. Berri, plus hostile à la composition du cabinet d'union que M. Jomblatt, a déclaré aux journalistes : « Nous ne sommes pas encore arrivés à un accord. »

Pour sa part, M. Jomblatt a précisé que M. Berri et lui-même ne voulaient pas « mettre des bâtons dans les roues », mais qu'on ne pouvait aboutir à une solution que si « les ambitions nationales légitimes des Libanais » étaient satisfaites.

A l'issue de la réunion ministérielle, qui a duré deux heures, M. Karamé a déclaré comprendre les réticences des deux dirigeants musulmans, tout en ajoutant qu'il espérait qu'ils finirait par se laisser convaincre et viendrait prendre leurs postes. Il a précisé, pour montrer que leurs positions ne seraient pas inférieures à celles de leurs collègues, que chaque ministre serait responsable de « tous les aspects de la politique libanaise », indépendamment de leur portefeuille propre.

انجمن دانشجویان مسلمان ایرانی در فرانسه

Explication à l'intention de l'opinion publique et des autorités françaises responsables

Les agents de Bakhtiar (dernier premier ministre du Chah) ont publié dans le Monde du 28 avril, un article publicitaire dans lequel ils accusent le peuple iranien d'être le responsable de la situation de la République islamique. L'objectif de cet article est de discréditer le régime de la République islamique et d'incriminer la Résistance. La falsification de la vérité et l'usage de diverses étiquettes telles que « terroristes » à l'encontre de la Résistance, l'égarement du peuple iranien et des étudiants combattants et Modjahedins, par le gouvernement de Bakhtiar ou les vestiges du Chah, ne sont, bien sûr, pas des nouveautés, et s'il n'y avait pas de risque de malentendu pour les lecteurs du journal le Monde, la publication de Bakhtiar n'aurait pas eu besoin de réponse. Mais, l'Association des étudiants musulmans iraniens en France, dans l'intention de donner l'opinion publique, dément les points ci-dessous, afin qu'il ne soit dorénavant plus nécessaire de répondre à des gens tels que Bakhtiar :

1 - Le groupe monarchiste dirigé par Bakhtiar, et qui se fait appeler « Mouvement de Résistance National d'Iran », est un groupe rassemblant les vestiges de la dictature déchu du Chah, et entre autres, des agents de la SAVAK du Chah. Les traces des tortures exercées par ces derniers marquent encore le corps d'iraniens dépourvus de liberté et d'étudiants iraniens combattants.

Donc, dans des conditions où Khomény est devenu le porte-drapeau de l'Islam (II) et résume le message du Christ et de Mohammad dans la guerre, les massacres et le terreur, il ne faut pas non plus s'étonner que les monarchistes prétendent s'appeler de la « Charte universelle des droits de l'homme » et nous reprochent de la bafouer. Les instances internationales n'avaient-elles pas présenté, à maintes reprises, le régime du Chah comme le détenteur des records de la violation des droits de l'homme ? N'était-ce pas Bakhtiar qui, le 28 janvier 1979, et les jours suivants ordonna de réprimer les manifestations pacifiques de la population de Téhéran et d'autres villes d'Iran, et qui, au cours de nombreux discours, d'un bout à l'autre du pays ? En fait, la grande majorité du peuple iranien, par des manifestations totalement démocratiques, a, finalement, en février 1979, rejeté de son histoire, une fois pour toutes, le régime du Chah et son dernier premier ministre (Bakhtiar). Les crimes actuels du régime de Khomény ne peuvent donc pas justifier certaines positions de personnes qui ont elles-mêmes, avec une dictature de plus d'un demi-siècle, été le plus impitoyable persécution pour préparer le terrain au Khoményisme.

2 - Malgré cela, personne n'a fait obstacle au droit à la parole et à la diffusion de publication de Bakhtiar (qui le démentent en soi). Nous disons simplement que nous — les torturés — n'avons rien à dire ni à entendre des membres de la SAVAK et des terroristes, et nous ne pouvons pas nous rassembler avec eux dans un même lieu et à une même heure. Un tel rassemblement serait non seulement un manque de respect à la Révolution et à la Résistance légitime du peuple iranien, mais il fournirait le meilleur prétexte à la démolition de Khomény à l'intérieur du pays : cela-ci pourrait prétendre devant les masses populaires iraniennes que tous les opposants à son régime à l'extérieur sont de la même nature illégitime que les monarchistes, qu'ont déjà fait leurs preuves durant plus d'un demi-siècle. De cette façon, si les monarchistes ont quelque chose à dire, ils peuvent — comme les agents de Khomény — s'adresser, à une autre heure ou un autre jour, à la cité universitaire de Paris. A notre avis, faire usage de la force, pour s'imposer à ses opposants est une action totalement antidémocratique et contraire aux conditions nécessaires de la liberté d'expression. D'autre part, ces déments essaient hypocritement d'acquiescer une légitimité qu'ils n'ont jamais eue et un prestige perdu aux yeux du peuple iranien, en s'installant aux côtés des Modjahedins et des combattants de la Résistance légitime du peuple iranien. Mais de même que nous sommes opposés à l'usurpation de la direction de la Révolution par Khomény, nous nous opposons à cette usurpation de légitimité, par les monarchistes, vis-à-vis de la juste Résistance. D'autre part, sur les bases de la logique, et dans quel pays du monde, deux courants fondamentalement contradictoires, fortifiés des actions communes, à une même heure et dans un même endroit ? Cela fait des années que des étudiants épris de liberté consacrent trois heures par semaine, chaque vendredi, à propager leurs idées et diffuser des publications à la cité universitaire.

Si les Savaks de Bakhtiar ne veulent pas porter des coups aux étudiants et perturber leurs actions, pourquoi ne choisissent-ils pas un autre moment ? Ces éléments déclarent dans leur publicité, faire partie des opposants à Khomény et ils mettent l'accent sur ce point. Mais, dans leurs journaux et publications (comme Bakhtiar) ils reconnaissent explicitement la Résistance iranienne, et ont déclaré à maintes reprises préférer bien davantage le régime de Khomény.

3 - Nous, étudiants musulmans iraniens (sympathisants des Modjahedins du peuple d'Iran), par respect profond de la démocratie, n'avons jamais eu besoin d'être le porte-drapeau de l'OMPI de « bêtises, manœuvres, câbles et poings américains », pour attester à la liberté d'autrui, nous n'en avons pas besoin et nous n'en aurons jamais besoin. Seul les régimes despotiques du Chah et de Khomény ont eu et ont encore besoin de se servir aussi bien de divers instruments de torture que des messages insultants et sans frontières : pour notre part, il nous a toujours suffi de jouer d'un véritable droit de réunion et d'expression. Lors des derniers événements de la cité ce fut la clique de Bakhtiar qui, préparée à cet effet, tenta autre chose : une école privée de karaté a utilisé non seulement des matras, des câbles, des poings américains mais aussi des gaz lacrymogènes.

Nous avons en notre possession des documents et témoignages suffisants sur ce fait, qui convaincraient n'importe quel tribunal impartial.

4 - La plus surprenante, et en même temps la plus ridicule des stratagèmes publicitaires de la « publicité Bakhtiar », est la faison établie entre leur avènement à la cité universitaire de Paris et la situation de la République islamique. Il se démontre que ce qui intéresse Bakhtiar et ses mercenaires était, non pas la propagation pacifique de leur pensée à la cité, mais bien un complot contre le représentant de la Résistance du peuple iranien : car le rassemblement des étudiants iraniens combattants et épris de liberté, dans la cité (ce même jour à la même heure) avait cours des années avant l'arrivée de M. Massoud Radjavi en France, et n'a aucun rapport avec cette présence, sauf si quelqu'un veut prétendre qu'il y avait un complot.

5 - L'Association des étudiants musulmans iraniens en France, conformément à la politique de l'Organisation des Modjahedins du peuple, condamne toute exportation du terrorisme de Khomény hors des frontières de l'Iran, et aussi toute forme de perturbation ordonnée par les monarchistes et la personne de Bakhtiar à la cité universitaire.

Nous déclarons que, dans la mesure où cela naît de notre ressort, nous n'avons aucun désir de transformer la cité universitaire (ou tout autre endroit à Paris ou ailleurs en France) en un lieu de rassemblement de groupes violents. Entre les divers groupes politiques iraniens. De ce fait, en attirant l'attention de l'opinion publique française, nous demandons aux autorités de la cité et à d'autres autorités françaises responsables de procéder à un examen exact des événements qui ont eu lieu, ces dernières semaines, à la cité universitaire, et de ne pas permettre aux agents de Bakhtiar, de transformer le milieu étudiant en une scène de manœuvres et d'événements.

Ni Chah, ni Khomény
Vive la liberté !
Association des étudiants musulmans iraniens
en France
1.5.1984, A.E.M.,
B.P. 49, 75406 Paris cedex 10.

ISTH
Institut Privé des Sciences et
Techniques, fondé en 1959
SCIENCES PO
PRÉPARATIONS INTENSIVES
DES VACANCES
Entrée et A.P.
Entrée directe en 1^{re} année
AUTEUR : Dr. H. B. 75018 Paris
224.10.72
TULHAC : Dr. H. B. 75013 Paris
585.59.35

PROCHE-ORIENT ET TIERS-MONDE
Au sommaire du n° 11 (avril 1984)
LE NEO-DESTOIR
MARS 1934 - MARS 1984
Avec des textes de Habib Bourguiba, Mohamed M'Zali,
Michel Grimaud, Charles Saint-Prot, Camille Bégue...
Exclusif : Les marchands d'armes de Khomény
Une enquête sur les ventes d'armes israéliennes à l'Iran
Vente en kiosques ou à « Proche-Orient et Tiers-Monde »,
10, rue Saint-Marc, 75002 Paris (50 F. franc).

LEINA EXPLOSE
NOTRE REPORTER P...
EST SUR PLACE !
TOUS LES
DÉTAILS DANS
LE GUIDE BLEU.
Paris
2 mai : enfin, le

AMÉRIQUES

Nicaragua : du sang et des larmes

II. - «Le pouvoir ne se partage pas»

De notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGANG

La guerre que le régime sandiniste mène contre la guérilla soutenue par les États-Unis entraîne, pour la population, de plus en plus de sacrifices et de privations (le Monde du 3 mai).

Managua. - Chaque soir, les épreuves des articles censurés dans la presse par les autorités sont photographiées par la direction du journal d'opposition et distribuées par porteur spécial aux personnalités et aux organisations politiques, syndicales ou religieuses hostiles au gouvernement sandiniste. Cette distribution se fait sans précautions particulières. Théoriquement, elle est pourtant illégale. Elle illustre assez bien l'ambiguïté de la situation nicaraguayenne.

Les dirigeants sandinistes, qui dénoncent violemment toutes les « activités contre-révolutionnaires » et le « front interne de la subversion financé par l'impérialisme américain », tolèrent un certain nombre de comportements totalement ou en tout cas plus sévèrement réprimés dans la plupart des pays communistes. Par exemple, les Nicaraguayens qui en ont les moyens peuvent voyager à l'étranger et les familles les plus buppées de la bourgeoisie - dont les fils occupent parfois des fonctions importantes dans l'appareil d'État - en profitent pour aller régulièrement « faire leur marché » à Miami, et éviter ainsi les inconvénients de la pénurie et des restrictions. Des mères vont passer quelques jours au Honduras ou au Costa-Rica, où elles retrouvent leurs fils, officiellement « réfugiés », et bien souvent militants de la Contra.

Des personnalités de second rang, mais pourtant connues, de la Force démocratique nicaraguayenne (FON, basée au Honduras) ou de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE, basée au Costa-Rica) viennent régulièrement, il y a peu encore, à Managua rendre visite à leur famille.

Les dirigeants ou les porte-parole des organisations antisandinistes - milieux d'affaires, syndicats indépendants du pouvoir, prêtres et évêques, partis politiques d'opposition - ne se cachent pas pour recevoir le journaliste étranger et expriment leur point de vue en toute sérénité. Cette situation particulière, où le renforcement évident du « pouvoir révolutionnaire » coexiste avec des « espaces de liberté », est encore plus nette depuis le début de la campagne - ou plus exactement du débat - pour les élections générales, qui doivent avoir lieu, sauf accident, le 4 novembre prochain.

Les Nicaraguayens doivent alors désigner un président, un vice-président, et choisir les quarante-dix membres de la nouvelle

Assemblée nationale. C'est un secret de polichinelle : le candidat sandiniste à la présidence sera M. Daniel Ortega, actuel coordonnateur de la junte de gouvernement. Le candidat officiel à la vice-présidence sera M. Sergio Ramirez, membre de la junte, un intellectuel brillant qui appartenait au « groupe des douze », réfugié au Costa-Rica pendant la lutte contre la dictature de Somoza.

« C'est vrai. Il y a une trêve », affirme M. Martha P. Balthazano, la courageuse coordonnatrice nationale de la commission nicaraguayenne des droits de l'homme. Celle qui compte : car la commission gouvernementale des droits de l'homme, déjà bien discréditée, a perdu tout dynamisme depuis la mort de son président, M. Hedenia, ancien ambassadeur... de Somoza. « Il s'efforçait de nous aider », dit Martha, dans les limites de ses possibilités. Elle précise : « Beaucoup de gens actuellement sortent de prison, particulièrement des Miskitos. Mais il en reste ». Et elle énumère, d'une voix tranquille, les « bavures » et les « irrégularités » : « Huit cents condamnations prononcées contre les quelques deux mille cinq cents condamnés en 1979 après la chute de la dictature ; les autres restent au secret. Une centaine de détenus se trouvent dans l'ancien bunker de Somoza et il y a présomption de tortures. L'état d'urgence, proclamé en 1982, a suspendu les garanties. En 1983, la commission a recensé deux cent neuf disparitions, une quinzaine de morts et près d'un millier d'arrestations. Chaque jour, nous sommes saisis de cas de torture, de disparitions et de sévices. Un paysan de la côte atlantique, soupçonné de « complicité avec la Contra », a eu les oreilles coupées et a été laissé pour mort. Il en a été réchappé et est venu dénoncer à Managua les violences dont il avait été victime. (La commission l'a fait partir au Costa-Rica.)

«Le lait arrive!»

« Les tribunaux populaires créés en 1982, dit Martha, allègrement en secret. Un avocat représente l'accusé absent. Seul le président du tribunal est un magistrat. Les autres membres sont nommés par le gouvernement et les organisations sandinistes. Le tribunal populaire a jugé trois cas quatre-vingt-cinq cas en 1983. Il y a eu seize acquittements. »

Elle admet volontiers que la situation des droits de l'homme au Nicaragua n'est pas comparable avec

celle, dramatique, qui prévaut au Salvador ou au Guatemala, par exemple. Mais elle estime « que le projet du gouvernement est totalitaire et que les sandinistes s'efforcent progressivement de prendre le contrôle de toutes les activités ». Elle ne croit pas aux élections de novembre. « C'est comme si un directeur de prison disait aux détenus : vous avez le droit de désigner ceux d'entre vous qui pourront participer au contrôle des détails d'organisation de la vie commune. »

Les « abominations spéciales » de la Presse non censurée sont informées des exploits des Turbas (commandes de choc sandinistes), de la joie qui éclate dans les supermarchés « quand le lait arrive », des documents critiques des syndicats indépendants qui réclament « des élections libres ». (Toutes ces informations sont jugées « négatives » par la censure. Curieusement, un reportage photographique sur les débris d'un avion américain tombé au Costa-Rica, alors qu'il était en mission de ravitaillement militaire de la Contra a également été censuré. Quoi qu'il en soit, les « abominations » distribuent les copies à leurs amis. Et il y a peu de choses qu'on ignore à Managua...

Troisième voie...

« Nous pourrions facilement fabriquer deux journaux par jour, dit avec humour M. Cadra, le directeur de la Presse. Mais je me demande pourquoi ils organisent des élections. Tomas Borge m'a dit : « Il ne faut pas prendre notre sou- »

« Les élections se feront de toute manière », déclare M. Sergio Ramirez, qui rentre d'un voyage en Iran et en Libye. Il a été « impressionné par le fanatisme et l'appel populaire à Khomény », et il a trouvé que « Kadhafi connaissait mal les réalités de l'Amérique centrale. » Il ne comprend pas la nécessité des élections au Nicaragua », dit M. Ramirez, qui ajoute : « Même si la guerre s'aggrave, nous ferons les élections. Et je trouve que notre loi électorale est très bonne. »

Face à cette promesse - et à ce défi - les oppositions internes sont pour le moins perplexes. Elles balancent entre la dénonciation d'un processus électoral « qui n'a pas de sens », puisque les sandinistes « vont l'emporter en toute hypothèse », et l'espoir de conquérir, ou de maintenir, un certain espace politique réellement démocratique « permettant de paralyser la consolidation du pouvoir révolutionnaire sandiniste ».

Le gouvernement a promis de lever l'état d'urgence avant le scrutin, sans donner de date. Mais tous - des conservateurs du PCD (Parti conservateur démocratique, héritier bien affaibli du vieux Parti conservateur hostile au clan Somoza) aux membres de la Coordination démocratique (qui regroupe trois petits partis d'opposition, deux syndicats indépendants et le Conseil supérieur de l'entreprise privée, COSEP) - réclament bien davantage : la suppression de la censure de presse, une amnistie complète et authentique, la séparation du Parti sandiniste de l'État. La hiérarchie catholique, qui est, en fait, la seule et la véritable opposition politique au régime, est allée encore plus loin : Mgr Obando, archevêque de Managua, a carrément recommandé le dialogue avec les dirigeants de la Contra, qui multiplient les actions armées contre le pays. Une « information » que la Presse n'a pu insérer.

Un citoyen, déclare encore l'évêque d' MANAGUA, un chrétien, ne peut pas voter contre sa foi. Une élection doit être un vrai choix. On ne doit pas voter contre les principes de liberté exigés par la foi. » Mgr Vega, nouveau président de la conférence épiscopale, est plus

« souple » que Mgr Obando. Mais il est clair que le poids de l'Eglise officielle - important dans un pays aussi catholique que le Nicaragua - est un facteur qu'on ne peut négliger dans les supputations préélectorales.

Les chefs de groupe de l'opposition se taisent, s'observent, réclament des garanties, menacent de boycotter le scrutin, et même, parfois, se disputent et se déchirent. Des scissions, des exclusives, affaiblissent un peu plus des formations que les observateurs les plus sévères qualifient de « partis croupions » ou « momifiés ».

Le Parti social-démocrate, très faible, est encore amoindri par le départ en exil, au Costa-Rica (où il dirige l'ARDE), de son principal dirigeant, M. Robelo. Le Parti social-chrétien, également membre de la Coordinadora, plus actif, espère obtenir le soutien officiel de la hiérarchie catholique. Le Parti libéral indépendant (PLI), qui participait au pouvoir, a quitté le gouvernement. Il continue de se proclamer sandiniste, et pose, lui aussi, ses conditions. Son chef de file est M. Virgilio Godoy, qui fut ministre du travail dans le gouvernement sandiniste pendant quatre ans, et qui s'est mis « en réserve de la République » en avril.

« Nous sommes, dit-il, la troisième voie entre le Front sandiniste de libération et l'opposition. Le monopole du pouvoir par les sandinistes a créé un malaise. La confusion entre l'Etat et le parti est nocive. Nous souhaitons que les élections ne soient pas une simple formalité. Et la loi électorale n'est pas tout à fait satisfaisante. Il faut que la liberté de mobilisation politique soit respectée. Sinon, je crains que les sandinistes n'aillent seuls aux élections. » Le Parti libéral indépendant a un héros : M. Rigo-berto Lopez Perez, qui a tué Somoza père. Son portrait est dans le bureau de M. Godoy, aux côtés de ceux de César Sandino et de Fonseca, fondateurs du Front sandiniste.

Ses critiques rejoignent celles des porte-parole du COSEP, qui affirme que « la loi électorale est celle du gouvernement », et que « les pressions indirectes, psychologiques, peuvent fausser le vote du 4 novembre ». Les sandinistes affrontent aussi une grogne d'« ultra-gauche ». Le Parti socialiste nicaraguayen (PSN), en fait parti communiste prosoviétique et le Parti communiste du Nicaragua (de tendance trotskiste) estiment que « la révolution n'a pas été faite ».

au Nicaragua ». Ces deux formations souhaitaient des élections pour une Constituante, et non pas la désignation d'un président et d'un parlement. Même son de cloche du côté du Mouvement d'action populaire, et de certains des militants de l'« Eglise populaire », totalement engagés dans les organisations sandinistes. Mais cette grogne d'ultra-gauche est négligeable.

«Nous ne perdrons pas»

Tous, des conservateurs aux trotskistes, étudient à la loupe les déclarations des dirigeants sandinistes, pour nourrir leur suspicion ou leur espoir. « Pour nous, dit M. Daniel Ortega, la démocratie, c'est d'abord la lutte contre l'ignorance, pour la santé publique, pour les droits des travailleurs. » Et il ajoute : « Le christianisme et le marxisme sont parties intégrantes de la démocratie sandiniste. » M. Tomas Borge, qui a une impressionnante collection de crucifix dans son bureau, ne dit pas autre chose, mais il ajoute : « Celui qui ne comprend pas que le pouvoir révolutionnaire est un seul pouvoir ne comprend rien. »

M. Borge, le plus dur et le plus fascinant des commandants sandinistes, a été invité par des théologues espagnols pour leur parler de

la théologie de la libération. Il n'en est pas peu fier...

Le pouvoir ne se partage pas : telle est bien l'idée maîtresse qui sous-tend les explications et les déclarations publiques des commandants. « Il n'est pas question que nous perdions les élections, disent-ils. Nous avons conquis le pouvoir à la pointe du fusil. Nous n'allons pas le perdre par le vote. »

Jamais, dit encore M. Daniel Ortega, le pouvoir du peuple ne pourra être défait, ni par les balles ni par les bulletins de vote. Et il ajoute : « La seule critique féconde est la critique constructive. » Les conservateurs du PCD ont conclu une alliance tactique avec la Coordinadora democrática en avril. Mais cette opposition « rassemblée » manque d'abord de chefs. Ceux qui pourraient prendre la place sont à l'extérieur, comme M. Cruz, qui récusait l'invitation sandiniste, ou M. César, qui a effectué un voyage de « reconnaissance » à Managua, mais n'a pas, semble-t-il, trouvé les conditions « satisfaisantes ». M. Eden Pastora a conservé une popularité réelle, mais il est évidemment exclu qu'il participe au scrutin ; en outre, ce n'est pas un « politicien ».

Dans un pays révolutionnaire et en guerre, dit un militant sandiniste de base, il n'y a pas de neutralité possible...

FIN

ELLE FAIT FONDRE SES BIJOUX POUR DÉCORER LE MINARET DE LA KOUTOUBIA!

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.

maroc

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

L'ETNA EXPLOSE : NOTRE REPORTER PINDARE EST SUR PLACE!

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.

italie du sud

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

Irlande : à la ferme ou à la maison?

Choix cruel, dilemme insurmontable. La ferme? Bien sûr, avec le fermier, la fermière, le breakfast, le feu de tourbe, l'âne et tout le reste. Mais la maison? Comment résister au charme d'un cottage irlandais entièrement pour soi? Feu de tourbe à faire soi-même, breakfast aussi, mais c'est bien drôle.

Vous n'arrivez pas à vous décider et voulez des prix? Les voilà :

Séjour seul :

- Ferme (nuit et breakfast) 75 p
- 8 jours en cottage (par pers. base 6) ... 425 p

8 jours avec votre voiture et le ferry :

- Ferme (avec breakfast) 2.220 p
- Cottage 2.580 p

8 jours avec voiture de location et avion :

- Ferme (avec breakfast) 3.390 p
- Cottage 3.315 p

Vous ne savez toujours pas ce faire? Comme nous vous comprenons. Faites l'un et l'autre en restant davantage ou demandez-nous "l'Irlande en Kit" qui dit tous les prix de l'Irlande.

*Prix haute saison par personne, base 4 personnes.

Pour recevoir "l'Irlande en Kit" remplissez ce coupon et envoyez-le (en joignant 4 timbres à 2,00 F pour frais d'envoi) au Mailing Express, Irlande, BP 591, 75030 Paris Cedex 17, ou venez nous voir, 9, bd de la Madeleine, 75001 Paris. Tél 261.84.26.

Nom _____

Adresse _____

Irlande

Allez loin sans aller loin.

Paris **Genève**

1,50 m

2 mai : enfin, le Service Intercontinental sans changer de continent.

	Aller	Retour
Mercredi	9.35-10.45	12.30-13.35
Dimanche	9.35-10.45	12.30-13.35

Enfin! 1 h 10 d'un vol parfait en gros porteur TriStar Air Canada dans le calme et le confort inégalables de la Classe Affaires Intercontinental. Enfin! A l'aller, un vrai petit déjeuner complet servi dans de la porcelaine; au retour, un grand déjeuner de 4 plats, vins et liqueurs à discrétion. Enfin! Le Service Intercontinental sans changer de continent. Paris-Genève sur Air Canada : c'est si bon que vous trouverez le vol trop court. Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

AIR CANADA Intercontinental

Paris - Service TriStar 24 h des Compagnies 7500 - (1) 742.21.21 Lyon - SS, place de la République 69002 - (7) 142.43.17 Air Canada se réserve le droit d'approuver des modifications à ses rendements de transport.

مقدار من الاموال

AMÉRIQUES

El Salvador

Les deux candidats à l'élection présidentielle du 6 mai ont échangé plus d'insultes que d'arguments

San-Salvador. — Menaces de mort, insultes, calomnies : la campagne pour le deuxième tour de l'élection présidentielle salvadorienne, qui doit opposer le dimanche 6 mai le démocrate chrétien, M. José Napoleón Duarte, au leader de l'extrême droite, M. Roberto d'Aubuisson, n'est pas d'un très haut niveau. Les programmes des deux candidats sont relégués à l'arrière-plan et les accusations réciproques ont un degré de virulence qui inquiète une opinion pourtant accoutumée à la violence.

Aucun meeting n'a eu lieu pendant cette campagne qui doit prendre fin officiellement ce jeudi 3 mai à minuit. Raison principale : personne, dans ce contexte explosif, n'a voulu prendre le risque d'un attentat. Tout se passe dans la presse et surtout à la radio et à la télévision : un matraquage obsessionnel à chaque minute pendant les principales heures d'écoute.

Les slogans sont impératifs. « Le communisme, la démocratie chrétienne, c'est la même chose », dit l'ARENA du major d'Aubuisson. « Vote pour le Salvador. » Et les démocrates chrétiens répondent : « Un vote pour l'ARENA, c'est un vote pour la guérilla. La dictature sera un atout pour la guérilla. Vote D.C. »

Des placards publicitaires, de l'ARENA ou de la démocratie chrétienne, insistent que des personnalités et des parlementaires favorables à Duarte ou à d'Aubuisson ont été assassinés par des tueurs à gages de l'autre camp. Des porte-parole de l'ARENA affirment que la démocratie chrétienne « montre du doigt » et que la guérilla complète le travail « en tuant ». Car « la guérilla et la démocratie chrétienne sont des vases communicants ». Le leader de l'extrême droite parle même d'« escadrons verts » : des organisations clandestines de tueurs

De notre envoyé spécial

qui feraient, selon lui, la même chose que les Escadrons de la mort d'extrême droite. De son côté, la démocratie chrétienne laisse entendre, à tort apparemment, que d'anciens partisans de l'ARENA, qui avaient quitté les rangs de l'extrême droite, ont été exécutés par leurs anciens amis.

L'Eglise catholique s'alarme de ces outrances et l'évêque auxiliaire de San Salvador, Mgr Rosa Chavez a exhorté les adversaires politiques à changer le « ton agressif » de leur campagne. Le bureau de l'archevêque signale que cent douze Salvadoriens sont morts « victimes de la violence politique » depuis la mi-avril. « Jamais, ajoute Mgr Rosa Chavez, la violence ne sera la solution à nos problèmes ».

L'armée neutre ?

Les Salvadoriens voteront finalement le 6 mai, comme ils ont voté le 25 mars, en utilisant le système de listes mises au point avec l'aide des Etats-Unis. Prenant prétexte de la grande confusion qui a effectivement marqué le premier tour, l'ARENA, alliée à deux petits partis de droite, avait obtenu, à l'Assemblée constituante, le vote d'une résolution préconisant le retour à une procédure plus simple (chaque électeur votant où il veut). Mais le président Magana, vivement encouragé par l'ambassade des Etats-Unis, a mis son veto à cette résolution. Cette brève bataille parlementaire a fourni de nouveaux arguments aux deux vedettes de la partie de bras de fer du 6 mai. Pour la démocratie chrétienne, le projet de l'ARENA visait à « faciliter la fraude et à exercer des pressions sur les paysans qui dépendaient de l'Institut de transformation agricole, régi par

l'ARENA ». M. d'Aubuisson se dit persuadé que M. Duarte, qui « va perdre », prépare une insurrection de ses sympathisants « et veut lancer le peuple désarmé contre les forces armées, comme il l'a fait en mars 1972, quand il avait déjà perdu les élections » (1).

L'armée se proclame neutre et les militaires ne voteront pas. Mais le haut commandement a déjà fait savoir que le vainqueur du 6 mai ne devrait pas « modifier l'organisation structurelle de l'armée ». Il semble qu'une majorité des chefs des forces armées soient disposés à accepter une victoire de Napoleón Duarte, bien qu'ils n'approuvent pas ses options économiques et sociales. Mais c'est la seule voie sûre pour le maintien indispensable de l'aide militaire américaine.

Les partisans de M. Duarte accordent 65 % des voix au leader de la démocratie chrétienne qui s'qualifie aussi de « guide ». « Vote pour le vainqueur », ajoute la DC. L'ambassade des Etats-Unis, qui dispose d'un bon service particulier de sondages, est légèrement moins optimiste. Elle crédite M. Duarte de 62 % des intentions de vote. La guérilla, pour le moment, ne dit rien : c'est comme si elle était absente du débat politique. Au plan militaire, les accrochages particulièrement meurtriers ont eu lieu ces derniers jours dans la partie orientale du Salvador. Et les hommes du nouveau bataillon Ronald Reagan, mis en place par le lieutenant-colonel Cruz, basé à San Francisco-Gotera, ont commencé à crapahuter dans le nord du Morazan, à l'est du pays.

M. N.

(1) La plupart des observateurs de la vie politique salvadorienne estiment, au contraire, que M. Duarte avait gagné les élections de 1972. — NDLR.

AFRIQUE

LE CONFLIT NAMIBIEN

Des négociations vont s'ouvrir à Lusaka entre les Sud-Africains, des représentants de Windhoek et la SWAPO

Windhoek. — Une réunion de haut niveau, regroupant les principales parties impliquées dans le conflit namibien, doit avoir lieu très prochainement à Lusaka (Zambie), sous les auspices du président Kaunda, indiquait-on, mercredi 2 mai, de source bien informée à Windhoek. Cette conférence sans précédent, qui pourrait marquer une étape décisive dans l'évolution du conflit namibien, n'a pas été confirmée officiellement.

M. Willie van Niekerk, administrateur général sud-africain de la Namibie, nous a simplement indiqué « qu'un processus de négociation était en cours », se refusant à donner des détails qui pourraient, selon lui, nuire au bon déroulement des pourparlers actuels. Il a ajouté que cette rencontre « était possible, mais qu'il n'y avait, à l'heure actuelle, rien de définitif ». Il a néanmoins confirmé qu'une délégation de la Conférence multipartite, regroupant six des principales formations politiques namibiennes, avait l'intention d'effectuer une tournée africaine, mais que ni les pays visités ni les dates n'étaient encore connus.

Cependant, de source sûre, on indique que la première étape de ce voyage sera Lusaka, où un sommet devrait très vraisemblablement réunir les responsables de la SWAPO (l'organisation du peuple du Sud-Ouest africain), des représentants de l'Afrique du Sud, la délégation de la Conférence multipartite (MCP), ainsi que les autorités zambiennes. Plusieurs indications corroborent cette information. Tout d'abord, le voyage effectué à Lusaka, le 2 mai, par un représentant de l'allemand de la SWAPO, M. Niko Bessinger. Ensuite, la visite, le 25 avril, dans la capitale zambienne, de M. « P.K. » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, de son collègue de la défense, le général Magnus Mieland, et de M. Willie van Niekerk, au cours de laquelle a été très probablement évoquée cette « table ronde ». Enfin, le représentant de la SWAPO à l'ONU, M. Theo Gurbaba, a indiqué, le 1^{er} mai à New-York, que son organisation était prête à discuter d'un « cessez-le-feu » pour mettre fin à l'« occupation » de la Namibie par Pretoria, avec une « délégation coloniale sud-africaine » comprenant

De notre envoyé spécial

des membres de la commission multipartite. D'autre part, les membres de la MCP doivent, ensuite, se rendre dans cinq autres capitales africaines francophones : le Gabon, la Côte-d'Ivoire, le Sénégal, le Maroc, et peut-être le Togo, où des entretiens au plus haut niveau sont prévus. Cette tournée de trois semaines, appuyée par l'Afrique du Sud, qui en assure la préparation, pourrait également s'étendre aux Etats-Unis.

Elle a pour but, selon l'un des membres de la MCP, de présenter « la réalité namibienne » ainsi qu'une « charte des droits fondamentaux et des objectifs destinés à préserver les identités culturelles, religieuses et linguistiques » de chacune des ethnies de la Namibie.

Un pas important

Cette charte, adoptée le 18 avril par les six parties figurant au sein de la MCP — notamment le Parti national, l'Alliance démocratique Turnhalle (DTA), l'Union nationale du Sud-Ouest africain (SWANU), le Front de libération Rehoboth et le Parti du travail, — après six mois de discussions, constitue, pour les membres du comité politique de la MCP, une victoire. Ils estiment qu'un pas important a ainsi été franchi en direction d'une constitution qui, à leurs yeux, doit être rédigée avant toute élection, contrairement à ce que recommande la résolution 435 des Nations unies.

Cette résolution, votée en 1978, prévoit notamment l'instauration d'un cessez-le-feu, le retrait des troupes sud-africaines et l'organisation d'élections sous la surveillance de l'ONU. De l'avis des membres de la MCP, la résolution 435 ne peut plus être considérée comme l'unique moyen de parvenir à l'indépendance.

Pretoria, comme Washington, estime, cependant, qu'un véritable débloccage de l'impasse namibienne ne pourra s'opérer qu'avec le retrait des troupes cubaines d'Angola. Les membres de la MCP préfèrent pourtant ne pas attendre et pensent, malgré tout, que l'adoption de leur

« charte des droits fondamentaux » constitue un sérieux espoir de règlement.

Un certain optimisme règne à Windhoek. Si les pourparlers de Lusaka ont lieu, un nouveau pas sera franchi en Afrique australe dans la voie du dialogue. En effet, pour la première fois depuis l'échec de la conférence de Genève, en 1981, la SWAPO aura des entretiens officiels avec les autorités sud-africaines. Ce sera également la première fois que cette organisation, en lutte depuis près de dix-huit ans pour obtenir l'indépendance, aura des discussions avec les partis internes de la Namibie qu'elle a toujours ignorés, les considérant comme des « marionnettes de Pretoria ». Enfin, ce sera également la première fois que des pays africains donneront, en les recevant, une existence officielle à ces mêmes partis, dont l'Organisation de l'unité africaine et les Nations unies ont toujours refusé de reconnaître la légitimité. L'Assemblée générale de l'ONU avait, en 1973, octroyé la qualité de « représentant authentique du peuple namibien » à la seule SWAPO. La rencontre de Lusaka, si elle a effectivement lieu, se produira peu de temps après la signature d'accords, dans cette même ville, le 16 février, entre l'Angola et l'Afrique du Sud, et l'intervention d'un pacte de non-agression et de bon voisinage, le 16 mars, entre Pretoria et Maputo.

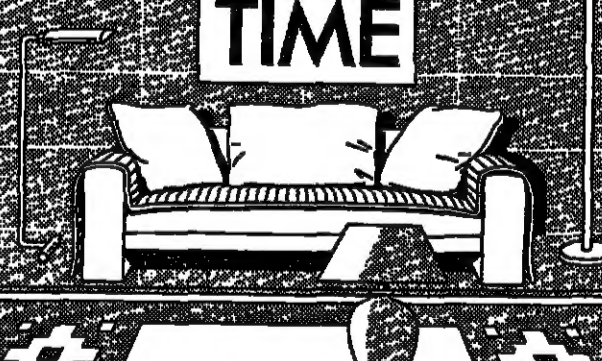
Il reste que de sérieuses dissensions existent entre les formations politiques de Namibie (vingt-trois, officiellement), et que l'élaboration d'une constitution ne se fera pas sans peine.

Coupée de ses bases armées en Angola depuis l'accord de Lusaka, affaiblie par la guerre sans merci que lui livre l'Afrique du Sud (170 tués depuis le 16 février et 5.470 depuis le mois d'avril 1979), l'organisation de M. Sam Nujoma est, selon le général Meiring, commandant en chef des forces territoriales en Namibie, « sur le point d'être vaincue ». Néanmoins, sa popularité reste grande et ses adversaires politiques le craignent. Si la SWAPO participe à la réunion de Lusaka, ce n'est sans doute pas pour aller à Canossa.

MICHEL BOLE-RICHARD.

INTERIEURS
Nuances des fauteuils et canapés. Jeux de lumières des abat-jour et des halogènes. Géométrie variable des tapis indiens. Un confort à l'américaine repense à la française : votre intérieur.

FIRST TIME



27, RUE MAZARINE - PARIS 6^e - TEL. 325.55.00 - PARKING.

Rythmes et poésie
berbères de Kabylie

AIT MINGUELLET



A LYON,
le dimanche 6 mai 1984,
à 14 h 30, à la BOURSE DU TRAVAIL, (Place Guichard)

A MARSEILLE,
le dimanche 13 mai 1984,
à 15 h, au CHATEAU STADIUM, (3 bis, bld Michelet)

A PARIS
les samedis 19 et 26 mai 1984,
à 14 h 30, à l'OLYMPIA

UN PILOTE D'ESSAI AMÉRICAIN S'EST TUÉ AUX COMMANDES ... D'UN MIG-23 SOVIÉTIQUE

Washington (AFP, UPI, Reuter). — L'aviation dans lequel un pilote d'essai de l'armée de l'air américaine, le lieutenant général Robert Bond, a trouvé la mort jeudi dernier 26 avril était un Mig-23 soviétique et non un nouvel appareil américain, ont révélé des sources autorisées au Pentagone.

L'accident avait eu lieu sur la base d'essai Nellis, dans le Nevada. Le lieutenant général Bond, âgé de cinquante-quatre ans, ancien pilote de chasse pendant les guerres de Corée et du Vietnam et, depuis lors, commandant adjoint du service d'évaluation des nouveaux systèmes d'armes de l'armée de l'air, avait réussi à s'éjecter de l'appareil après en avoir perdu le contrôle, mais il était mort en arrivant au sol, malgré l'ouverture normale de son parachute. Selon de premières rumeurs, dont faisait état notamment le Washington Post — et reprises par l'agence TASS dès le 28 avril, l'avion aurait été un prototype du nouveau bombardier dit « furtif » — Stealth — en préparation pour les années 90.

L'armée de l'air américaine s'était bornée à dire, dans un premier temps, qu'il s'agissait d'un « avion d'essai spécialement modifié ».

Aujourd'hui, le Pentagone admet qu'il s'agissait d'un avion soviétique Mig-23 (Flogger, dans la terminologie de l'OTAN), conçu à la fin des années 60 et utilisé dans un programme américain ultra-secret visant à étudier les systèmes d'armement soviétiques. Les mêmes sources se refusent à indiquer comment l'armée de l'air américaine s'est procurée cet appareil et se bornent à dire que celui-ci provenait d'un pays du Proche-Orient autre qu'Israël.

Plusieurs pays du Proche-Orient, notamment l'Égypte, l'Algérie, la Libye et l'Irak ont acheté des Mig-23 à l'URSS.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

Le Monde
Loisirs

NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ
AU « MONDE » DU VENDREDI 4 DATÉ SAMEDI 5 MAI 1984

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

VOYAGE SUR LES PLANCHES DE BOIS DE LA VIEILLE ANGLETERRE



SPORTS :
Le triathlon ou l'enfer en trois dimensions.

GASTRONOMIE :
La Reynière s'explique sur l'art et la manière du bien traiter le poisson.

PARIS :
Fontaines à Paris, œuvres d'art et lieux de rendez-vous.
Et un choix commenté des programmes de la radio et de la télévision pour la semaine.

CE SUPPLÉMENT EST VENDU ENCARTÉ DANS L'ÉDITION QUOTIDIENNE DU « MONDE »

bercy

le port... l'art...
Ces programmes
PARIS 10^e
PARIS 17^e
LYON 6^e

VOYAGEZ EN IR

une auto
de balade
2200
UNO IPO 19 av. du Tournesol

EUROPE

Pologne

APRÈS LES MANIFESTATIONS DU 1^{er} MAI
M. Walesa approuve l'attitude des clandestins

Les autorités polonaises ont voulu de traiter par le mépris les manifestations de fidélité à Solidarnosc, qui ont pourtant rassemblé, le 3^{er} mai, plusieurs dizaines de milliers de personnes (le Monde du 9 mai). Un communiqué du bureau politique évoque à peine « quelques tentatives isolées » et « insignifiantes » de « troubler l'ordre ». Au contraire, affirme la direction du parti, « la participation particulièrement massive » [aux défilés officiels] « a constitué une ferme réponse aux visées des forces antisocialistes ».

La presse domine généralement la même image de cette journée, les journaux de Gdansk ignorent complètement la participation surprise de M. Lech Walesa à une manifestation de défilé aux officiers.

La télévision, elle, a montré, en diffusant les images d'un « entretien » entre le correspondant de l'agence Reuters à Varsovie et le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, qui avait convoqué le journaliste pour le sermonner sur la manière dont il avait rendu compte de la journée du 1^{er} mai.

Le journaliste, M. Donald Forbes, s'est formellement opposé à ce que cette « conversation » soit filmée, mais les caméras ont continué à tourner et, le soir, les montages de l'entretien, assorti de commentaires adhésifs, a été présenté au public polonais. Au cours de ces manifestations de la ville, plusieurs journalistes occidentaux avaient été inter-

Du 3 Mai au 13 Juin 1984
REVISIONS
systématiques et intensives
du **BAC**
COURS SPINOZA
25 ans d'expérience 805 29 57
96, av. de la République 75011 PARIS

berdy
le prêt à porter
des grands
(1 m 85 à 2 m 15)
et des costards
PARIS 12^e
86, av. Ledru-Rollin
Tél. : 628.18.24
PARIS 17^e
79, av. des Ternes
Tél. : 574.35.13
LYON 6^e
22, cours F-Roosevelt
Tél. : 865.93.96

pellés et gardés à vue pendant plusieurs heures, tandis que leurs notes, films, enregistrements étaient confisqués.

Selon un porte-parole de la milice, 113 personnes ont été interpellées à Varsovie au cours des manifestations. Il y aurait eu une soixantaine d'arrestations à Gdansk.

La direction clandestine de Solidarnosc a appelé à de nouveaux rassemblements pour la soirée du 3 mai, anniversaire de la Constitution démocratique de 1792. Dès à présent, le succès relatif — vu les circonstances — des manifestations du 1^{er} mai conforte, la position de la commission de coordination du syndicat (IKK), qui semblait en perte de vitesse. M. Walesa lui a d'ailleurs apporté son appui plus nettement que jamais en déclarant : « Je suis un syndicaliste comme les autres. J'ai organisé une contre-manifestation pour répondre à l'appel de la TKK. Il n'existe aucune divergence entre la direction clandestine de Solidarnosc et moi, et je ne pourrais sans cesse à ses directives ».

Le journaliste, M. Donald Forbes, s'est formellement opposé à ce que cette « conversation » soit filmée, mais les caméras ont continué à tourner et, le soir, les montages de l'entretien, assorti de commentaires adhésifs, a été présenté au public polonais. Au cours de ces manifestations de la ville, plusieurs journalistes occidentaux avaient été inter-

Bonn. — Depuis une semaine les autorités d'Allemagne de l'Est ont commencé à mettre un frein à l'émigration vers l'Ouest au titre de la réunification des familles. Le rythme des arrivants au centre de transit de Gleissen, dans la Hesse, qui avait atteint cinq-cent cinquante personnes par jour au cours des semaines précédentes, est retombé à environ cent vingt, a indiqué mercredi 2 mai la chaîne de télévision ouest-allemande ARD.

L'accroissement spectaculaire du nombre des autorisations de sortie accordées par Berlin-Est a permis à plus de 20.000 réfugiés de gagner la RFA depuis le début de l'année. Ces derniers temps cependant, les signes se multiplient d'une volonté des dirigeants est-allemands d'en revenir à un rythme plus faible. Le ralentissement observé aujourd'hui a été précédé d'une campagne menée en

SI VOUS MESUREZ
1 m 80
OU PLUS
(jusqu'à 2 m 10)
SI VOUS
ÊTES MINCE
OU FORT
John
Rapal
Spécialiste prêt-à-porter
grandes tailles.
UNE SEULE ADRESSE :
40, Av. de la
RÉPUBLIQUE
75011 PARIS
Tél. : 355.66.00
Ouvert du lundi au
samedi de 9 h 30 à 19 h
Métro Pommeville
Parking gratuit

VOYAGEZ JUMBO
EN IRLANDE
• Une auto
pour se balader
7 jours 2 290 F*
(avion aller-retour inclus)
JUMBO INFO 19 av. de Tourville, tél. 705.01.95
et agences agréées
• Votre maison
dans le Connemara,
7 jours 560 F*
*prix à partir de, taxes d'entretien

Yougoslavie

MORT
DANS DES CIRCONSTANCES
NON ELUCIDÉES

L'une des vingt-huit personnes servies le 20 avril dernier, à Belgrade, puis relâchées après de longs interrogatoires, a été retrouvée morte dans des circonstances non élucidées, le lundi 30 avril. Il s'agit de Radomir Radovic, trente-trois ans, qui, contrairement à la plupart des personnes relâchées, se trouvait à l'extérieur de M. Milovan Djilas, n'était pas un intellectuel mais un ouvrier qualifié, connu pour son engagement au sein du syndicat de son entreprise. Il avait déjà assisté à plusieurs réunions-conférences de ce type, organisées par des personnalités plus ou moins « dissidentes ». Relâché dès le lendemain de la rafle, il avait été à nouveau appréhendé le 22 avril, puis remis en liberté après avoir subi un interrogatoire de cinq heures. Le lendemain, il disparaissait de Belgrade pour n'être retrouvé qu'une semaine plus tard, mort, dans la maison de campagne de sa tante, à une vingtaine de kilomètres de la capitale. Aucune indication n'a été donnée jusqu'à présent sur les circonstances de sa mort. Une autopsie devait être pratiquée ce jeudi (le Monde des 22, 24 et 25 avril).

RDA

Les autorités mettent un frein
à l'émigration vers l'Ouest

Correspondance

RDA pour dissuader les nouveaux candidats au départ.

Parallèlement à cette campagne de propagande et de menace, des personnes venues chercher conseil auprès de la représentation de la RFA à Berlin-Est ont été arrêtées. Deux d'entre elles au moins ont été condamnées à des peines de prison en vertu d'un article de loi interdisant la propagation à l'étranger d'informations dommageables à la RDA.

La brutalité de cette réaction, qui a d'ailleurs coïncidé avec une mise en garde à peine voilée de Moscou, la semaine dernière, a suscité de vives protestations à Bonn. Le gouvernement fédéral, qui avait plus ou moins tacitement accepté en mars dernier un accroissement de la présence policière autour de sa représentation afin d'éviter un afflux de personnes cherchant à forcer leur passage à l'Ouest en trouvant refuge dans ses locaux, s'inquiète aujourd'hui du durcissement des contrôles.

A l'occasion du dixième anniversaire de l'échange de représentations entre les deux Allemagnes le représentant de la République fédérale à Berlin-Est, M. Brüninghaus, a réaffirmé mercredi que de telles pratiques allaient à l'encontre des accords inter-allemands et des résolutions de la conférence d'Helsinki.

HENRI DE BRESSON.

Turquie

Une mission du Conseil de l'Europe
a visité deux prisons militaires

De notre correspondant

estiment qu'il faut maintenir les pressions sur le régime d'Ankara afin d'influer sur le sort des détenus politiques, notamment celui des membres de l'Association turque pour la paix encore emprisonnés.

Un petit groupe d'élus représentant divers courants à Strasbourg ont été autorisés à visiter les prisons militaires de Mamak (à Ankara) et de Diyarbakir. Cette dernière, grâce à un avion mis à leur disposition par les autorités turques. Cette visite, la première jamais autorisée, a été saluée comme un « geste positif », notamment par le député autrichien Ludwig Steiner qui y voit « une preuve de la volonté de coopération du gouvernement turc ».

ARTUN UNSAL.

De retour à Paris, les parlementaires ont fait un compte rendu détaillé de leur visite dans les prisons.

LA MORT DE TIBOR MENDE

Un découvreur du tiers-monde

Une silhouette trapue, un ton égal, un regard clair, attentif, qui vous prenait bien en face, il y avait du Jean Monnet chez Tibor Mende — dont le Monde a annoncé hier la mort, — encore qu'une telle comparaison les eût bien étonnés l'un et l'autre. Monnet, en effet, ne vivait que par et pour l'Europe, Mende pour ce tiers-monde dont il fut, à l'époque de Bandung, le découvreur passionné et passionnant. Monnet était un homme de la parole, du contact, du téléphone, qui n'aurait, si l'on ose dire, que par personne interposée, Mende croyait aux vertus de l'écrit, et il a publié un grand nombre d'articles — dont certains dans le Monde — et d'ouvrages clairs et nets.

Mais l'intellectuel honnête devenu français et le paysan commerçant de la Charente avaient en commun d'être les hommes d'une seule idée à la fois, et de mettre au service de cette idée une énergie et une patience inépuisables.

Tibor Mende n'était pas un « tiers-mondiste » au sens, facilement péjoratif, que l'on donne aujourd'hui à ce terme. Il a cependant été l'un des premiers à comprendre que l'Afrique, l'Amérique latine, et plus encore l'Asie, qu'il connaissait à fond, pesaient d'un poids grandissant dans les affaires de la planète, quand ce ne serait que du fait de leur développement démographique, lequel posait en priorité, bien entendu, le problème de l'alimentation. Très vite, il mesura l'hypocrisie du discours sur le développement, et de ce qu'il appelait joliment l'« establishment de l'aide ». Pour lui, il n'y avait pas l'ombre d'un doute que la seule chance pour cette terre de devenir plus pacifique résidait dans l'aptitude

de ses habitants à partager les ressources de manière plus équitable. Ce que François Perroux avait résumé à l'époque dans une formule lapidaire : « guerre ou partage du pain ».

Se convaincant d'autant plus méritoire qu'il se faisait peu d'illusion sur les chances de voir l'humanité suivre ce sage chemin. Dans un monde possible, paru en 1964, il avait constaté par exemple que, « comme il y a à peu près autant de classes dirigeantes inflexibles que d'injustice sociale, il y aura de plus en plus de situations où les changements inévitables ne pourront se faire par des moyens pacifiques ». Et on le sentait, au fil des années, de plus en plus désabusé. Entre la peur et l'espoir, pour reprendre le titre d'un autre de ses livres, il ne semblait plus guère hésiter.

Il y avait, pour nourrir ce pessimisme, beaucoup de raisons objectives. Reste que rien n'est jamais définitivement joué, et qu'on a toujours tort de jeter la manche après la cognée. Retenons plutôt de Tibor Mende qu'il fut, pour toute une génération, l'un de ceux qui ont fait le mieux découvrir et percevoir la fascinante réalité du tiers-monde en éveil. Beaucoup de ses livres — l'Inde devant l'orage, L'Amérique latine entre en scène, Regardez sur l'histoire de demain, Conversations avec Nehru, etc. — ont connu à l'époque un grand succès. Ils demeureront longtemps sur les rayons de nos bibliothèques d'indispensables ouvrages de référence.

ANDRÉ FONTAINE.

INTER MATIN
PHILIPPE CALONI 6H 8H45.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR L'ACTUALITÉ QUOTIDIENNE

• DES ENVOYES SPECIAUX ET PERMANENTS PARTOUT DANS LE MONDE.
• DES JOURNAUX ORIGINAUX CHAQUE DEMI-HEURE :

6 H 00 ISABELLE MONROZIER
6 H 30 JACQUES ESNOUS
7 H 00 LUC EVRARD
7 H 30 JEROME BONALDI
8 H 00 GERARD COURCHELLE
8 H 30 LA REVUE DE PRESSE DE DOMINIQUE SOUCHIER

POUR CEUX QUI ONT LE MONDE ENTRE LES OREILLES.

France inter

مكتبة من الامم المتحدة

Le ministre de l'économie annonce un budget 1985 « d'une rigueur sans commune mesure avec celui de 1984 »

L'Assemblée nationale a entamé, mercredi 2 mai, la discussion du projet de loi « sur le développement de l'initiative économique ». Ce texte, proposé par M. Jacques Delors dans le cadre des mesures de restructuration industrielle, cherche à favoriser la création ou la reprise d'entreprises par la mise en place d'un « livret d'épargne entreprise », par l'attribution d'exonérations fiscales ou d'avantages fiscaux dans certains cas d'investissement, notamment pour la recherche et l'innovation, par de nouvelles formules d'association du capital et de la « matière grise », par des facilités accordées aux salariés qui rachèteraient leurs entreprises, enfin par des avantages fiscaux accordés aux entreprises qui reprendraient des sociétés en difficulté dans les pôles de conversion (le Monde du 23 mars).

Un tel projet, qui veut soutenir l'initiative économique des personnes privées, ne pouvait pas être combattu par l'opposition. Et, si M. Michel Noir (RPR, Rhône) crut bon de soutenir une question préalable — dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre — il reconnut que c'était parce que ce texte allait tellement « dans le bon sens » qu'il lui reprochait de ne pas aller assez loin. Il a regretté que l'application de certaines dispositions avantageuses pour les investisseurs soit soumise à « l'agrément » de l'administration fiscale.

Surtout, il n'admet pas le traitement privilégié des pôles de conversion, car c'est « partager la France en deux », argument que développe M. Robert Galley (RPR, Aube), en expliquant que le gouvernement est en train de briser l'unité des Français, « alors que le chômage sévit partout ».

L'UDF, par la voix de M. François d'Aubert (UDF, Mayenne), fit la même analyse, alors que M. Jean Anciant (PS, Oise), pour les députés socialistes, explique que « même dans le domaine économique la gauche offre à la société française de nouveaux espaces de liberté ».

M. Parfait Jans (PC, Hauts-de-Seine) lui-même n'est pas fondamentalement opposé à l'esprit de ce projet. Il est d'accord avec l'aide aux entreprises « à condition qu'elle soit limitée dans le temps et liée aux objectifs à atteindre », notamment en matière d'emploi. En revanche, il est opposé à tout ce qui se traduit par « des exonérations fiscales au profit des actionnaires et du patrimoine privé du chef d'entreprise ».

Le début de la discussion de ce projet de loi fut surtout l'occasion pour le ministre de l'économie et des finances de faire devant les députés un véritable discours-programme et de répondre aux critiques qui lui sont adressées de tous côtés.

L'assainissement de l'économie ? « Ce n'est pas en ayant les yeux rivés sur les indices mensuels que l'on peut évaluer les fruits de la rigueur mais en appréciant les tendances. Or de ce point de vue le redressement est bel et bien engagé. (...) Nous avons franchi un cap, mais il nous reste du chemin à faire. En aurons-nous la patience et la volonté ? C'est toute la question. Stimuler la demande intérieure ? Cela nous plongerait dans un déficit permanent de nos échanges extérieurs. (...) La voie du salut ne peut résider que dans un modèle qui, au-delà de l'inévitable assainissement, met l'accent sur la baisse drastique de l'inflation, le maintien du pouvoir d'achat de notre monnaie, la recherche acharnée de la compétitivité. » Mais « la clé du succès économique ne peut résulter que de la mobilisation de toutes les forces de la société » et le CNPF doit comprendre que, dans les pays qui cèdent lui-même en exemples (la RFA), « les travailleurs sont associés pleinement au processus de production ».

Le chômage ? Refuser la modernisation, qui est la cause des « deux tiers de l'accroissement du chômage », serait « sombrer dans un immobilisme nourri par des subventions, tourner le dos à une économie créatrice de richesses et donc d'emplois nouveaux ». Troquer « un peu plus d'inflation contre un peu moins de chômage » ? « Musarder en chemin ne ferait que compromettre le sursaut sans pour autant ralentir la montée du chômage ».

Le commerce extérieur ? Comme l'inflation diminue, que « les coûts de production connaissent une décollation sensible, que la productivité et les marges des entreprises augmentent, le reste ne dépend plus que de la capacité des entreprises à s'imposer comme celles qui vendent les meilleurs biens et services au meilleur prix (...). le gouvernement a des devoirs, les entreprises aussi ». Les implantations d'entreprises françaises à l'étranger ? Elles sont indispensables « dans le monde tel qu'il est (...) pour diffuser le

savoir-faire et le savoir-produire français ».

Les créations d'emplois ? Elles ne peuvent plus être le fait de « quelques grands groupes industriels », mais il faut « agir sur la création d'emplois au niveau des petites sociétés de production en créant un environnement propre au développement de dynamiques individuelles ou collectives ».

Les annulations de crédits budgétaires ? « Tant que la France souffrira d'un déficit de son commerce extérieur, nous n'aurons aucune marge de manœuvre. L'endettement

Le contrôle des changes ? « La situation objective de notre économie permettrait de le lever pour les entreprises, mais c'est impossible tant que des hommes politiques importants, des chefs d'entreprises de premier plan, des banquiers, vont dire du mal de notre pays à l'étranger. » « Nous ne supprimerons pas le contrôle des changes tant qu'il n'y aura pas, dans le pays, un minimum de consensus pour ne pas aller cracher sur son pays à l'étranger », a-t-il ajouté. Et M. Delors de condamner la demande de rensei-

gnement adressée au FMI par le président de la commission d'enquête du Sénat sur la dette de la France.

Comme le dit le ministre de l'économie, il y a en France « des doutes inhérents à toute phase de violents efforts ».

Th. B.



Dessin de PLANTU.

Le budget de 1985 ? « Il sera d'une rigueur sans commune mesure avec celui de 1984. »

Débat sur l'aide au retour des immigrés

L'insécurité, souvent couplée à l'immigration, a été à peine évoquée au cours du débat instauré au Sénat, mercredi après-midi 2 mai, à partir des conclusions du rapport de M. Henri Collard (Gauche dém., Eure) sur la proposition de loi de M. Edouard Bonnefous (Gauche dém., Yvelines) tendant à faciliter le retour volontaire des travailleurs immigrés dans leur pays. A l'exception de M. Max Lejeune (Gauche dém., Seine), qui a, entre autres, dénoncé « sous le prétexte d'aide politique », l'« erreur de Neuchâtel-Château » (où l'ayatollah Khomeiny séjournerait pendant son exil en France), qui aurait dû, selon lui, « guérir » des « ayatollahs de malheur » et « des minorités pervers », les sénateurs ont placé leurs interventions sous le signe de la crise économique qui frappe, ont-ils constaté, au premier chef des travailleurs immigrés. Cette constatation justifie, aux yeux de l'ensemble des orateurs, la lutte contre l'immigration clandestine.

Reste l'aide au retour. Le système élaboré par M. Bonnefous et peaufiné par la commission des affaires sociales prévoit l'attribution jusqu'au 31 décembre 1985 d'une aide accordée aux travailleurs étrangers licenciés non ressortissants de la CEE, et subordonnée au retour du travailleur, de son conjoint et de ses enfants mineurs dans leur pays d'origine. L'aide qui, selon le cas, pourrait varier de 91 000 F à 118 000 F, comprendrait les indemnités légales et conventionnelles dues aux travailleurs licenciés et l'ensemble des allocations auxquelles ils auraient pu prétendre pendant un an. Elles seraient versées en trois temps, dont l'ultime dépendrait d'un accord bilatéral entre la France et le pays d'origine. Enfin, une taxe sur les exportations d'armes serait censée couvrir la dépense.

Ces dispositions sont approuvées par les sénateurs des groupes RPR, RI et de la Gauche démocratique (y compris radicaux de gauche) et de l'Union centriste, bien que son porte-parole, M. Edouard Lejeune

(Faisière), ait jugé excessif le montant de l'aide prévue. Sur la part de l'aide qui revient à l'Etat, elle explique le mécanisme, considérant qu'il apporte « à chaque bénéficiaire un véritable capital, plusieurs fois supérieur à ce qui a jamais été fait ». Le capital prévu permet, souligne-t-elle, « de créer les conditions indispensables à une réinsertion véritable ». Elle justifie son opposition au texte sénatorial essentiellement par son coût : « N'oublions pas davantage les prélèvements sur l'économie française », déclare-t-elle.

A. Ch.

LE RENFORCEMENT DU RÔLE DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EST APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Mettre en harmonie la composition du Conseil économique et social avec les structures économiques et sociales actuelles, avec pour conséquence une augmentation de ses effectifs (200 à 226 conseillers désignés pour cinq ans), et améliorer le fonctionnement de cette assemblée consultative en créant une procédure d'urgence, en assouplissant les règles de composition du bureau en tirant les conséquences de la pratique qui s'est instaurée tant pour le régime des sessions que pour la publicité des séances : tels sont les deux volets du projet de loi organique « modifiant l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social », examiné en première lecture mercredi 2 mai par le Sénat qui l'a adopté à l'unanimité de ses 314 votants.

Il était tant pour certains d'apporter des modifications à la composition préparée par le CES : prévoir la représentation des classes moyennes, augmenter celle des associations familiales, rurales, des artisans ou des agriculteurs... Cette tentative ne s'est guère concrétisée. Le risque étant, en cas de succès, d'apparaître trop grand de voir à leur tour, retoucher un « délicat équilibre » par les députés. La seule exception concerne la représentation spécifique des Français établis hors de France, que le Sénat a fixé à trois membres.

Comme il l'avait annoncé, M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a rendu publique la répartition des sièges du collège des salariés (bien qu'elle relève du domaine réglementaire) : 17 pour la CFDT, 4 pour la CFTC, 7 pour la CGC, 17 pour la CGT, 17 pour la FO, 4 pour la FEN et 1 à la Fédération des salariés de l'agriculture.

M. ROCARD :

je ne suis pas un sectaire

L'opposition ne pouvait manquer l'occasion, que lui a offerte la dernière prestation télévisée de M. Rocard, de présenter le ministre de l'Agriculture comme un homme « sectaire ». Aussi, le mercredi 2 mai, au cours de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, M. Jean Brocard (UDF, Haute-Savoie) est revenu sur les déclarations de M. Rocard sur l'importance du nombre de partisans de l'Algérie française parmi les anciens élèves de l'enseignement privé. Lui rappelant que les écoles françaises d'officiers sont des établissements publics, il lui a demandé : « Après la guerre scolaire, allez-vous assumer la responsabilité de la division chez les militaires ? »

M. Rocard a répondu qu'il s'agissait « d'une interprétation partielle et partielle de ses propos ». Il a rappelé que, au moment de la guerre d'Algérie, « un fossé s'était creusé entre le pays et son armée, en particulier le corps des officiers » et qu'il avait eu l'occasion de remarquer qu'« une proportion significative de l'ordre de deux tiers des officiers d'active en service en Algérie étaient passés par l'école privée ».

Cela étant, le ministre de l'Agriculture a saisi l'occasion : « Il n'y a jamais eu de honte à avoir fréquenté une école privée. (...) Si vous voulez me faire passer pour sectaire, je vous invite à demander aux dirigeants de l'enseignement agricole, public ou privé, s'ils ont l'image qu'ils retiennent des négociations que nous avons menées. »

Après avoir souligné sa solidarité avec M. Savary, M. Rocard a conclu : « Le problème de l'enseignement privé ne se pose pas dans les mêmes termes si l'enseignement public ne s'est pas trouvé dans l'état de délabrement où nous l'avons trouvé. »

vendredi 4 mai
un «Apostrophes» exceptionnel!

CLAUDE LÉVI-STRAUSS

de l'Académie française

PAROLES DONNÉES

Plon

M. Delors l'inexpugnable

(Suite de la première page.)

C'est dire que, sociologiquement — ce que personne ne conteste — et politiquement, sa « vraie famille » est bien la gauche. Il a voulu le rendre en adressant aux hommes politiques de l'opposition, mêlés à des « grands chefs d'entreprise », une véritable volée de bois vert, en forme de leçon de civisme.

Mais la gauche, accablée par la rigueur, est désormais sans projet. M. Delors a saisi l'occasion pour suggérer qu'il a, lui, depuis longtemps, des idées pour la gauche. Celle-ci devra, explique-t-il, « modifier profondément un modèle culturel fondé sur une hiérarchisation excessive, et sur le refus, en pratique, de l'égalité des chances et... des devoirs ». La deuxième gauche n'est pas loin. De toute évidence, M. Delors lorgne de ce côté-là. Ne dit-il pas des « néo-rocardiens », de ceux qui vantent les mérites d'un « bon usage de la rigueur » : « Ce sont mes enfants. » ?

Son ambition est grande : il veut être celui qui montre que la gauche est capable d'économie ; il veut, dans l'avenir, montrer que cette gauche peut encore avoir des idées sur la société.

Au service de cette idée et de cette image, il met toute sa maîtrise de la communication, qui passe souvent, chez lui, par la provocation : ainsi, après avoir fait enlever ses amis, en décembre 1981, lorsqu'il préconisait, déjà, la « pause » dans les réformes, il annonce aujourd'hui du « jamais vu » dans la rigueur budgétaire.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

EXTAROSA
UPERPOS
DÉMONTAB
DÉPLACA

2 LIGNES

STALLEZ-VOUS

REBLOTHEQUE

La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW YORK • ROME

Paris : 61, rue Froidevaux, 14e

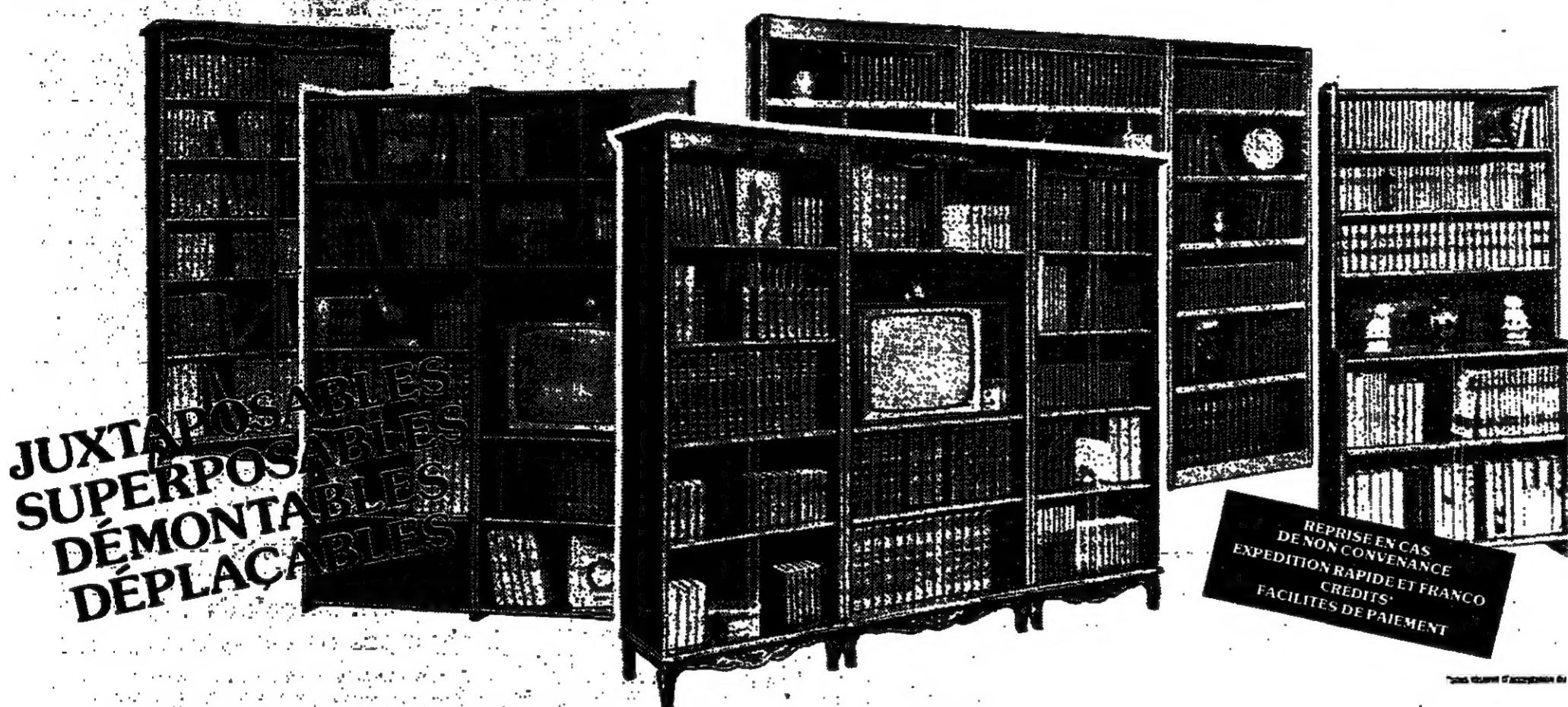
Présente ACTUELLEMENT

TOUTES SES NOUVEAUTÉS

Nouveaux modèles - Nouveaux coloris - Nouveaux accessoires et ses lignes traditionnelles à la

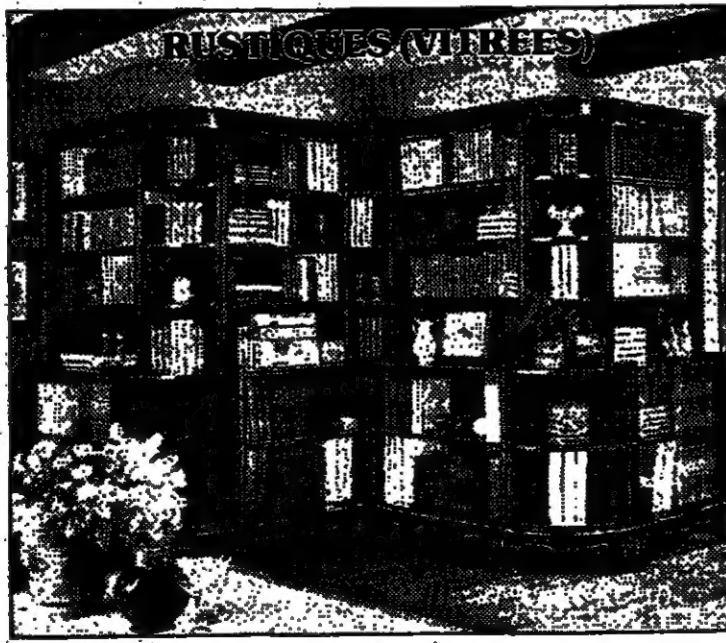
FOIRE DE PARIS (Salon des Ensembliers)

Porte de Versailles du 27 avril au 8 mai 1984. Bâtiment 2 - Allée F - Stand N° 2F7.



REPRISE EN CAS
DE NON CONVENANCE
EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO
CREDITS
FACILITES DE PaiEMENT

12 LIGNES - 450 MODÈLES VITRÉS OU NON



La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris : 61, rue Froidevaux, 14e

Mémoires ouverts le jour de 9h à 19h, et le week-end de 9h à 18h
sans interruption. Métro : Dardennes - Gare - Edgar Cournet. Autobus : 25-35-55-65

BORDEAUX 10, rue Bouffard, tél. (56) 44.38.42	LYON 9, r. de la République, (métro Hôtel-de-Ville- Louis-Pradel), tél. (7) 828.38.51	NICE 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville), tél. (93) 80.14.89
CLERMONT- FERRAND 22, r. G.-Clemenceau, tél. (73) 83.97.06	MARSEILLE 108, rue Paradis (métro Estrangin), tél. (91) 37.60.54	RENNES 18, quai E.-Zola (près du Musée), tél. (99) 30.26.77
DIJON 100, rue Monge, tél. (20) 45.02.45	MONTPELLIER 8, rue Sarras (près Gare), tél. (67) 58.19.32	ROUEN 45, rue des Charrettes, tél. (35) 71.96.22
GRENOBLE 59, rue St-Laurent, tél. (78) 42.55.75	NANCY 8, rue Saint-Michel (près place de la Liberté), tél. (8) 332.84.84	STRASBOURG 11, rue des Bouchers, tél. (88) 38.73.78
LILLE 88, rue Esquermoise, tél. (20) 55.69.39	TOULOUSE 1, rue des Trois-Rivières (près St-Sernin), tél. (61) 22.92.40	TOURS 5, rue H.-Barbousse (près des Halles), tél. (47) 61.03.28
LIORGES 57, rue Jules-Norio, tél. (56) 79.15.42	NANTES 76, rue Gambetta (près rue Coumiers), tél. (40) 74.58.35	

Ouverts du mardi au samedi inclus

Installez-vous, vous-même facilement, très rapidement à des
PRIX IMBATTABLES !



Nouveau Catalogue

76 pages couleurs
200 photos et illustrations
Plus de 450 bibliothèques
vitrines, bureaux et meubles d'appoint
53 teintes, essences et coloris...
De nombreux accessoires et aménagements

CATALOGUE GRATUIT

en envoyant ce bon à :
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75600 PARIS CEDEX 14
Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre catalogue en couleurs contenant tous les
détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, teintes, contenances, etc.),
sur tous vos modèles, avec le tarif.

MO57

Nom : _____ Prénom : _____

N° : _____ Rue : _____

Rte : _____ Ville : _____

Code postal : _____

Catalogue par téléphone : 24h sur 24

Répondeur automatique : **(1)320.73.33**

مكتبة من الامم

POLITIQUE

PC et PS réaffirment leur volonté d'amender le projet sur l'école privée

M. François Mitterrand reçoit, vendredi 4 mai, les représentants du Comité national d'action laïque (CNAL). M. Pierre Mauroy les recevra aussi, a annoncé mercredi M. Alain Savary. Mais le premier ministre rencontrera également les responsables du Comité national de l'enseignement catholique. Et le ministre de l'éducation nationale expose son projet, jeudi 3 mai, devant la commission spéciale chargée, à l'Assemblée nationale, d'examiner son texte et de proposer des modifications à l'Assemblée. Cette commission s'est réunie pour la première fois mercredi. Comme prévu, elle a élu M. Bernard Derosier (PS, Nord), rapporteur, et M. André Laignel (PS, Indre), président.

M. Marchais : rendre le texte plus conforme à l'engagement de 1981

M. Georges Marchais a précisé, le mercredi 2 mai à Bagnole, à l'occasion d'un dîner-débat avec des enseignants, la position du Parti communiste dans le débat sur l'école privée et l'école publique. L'engagement pris par le président de la République de « constituer un grand service public, unifié et laïque » est pour lui « fondamental ». Notamment « parce que l'école laïque représente, en son principe même, un pilier de la République, une condition essentielle de progrès et de solidarité ». Mais, a-t-il ajouté, « il n'est pas question pour nous de remettre en cause la liberté de choix des familles, qui n'est d'ailleurs aucunement menacée. Ce que nous voulons, au contraire, c'est que reviennent dans l'école publique les principes de liberté, d'égalité et de fraternité. Or, le projet actuel du gouvernement, décidé après une vigoureuse campagne de pressions de la droite, non seulement ne nous paraît pas constituer un pas en ce sens, mais aboutirait, en assurant le dualisme scolaire, à aggraver les difficultés de l'enseignement public ».

Le Parti communiste a donc l'intention de présenter des amende-

mentales de financer l'enseignement privé. M. Georges Marchais l'a réaffirmé mercredi au cours d'un dîner-débat devant des enseignants de la région parisienne.

Face à la « crise de l'enseignement public », qu'il reconnaît, et que de nombreux socialistes admettent, M. Marchais proteste, comme l'a fait M. Jospin le 30 avril, contre la réduction des crédits d'équipement accordés au secteur public.

Dans un entretien publié par les Nouvelles du 3 mai, le premier secrétaire du Parti socialiste a estimé que l'utilisation « contre la majorité » de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, qui permet l'adoption d'un texte sans vote ni débat, qu'une motion de censure ne soit déposée dans les vingt-quatre heures, « serait une fausse psychologie et politique ».

ments au projet gouvernemental afin de le rendre « plus conforme à l'engagement de 1981 ». « Nous proposerons notamment, a précisé M. Marchais, que soit levée l'obligation de financement de l'enseignement privé par les collectivités locales, à laquelle nous préférons la concertation, que nous appliquons nous-mêmes partout. Nous verrons aussi à ce que le processus de titularisation volontaire des personnels du privé soit réel et n'aboutisse pas à la création d'un corps parallèle dans la fonction publique ».

M. Marchais a insisté sur « ce qui faut bien appeler la crise de l'enseignement public », et les moyens de la surmonter : ouverture de l'école sur l'« activité productive » et la « vie sociale » ; « souffler » un vent nouveau à donner à la laïcité, c'est-à-dire « pluralisme effectif des idées, pluralisme des composantes de la culture et des démarches pédagogiques, pluralisme des parties prenantes de la vie scolaire ». M. Marchais a enfin déploré que l'effort budgétaire en faveur de l'éducation nationale ait été freiné à partir de 1983.

L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS »

M. Goux : la présence d'ecclésiastiques et de la droite européenne

M. Christian Goux (PS, Var), en présentant les travaux de la mission d'information de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur l'affaire des « avions renifleurs » (le Monde du 3 mai), a notamment souligné que cette mission avait « franchi une étape - mais qu'il était « difficile d'en rester là, trop de points restant dans l'ombre. Il faut que l'on châtie les coupables ».

Dressant un bilan financier de cette affaire, M. Goux chiffre à 266 millions de dollars les versements effectués par l'ELF-ERAP, 160 millions ont été récupérés par l'entreprise ; 67,9 millions ont été mis à la disposition de M. de Villegas, estime M. Goux, dont 23 millions ont été reversés « sans que la mission puisse en recueillir la preuve » à des organismes divers comme le groupe financier Pesenti ou le centre religieux de Châteauneuf de Gaur.

Le député socialiste a aussi parlé de « la présence ecclésiastique systématiquement minimisée par des interlocuteurs de la mission et qui ne semble pourtant pas s'être limitée à une participation conviviale à l'événement ». Il n'en déduit pas pour autant qu'« une partie de l'argent d'ELF est arrivé dans les caves du Vatican ou dans celles de

l'Opus Dei ». Mais cela, pour lui, rend l'affaire plus obscure, « surtout si l'on considère que toutes les personnes soutenant M. de Villegas appartenaient à une certaine droite européenne, à l'exception de M. Boyer, citoyen américain du Parti démocrate, entré tardivement dans le circuit ».

MM. Adrien Zeller (app. UDF, Bas-Rhin) et Gilbert Gantier (UDF, Paris), membres de cette mission d'information, « s'élèvent », dans un communiqué, « contre le caractère unilatéral du compte rendu rédigé par M. Goux » et considèrent que cette affaire n'est qu'un « pétard mouillé », montrant que les entreprises publiques sont « bien plus vulnérables aux mystifications, aux influences et à la tentation d'occultation des erreurs que les entreprises privées ».

Enfin, la conférence des présidents de l'Assemblée nationale du mercredi 2 mai a fixé au mercredi 16 mai au matin la discussion en séance publique des demandes formulées par MM. André Lajoinie, président du groupe communiste, et Pierre Joxe, président du groupe socialiste, de création d'une commission d'enquête parlementaire sur cette affaire.

M. Cot, qui est en troisième position sur la liste du PS aux élections européennes, s'est déclaré « frappé de voir combien le Parti communiste était peu convaincant sinon peu convaincu » sur l'Europe, « espoir de notre relance économique ».

Après l'élection de la Seyne-sur-Mer. Le tribunal administratif de Nice, saisi d'un recours en annulation de l'élection municipale partielle de la Seyne-sur-Mer, a demandé vendredi 27 avril un supplément d'enquête.

(Le scrutin de mars 1983, au terme duquel la liste de la majorité conduite par M. Blanc, maire sortant communiste, l'avait emporté avec 15 094 voix (50,56 % des suffrages exprimés) contre 14 754 (49,43 %) à la liste d'opposition de M. Scaglia (UDF-PR), avait été annulé par le Conseil d'Etat. Le 26 février dernier, le second tour de l'élection municipale partielle consécutive à cette annulation s'était achevé dans la confusion et la contestation. C'est le tribunal administratif de Nice qui deux jours plus tard avait prononcé les résultats : la liste de M. Scaglia était élue avec 28 voix d'avance sur la liste de M. Blanc.)

● M. Cot (PS) : la critique interne n'est pas acceptable. ● Jean-Pierre Cot, ancien ministre de la coopération, proche de M. Rocard, a estimé, mardi 1^{er} mai à Orléans, que la critique n'est « pas acceptable » venant des rangs du Parti socialiste, « car il n'y a pas d'alternative » à la politique menée par le gouvernement. M. Cot a ajouté qu'il ne fallait pas « remettre en cause les efforts du gouvernement et faire le jeu de la droite. Cette situation n'est pas tolérable ».

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

MM. Depaquit (PSU) et Fiszbin rendent publique la composition d'une « troisième liste de gauche »

MM. Serge Depaquit, secrétaire national du PSU, et Henri Fiszbin, président de Rencontres communistes, ont rendu public, mercredi 2 mai, la composition de la liste qu'ils conduisent pour le scrutin du 17 juin et sur laquelle figurent trente-quatre candidats du PSU, trente-quatre se réclamant des communistes démocrates et unitaires (CDU) et treize personnalités représentatives de mouvements syndicaux associatifs, régionalistes, écologistes, pacifistes, antiracistes et de lutte des femmes. En revanche, ni M. Bertrand Ravenel, chargé au PSU des questions internationales, ni M. Claude Bourdet, qui avait pris en charge un comité de soutien pour la constitution d'une liste de « gauche différente » (le Monde du 10 mars), ne sont candidats.

Les membres de la liste veulent manifester par leur candidature leur volonté de « réagir au climat préoccupant qui règne parmi les travail-

leurs et au sein de la gauche ». A leurs yeux, la présence d'« une troisième liste de gauche » est « indispensable face à la mobilisation de la droite et de l'extrême droite pour préserver toutes ses chances à la gauche, lui permettre de poursuivre son œuvre et de rassembler tout son électoral ».

Sept meetings unitaires sont prévus à Lyon, Marseille, Toulouse, Lille, Rennes et Paris le 13 juin. M. Depaquit a précisé que M^{me} Huguette Bouchard, secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie, participera à certaines de ces manifestations. De son côté, M. Fiszbin a jugé « raisonnable de tabler sur l'élection des six premiers noms de la liste » et a précisé qu'éventuellement les candidats figurant en troisième et quatrième positions abandonneront leur mandat au bout de trente mois au profit des candidats placés en cinquième et sixième positions.

La composition de cette liste est la suivante :

MM. Serge Depaquit, secrétaire national du PSU et Henri Fiszbin, président de Rencontres communistes, anciens députés et anciens membres du comité central du PCF de 1967 à 1979 ; M^{me} Simone IT, ancienne présidente du Mouvement français pour le planning familial ; MM. René Buhl, ancien secrétaire confédéral de la CGT, animateur de Union dans les luttes ; Jacques Salvendy, secrétaire national adjoint du PSU ; M^{me} Christiane Gille, ancienne secrétaire confédérale de la CGT, communiste démocrate et unitaire (CDU) ; Anita Chicard (CDU) ; Paulette Kunster (PSU), adjointe au maire de Suresne ; Danielle Valen (PSU) ; M. Ario Seracchini (CDU), adjoint au maire de Vitry-sur-Seine (Moselle) ; M^{me} Ouida Labit ; Pierre Jean Cardon, animateur de la revue Frères du monde ; MM. Roger Fajnzylberg (CDU), ancien maire de Suresne ; Roger Winterhalter (PSU), maire de Luttenbach (Haut-Rhin) ; Yves Condouine, agriculteur ; M^{me} Pierrette Saint-Miquel (PSU) ; Jeanine Lachaud (CDU), adjointe au maire de Saran (Loire) ; M^{me} Monique de la Roche ; M^{me} Robert Lambin (CDU), vice-président de l'université de Provence ; M^{me} Isabelle Bourleyre (PSU) ; M^{me} Carlos Albano Gonçalves-Cordeiro ; Michel Chirard (PSU), maire de Fiste-Jourdain (Gers) ; M^{me} Madeleine Maréchal (CDU) ; MM. Henri Berthelot (CDU) ; Jacques de Certaines (PSU), adjoint au maire de Rennes ; Hubert Meriaux ; François Briandier (PSU), maire de Glazac (Rhône) ; M^{me} Marianne Lhuillier (CDU) ; MM. Claude Detraz (CDU) ; René Montagne (PSU) ; Robert Picq (PSU), adjoint au maire de La Charité-sur-Loire (Nièvre) ; M^{me} Louise Borge (CDU), adjointe au maire de Bourgoin-Jallieu (Isère) ; MM. Robert Dumont (CDU), conseiller général de l'Yonne ; Yves Brionon (PSU), adjoint au maire d'Amiens ; Jean-Michel Pouplier (PSU), conseiller municipal à Vézou ; Louis Régulier (CDU), ancien conseiller de Paris ; Michel Roquebert, militant occitan ; Yves Gourves, adjoint au maire de Landols

LE CONTENTIEUX ELECTORAL

M. Badinter reçoit une délégation du PCF

Faisant suite à l'annulation par le Conseil d'Etat des élections municipales de Houilles et de Thionville, une délégation du PCF conduite par M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a été reçue, à sa demande, par le garde des sceaux. Cette délégation était composée de M^{me} Madeleine Vincent, membre du bureau politique du PCF, Hélène Luc, présidente du groupe communiste au Sénat, et de M. Robert Clément, président de l'Association des élus communistes et républicains de la Seine-Saint-Denis.

Au terme de cet entretien, M. Lajoinie a déclaré : « Il ne s'agit pas pour le PCF de mettre en cause les institutions elles-mêmes, ni de contester aux plus hauts fonctionnaires de l'Etat d'avoir et d'exprimer des opinions politiques ».

STAGES
HUBERT LE FÉAL.
DÉPASSER
LE TRAC,
S'AFFIRMER
DANS LA
PAROLE.
documentation
sans engagement
387 25 00

Les Verts feront une campagne « à l'économie »

De notre correspondant

Lyon. - Les Verts Europe écologie ont présenté, mercredi 2 mai à Lyon, la liste qu'ils soumettront aux électeurs le 17 juin. Leur programme déborde la stricte défense de l'environnement et concerne les problèmes de défense militaire et d'économie. « Nous perdons peut-être ceux qui voyaient en nous des gentils environnementalistes et qui découvrirent des « révolutionnaires », admet l'un des candidats, qui insiste sur les guillemets. L'objectif reste pourtant de séduire un million cinq cent mille électeurs.

Pour cela, la liste Verts Europe écologie mise sur une certaine continuité. Ainsi, M. Didier Anger s'est illustré dans la bataille de Flamanville et de La Hague, M^{me} Solange Fernex était tête de liste d'Europe

écologie en 1979 et M. Jean Brèze est l'un des fondateurs du Mouvement écologique politique (MEP). Mais la liste s'est ouverte à des personnalités susceptibles de lui conférer « une image de marque sérieuse », tels que le général pacifiste Jacques de Bollardière ou l'anthropologue Serge Moscovici. D'autres vedettes, comme le commandant Cousteau et René Dumont, ont promis leur soutien.

Les Verts feront une campagne « à l'économie ». Ils en estiment le coût à 4 millions de francs. Les écologistes belges et allemands ont offert leur caution bancaire. Les Verts allemands ayant même consenti un prêt de 90 000 francs sans intérêt.

J.-J. B.

Voici la liste des candidats Verts Europe écologie : MM. Didier Anger (Basse-Normandie, quarante-cinq ans, professeur) ; Yves Cobet (Bretagne, trente-huit ans, maître-assistant en informatique) ; Solange Fernex (cinquante ans, tête de liste d'Europe écologie en 1979, Alsace) ; MM. Jean Brèze (cinquante ans, chef de travaux de biophysique et médecin mécatrice, secrétaire national des Verts, Rhône-Alpes) ; Bernard Devoucoux (vingt-cinq ans, agriculteur, Aveyron) ; G. Skandari (Ile-de-France) ; A. Buchmann (Alsace) ; A. Treder (Nord) ; R. Commandeur (Rhône-Alpes) ; J. Doucet (Languedoc-Roussillon) ; G. Marinet (Provence-Côte d'Azur) ; B. Boissière.

M. Dupubert (Rhône-Alpes) ; C. Caze (Ile-de-France) ; P. Perrault (Franche-Comté) ; C. Bouzel (Ile-de-France) ; J.-B. Georges (Bretagne) ; M. Carré (Ile-de-France) ; F. Degans (Languedoc-Roussillon) ; J.-L. Vidal (Ile-de-France) ; T. Grosjean (Bourgogne) ; J.-J. Nollet (Lorraine) ; B. Lange (Aquitaine) ; B. Deryailis (Toulouse) ; J. Dagain (Midi-Pyrénées) ; F.-M. Michaud (Hauts-de-France) ; G. Monnier (Provence-Côte d'Azur) ; M. Delore (Rhône-Alpes) ; A. Leguillou (Bretagne) ; M. T. Danis (Provence-Côte d'Azur) ; J. de Bollardière (Bretagne) ; F. Moscovici (Ile-de-France).

L. Lemonnier (Basse-Normandie) ; J. Ispeas (Nord) ; C. Brodhag (Rhône-Alpes) ; J.-M. Carité (Aquitaine) ; H. Sueckel (Alsace) ; H. Commanche (Aveyron) ; C. Daubigny (Ile-de-France) ; J. Combe (Languedoc-Roussillon) ; G. Artaud (Midi-Pyrénées) ; R. Girard (Basse-Normandie) ; B. Defrance (Nord) ; R. Fernex (Provence-Côte d'Azur) ; D. Martin (Rhône-Alpes) ; F. Rosenfeld (Alsace) ; A. Costerini (Rhône-Alpes) ; J.-H. Le Bars (Aquitaine) ; L. Rabin (Alsace) ; J.-M. Harvian (Bretagne) ; J. Bidal (Nord) ; A. André (Provence-Côte d'Azur).

P. Burg (Alsace) ; Penochet (Ile-de-France) ; U. Legrand (Pérche) ; J. Julien (Rhône-Alpes) ; J. Georget (Ile-de-France) ; G. Andrieux (Aquitaine) ; F. de Beaulieu (Bretagne) ; E. Tena (Rhône-Alpes) ; B. Desbordes (Ile-de-France) ; F. Simon (Basse-Normandie) ; J. Bernardini (Corse) ; B. Orretaguy (Aquitaine) ; J. Dayes (Ile-de-France) ; M. B. Labey (Basse-Normandie) ; M. Fornace (Rhône-Alpes) ; F. Cazeau (Ile-de-France) ; G. Dufrenoy (Ile-de-France) ; O. Manrol (Provence-Côte d'Azur) ; Y. Le Gal (Bretagne) ; J. Kelling (Ile-de-France) ; Z. Laudouze (Rhône-Alpes) ; M. Richard-Martin (Rhône-Alpes) ; M.-T. Danis (Provence-Côte d'Azur) ; J. de Bollardière (Bretagne) ; F. Moscovici (Ile-de-France).

Propos et débats

M. Marchais : il n'y a pas de cause de rupture

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a déclaré, mercredi 2 mai, au cours d'un dîner-débat à Paris : « Sans doute, sans le PS il n'y aurait pas de ministres communistes au gouvernement, mais sans le Parti communiste il n'y aurait pas de président de la République socialiste. (...) Je ne pense pas que le PS ait intérêt à éliminer les communistes du gouvernement. Il y a actuellement accord sur les objectifs, même s'il y a un désaccord sur les moyens. Cela n'est pas dramatique et en tout cas pas une cause de rupture. On est dans le même bateau. Si la gauche perd, croyez-vous que le PCF ne perd pas ? Ce n'est pas le résultat des élections européennes qui nous amènera à remettre en cause la décision stratégique de notre dernier congrès de participer au gouvernement ».

M. Mermaz : autour du premier ministre

M. Louis Mermaz, PS, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, mercredi 2 mai à Antenne 2 : « Le problème n'est pas de changer de premier ministre mais de faire en sorte qu'il y ait une mobilisation maximale autour du premier ministre. » Il a ajouté : « L'union de la gauche et une ligne de force de grande amplitude et la crise actuelle entre le PC et le PS n'est pas la première crise grave. Nous en avons vu d'autres. Cela ne va pas plus mal qu'en 1981, alors que la réconciliation après quatre ans de crise s'était faite entre les deux tours de l'élection présidentielle. »

M. Bigeard : un tôlier pour l'UDF

M. Marcel Bigeard, député de Meurthe-et-Moselle (app. UDF), déclare à Paris-Match du 2 mai, à propos de la liste d'union de l'opposition à l'élection européenne : « La patronne, c'est Simone. Par la force des choses, notre destin, pour un moment, passe par elle. » L'ancien général a ajouté : « Il est urgent que l'UDF se ressaisisse à l'occasion de ces élections. Veillons ensuite à faire de l'UDF une organisation style RPR qui ait un tôlier à sa tête. Il faut à l'UDF un leader qui décide, tranche, rassemble. »

M. Labbé : les anticipations de M. Barre

M. Claude Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, a jugé, mercredi 2 mai, que les déclarations de M. Barre laissent prévoir sa candidature à l'élection présidentielle sous « un peu anticipées », ajoutant : « Pour l'instant, nous voyons l'échec européen qu'il ne faut pas négliger. Les élections législatives de 1986 seront aussi tout à fait dominantes. Il ne faudrait pas enjambrer allègrement 1986 pour se projeter trop directement sur 1988. Si nous enregistrons un demi-échec en 1986, je ne vois pas comment nous pourrions gagner en 1988. »

M. Bérégovoy : justice sociale

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, estime, dans une interview à Paris-Match du 2 mai : « Si nous tranchons dans la vie, c'est-à-dire que nous voulons associer le progrès social à une économie solide. La politique sociale est aussi la clé de la réussite de notre mutation industrielle. Cette politique sociale passe par la rigueur, mais il ne faut pas confondre rigueur économique et rigueur sociale. Ceux qui ont le moins doivent avoir un peu plus, et ceux qui ont beaucoup doivent accepter d'avoir un peu moins, d'où, par exemple, la nécessité d'une plus grande égalité dans les prélèvements fiscaux et sociaux. »

L'EVENEMENT DU JEUDI



LE JOURNAL QUI POURRA DIRE D'OU VIENT L'ARGENT: DE VOUS.

Madame, Monsieur,

Ce que je vous propose : être copropriétaire d'un journal et devenir ainsi l'un des facteurs essentiel de son indépendance.

Comment ? En participant à la création d'un grand journal hebdomadaire. Non pas un hebdomadaire de plus mais un hebdomadaire différent.

Indépendant de tous les pouvoirs, totalement et radicalement libre, lié à aucune secte ou chapelle, inféodé à aucun parti ou groupement d'intérêt, prisonnier d'aucun dogme, au-delà des archaïsmes idéologiques et de toutes les crispations partisans, il n'aura de compte à rendre qu'à ses lecteurs qui seront aussi, pour certains, ses actionnaires. Pour échapper totalement à l'emprise de l'Etat et à celle des lobbies politico-financiers, nous avons en effet décidé de lancer un journal dont le capital sera constitué par un appel au public.

Nous allons émettre des actions nominatives de cinq cents francs (500 F) chacune* qui permettront au public le plus large de devenir collectivement propriétaire d'un organe de presse moderne dont l'ambition est de s'imposer comme l'un des principaux lieux d'imagination, de créativité, d'échanges et de débat de ce pays.

Cet investissement sera-t-il rentable ?

La valeur de ces actions sera bien sûr la conséquence de la réussite du journal. Notre ambition est de répondre aux vœux des lecteurs les plus ouverts, les moins sectaires, les plus dynamiques, les plus inventifs, les plus tolérants.

Nous pensons, en outre, que l'actualité aujourd'hui ne doit pas se résoudre à la couverture de la politique politicienne mais s'ouvrir plus largement à tous les domaines de la culture, de la connaissance, de l'investissement créatif : notre hebdomadaire sera donc aussi l'hebdomadaire des musiques, du cinéma, de l'histoire, des sciences, des arts, des idées, des techniques nouvelles, des médias et des loisirs.

Nous refuserons d'être l'organe d'un clan pour devenir le point de rencontre de tous ceux qui aspirent à un autre discours, à une réflexion différente, à des solutions neuves. Dans cette perspective, nous donnerons largement la parole aux lecteurs-actionnaires.

Ceux-ci bénéficieront des dégrèvements fiscaux prévus par la loi et d'une réduction sur le tarif d'abonnement. Ils seront membres de droit du club de l'Événement du Jeudi.

Si vous êtes intéressé par notre projet, si vous voulez en connaître les grandes lignes, si vous n'excluez pas d'être l'un des souscripteurs, dites-le nous. Vous recevrez une documentation complète sur "L'Événement du Jeudi" et la définition de vos droits de futur actionnaire. En vous remerciant d'avance, car la vraie liberté de la presse, c'est vous.

Jean-François Kahn

* Après avis favorable de la Commission des Opérations de Bourse.

A renvoyer à :

L'Événement du Jeudi - 80, avenue du Maine
75014 Paris

Nom _____

Adresse _____

Profession _____

LAURENCE CHATEL

مقداد من الاميل

UN RASSEMBLEMENT DES MOUVEMENTS DE JEUNESSE JUIFS

Israël reste le « plus haut dénominateur commun »

Une large consultation des responsables de mouvements, mise en œuvre depuis près d'un an par le FSJU, a permis de débroussailler un terrain où foisonnent des querelles tenaces sur des questions telles que le degré ou la forme de la pratique religieuse, l'attitude vis-à-vis d'Israël et de l'émigration. A Hyères, il ne s'agissait pas d'improviser hâtivement une unité d'action rendue nécessaire par un drame (comme lors des attentats en France, des événements du Moyen-Orient), mais de tenter de construire un nouveau dialogue entre des mouvements chargés d'éduquer la jeunesse juive. « Nous préférons ne pas attendre de nouveaux massacres pour que la communauté prenne conscience de ses valeurs positives », a expliqué M. Jacques Tisserand, animateur du Centre d'études et de recherche sur l'antisémitisme contemporain (CERAC).

Hyères. - Quatre-vingts pour cent des jeunes juifs de France ne se sentent pas impliqués dans la vie de leur communauté. Les vingt pour cent restant, ceux qui fréquentent les synagogues, les écoles religieuses, les scouts, les centres de vacances israéliennes, voudraient leur donner envie de « vivre juif » comme eux. Quelques trois cents délégués des mouvements de jeunesse, associations culturelles et centres communautaires se sont interrogés sur les moyens de réaliser cette ambition lors d'un rassemblement national organisé du 29 avril au 1^{er} mai à Hyères (Var), à l'instigation du Fonds social juif unifié (FSJU).

De notre envoyé spécial

« Les synagogues se remplissent, les associations se vident », a pu dire un participant - et de sa propre crise d'identité. Dans le passé récent, les groupements de jeunes juifs ont joué un rôle déterminant dans le travail d'accueil des communautés d'Europe centrale, puis d'Afrique du Nord. Cette tâche a présent accomplie, ils doivent modifier leur terrain et leurs méthodes d'action, inventer de nouveaux messages, attirer un public plus large. Mais à côté de ces mouvements classiques dits « communautaires » se sont développés des groupes sionistes militants dits « haloutiques », qui incitent les jeunes à tout laisser pour se lancer dans l'aventure d'Israël. Le dialogue particulièrement difficile entre ces

« frères ennemis » a été entamé aux assises d'Hyères. Les mouvements haloutiques s'y sont vu reconnaître une place de choix par les organisateurs du Fonds social, traditionnellement plus favorable à l'expérience des « communautaires », et ont obtenu que les prochaines assises de la jeunesse juive française aient lieu en Israël.

L'holocauste spirituel

Quant aux responsables du FSJU, ils souhaitent, en pratiquant une « pédagogie du désenrôlement », à l'égard de la jeunesse juive organisée, provoquer une réflexion et renouer des liens entre ses composantes, au moment où elle subit les contrecoups conjugués du recul généralisé du mouvement associatif. « Un autre pas a été franchi avec la signature par les sionistes les plus militants, de gauche comme de droite, religieux comme laïques, d'un appel commun qui proclame leur « appui à toute organisation juive qui rapproche la jeunesse du judaïsme, de quelque manière que ce soit ». Le départ à tout prix pour Israël n'est pas le seul chemin vers le judaïsme, semblent-ils admettre. Pierre, vingt-deux ans, militant du mouvement sioniste religieux Bnei Akiva, reconnaît que « la recherche des 80 % de jeunes juifs disparus dans la nature » est prioritaire. Lui-même a été élevé dans une famille non pratiquante avant de réaliser sa « prise de conscience » au moment de la guerre du Kippour. Le jour de sa majorité, il s'est envolé vers Israël, où il a vécu quatre ans, servant l'armée au Liban. Aujourd'hui, il est envoyé en France par son organisation pour militer contre l'holocauste spirituel, ce qu'il représente, selon lui, l'assimilation de la communauté. Il voit, d'ailleurs, dans les difficultés des mouvements communautaires une justification supplémentaire de son analyse.

D'autres participants ont parlé en coulisses de la « crise de structures » provoquée par une inadéquation et un vieillissement du FSJU, qui subventionne, et donc oriente en partie les principaux mouvements de jeunesse, tels que les Eclaireurs israélites de France et le Département d'études de la jeunesse juive (DEJJ). Mais pour la plupart des intervenants, à Hyères, la malaise touche plutôt le mode de perception des valeurs juives.

On a accusé la société de consommation de susciter l'individualisme, repli sur soi, archaïsme et amoralité.

aux antipodes des valeurs de solidarité, d'universalité et de modernité dont le judaïsme se dit porteur. On a mis en cause les médias, qui, en déformant des « messages agressifs », notamment à propos de la guerre du Liban, entraîneraient les jeunes juifs vers un « espace dépressif » et compromettent leur identification à la communauté.

Face à ces dangers dénoncés comme autant de facteurs d'assimilation, des pôles de mobilisation ont été définis : la défense des juifs d'URSS, de Syrie et d'Éthiopie contre l'oppression ; celle de l'État d'Israël contre la « désinformation », le retour aux sources du judaïsme en matière d'éducation et la réaction contre la montée de tous les racismes et des « nouvelles formes d'antisémitisme ». Un atelier consacré à la situation du jeune juif dans la cité a renvoyé des à des antisémitismes de droite et de gauche. « Le plus gros danger, c'est l'antisémitisme, car les autres formes d'antisémitisme ne passent plus », a pour-tant estimé un jeune, provoquant des réactions hostiles à l'égard de la « nouvelle droite », tandis qu'un autre constatait : « Tous les peuples opprimés intéressent les jeunes juifs, y compris les Palestiniens. Mais là, ça se retourne contre nous ».

Pour porter à leurs destinataires ces messages actualisés, les jeunes militants ont décidé d'investir des lieux nouveaux, notamment les radios locales juives, dont l'omniprésence au cours de tous les débats témoignait de la vitalité. Mais, on l'a admis, il faut maintenant en finir avec une logorrhée incontrôlée sur les ondes, en étudiant la manière de lier les nouveaux auditeurs à la communauté.

L'unité réalisée sur des objectifs généraux a permis de définir le « plus haut dénominateur commun » de tous les courants représentés : reconnaissance de la « centralité d'Israël » en tant qu'État, appui à la diffusion des connaissances propres à endiguer l'érosion de l'identité juive, complémentarité de l'école et des mouvements de jeunesse. Cette plate-forme, que le FSJU s'est engagé à soutenir financièrement, a permis au grand rabbin de Marseille, M. Joseph Struck, de développer un discours mobilisateur et unifier qui a séduit l'assemblée entière. Il a appelé les jeunes de la Diaspora à vivre leur situation sans complexe, mais aussi à « monter (...) en Israël, en sachant pour-quoi ».

PHILIPPE BERNARD.

Les Français et le suicide

Compréhension et résistances

Il y a eu, l'an dernier en France, plus de douze mille suicides pour cent-vingt à cent cinquante mille tentatives. On estime que 10 % des décès de jeunes âgés de quinze à vingt-quatre ans sont consacrés à un geste d'autodestruction. Le phénomène n'est pas nouveau mais son évolution est préoccupante : on considère qu'en trente ans, entre 1950 et 1980, le taux de suicide chez les jeunes a plus que doublé. Qu'en pensent les Français ? Aucun sondage d'opinion n'avait jusqu'ici été fait sur ce sujet jugé tabou. Coup sur coup deux enquêtes viennent d'être réalisées. Elles traduisent le partage des mentalités entre ceux qui se voient ouverts et tolérants et ceux - en général plus âgés - qui pensent que le suicide est la conséquence d'une lâcheté ou de la folie.

exemplaires, un huitième tirage est annoncé, il se vend encore au rythme de mille à quinze cents exemplaires par mois. - L'éditeur a demandé à son tour à un institut spécialisé, l'IFRES, de « sonder » les Français : 81 % des mille personnes de plus de dix-huit ans interrogées pensent que se donner la mort est « un droit fondamental de l'individu ». On notera cependant que 59 % des électeurs du PCF sont d'un avis contraire, ce qui est à rapprocher du fait que ce sont les classes aisées qui montrent le plus de compréhension. Celle-ci ne va pas jusqu'à tolérer la diffusion d'« informations sur les moyens de se donner la mort sans souffrances inutiles dans un livre disponible en librairie » : pour 55 %, les personnes interrogées y sont opposées. Plus surprenant encore : 71 % ne souhaiteraient pas disposer elles-mêmes de ces informations. Cela signifie-t-il en raison de leur désir de vivre ou qu'elles sont mal assurées de ce même désir ?

« Un droit fondamental »

L'association Phénix, créée en 1978, et qui s'adresse à la diffusion de SOS-Amis ou de la Porte ouverte, exclusivement à des suicidants (1) a fait réaliser par l'institut IPSOS, en décembre 1983, un sondage auprès de 1 801 personnes de plus de quinze ans. Pour 47 %, les personnes interrogées estiment que « le suicide est une affaire personnelle » qu'il est « difficile de juger de l'extérieur ». Pour 30 %, en revanche, elles pensent qu'il s'agit d'un « acte de folie » ou « d'une lâcheté ». Pour les 17 % les Français sont cependant d'avis qu'il faut pour se donner la mort « un certain courage » (un quart des jeunes de quinze à vingt ans partageait cette opinion).

Les enquêteurs concluent leurs observations en suggérant que « le suicide n'est pas une aberration, ni un tabou, mais un acte qui peut avoir sa logique individuelle, un acte qui peut se comprendre ». L'époque serait donc révolue de la condamnation morale sans appel du suicide.

Cette enquête montre les Français très partagés sur l'idée que connaître les moyens de se donner la mort puisse « procurer une certaine tranquillité d'esprit » : 42 % pour, 42 % contre. Mais on observe que plus les questions se précisent et se rapprochent de leur cas personnel, plus augmente le nombre des opposés à l'information sur ce sujet. En somme une partie d'opposés ne seraient pas opposés au principe de l'information, à condition qu'elle ne figure pas dans un livre et, surtout, que ce livre ne passe pas à leur portée... Cela traduit bien un désir d'ouverture et de tolérance que limite strictement l'ordre de l'angoisse. Mais cela, aucun sondage d'opinion ne pourrait rendre compte avec des pourcentages...

Br. F.

La tolérance a toutefois ses limites comme le montre un autre sondage réalisé pour les éditions Alain Moreau. Cet éditeur avait fait scandale, il y a tout juste deux ans, en publiant le livre de Claude Guillon et Yves Le Bonnicie *Suicide mode d'emploi* qui fournit une liste de recettes pour ne pas se rater (2). Afin de marquer cet « anniversaire » - le livre s'est vendu en France à quatre-vingt mille

(1) Association Phénix : 65, rue Brémontier, 75013 Paris. Tél. : (1) 584-52-22 et 0-62, rue des Bécotles, 75010 Paris. Tél. : (1) 239-42-20. L'association est également implantée à Lyon et Metz.
(2) Selon l'éditeur, le livre *Suicide mode d'emploi* s'est vendu à trois cent mille exemplaires dans le monde, dont cent mille en France. La seule traduction japonaise, il existe des traductions en allemand, espagnol et suédois.

LE PROCÈS D'UN DIRECTEUR D'HOSPICE EN COTE-D'OR

L'absent

De notre correspondant

Dijon. - Au palais de justice de Dijon, mercredi 2 mai, l'ombre d'un criminel, qui n'a jamais été arrêté, a, tout au long de l'audience de l'après-midi, subtilisé le premier rôle à l'homme, bien réel celui-là, qui se tenait au banc des accusés : M. Jean-Louis Tisserand, ancien directeur de l'hospice de Saint-Jean-de-Loane (Côte-d'Or). Il avait pris ses fonctions le 6 novembre 1979. Le 22 avril 1980, dans la soirée, le pavillon 9, celui des grabataires, était ravagé par un incendie : on dénombrait trente-deux morts et seulement trois survivants.

L'acte criminel ne faisait pas de doute, pas plus que la préméditation de celui qui avait minutieusement coupé l'arrivée d'oxygène, perforé les canalisations, disposé dans les couloirs huit cerfueurs allumés, auxquels devait s'enflammer le gaz, une fois ouvert le robinet et allumé six foyers de diversion dans d'autres bâtiments de l'hospice. Il avait même pris la précaution, vaine cette fois, de venir fermer l'arrivée d'oxygène après l'incendie.

Mais trop de preuves subsistaient pour que ce dernier geste puisse dissimuler l'acte criminel. Tout juste prouvait-il aux enquêteurs que l'incendiaire n'avait pas péri dans les flammes. Car, malgré l'acharnement des enquêteurs depuis quatre ans, il leur a été impossible d'arrêter le coupable qui ne peut être qu'un habitué des lieux.

Le procès, dans une salle remplie par les familles de victimes, a donc tourné autour de M. Tisserand à qui l'on reprochait son imprudence. Un pavillon entier était sans équipe de surveillance la nuit du drame. Le 19 mars, le budget 1980, qui venait de lui être communiqué, accordait pourtant à l'hospice les sept postes à pourvoir pour que les effectifs permettent une surveillance suffisante.

Mais il n'est pas si facile de recruter des gens compétents, acceptant de consacrer leurs nuits à des vieillards grabataires. M. Tisserand reporta le renforcement des équipes de nuit au 1^{er} mai. « Cela faisait des années que cela marchait comme ça. Je pensais qu'un mois serait vite passé », dit-il.

Imprudence aussi que d'avoir laissé les portes coupe-feu des chambres ouvertes sur les couloirs. Les trois survivants se trouvaient derrière les seules portes qui nient été fermées. Les trente-deux décès sont imputables au gaz qui s'est répandu dans les chambres. « Nous laissons les portes de ceux qui le désiraient ouvertes », plaide M. Jean-Louis Tisserand, pour atténuer leur isolement. « Son défenseur, le bâtonnier Gros, au cours d'une remarquable plaidoirie, de s'emporter : « Vous ne pensez pas que dans ces mourours, les gens sont déjà assez isolés ? ».

Pour lui, c'est parce qu'on n'a pas pu mettre la main sur le vrai coupable que son client est au banc des accusés. « Dans la tradition hébraïque, on appelle cela un *bouc émissaire* », lance-t-il, en réclamant la relaxe pure et simple de son client. Le ministère public, représenté par M. Alain Gagnard, a requis une peine de six à douze mois de prison, assortie du sursis, et une amende de dix à douze mille francs. M^{me} Marthe Grange, présidente du tribunal de grande instance de Dijon, s'est donné jusqu'au 8 juin pour rendre le jugement. Il lui faudra bien ce bon mois de réflexion et toute la méticulosité qu'elle a mise à démontrer point par point cette pénible affaire pour que l'ombre du pyromane, « qui peut être dans la salle », comme l'a dit le bâtonnier Gros, cesse de peser trop lourdement sur les débats.

DIPIER CORNALLÉ.

EN BREF

Deux ravisseurs présumés de M. Heineken dans l'attente

La chambre d'accusation de Paris, présidée par M. Jean Bertholon, statuera le 23 mai sur la demande d'extradition présentée par le gouvernement des Pays-Bas de deux ressortissants néerlandais, Cornelius Van Hout et Willem Holleeder, impliqués dans l'enlèvement de M. Alfred Heineken et arrêtés à Paris le 29 février. Le 18 avril, la défense avait fait valoir que les infractions principales reprochées : arrestation illégale, séquestration et extorsion de fonds n'étaient pas énumérées dans le traité d'extradition signé par la France et les Pays-Bas, le 24 décembre 1895 (le Monde du 20 avril).

● Un syndicat autonome contre les projets de M. Savary. - Le syndicat national des collèges (SNC), autonome, 37 000 adhérents répartis parmi les professeurs et directeurs de collèges, réunis en congrès national du 25 au 27 avril à Béziers, a condamné « les projets officiels qui, sous prétexte d'une fallacieuse intégration, étendraient les caractéristiques du privé au public ». Selon cette organisation, la carte scolaire assoupie, l'instauration d'un projet d'établissement d'intérêt public et la décentralisation de la gestion de l'enseignement public risquent de conduire « à des disparités entre établissements et à une sélection des élèves ». Sur la réforme des collèges en cours, le SNC réaffirme un oui de principe. « Et celle-ci n'entraîne pas une aggravation des conditions de travail des enseignants et des élèves ».

● Autodéfense à la cour d'assises du Nord. - M. Giuseppe Loi, cinquante-neuf ans, immigré d'origine italienne, père de cinq enfants, « honorablement connu dans son entourage », a eu peur, une nuit de juin 1982, quand il a vu trois adolescents, siphonner le réservoir de sa voiture, dans une rue de Roubaix. Il a saisi son fusil de chasse, crié : « Et alors ! », et tiré une cartouche de plomb par la fenêtre du premier

étage. Amar Hachi, dix-sept ans, est mort sur le coup. La cour d'assises du Nord a condamné, le 2 mai, le meurtrier à trois ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis.

● Un jeune homme déséquilibré poignarde deux gendarmes. - Deux gendarmes en faction devant l'ambassade d'URSS, boulevard Lannes à Paris (16^e), ont été blessés mercredi 2 mai (nos dernières éditions), à coups de couteau, par un jeune homme de dix-neuf ans, Max Le Henry, originaire de Marseille. Le déséquilibré, qui a été atteint à la jambe par une balle de 7,65 tirée par un policier en civil qui se trouvait sur les lieux, a été hospitalisé au Val-de-Grâce. Il a déclaré aux enquêteurs qu'il avait commis cet acte parce qu'il s'ennuyait et qu'il voulait se suicider.

● Trois victimes dans un incendie à Nanterre. - L'incendie d'un immeuble dans la nuit du 2 au 3 mai, rue Paul-Langevin à Nanterre (Hauts-de-Seine), a provoqué la mort de trois personnes. Onze autres ont été blessées. Le feu, qui serait dû à une fuite de gaz, s'est déclaré au rez-de-chaussée d'un immeuble de quatre étages. Les pompiers ont découvert sur les lieux du sinistre le corps d'un brûlé et deux personnes - dont une enfant - mortes par asphyxie.

Nouveau procès contre l'auteur d'« Affaires africaines »

Le livre de M. Pierre Péan, *Affaires africaines*, qui a déjà valu à son auteur deux procès, en a motivé un nouveau le 2 mai, intenté devant la première Chambre civile du tribunal de Paris par M. Michel Lambinet, journaliste Dakar où il édite et dirige un bulletin d'information, *Lettre d'Afrique*. Assisté de M^{me} Henri Nogues et Dominique de Leusse, M. Lambinet reproche à M. Péan d'avoir notamment présenté comme un agent des services secrets, « spécialiste de la manipulation et de la désinformation », recruteur de mercenaires pour l'Angola et le Tchad et membre d'un « clan des Gabonais », autant d'allé-

gations qu'il considère comme diffamatoires et en réparation desquelles il demande un million de francs de dommages et intérêts et la suppression de sept passages le concernant. L'avocat de M. Péan, M^{me} Georges Kiejman, a admis que, « dans une œuvre de réflexion comme *Affaires africaines*, des inexactitudes comme des exagérations ont pu se glisser dans la preuve ne peut pas être apportée ». C'est pourquoi il a plaidé essentiellement la bonne foi. Pour étayer ses écrits, M. Péan avait produit en cours de procédure un document de décembre 1981, présenté comme une fiche des renseignements généraux, consacré à M. Lambinet. Mais le ministre de l'intérieur, consulté par les avocats du demandeur, leur avait fait savoir que cette note n'émanait pas de ses services.

vous avez le bac A ou B



Prép. H.E.C.I., classes préparatoires au Haut Enseignement Commercial International vous prépare aux Grandes Écoles de Commerce et de Gestion à vocation internationale
6 rue Picot, 75116 Paris. Tél. : (1) 727.18.25
Établissement Privé d'Enseignement Supérieur.

L'Anglais aux couleurs de la vie
FS&L
13, rue de Grenelle 75007 Paris (1) 544 62 80 - Informations, brochures

VACANCES D'ÉTÉ
Parce qu'une langue étrangère s'apprend « sur place », Depuis 1928, l'OSFB RICHARD ORGANIZATION assure aux jeunes, en Grande-Bretagne • Allemagne • Espagne • États-Unis • Autriche l'accueil individuel en famille, les cours, l'encadrement, les loisirs et les sports.
RICHARD ENGLISH LANGUAGE COLLEGE. Cours intensifs pour adultes pendant toute l'année.
RICHARD ORGANIZATION OSFB 7, rue de l'Eperon, 75006 PARIS - Tél. (1) 329.76.31 Métro ODEON



SPORTS

FOOTBALL

Bordeaux champion de France

Rennes. — Meilleur buteur français de l'histoire du championnat, Bernard Lacombe n'a pas marqué, mercredi 2 mai à Rennes, le plus beau de ses deux cent vingt-et-un buts, mais sans doute le plus important, puisqu'il donne aux Girondins de Bordeaux leur deuxième titre national trente-quatre ans après le précédent. Un tir précis de pied gauche à la 36^e minute sur un coup franc accordé à la

limite des 18 mètres, suivi d'une course folle vers le banc de touche des Bordelais, sur lequel M. Chabou-Delmas avait pris place aux côtés de l'entraîneur Alain Jacquet. Les Girondins venaient de faire un grand pas vers l'indispensable victoire qui leur permettrait de devancer les Moutgasques à la différence de buts.

Contractés par l'importance de l'enjeu et privés de leur meneur de jeu, Alain Giresse, les

Bordelais n'ont pu offrir aux onze mille spectateurs rennais un spectacle toujours digne d'un champion de France.

L'essentiel était, cette fois, de gagner, et cette assurance est venue à cinq minutes de la fin du match avec une percée de Jean Tigana sur laquelle Dieter Müller n'avait plus qu'à pousser le ballon au fond des filets vides.

Un canard dans une couvée de poussins

Rapporter le titre de champion de France de football en terre de rugby : le défi correspond bien au personnage campé par Claude Beu, le président des Girondins de Bordeaux. Depuis sa prise de fonction, le 1^{er} août 1978, ce Bordelais de quarante-quatre ans, dont le nez moustache accentue encore sa ressemblance avec Monstache, se comporte dans les milieux du football comme un canard dans une couvée de poussins.

Son franc parler, son refus des compromis et les moyens financiers dont il dispose pour assumer son ambition lui ont valu bien des inimitiés dans la « grande famille » du football. La saison dernière, il avait été le seul à voter contre le plan d'assainissement décidé par ses pairs pour bloquer les plus gros salaires.

« Un joueur très cher est meilleur

De notre envoyé spécial

« marché qu'un joueur médiocre », disait-il. Et ce PDG d'un très gros cabinet d'expertises comptables sait de quel il parle.

Alors que dans les grands clubs de la décennie 70 — Saint-Etienne, Nantes et Monaco — la mode était aux centres de formation, le président bordelais a beaucoup dérangé en se livrant, chaque saison, à de véritables OPA sur les meilleurs joueurs français ou étrangers. Dix-neuf internationaux en titre ou de fraîche date ont ainsi revêtu le maillot des Girondins : Gemmrich, Lacombe, Lacuesta, Sahsoan, Soler, Thouvenot en 1979 ; Bracci, Girard, Tréac en 1980 ; Kourichi, Panchin, Tigana en 1981 ; Domenech, Memering, Müller, Specht en 1982 ; Battiston, Dasseau et Zambor en 1983.

Même si la plupart d'entre eux n'ont pas fait l'objet de transferts, car ils arrivaient en fin de contrat avec leurs anciens clubs, les Bordelais ne peuvent se contenter de leurs seules ressources pour mener cette politique. Monument classé, le vieux stade-vélodrome, où le prix des places est le plus élevé de France, ne dispose que de dix mille sièges pour une capacité de trente mille spectateurs.

Pour boucler un budget qui dépasse les 40 millions de francs, le club bordelais peut compter sur une importante aide municipale. Depuis 1981, la subvention est officiellement de 4 millions de francs par an, mais elle peut être réajustée au cours de saison en fonction des

besoins. De plus, la municipalité a garanti deux prêts bancaires de 5 millions de francs en 1979 et de 4,5 millions en 1983, remboursables tous deux en cinq ans.

Pèlerinage à Lourdes

La politique de recrutement s'est traduite par une progression constante dans la hiérarchie. De seizièmes en 1978, les Bordelais sont passés dixièmes en 1979, sixièmes en 1980, troisièmes en 1981, quatrièmes en 1982 et deuxièmes en 1983. Il leur restait à décrocher enfin le titre. Depuis leur dernière consécration en 1950, les Girondins étaient, en effet, devenus les « Poule-dor » du football français avec cinq places de dauphin (1952, 1965, 1966, 1969 et 1981) en championnat et cinq défaites en finale de la Coupe de France (1952, 1955, 1964, 1968 et 1969).

Une telle accumulation de places d'honneur pouvait sembler le doute dans l'esprit des Bordelais. N'avaient-ils pas dû céder, le 7 avril à Monaco, la première place qu'ils occupaient depuis le 16 novembre, après avoir cumulé jusqu'à 5 points d'avance à la trêve ? Le claquage du seul Girondin d'origine, Alain Giresse, le 14 avril, contre Paris-Saint-Germain, n'était-il pas le signe que la malchance les poursuivait jusqu'au bout ? Pour conjurer le mauvais sort, Giresse et Lacombe avaient juré de faire le pèlerinage de Lourdes à bicyclette s'ils étaient champions.

Pour fêter ce titre, les Girondins de Bordeaux espèrent recevoir, dans les prochains jours, le Football-Club de Liverpool, finaliste de la Coupe d'Europe des clubs champions. Une bonne réédition. La grande ambition de Claude Beu serait, désormais, de faire des Girondins le premier club français vainqueur d'une Coupe d'Europe.

GÉRARD ALBOUY.

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Trente-troisième et dernière journée)

Bordeaux b. Rennes	2-0
Monaco b. Nantes	3-0
Auxerre b. Rouen	1-0
Paris-SG b. Toulouse	1-0
Nîmes et Sochaux	2-2
Bastia b. Strasbourg	4-2
Saint-Etienne b. Leval	1-0
Lille b. Nancy	2-0
Metz b. Lens	2-0
Brest b. Toulon	2-2

Classement. — 1. Bordeaux, 54 points ; 2. Monaco, 54 ; 3. Auxerre, 49 ; 4. Paris-SG, 47 ; 5. Toulouse, 45 ; 6. Nantes, 45 ; 7. Sochaux, 41 ; 8. Strasbourg, 39 ; 9. Lille, 37 ; 10. Bastia, 36 ; 11. Leval, 36 ; 12. Metz, 35 ; 13. Lens, 35 ; 14. Rouen, 34 ; 15. Nancy, 32 ; 16. Toulon, 32 ; 17. Brest, 31 ; 18. Saint-Etienne, 30 ; 19. Nîmes, 25 ; 20. Rennes, 23.

● **MOTOCYCLISME.** — Le pilote français Marc Fontan qui avait fait une chute le 21 avril, pendant les Vingt-Quatre Heures du Mans, est sorti du coma, mercredi 2 mai, à l'hôpital de Tours, où il avait été transporté.

L'homme providentiel du Paris-SG

Qui a gagné, mercredi 2 mai, sur la pelouse du Parc des Princes, le droit de jouer, la saison prochaine, la Coupe de l'Union européenne de football association (UEFA) ? Le Paris-Saint-Germain, qui s'est classé à la 4^e place du championnat de France en battant Toulouse 1 but à 0, ou son entraîneur Georges Peyroche ? A l'ovation qui a salué ce dernier, on aurait pu croire que les onze joueurs de l'équipe parisienne n'étaient pas vraiment pour grand-chose dans le succès du PSG. Considéré, désormais, comme le sauveur, Georges Peyroche, qui conduisait par deux fois le club parisien en finale de la Coupe de France, a été rappelé il y a quelques semaines par le président du club, Francis Borelli, pour remplacer Lucien Ladu, jugé tout à coup responsable de tous les maux du Paris-Saint-Germain.

L'entraîneur du PSG est aujourd'hui celui qui gagne. A la fin du match, il a, tel César, salué la foule. Emu, il n'a pu s'empêcher — du moins l'a-t-on perçu ainsi depuis les tribunes — d'essuyer une larme.

Georges Peyroche, qui avait pris, il y a un an, du recul avec le football, est, désormais, considéré comme un homme providentiel. Quelqu'un a fait remar-

quer avec un brin de bon sens : « Mais qu'y a-t-il de changé depuis que Peyroche est revenu ? » Sous-entendu : l'équipe joue-t-elle mieux ? La semaine passée, contre Strasbourg, son comportement avait été, paraît-il, désastreux. Cette fois, les trente mille spectateurs du Parc ont pu constater un mieux.

Les Toulousains n'ont pas chahuté à contester la victoire des Parisiens après cette merveille de but marqué par le talentueux yougoslave Susic : une sorte de pichenette adroitement glissée dans la cage toulousaine. Ils se sont pourtant employés à refaire le retard, parfois avec un peu trop d'enthousiasme, les Toulousains, Ferrat et Jamvion faillirent même en arriver aux mains peu après que Fernandez eut sauvé, sur sa ligne, un but quasiment acquis.

Est-ce à dire que la tâche de Georges Peyroche, pour autant que les mêmes responsabilités lui seront confiées demain, est achevée ? L'entraîneur devra méditer la question et se souvenir que, adulé par les dirigeants quand il gagne, l'entraîneur de football est voué aux gémonies quand il perd.

GILLES MARTINEAU.

LES QUALIFICATIONS EUROPEENNES

Bordeaux disputera la saison prochaine la Coupe d'Europe des clubs champions. Monaco, Auxerre et Paris Saint-Germain sont qualifiés pour la Coupe de l'UEFA. Si l'équipe de Monaco gagne la Coupe de France, elle sera qualifiée pour la Coupe des vainqueurs de coupe et laissera sa place en Coupe de l'UEFA à Toulouse.

Saint-Etienne jouera les barrages pour son maintien en première division contre Nîmes, et le Racing Club de Paris, Nîmes et Rennes sont relégués en deuxième division et seront remplacés, la saison prochaine, par Metz, Lille et Tours.

PHARMACIE
MEDECINE
classe préparatoire
NEUILLY ET
QUARTIER LATIN **CEPES**
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.84.84.
745.08.19 — enseignement supérieur privé

U.P.A. SARI - 68, av. Léna 75116
2-1-S/AB-T Ang. Arabe-Héb.-Rus. All.-It.-Esp.

NCR. 100 ans de gestion du futur.

Un siècle d'innovations technologiques... NCR a su anticiper les besoins de l'industrie et du commerce, et a été à l'origine de nombreux progrès. Aujourd'hui, NCR continue de développer des solutions innovantes pour répondre aux défis du futur.

NCR est une entreprise internationale, présente dans plus de 40 pays. Elle emploie plus de 10 000 personnes et a réalisé des ventes de plus de 10 milliards de francs en 1983.

NCR est une entreprise à capital entièrement français, contrôlée par des investisseurs français. Elle est membre du CAC 40.

NCR

1884-1984

NCR FRANCE, 20 place de Seine, Cedex 20 92088 Paris 14 Défense. Tél. 1/6 13 13.
Siège social : 20 place de Seine, 92088 Paris 14 Défense.

مكتبة من الامم

Pour un plan d'urgence pour la formation et la recherche en Lorraine du Nord

L'histoire n'a pas ménagé la Lorraine du Nord. Une fois encore, elle la frappe. La mutation industrielle l'atteint dans son économie, son corps social, sa culture.

Bien avant que la crise de la sidérurgie ne mette la Lorraine sous les feux de l'actualité, M. le Président de la République nous disait dans sa lettre du 16 décembre 1981 « l'importance du rôle que peut jouer l'Université de Metz pour la renaissance économique et le développement culturel de (notre) région ». Le 4 avril dernier, prenant la nation à témoin, il présentait la formation et la recherche comme « la solution » à la crise que connaît la Lorraine.

Cet appel, nous l'avons entendu. L'Université de Metz est décidée à y répondre, comme elle a répondu depuis sa création aux besoins de la population de la Lorraine du Nord : elle forme les hommes et les femmes indispensables au renouveau économique et culturel de la région ; ses laboratoires contribuent aux activités industrielles ; avec Sarrebruck, elle dispense un enseignement binational encore unique en Europe.

L'Université de Metz veut faire mieux et davantage. Il faut pour cela lui donner enfin les moyens et le personnel à la mesure de ses tâches.

Au plan national, ces moyens existent. Metz doit en recevoir la part qui corres-

pond aux missions que le président de la République lui a fixées. Pourtant, les règles d'attribution des postes auxquelles nous sommes soumis actuellement ne feraient que perpétuer son sous-encadrement présent.

Il faut que le pari engagé sur la Lorraine du Nord soit gagné. Le risque est grand qu'il ne le soit pas du fait des incompréhensions et des pesanteurs administratives.

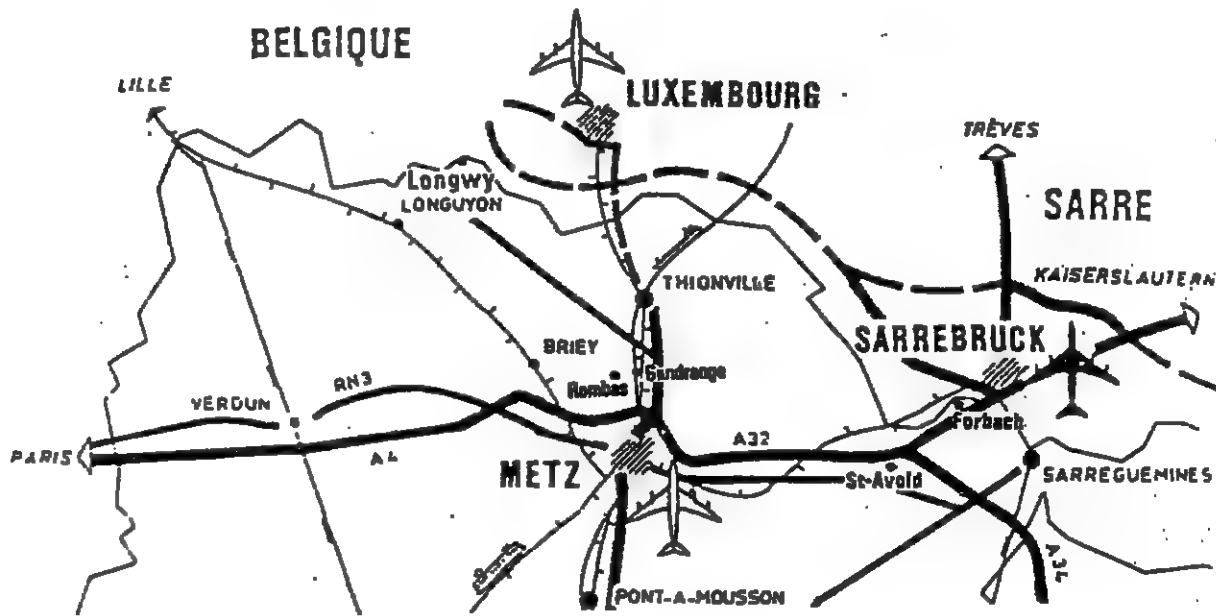
Notre inquiétude est grande. Le président de la République peut seul la dissiper en prenant toutes les mesures qu'appelle la situation universitaire de la Lorraine du Nord.

Le Conseil de l'Université de Metz.

Cet appel a été adressé sous forme de lettre à M. le Président de la République.

La Lorraine du Nord, c'est...

- Une terre densément peuplée — plus de 1 300 000 habitants, de Verdun à Bitch, de Thionville à Metz, — chère à ceux et à celles qui y vivent et y travaillent.
- Une terre dont le labour est essentiel à la prospérité nationale et qui pourtant est injustement discréditée.
- Une terre encore pénalisée, pour l'essentiel, par deux longues annexions aux séquelles multiples et aujourd'hui encore très insuffisamment scolarisées.
- Une terre de frontières et de contacts, exposée à d'âpres concurrences économiques et culturelles, mais vouée aux échanges européens.
- Une terre d'avenir par sa volonté de contribuer aux mutations actuelles.
- Une terre, de ce fait, attachée au destin de son Université, essentielle à son renouveau.



... cette terre que les Français ont dans le cœur

Promouvoir un environnement scientifique et culturel de qualité

dans le cadre des propositions faites par
M. Laurent FABIUS
Ministre de l'industrie et de la recherche

L'Université de Metz demande :

L'installation

- du Centre national de documentation scientifique et technique du C.N.R.S.
- d'un département de SUPELEC
- de la fabrication des lasers civils de grande puissance par la société CIT-ALCATEL

L'octroi

- d'un contingent substantiel de bourses CIFRE par le Fonds de la recherche et de la technologie.
- des postes supplémentaires de chercheurs créés par le C.N.R.S.

Les moyens pour développer l'Université de Metz existent

Sur les 69 universités existantes (hors écoles) :

- 24 sont surencadrées et cumulent à elles seules un sureffectif de 2 155 postes d'enseignants chercheurs par rapport à la moyenne nationale ;
- les 45 autres accusent au contraire un sous-effectif de 2 623 postes par rapport à cette moyenne.

Certaines universités ont à la fois des disciplines surencadrées et d'autres sous-encadrées dans des proportions quelquefois importantes, pouvant atteindre plusieurs dizaines de postes.

Or, jusqu'à maintenant, de nombreux postes ont été attribués par le ministère de l'éducation nationale à des universités dans des disciplines surencadrées. Cela ne contribue évidemment pas à réduire les disparités d'une université à l'autre et les disparités d'une discipline à l'autre dans une même université. Par exemple, à la rentrée 1983, dans six universités globalement surencadrées, 30 postes ont été créés ou maintenus dans des disciplines elles-mêmes excédentaires.

500 postes d'enseignants ont été créés au budget de 1984 pour la rentrée prochaine (hors écoles et IUT).

Le ministère de l'éducation nationale se propose d'attribuer 176 postes aux 24 universités déjà surencadrées et 309 postes seulement aux universités sous-encadrées dont le sous-effectif cumulé atteint 2 623 postes ; ce qui ne fait que consacrer les déséquilibres existants.

L'Université de Metz a un sous-effectif global de 81 postes (hors IUT). On ne lui en propose que 14 (plus 5 pour l'IUT) (*).

Cette dotation de postes ne couvrirait même pas les besoins créés par l'augmentation du nombre d'étudiants de l'Université de Metz en 1983-1984.

(*) Ce n'est pas pour autant que les universités d'autres régions durement touchées par la crise sont mieux dotées qu'elle puisqu'on ne propose aux quatre universités de la région Nord-Pas-de-Calais que 28 postes pour un sous-effectif de 1 115 postes (hors IUT).

L'Université de Metz

JAPON- FRANCE: A LA RECHERCHE L'UN DE L'AUTRE

UN DOUBLE SONDAGE RÉVÉLATEUR

- Les jeunes Français sont attirés par le Japon moderne
- Les Japonais plus âgés s'intéressent à la culture française



(ASAHI SHIMBUN)

Le Monde

A la fois trop proche de l'Occident par sa modernité et trop éloigné par sa culture, le Japon déroute l'analyse. Et longtemps il a été l'objet de notre part d'interprétations bâties plus ou moins dérivées de stock d'images et d'archétypes formés au cours du siècle dernier. Les représentations évoluent lentement, comme si elles avaient une vie propre, indépendante de la réalité.

Cela est particulièrement vrai dans le cas de la France qui, malgré une longue tradition orientale, n'a découvert que relativement tard (comparé par exemple aux États-Unis) la réalité sociale et historique du Japon contemporain. En outre, parce que celui-ci n'a jamais suscité l'investissement politique qui se manifeste, par exemple, dans le cas de la Chine - avec assurément ses propres errements - l'approche « culturaliste » a tendu à prévaloir. Dans le cas de la perception de l'Occident, et de la France en particulier, par les Japonais, ce type d'approche a certes aussi engendré ses archétypes, avec cette correction toutefois : l'Europe ayant longtemps été pour les Japonais un modèle, les connaissances diffusées (historiques notamment) étaient dans leur cas beaucoup moins succinctes que dans le nôtre (1).

Il était temps d'essayer de faire le point. De voir en quoi nos représentations du Japon - et inversement celles des Français par les Japonais - reflétaient plus ou moins la réalité. Le mérite de ce sondage croisé - le premier de ce type - est de mettre en lumière certains dynamismes sociaux : tant l'évolution de la perception réciproque des deux pays, en particulier dans les jeunes générations, que des situations sociales, que l'on a peut-être trop tendance à penser immuables. L'un des intérêts de ce sondage, qui porte sur trois thèmes (le Japon et la France, les Japonais et les Français : leur vie quotidienne et leur système de valeurs), est précisément d'inscrire toutes faites et de donner une image, à notre sens assez représentative de la société japonaise contemporaine.

Il ménage aussi quelques surprises. Ainsi, il paraît étonnant, pour qui a vécu au Japon, de constater que 59 % des Japonais déclarent ne pas avoir de sympathie pour la France, alors que l'on sait d'expérience avec quelle amabilité on est reçu et de quel prestige, même parfois un peu surestimé, jouit la culture française dans l'archipel. En fait, il convient de nuancer cette réponse. Dans la formulation de leur question, les enquêteurs japonais ont utilisé un mot relativement fort (*shitashimu*) qui signifie « se sentir proche de », alors que, en français, le mot sympathie a une connotation beaucoup plus générale.

Evolution, en revanche, du côté français, en ce qui concerne les sentiments à l'égard du Japon. Longtemps ignorants, voire indifférents, sinon aux prouesses économiques et à certains aspects « exotiques » du Japon, les Français (du moins 49 % d'entre eux) éprouvent « beaucoup » ou « assez » de sympathie pour les Japonais. (Le fait que la Grande-Bretagne arrive en dernière position peut s'expliquer par une réaction à l'attitude de son gouvernement à la conférence de Bruxelles.) En ce qui concerne le Japon, il est intéressant de constater (cette partie du sondage n'est pas

reproduite ici) que ce sont les tranches jeunes qui sont attirées par ce pays, alors que, dans le cas japonais, ce sont les personnes plus âgées qui manifestent un intérêt pour la France : en d'autres termes, le Japon pénètre en France par sa modernité, suscitant l'attention des couches jeunes de la population, alors que, sur l'archipel, la France jouit encore d'une image culturelle traditionnelle familière aux couches de population plus âgées. D'ailleurs, d'autres sondages indiquent chez les jeunes Japonais l'existence d'une sorte de « renaissance » de l'intérêt pour les États-Unis et leur modernité (comme au demeurant en France).

Les Français « élégants » mais peu « accueillants »

L'intérêt des Français pour le Japon se confirme avec la question concernant les pays que les personnes interrogées souhaiteraient visiter en Asie : le Japon vient en tête. Du côté japonais, les pays d'Europe qui attirent le plus sont la Suisse et l'Autriche, suivies, mais d'assez loin, par la France. Un choix qui peut surprendre, sans sous-estimer pour autant ces deux pays, étant donné la richesse culturelle et touristique de l'Italie, par exemple, qui arrive en avant-dernière position.

La prédilection traditionnelle des Japonais pour la Suisse en particulier tient à l'attrance qu'ils manifestent pour les montagnes : celles-ci jouent un rôle symbolique important dans la tradition japonaise (on pense entre autres au film *la Ballade de Narayama*). Les Alpes, en particulier, jouissent d'un tel prestige que les Japonais ont surnommé certaines chaînes de leurs montagnes les « Alpes japonaises » (dans la préfecture de Nagano). Joue également en faveur de la Suisse le caractère ordonné et propre de ce pays. Cela dit, on peut aussi introduire certaines nuances dans le choix des Japonais : ainsi, les femmes sont plus attirées par la France que les hommes (sans doute à cause de la fascination pour la mode française). Ces derniers sont en revanche intéressés par l'Allemagne qui, vue du Japon, est la première puissance économique de l'Europe.

En ce qui concerne les images réciproques, celle du Japonais « assidu au travail » continue à dominer chez les Français alors que, pour les Japonais, nous passons pour être toujours « élégants » mais, en revanche, peu « accueillants ». Une réponse qui tend à confirmer celle sur la sympathie que nous suscitons. On peut faire à ce propos deux commentaires : d'une part, les Japonais ne sont pas les seuls étrangers à penser que l'hospitalité française n'est pas toujours ce qu'elle pourrait être ; en outre, on peut-être joué également les ressentiments suscités par les trahissements commerciaux entre la France et le Japon (par exemple, l'affaire des magnétoscopes bloqués à Poitiers, qui fit dans la presse japonaise un bruit insoupçonné en France).

Dans les réponses françaises, une modulation est perceptible suivant que les personnes interrogées ont été en contact ou non avec des Japonais. Pour celles qui l'ont été, si le qualificatif « assidu au travail » reste en première position, l'amabilité et le caractère accueillant des Japonais

Plus encore que pour d'autres peuples, les Français ont des Japonais une image stéréotypée, figée, défensive même, face à la concurrence économique sévère que livre à une Europe en crise un Japon parfois un peu triomphaliste.

De « Madame Chrysanthème » au « Nippon des bonshommes de montres à bon marché », les clichés abondent. Les Japonais, de leur côté, ne sont pas en reste, avec une vision souvent passiviste de la France.

Se dessine cependant une évolution certaine. C'est ce que révèle le sondage croisé organisé par le Monde et l'Asahi Shimbun.

le plus influent des quotidiens nippons, avec un tirage de 7,5 millions d'exemplaires.

La compréhension entre deux pays - surtout s'ils sont si éloignés et différents que le Japon et la France - passe avant tout par une meilleure connaissance. Rien de tel pour cela que de coopérer.

Sur ce plan, l'Asahi et le Monde ont donné l'exemple, et ce bien avant que le Japon ne redonne à la mode avec son développement économique spectaculaire : depuis plus de trente ans, les deux quotidiens sont liés par un accord.

Ensemble, ils ont participé au sondage dont nous livrons les résultats dans ce supplément.

Le directeur du Monde, M. André Laurens, participera au sommet culturel franco-japonais qui sera organisé à Tokyo conjointement par l'Asahi et par le ministère français de la culture les 7, 8 et 9 mai.

Parallèlement à ce symposium, une exposition d'art contemporain et un festival de musique se tiendront également dans les capitales japonaise et française.

Cette conférence, tout comme la visite au Japon, il y a deux ans, du président Mitterrand, contribuera sans doute, et en partie sur la base des indications fournies par le sondage, à améliorer notre compréhension mutuelle.

Mais, dans un monde en profonde mutation, où le facteur temps est primordial, où le poids d'une nation se pèse de plus en plus à l'aune de son dynamisme économique, mais aussi de sa capacité à vendre,

un « plus », un suivi, seront nécessaires. Et, dans ce domaine, on peut penser que la balle se trouvera plus dans le camp français que dans celui du Japon.

Sinon, les efforts entrepris, comme celui - exemplaire - de la Maison franco-japonaise de Tokyo, demeureront insuffisants pour préserver, au Japon, le lustre hérité du siècle dernier.

PATRICE DE BEER.

ont aussi souligné. En d'autres termes, les Japonais gagnent à être connus.

Plus anecdotique est la question sur la cuisine : plus de 40 % des Japonais ont goûté la cuisine française. Sans remettre en cause le prestige de celle-ci, on peut cependant souligner le fait que les habitudes alimentaires des Japonais sont en train d'évoluer rapidement, et que l'intérêt pour la cuisine française fait partie d'un phénomène plus général d'internationalisation de la nourriture au Japon.

A propos des actions à encourager pour accroître la compréhension entre les deux pays, les Français mettent en priorité les échanges d'étudiants et de jeunes. Les Japonais ont des réponses plus étalées : les échanges d'étudiants et la représentation des aspects contemporains et culturels des deux pays sont pratiquement sur le même plan. Il est intéressant de noter que les Japonais souhaitent faire connaître aux étrangers à la fois les aspects traditionnels mais aussi contemporains de leur société, alors que les Français auraient plutôt tendance à mettre l'accent sur les premiers. Peut-être doit-on y voir la conscience chez les Japonais des progrès accomplis par leur pays.

Le chômage et la santé

En ce qui concerne le degré de satisfaction des Japonais et des Français en matière de vie quotidienne, les premiers donnent une réponse équilibrée alors que les seconds semblent - de manière inattendue - particulièrement satisfaits. Par tranches d'âges et par sexe, ce sont les jeunes japonais qui paraissent les plus comblés. Ce qui peut s'expliquer par la compétition régnant entre les garçons pour s'insérer dans le tissu social alors que les jeunes femmes, sans perspective de promotion professionnelle, vivent une période de relative euphorie avant le mariage. En France, le partage est moins net, même si les jeunes femmes sont relativement plus satisfaites.

Un étonnement : les Japonais, victimes de la première bombe atomique, sont relativement moins inquiets que les Français de l'éventualité d'une guerre nucléaire. Plusieurs remarques peuvent être faites. D'une part, la formulation en japonais de la question est plus « apocalyptique » qu'en français puisqu'on évoque la venue d'une « guerre totale ». Ensuite, il faut tenir compte du fait que les Français ont été, ces dernières années, particulièrement sensibilisés aux questions des armes concentrées en Europe.

Dans le cas du Japon, il faut souligner en revanche l'existence de profonds sentiments anti-guerre et anti-armement. Certes, ces dernières années, on a assisté à une évolution des mentalités en ce qui concerne l'augmentation des dépenses militaires, due à une mobilisation de l'opinion publique contre la « menace » soviétique, depuis notamment l'invasion de l'Afghanistan. Les Chinois, d'autre part, qui naguère dénonçaient l'« impérialisme » et le « militarisme » japonais, encouragent plutôt désormais Tokyo à réarmer dans le cadre de leur stratégie de contrepois à l'URSS. Il reste cependant qu'une bonne partie de la population nip-

pone demeure attachée aux idéaux de l'immédiat après-guerre, notamment en ce qui concerne les armes nucléaires.

Sur le registre des préoccupations, on note une divergence profonde entre Japonais et Français. Alors que les premiers sont principalement inquiets pour leur santé, les seconds mettent en tête de leurs préoccupations le chômage. Mais dans le cas des Japonais, il s'agit d'une question dite « fermée » (c'est-à-dire assortie d'une liste de réponses), alors que pour les Français la question était « ouverte » (sans réponses suggérées). Dans ce dernier cas, ce sont plus les préoccupations à court terme, conjoncturelles, qui viennent en priorité à l'esprit. Il reste que, comme le soulignent les chercheurs de l'IFOP, il n'est pas moins notable chez les Français un changement dans les préoccupations par rapport à des sondages précédents (février 1984) : le chômage, qui venait après la question du pouvoir d'achat, arrive désormais nettement en tête.

En ce qui concerne les Japonais, on peut souligner le fait que le chômage (quoique, en réalité, plus important que ne le donnent à penser les statistiques officielles avançant le chiffre de 2 %) est assurément moins grave qu'il ne l'est en Europe. En outre, les Japonais sont extrêmement sensibles aux problèmes de santé qui sont amplement traités par les médias.

Signe sans doute du pragmatisme des Japonais, ceux-ci n'ont pas plus

confiance dans leurs politiciens que dans leurs religieux... En revanche, ils semblent respecter davantage le savoir de leurs maîtres que les Français, dont 30 % seulement manifestent une certaine confiance envers leurs enseignants.

Les Japonais plus circonspects sur la science

Autre signe du pragmatisme, et d'une certaine lucidité, des Japonais : alors qu'en France on a tendance à voir le Japon emporté dans une épopée scientifique, les Japonais semblent beaucoup plus circonspects que les Français sur les capacités de la science. Il convient assurément de tenir compte de la formulation de la question qui leur a été posée : par son globalisme, elle ne pouvait inciter qu'à la prudence. Il reste que cette réponse semble témoigner du fait que les Japonais sont moins habitués par le mythe scientifique que certains qui, prenant exemple du Japon pour accréditer la thèse du dépassement des contradictions du monde moderne par la science, ont tendance à le faire croire.

Deux réponses enfin témoignent à nos yeux de l'évolution de la société japonaise contemporaine. La première a trait aux personnes sur lesquelles on peut compter en priorité en cas de difficulté, et la seconde concerne la piété filiale. Signe de l'évolution de la famille élargie vers le type cellulaire moderne, c'est le

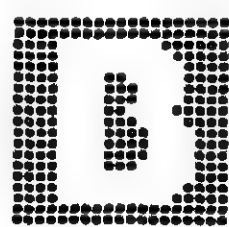
conjoint (et non le chef de famille) sur lequel on compte en priorité si l'on se trouve dans une impasse.

En ce qui concerne la piété filiale, un mythe est ébranlé : seulement la moitié des Japonais interrogés estiment « normal » que les enfants s'occupent de leurs parents. Il faut certes apporter quelques précisions à cette réponse. Dans sa formulation française, l'expression « s'occuper de » signifie essentiellement « consacrer du temps » (d'où des réponses affirmatives élevées). En revanche, dans le cas du Japon, le mot employé est plus fort (*sewa suru*) : s'occuper signifie ici « prendre en charge », un peu comme une mère avec son enfant. Il reste que l'évolution par rapport au passé n'est pas moins notable. Elle l'est surtout dans le cas des femmes entre trente-cinq et cinquante ans (âge auquel se fait sentir le poids des parents âgés) qui pensent désormais qu'il est de moins en moins « normal » de les prendre en charge. Le problème des relations belle-mère-bru est en fait l'un des grands thèmes des feuilletons télévisés au Japon.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 16.)

(1) Sur cette relation de miroir entre l'Occident et le Japon et les malentendus qu'elle suscite dans le monde contemporain, on ne peut que recommander la lecture de *Misunderstanding. Europe vs. Japan*, d'Endymion Wilkinson, Chukokoron-sha, Tokyo, 1981.



BNP

BANQUE NATIONALE DE PARIS
PREMIERE BANQUE FRANÇAISE,
DEUXIEME BANQUE MONDIALE*

IMPLANTÉE DANS 78 PAYS

TOKYO

BANQUE NATIONALE DE PARIS

● Succursale

● Bureau Financier

Yusen Building 3-2 Marunouchi

2 Chome, Chiyoda-Ku

Tél. : (3) 214.2881 - Télex : 284 825

OSAKA

BANQUE NATIONALE DE PARIS

● Agence

Ohbayashi Building 37, Kyobashi

3 Chome, Higashi-Ku

Tél. : (6) 944.1351 - Télex : 64 068

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social : 16, bd des Italiens 75009 PARIS

Tél. : 244.45.46 - Télex : 280.605.

*American Banker July 1983

مقاومة الاموال

JAPON - FRANCE : A LA RECHERCHE L'UN DE L'AUTRE

Deux visions complémentaires

I. Le Japon et la France

JAPON	FRANCE
Question : Ecrivez-vous de la sympathie pour la France ?	Question : Pour les pays suivants, pouvez-vous me dire si vous les trouvez : très, assez, peu ou pas sympathiques du tout ?
- Oui 23 %	- Très ou assez sympathique : 70 %
- Non 59 %	- USA 65 %
- Autre réponse ou ne sait pas 18 %	- Japon 49 %
	- Chine 45 %
	- Grande-Bretagne 41 %
	- Les autres pays 41 %
	- Total 100 %
Q. : Parmi les pays européens suivants, quel pays voulez-vous visiter en priorité ?	Q. : Dans la liste des pays suivants, quel est celui qui vous attire le plus ? En premier, en deuxième, en troisième ?
	en 1 ^{er} en 2 ^e en 3 ^e Total
- Suisse, Autriche 32 %	- Japon 38 14 10 52
- France 14 %	- Inde 17 20 13 49
- Grande-Bretagne 8 %	- Chine 15 15 8 38
- RFA 8 %	- Sri-Lanka 8 8 9 25
- Danemark, Norvège, Suède, Finlande 4 %	- Singapour 4 6 6 16
- Pays-Bas, Belgique 4 %	- Hongkong 2 4 4 10
- Italie 4 %	- Vietnam 2 3 5 9
- Espagne, Portugal 3 %	- Les deux Corées 1 2 3 6
- Autres réponses ou ne sait pas 21 %	- Autres de ces pays 3 3 4 10
	- Autres pays 20
	- Total 100 %

Les sondages dont nous publions ci-dessous les résultats ont été conçus conjointement par l'Asahi Shimbun et le Monde.

Le sondage en France a été réalisé par l'IFOP pour le Monde entre le 26 mars et le 2 avril 1984, à domicile, en face à face. Il a été conduit auprès de 1991 personnes qui constituent un échantillon de la population française âgée de quinze ans et plus. L'échantillon a été établi selon la méthode des quotas par sexe, âge, profession avec une stratification double par région et type d'habitat.

Le sondage au Japon a été réalisé par l'Asahi Shimbun les 14 et 15 mars 1984, à domicile, en face à face. Il a été conduit auprès de 2362 personnes qui constituent un échantillon représentatif de la population japonaise en âge de voter. L'échantillon a été constitué selon la méthode de sélection aléatoire avec stratification en deux étapes.

Q. : Comment trouvez-vous les Français ?	Q. : Pouvez-vous me dire parmi les qualificatifs suivants les trois qui conviennent le mieux aux Japonais ? En premier, en second, en troisième ?
- Élégants 31 %	en 1 ^{er} en 2 ^e en 3 ^e Total
- Sociables 12 %	- Asides au travail 46 16 9 71
- Dignes 11 %	- Persévérants 6 14 16 36
- Individualistes 60 %	- Pleins de vitalité 8 13 9 31
- Présumptueux 5 %	- Cérémonieux 6 12 10 28
- Accueillants 4 %	- Amables 6 8 9 23
- Actifs 2 %	- Accueillants 7 9 6 22
- Amers 1 %	- Imitateurs 2 3 5 10
- Qui se mêlent de tout -	- Orgueilleux 1 3 3 7
- Autres réponses ou ne sait pas 28 %	- Raides et difficiles d'approche 2 2 3 7
	- Prématurement + + 2 3
	- Impatients + + 1 1
	- Insolents + + 1 1
	- Autres réponses 3 1 2 6
	- Ne sait pas 13
	- Total 100 %
Q. : Pour une meilleure entente (compréhension) entre la France et le Japon, à votre avis, que faut-il développer en priorité ?	Q. : Parmi les actions envisageables pour promouvoir une meilleure compréhension, quelle est celle qu'il faut d'après vous développer en premier ? En deuxième ?
- Echanges d'étudiants et de jeunes 20 %	En 1 ^{er} En 2 ^e Total
- Représentation réciproque des aspects contemporains de nos sociétés 19 %	- Echanges d'étudiants et de jeunes 35 16 51
- Représentation réciproque de nos cultures traditionnelles et modernes 18 %	- Représentation réciproque des aspects contemporains de nos sociétés 12 14 26
- Diffusion réciproque de l'enseignement du japonais et du français 13 %	- Diffusion réciproque de l'enseignement du japonais et du français 9 15 24
- Echanges d'associations sportives 11 %	- Echanges d'artistes et de savants 10 15 25
- Echanges d'artistes et de savants 5 %	- Echanges d'artistes et de savants 13 10 23
- Autres réponses ou ne sait pas 16 %	- Echanges d'associations sportives 7 10 17
	- Ne sait pas 14
	- Total 100 %

Q. : Avez-vous déjà goûté la cuisine française et des vins français ?	Q. : Avez-vous déjà goûté la nourriture japonaise ?
- Oui 40 %	- Oui 23 %
- Non 58 %	- Non 75 %
- Autre réponse ou ne sait pas 2 %	- Ne sait pas 2 %
	- Total 100 %
Q. : Avez-vous déjà vu un ou plusieurs films français ?	Q. : Avez-vous déjà vu un ou plusieurs films japonais ?
- Oui 53 %	- Oui 32 %
- Non 42 %	- Non 67 %
- Autre réponse ou ne sait pas 5 %	- Ne sait pas 1 %
	- Total 100 %

II. La vie quotidienne

JAPON	FRANCE
Q. : Êtes-vous satisfait de votre vie quotidienne ?	Q. : Dans votre vie personnelle, vos relations avec les autres (famille ou amis), pour la France ou le monde, quelle sont aujourd'hui vos 3 principaux sujets d'inquiétude ?
- Satisfait 38 %	- Très satisfait 28 %
- Pas satisfait 62 %	- Moyennement satisfait 61 %
- Inconnu 31 %	- Pas du tout satisfait 10 %
- Autre réponse ou ne sait pas 1 %	- Autre réponse ou ne sait pas 1 %
	- Total 100 %
Q. : La possibilité d'une guerre nucléaire vous inquiète-t-elle ?	Q. : Sur qui comptez-vous le plus si, un jour, vous avez une grande crise dans la vie ?
- Oui 65 %	- Votre père 6 %
- Non 28 %	- Votre mère 4 %
- Inconnu 7 %	- Votre frère 17 %
- Autre réponse ou ne sait pas 100 %	- Votre sœur 3 %
	- Votre fille 3 %
	- Votre fils 4 %
	- Votre épouse ou époux 43 %
	- Votre conjoint (si) 5 %
	- Les parents (mère, père, conjoint) 2 %
	- Les amis proches et éloignés 2 %
	- Les relations sociales 1 %
	- Autres 5 %
	- Ne sait pas 3 %
	- Total 100 %
Q. : Avez-vous de l'inquiétude pour :	Q. : Quelles sont les deux personnes sur qui vous comptez le plus lorsque vous avez des problèmes graves ? En premier, en deuxième ?
- Votre santé 26 %	En 1 ^{er} En 2 ^e Total
- Un accident soudain 21 %	- Votre père 10 9 19
- La guerre 11 %	- Votre mère 10 17 27
- Votre train de vie 9 %	- Votre frère 6 9 15
- Votre famille 8 %	- Votre sœur 6 9 15
- Votre travail 8 %	- Votre fils 5 9 14
- Le chômage 2 %	- Votre épouse ou époux 43 6 49
- Les relations avec votre voisinage 2 %	- La personne avec qui vous vivez (votre fiancé (e)) 5 3 8
- Les relations sociales 1 %	- Des parents (mère, père, conjoint) 2 5 7
- Les inquiétudes ou autres réponses 12 %	- Des amis proches et éloignés 2 5 7
	- Autres 5 3 8
	- Ne sait pas 2 %
	- Total 100 %

III. - Quelles échelles de valeur ?

JAPON	FRANCE
Q. : Avez-vous confiance dans les hommes qui ont les professions suivantes ?	Q. : Quels sont, parmi les suivants, les deux corps professionnels qui vous paraissent les plus dignes de confiance ? (Deux réponses possibles.) Et les moins dignes de confiance ? (Deux réponses possibles.)
POLITIQUEN : Confiant 33 %	POLITIQUEN : Les plus dignes de confiance 3 %
Un peu méfiant 42 %	Les moins dignes de confiance 66 %
Méfiant 16 %	
- Autre réponse ou ne sait pas 4 %	
JUGE : Confiant 26 %	MAGISTRATS : Les plus dignes de confiance 19 %
Un peu méfiant 42 %	Les moins dignes de confiance 18 %
Méfiant 12 %	
- Autre réponse ou ne sait pas 14 %	
ECCLÉSIASTIQUE : Confiant 12 %	ECCLÉSIASTIQUE : Les plus dignes de confiance 20 %
Un peu méfiant 22 %	Les moins dignes de confiance 9 %
Méfiant 30 %	
- Autre réponse ou ne sait pas 11 %	



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

PRESENT AU JAPON

La société Ajinomoto-Danone, filiale à 50-50 du groupe BSN et du groupe japonais Ajinomoto, fabrique et vend depuis 1981 des produits laitiers frais sous la marque Danone au Japon.

Le groupe BSN vient de signer avec la société japonaise Itoh and Co un accord pour la commercialisation de l'eau minérale Evian dans ce pays.

La bière Kronenbourg est déjà vendue depuis deux ans aux Japonais à la suite d'un accord avec la société Kiowa-Hakko. Elle fait l'objet d'un effort publicitaire important cette année.

aux 60% de Français qui souhaitent mieux comprendre et connaître le Japon



Une équipe franco-japonaise pour vous aider à réussir votre voyage

- à Paris
- au Japon

Cours de Japonais (adultes, enfants)
Calligraphie - Bibliothèque
Shiatsu (thérapie par pression des doigts)
Ikebana (art floral)
Shakuhachi (flûte japonaise)

Volx quotidiens à partir de 5 980 F
Circuits en minibus dans le Japon des villes et des champs (18 jours, 15 600 F)
Circuits « cultures et traditions du Japon » (18 jours : 22 000 F)

carrefour du Japon

Demandez notre programme d'activités et de voyages à
CARREFOUR DU JAPON
12 rue Sainte-Anne - 75001 Paris - Tél. 261.60.83.

Un double sondage révélateur

(Suite de la page 15.)

Au demeurant, le problème de la vieillesse préoccupe beaucoup les Japonais : Asahi Shimbun consacre d'ailleurs une fois par semaine une page entière à ce problème.

Autre étonnement par rapport aux clichés entretenus en France sur les Japonais : la majorité de ceux-ci souhaitent « vivre tranquillement » plutôt que de « faire des efforts pour réussir ». Une réponse qui contraste avec l'image du Japonais « animal économique » que nous affectionnons. Deux remarques : la première est que l'expression « vivre tranquillement » a été rendue en japonais avec le sens de vivre en harmonie avec soi-même, c'est-à-dire conformément à ses aspirations. Ensuite la question est hypothétique : « si on vous donnait le choix ». Il reste qu'il est significatif de constater que les Japonais ne semblent plus ziguillonnés par cette ambition d'obtenir une place dans la société (cette fameuse ambition, shusse, qui fut l'un des mécanismes de la mobilité sociale depuis l'ère Meiji (1868). La société japonaise contemporaine est certes hautement compétitive. Mais sont aussi apparues, dans la jeune génération (c'est-à-dire celle née peu avant la grande croissance économique des années 60, et qui arrive actuellement à l'âge adulte), des valeurs nouvelles. L'importance de la vie privée atteste le recul de la fameuse formule : « S'effacer devant l'intérêt public » (meshi hoko), qui a longtemps prévalu. Tendent à se manifester des aspirations à plus de temps libre et un investissement moins fort sur l'univers professionnel.


En ce qui concerne les facteurs de réussite, les Japonais mettent en premier lieu l'effort, alors que les Français insistent sur la compétence. Pour les Japonais, les efforts sont plus importants que les diplômes. On connaît pourtant la course que ceux-ci engendrent. En fait, ils ne sont une fois acquis, qu'une première étape. Il faut encore, pour réussir, s'intégrer dans l'univers professionnel, ce qui demande des efforts. Dernier point à relever : les Japonais souhaitent donner d'eux-mêmes une « image ordinaire ». Cette réponse témoigne à la fois du degré de conformisme qui règne dans la société nipponne, mais également du sentiment diffus chez les Japonais d'appartenir, en majorité, à une classe moyenne.

En somme, quelques données sur la société japonaise contemporaine auxquelles les Français devront confronter leurs clichés, source de bien des malentendus.

PHILIPPE PONS.

JAPON - FRANCE

un même



KUBOTA TRACTOR

France 250 concessions

et ses distributeurs en

Belgique, Hollande, Suisse, Autriche, Italie, Espagne

مقدّمات الأصل

Le Monde

LIVRES

Albert Caraco l'indésirable

● Vladimir Dimitrijevic, son ami et éditeur, évoque ce « penseur paradoxal et apocalyptique »

QUINZE volumes à couverture grise (1), inspirés par un être dégoûté de la vie, c'est ce qu'Albert Caraco nous a laissé, après son suicide à Paris, en septembre 1971. Depuis, le nom de ce juif errant circule un peu et, grâce à l'obstination de Vladimir Dimitrijevic, le directeur de l'Age d'homme, Caraco commence à être. Il avait lui-même présenté, en sautant un autre « monstre », Ludwig Höhl, l'avenir de sa démarche solitaire : « Une existence que l'esprit informe sera toujours un cas d'espèce et sa reconnaissance de la part des hommes un miracle. » Le miracle, pour Caraco, fut d'être lu et compris par un libraire de Neufchâtel.

« En 1959, raconte Dimitrijevic, j'ai pris dans ma librairie deux livres d'un inconnu, publiés à la Baconnière. Huit essais sur le mal et le Talmud de l'histoire. C'est ainsi que j'ai découvert Caraco. Il m'a semblé proche d'écrivains apparus en Europe, depuis un siècle, et que l'on continue à mépriser ou à ignorer en France : Schopenhauer, Spengler, Kraus, Krleza et Nettiou. Des penseurs, pas des philosophes professionnels. Les témoins d'une crise grave de l'Occident, une crise mortelle. Ils cherchaient une issue, de quoi passionner la jeunesse. Ils étaient excessifs et contradictoires... »

« Je me suis installé à Lusanne en 1962. Un jour, un client est entré et m'a demandé un ouvrage de Caraco. Je lui ai répondu que cet auteur m'intéressait beaucoup. Il a eu l'air étonné et ravi. C'était Monsieur Père. Il est revenu avec son fils. Chaque fois, ils passaient deux mois à Lusanne, dans un hôtel. Nous nous sommes revus souvent. En 1966, quand j'ai créé l'Age



Dessin de BÉRENICE CLEVEY

Béatrice Clevey

d'homme, le père, qui était un agent d'affaires avisé, m'a donné de bons conseils. Albert était toujours impeccablement vêtu. Veste rayée, légers Pull et cravate. Assez corpulent. Plutôt grand. Cordial et malicieux. On se rendait compte pourtant qu'il jouait un personnage, un peu contraint. Sous ce calme, il y

avait une grande tension, un dégoût absolu de la vie. Il laissait parler les autres. Attentif et détaché. Il s'est décrit dans Ma Confession. Tout y est vrai... et terrible. »

Caraco était né le 10 juillet 1919 à Constantinople, dans une famille de commerçants. Il suivit ses parents à Prague, Berlin et Paris. Son

père, devant que les nazis allaient envahir l'Europe, décida d'aller au Brésil. Albert vécut aussi en Argentine et en Uruguay. Il eut même un passeport hondurien. A la fin de la guerre, les Caraco rejoignirent Paris. Albert avait fait des études brillantes. Grâce à son père, il n'eut jamais besoin de travailler et put se vouer à sa vocation : écrire. Ce sera aussi son tourment.

« Albert aurait pu devenir directeur de banque à Prague ou à Buenos-Aires. La guerre, en le jetant dans le cauchemar de l'histoire, a changé son destin. Il avait un don extraordinaire des langues. Il écrivait l'anglais, le français, l'allemand et l'espagnol. On comprend pourquoi il a choisi plutôt le français. Il admirait le style impeccable du dix-huitième, celui de Chansfort et de Montesquieu, et estimait qu'un essayiste doit adopter une langue à son apogée. Il a dit comment il avait été brusquement réveillé : « Je suis né de moi-même entre l'an 1946 et l'an 1948, ce fut à ce moment que j'ouvris les yeux sur le monde. J'avais été, jusqu'aux abords de la trentaine, aveugle. » Le garçon maladroit, paillard, affublé d'un nez papillon, que l'on voit sur de vieilles photographies, allait engendrer un autre homme, amer, dissimulé, ironique. »

« Un incroyable traité de démolition »

« Le fait qu'il écrivait sans but lucratif explique, selon moi, la censure qui, jusqu'à présent, a empêché la diffusion de son œuvre. Voyez Proust et Roussel. On ne les prenait pas au sérieux. Cette liberté lui a permis de ne pas être économe de ses idées. Il était en perpétuel dialogue avec lui-même. Son père et moi, à partir de 1967, étions ses seuls vrais lecteurs. Lisez écrits sur la religion, un inédit que je viens de publier. Comme son Bréviaire du chaos ou le Galant Homme, c'est un incroyable traité de démolition ! Il se sentait proche de Bloy... et de Céline dont les écrits antisémites le faisaient rire. Rien n'échappe, dans ces chapitres de diatribes, à sa colère orgueilleuse. Il y a de quoi faire peur aux tièdes. On n'a plus l'habitude d'entendre une voix à ce point contrariante ni une langue aussi belle et si impérative. »

Le secret de Caraco, il faut le chercher dans le bref chef-d'œuvre. *Post mortem*, que l'on réédite sous le titre de *Madame Mère* est morte. On est d'abord déboussolé tant ce cri de haine et d'amour tranche les fibres les plus intimes. Le *Livre de ma mère*, d'Albert Cohen, à côté, semble muette. Caraco ne pleure pas ; avec ses litanies, une par page, il se débat entre la vie et la mort, il s'écroule embrassé le corps refroidi de celle qui l'a mis au monde et l'en a aussitôt retiré.

« *Post mortem* est une partie du Journal, d'environ deux mille pages, qu'il m'a laissée et que j'ai l'intention de publier. »

RAPHAËL SORIN.

(Lire la suite page 22.)

(1) Les livres de Caraco sont publiés par l'Age d'homme.

Fétichisme

Le baroque de cette petite cosmogonie rappelle étrangement celui qui a cours dans certaines parties du quart-monde aujourd'hui. Les *mayas* - minorité catholique - cachent leur misère sous des habits extrêmement ornés. En 1924, l'Eglise s'en inquiète : elle fait brûler les dentelles d'or et interdit les franges qui ornaient les costumes de fête... La hiérarchie voit d'un mauvais œil ce foisonnement de broderies qu'elle assimile à du fétichisme, et elle rappelle à l'ordre ces adorateurs du « Christ des profondeurs ».

JACQUES MEUNIER.

(Lire la suite page 22.)

Une vie entre le ciel et la boue

● Croyances et terreurs d'une paysanne hongroise.

MARGIT GARI va sourire en apprenant le succès que le livre français *Fiel* a obtenu. Elle est née en 1907, à Mezökövesd, en Hongrie, elle est placée à l'âge de neuf ans, devient « nourrice sèche » pendant quelque temps, puis se gage comme travailleuse saisonnière sur les grands domaines agricoles. Elle déménage les betteraves, lie le chanvre, chasse le charançon des vignes. L'hiver, elle passe des travaux des champs aux travaux d'aiguille... Les saisons de sa vie se suivent et se ressemblent : après les mains calleuses, ce sont les yeux qui s'usent. Le père et le mari boivent. Ils la battent comme plâtre. Margit pardonne : « Que pourrions-nous faire ? Notre vie est courte et nous, les pauvres, nous étions trop nombreux. »

Le récit de sa vie, qu'elle a confié à une ethnologue amie, Edith Fel,

est frappé au coin de l'agonie. La faim taraude à toutes les pages, et la violence, et l'injustice. Ne parlons pas des tyrannies de l'intimité. Chaque épi tout le monde et la solidarité n'est pas le mieux partagé. Le « coin des pauvres » patage entre le ciel et la boue. Absurde.

Margit Gari n'a rien oublié. Elle parle de sa vie comme quelqu'un qui en a touché le fond. Mais, comme elle a la foi du charbonnier - elle appartient à un tiers ordre de franciscains - ses confessions ne sont pas entièrement désespérées. Il y a même quelque chose de serein dans tout cela... Le sordide et le lumineux s'y côtoient constamment (le même contraste habitait l'*Univers concentrationnaire* de David Rousset, pourtant fort éloigné).

Le *Vinaigre et le Fiel* s'ouvre sur un morceau d'anthologie : détaillant sa vision du monde, Margit Gari - pour édifier le lecteur et plaire à son Dieu - propose une mise en scène somptueusement naïve du Royaume des Cieux. Avec elle, l'œil ébloui, nous pénétrons les arcanes de la bureaucratie céleste... Pèlerinage ma-

gique aux sources de la morale et de la religion. Son hymne au soleil est à la fois mystique et saint-sulpicien. Son panthéon est peint aux couleurs franches de l'innocence : près du trône de Dieu poussent les fleurs privilégiées, volent les anges et dansent les séraphins...

billet

Misère des intellectuels

DEUX petits recueils de textes, dont certains ont été écrits à l'occasion du débat sur « le silence des intellectuels », lancé par le Monde en 1983, illustrent la fragilité de la situation des intellectuels en cette fin de XX^e siècle. Pour Edgar Morin (dans le Rose et le Noir), notre monde est pris en tenaille entre deux menaces majeures : le totalitarisme communiste et l'extermination nucléaire. Face à ces molosses, Morin distingue deux catégories d'intellectuels : ceux qui se sont brûlés aux bûchers idéologiques des dernières décennies (stalinisme, maoïsme, gauchisme...) et que leurs errements passés ont condamnés à la prudence - ou au discrédit ; et ceux qui, doucement portés par la vague rose, se trouvent maintenant aux postes de commande.

Si les seconds sont plutôt sympathiques, ils lui paraissent bien légers avec leur socialisme d'image d'Épinal, leur confusion idéologique. « Ils sont compétents sur la décharge publique, le tout-à-l'égout municipal. Mais ils sont bien ignorants sur le grand cloaque du monde. » Sauront-ils doter le Parti socialiste d'une

idéologie à l'épreuve des feux qui convient ? Pourront-ils donner un contenu offensif aux idées de démocratie et de liberté ? Nous montreront-ils comment échapper au néant de la mort ou de la servitude ? Edgar Morin le souhaite, mais visiblement il n'y croit pas trop. Ajoutons qu'il se garde bien de donner des conseils : dans l'impasse tragique où nous sommes, c'est la réflexion politique elle-même qui, pour Edgar Morin, se trouve « dessaisie » de toute prise sur l'histoire.

Prêcher dans le désert

Pour Jean-François Lyotard (dans *Tombes de l'intellectuel* et autres papiers), la vocation traditionnelle de l'intellectuel était de prêter sa voix, dans les grandes occasions, à un « sujet universel » (la nation, le peuple, le prolétariat...). Or, cette notion d'universalité a sombré - et l'intellectuel avec. Il n'y a pas plus de sujet universel que de théorie universelle : l'histoire récente a montré qu'il n'exis-

tait pas de cause pure, de victime absolue justifiant qu'on se sacrifie pour elles.

Pour Lyotard, l'intellectuel doit plutôt revenir à sa fonction première, qui est de questionner le langage, de s'interroger sur le sens de son activité. La tâche qui l'attend est de lutter contre la transformation du langage - c'est-à-dire du lien social - en marchandage, contre le contrôle grandissant de la communication par le capital. Il doit préserver l'opacité, l'incommensurabilité - de la création. Lyotard plaide pour une « non-politique culturelle » de l'État. Le plus grand service que celui-ci puisse rendre aux intellectuels est de les laisser tranquilles, de leur donner du temps. Car leur « utilité » n'est pas de fabriquer des objets évaluable et vendables, mais de pouvoir impunément prêcher dans le désert.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

* LE ROSE ET LE NOIR, d'Edgar Morin, Gallimard, 127 p., 56 F.
* TOMBEAUX DE L'INTELLECTUEL ET AUTRES PAPIERS, de Jean-François Lyotard, Gallimard, 87 p., 50 F.

le feuilleton

« L'HÉRITAGE », de Colette Audry
« LES AMIES DE CŒUR », de Suzanne Prou

Le sale besoin de régner

LES promoteurs de la modernité nous disent : la psychologie, c'est fini, pour la la, le démodé, Freud et Lacan ont réglé la question, circulez, y a rien à voir... Le must, now, c'est l'écrivain se regardant écrire, se flattant la plume, et patatras sur le papier, comme au collage, dans les draps...

Quiche (comme disait Robert Kemp) ! En attendant, les gens en redemandent, du psy, sur les antennes, dans les conversations, il n'y a qu'à les écouter, aux entractes de cinéma, au restaurant, à la table d'à côté, « Suzanne a mal vécu dans son ego sa relation à Paul, d'un sens on la comprend... ». Les médias et le roman au même tournant à proportion. Pourquoi pas les bons écrivains ?

Colette Audry et Suzanne Prou sont de bons écrivains, et elles ne rougissent pas de nous donner des courts romans, plutôt de longues nouvelles, bâties sur des curiosités psychologiques à

par Bertrand Poirot-Delpech

l'ancienne, sans explication analytique en fin de volume comme pour les mots croisés : trouvez vous-même, rêvez, comparez, disent-elles.

Les conflits de pouvoirs familiaux dont il s'agit rappellent les crises d'avant la pilule, mais la masse des lecteurs est restée à cette heure-là, les mœurs style petites annonces branchées lui tiennent lieu d'évasion, d'exotisme. A quoi bon refaire du Mauriac ? Réponse : il y a des modèles pires. A quoi bon écrire si ce n'est pour violer la langue ? Réponse, ainsi qu'il est écrit dans les bons trains : ce n'est pas de déchoir de la laisser, la langue, dans l'état où on aurait aimé la trouver en entrant...

COLETTE AUDRY, pour aller vite, c'est un peu une filleule de Sartre. Il y en a, comme ça, plusieurs, égrégées, engagées, casque de cheveux gris, braves, est-ce ma faute à moi ? etc. qui ont attrapé trucs et tics du gourou que Sartre n'était pas, par estime pure. Colette Audry fait partie de la tribu (voir les *Mémoires de Beauvoir* et ses essais sur le patron). Je me souviens d'une pièce des années 50, *Soledad*, avec partisans latinos à cas de conscience, un véritable exercice d'école. Ici, quand on lit « Inguérissable, ça laissait encore un avenir », « j'étais prise dans l'épaisseur de ce moment », « ça peut être inutile, des yeux », comment, sans ironie, ne pas humer un air de famille !

Justement, l'héritage, son titre l'indique, y baigne, dans la famille : un petit clan protestant des Cévennes, revenu à l'élevage de moutons, ou jamais sorti de là. L'époque n'était pas encore au retour écologique. Car cela fait très avant-guerre, ces femmes en gaines, ces hommes qui prennent leurs « précautions » en faisant l'amour, ces pas lourds de chevaux sortant des étables à reculons.

Le père va mourir. Par chance, il n'existe pas. Il ne laisse à sa fille, la narratrice, que le souvenir de quelques colères, autant de défaites, et un appareil photo. La veuve, en revanche, y trouve son compte. C'est une femme aride, on le voit à ses mains trop grandes, au trop d'espace entre son nez et sa lèvre supérieure, au corset qui, tels ses mensonges, la soulève à ses propres yeux. N'oublions pas : elle a l'argent, qui est le nerf des guerres entre intimes, comme entre les peuples. Que survienne un jeune berger au regard de quartz gris : elle a de quoi en faire un amant, un régisseur, son obligé. Tout cela, selon la réputation faite aux protestants : sans le dire, froid dehors, brûlant, d'autant plus, au-dedans.

LA fille, d'abord, s'écroule, comme son frère, qui se mariera sans amour, pour échapper. Elle n'aime que ce qui est mort, raboté, délavé, terni, les vieilles racines et les vieux galets, des morceaux de rien sans usage possible, doux à toucher. Elle toïtore que sa mère lui fasse honte de ses hanches fortes, lui interdise d'aller étudier à Paris avec Armelle, qu'elle aime.

(Lire la suite page 22.)

Françoise SAGAN



Avec mon meilleur souvenir

« Un hommage attentif, intelligent et modeste à ceux qu'elle a su rencontrer et aimer. »

Josiane Savigneau / Le Monde

« Sans doute le plus séduisant des livres de Sagan. »

Jean-François Josselin / Le Nouvel Observateur

« Ce livre a une qualité rare : il laisse le lecteur gai et bon. »

Bernard Pivot

GALLIMARD nrf

سلا من الاميل

Collection Islam d'aujourd'hui dirigée par A.M. TURKI
Joseph CHELMOU
L'Arabie du Sud
histoire et civilisation
Tome 1:
le peuple yéménite et ses roches
288 pages 96 F
En vente chez tous les libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél.: 354.32.70

Georges CASALIS
Helmut GOLLWITZER
Roland de PURY
Trois théologiens protestants
parlent de l'amour...
Un livre qui dénonce bien des
malentendus et nous invite à la
liberté d'aimer.
UN CHANT D'AMOUR
INSOLITE
Le Cantique des Cantiques
96 p., 43 F
DDB DESCLÉE DE BROUWER

L'événement 84
L'actualité littéraire.
Les Nouvelles inédites
des Meilleurs Auteurs
Contraintes
Le magazine de lecture
N° 1 : 16 FF
En vente chez tous les
marchands de journaux
et en kiosque
Entretien : Alain NADAUD
TRISTAN
AUDIBERTI
PONS

LE NOUVEAU
COMMERCE
CAHIER 58 - PRINTEMPS 1984
MANES SPERBER Fidèle de liberté
dans la littérature européenne
(traduit par Marianne Scheub)
ANDRÉ DALMAS
Dialectica
(Jean Paulhan - Évariste Galois)
ALEJANDRA PIZARNIK - LOUIS MASSIGNON
JEANNE HYVRARD
AIGUI - CLAUDE DOUGUIN
et
Vie d'Alde l'Ancien
par A. Aug. RENOUD
Le plus grand Éditeur-Imprimeur de son temps
EN SUPPLÉMENT - INÉDIT
JEAN PAULHAN : Essai d'introduction au projet
d'une métrique universelle - Un volume : 58 F t.c.
En librairie 70 F - Abon. 185 F - N.Q.L. 78, bd Saint-Michel, PARIS

Nicole
QUENTIN
MAURER
Les démons
sont petits
roman
"Lisez ce livre. Il est de ceux qui charment,
bouleversent, laissent une marque."
Pierre-Robert Leclercq/Le Monde
GALLIMARD nrf

**Des idéogrammes inédits
de Guillaume Apollinaire**

Les Éditions Sébastien Gryphe, qui s'honorent de renouer avec les traditions de la bibliophilie française, ont décidé d'exhumer de la bibliothèque Jacques Doucet un recueil d'idéogrammes lyriques et colorés de Guillaume Apollinaire.

Mis en souscription en 1914, *Et moi aussi je suis peintre* devait paraître au début de la même année. Le déclenchement de la première guerre mondiale rendit impossible la réalisation de l'ouvrage.

L'édition en préparation, mise en souscription 300 F à la librairie Passé-Présent (1, rue Wilton 75009 Paris, 878-78-84), respectera strictement la maquette du poète. Elle comprendra, en plus, le bon de souscription original, une présentation de Michel Decaudin et Daniel Grojnowski, les photographies des poèmes reproduits en fac-similé, une mise en couleurs des idéogrammes par le peintre-graveur Manuel Vissu et quelques autres documents.

Cette œuvre d'avant-garde, étonnamment contemporaine par sa représentation du « visible » et du « visible », trouvera certainement, soixante-dix ans après sa conception, les lecteurs qu'elle mérite.

F. DUB.

Francophonie américaine

Une nouvelle revue québécoise publiée depuis le 1^{er} mai, *Les Deux Rives*, et pensant en principe chaque trimestre, se propose d'être attentive à toutes les littératures d'expression française d'Amérique du Nord, y compris Haiti et les Antilles. De même, une fois par an, elle dressera un tableau de la littérature française vue par les francophones d'Amérique. Le numéro un est consacré aux « écritures québécoises d'aujourd'hui », de Gaston Miron à Anne Hébert en passant par une dizaine de noms moins connus en France comme Pierre Vadeboncoeur, auteur notamment d'un ouvrage remarquable, *Trois essais sur*

la vie littéraire

l'insignifiance, suivis de *Lettre à la France*, où il brosse un tableau de la « pseudo-civilisation » anglo-américaine (*Le Monde* du 28 octobre 1983).

J.-P. P.-H.

* **LES DEUX RIVES**. - Diffusion Distique, 17, rue Hoche, 92240 Malakoff. Le numéro 1, 65 pages format magazine, 30 F.

Les ambitions d'« Entailles »

Le numéro 16 d'Entailles, que dirige Philippe Nadal, illustre les ambitions de la revue, publiée à Montpellier. Des poètes, Luis Mazon, Gil Jouanard, Jean Péro, y donnent des inédits. Roger Rudigier, l'auteur du *Dragon Solitaire*, et de sept ouvrages, un *Voyage à Roquefend* qui mérite le détour.

Il faut signaler surtout un essai d'Octavio Paz, Héraclite, vu par Quevedo, tel est le pré-texte érudit qui permet à Paz de définir son esthétique. Il avoue ce qui l'éloigne aujourd'hui de Quevedo : « l'orgueil (la rancœur) de l'intelligence ».

Entailles rend un juste hommage à Robert Gerzoy, avec des extraits de *Rivière, Domains et Langage*, préfacés par Jean Rousselot. Gerzoy, né à Caracas en 1896, est un héritier de du Bort et de Jean de Sponde. Il a recherché l'essentiel : ses vers, sans une ride, ont la beauté des pierres polies, formes de neige, pollen ou « tourbillon d'âmes ».

R.S.

* **ENTAILLES**, BP 1132, 34066 Montpellier, 34 F. Abonnement : 120 F.

**Franc-maçonnerie
et Révolution**

Plus de cinquante colloques sont annoncés, d'ici à 1989, pour le bicentenaire de la Révolution française. Une commission nationale de recherche historique pour le bicentenaire a été mise en place au CNRS, dès mars 1983, sous la présidence d'Ernest Labrousse, avec, pour secrétaire général, Michel Vovelle. Le numéro un du *Bulletin* publié par cette commis-

sion vient de paraître ; il présente les projets actuellement en cours dans toutes les régions de France et dans trente pays étrangers (1). Le premier des colloques prévus s'est tenu à Paris le 28 avril.

Organisé par le Grand Orient de France et par l'Institut des études et recherches maçonniques (IDERM), sur le thème « Franc-maçonnerie et Lumières au seuil de la Révolution », il a rassemblé plus de six cents participants (2). Sous la présidence du grand maître Paul Gourdou, les quatorze communications se sont surtout attachées à montrer l'importance, la diversité et la complexité du fait maçonnique en France au dix-huitième siècle. Ampleur d'un phénomène encore mal étudié : sur les quatre mille écrits de la *Bibliothèque de Clarendon*, cinq cents ont été francs-maçons. Mais, en raison de l'aspiration à l'harmonie et à la tolérance d'un ordre qui accueille Fréron aussi bien que Voltaire, l'athée Lalonde et l'« illuminé » Cazotte, il est encore difficile de préciser la part exacte prise par la Franc-maçonnerie dans le processus pré-révolutionnaire. Dès avant 1789, elle a été dénoncée comme un facteur de déstabilisation de la monarchie. Sans doute n'a-t-elle pas voulu jouer ce rôle. Mais en privilégiant les normes de l'échange égalitaire et fraternel, en diffusant un message d'émancipation (des loges recevaient des juifs et des musulmans), elle a constitué la charpente morale d'une société qui se créait en marge et en dépit de l'Ancien Régime, s'ouvrant par là l'ambiguïté du mouvement des Lumières. De ce fait, elle s'est émanée très tôt de ses origines anglaises et acquit une spécificité nationale dont l'originalité et le dynamisme lui confèrent encore aujourd'hui une place particulière en regard des autres maçonneries dans le monde.

ROLAND DESNÉ.

(1) Éditions du CNRS, 220 pages. Pour recevoir le *Bulletin*, écrire à l'Institut d'histoire de la Révolution française, université de Paris-1, 17, rue de la Sorbonne, 75231 Paris Cedex 05.

(2) Pour la publication des actes et pour tous renseignements s'adresser à André Combes, directeur de l'IDERM, 16, rue Cadet, 75009 Paris. Tél. : 523-20-92.

vient de paraître

ROMANS
MARINA GREY : *Le Chateau du soleil couchant*. - Un roman qui, à l'instar de celui de ce sage de l'œil évoque l'art de survivre des pensionnaires du soleil couchant qui, après avoir connu les splendeurs de l'Empire du tsar, affrontent les rudesses de la condition d'émigrés. (Plon, 280 p., 65 F.)

SULITZER : *Popov*. - Le jeune et brillant banquier français Paul Quant saura-t-il déjouer la machination fomentée par Popov, l'homme le plus puissant d'Union soviétique ? Par l'auteur du *Roi vert*. (Olivier Orban/Édition n° 1, 290 p., 69 F.)

Poésie
JEAN MAHEU : *Les Nus et les Trembles*. - Un recueil de vers où se conjuguent célébration de l'amour et rêveries bucoliques. (L'Heure, 90 p., 100 F.)

Philosophie
ROGER CARATINI : *La Philosophie*. - En deux volumes, couvrant l'histoire de la philosophie occidentale classique ainsi que les problèmes fondamentaux posés par des concepts généraux comme l'être, l'agir ou le connaître, Roger Caratini présente à l'attention des amateurs une remarquable initiation aux aventures de la pensée humaine. (Tome I : Histoire. 372 p., 98 F. Tome II : Thèmes. 288 p., 98 F. Ed. Robert Laffont.)

MAURICE COBELIER : *Fidélité et le Mystère*. - L'auteur, chef du département des sciences de l'homme et de la société au CNRS, montre que les deux forces qui composent celle d'un pouvoir de domination et d'exploitation, la plus forte n'est pas la violence exercée par les ordres, les castes ou les classes qui dominent une société, mais le consentement des dominés à leur domination. Il ouvre ainsi une nouvelle voie de recherche pour la pensée qui veut peser sur l'évolution des sociétés. (Fayard, 350 p., 95 F.)

Psychanalyse
ALASDAIR C. MACINTYRE : *L'Inconscient : analyse d'un concept*. - S'inspirant de la méthode de Wittgenstein et de Ryle, A. MacIntyre, professeur de philosophie à l'université de Boston, propose ici une brillante analyse logique et sémantique de l'inconscient freudien, cette clarification devant permettre de déterminer le type d'existence qu'on peut lui attribuer. (Préface d'Agathe Oppenheimer. Trad. de l'anglais par G. Nagler. PUF, 136 p., 65 F.)

Collectif : *Cornettes et Mousses blanches*. - Les auteurs (Y. Kiehlher, O. Dupont-Hesse, V. Leroux-Hugues, V. Tassayre) de cette étude sur la condition des infirmières dans la société française de 1880 à 1980 ont recueilli, outre des documents, une soixantaine de témoignages et montrent la profonde mutation qui affecte les femmes soignantes dans leur tra-

vail et leur identité. (Hachette, 366 p., 82 F.)

Documents
CLAUDE DE GROULART. - *De Gaulle : Vous avez dit Belgique ?* Suivi de *Petit discours insolent sur nous-mêmes*. Préface par Philippe de Saint-Robert, un grand reporter belge raconte comment Bruxelles, échappé par « Vive le Québec libre ! » de Montréal tint en suspens la visite officielle que de Gaulle devait accomplir en Belgique. Une belle envolée sur les grandeurs et les petitesse de la « belgitude ». (Ed. Favre, 2, rue du Sabot, Paris 17. 142 p., 69 F.)

JEAN RENAULT : *Hôpital, silence*. - Artiste peintre, l'auteur prend la plume pour dénoncer l'absence d'explications sur la mort de sa fille Geneviève, décédée dans un hôpital à la suite d'un examen bésal. (Les Lettres libres, Chiron-Diffusion, 128 p., 49 F.)

PHILIPPE LEVILLAIN, FRANÇOIS-CHARLES UGINET : *Le Vatican en les frontières de la grâce*. - Une radiographie de l'état du Vatican, qui se situe au carrefour du religieux, de la finance et de la politique, et que ses ambiguïtés parent de mystère. (Colman-Lévy, 256 p., 85 F.)

JEAN-MICHEL VENTURE DE PARADIS : *Tunis et Alger, au dix-huitième siècle*. Préface par Joseph Cuq, le texte jadis célèbre de ce Franco-Hellène né à Marseille en 1739, qui fut envoyé par Louis XVI à Tunis et à Alger et que Bonaparte emmena avec lui en Égypte dix ans plus tard. Un document toujours valable. Les pages sur Tunis sont inédites. (Sindbad, 296 p., 120 F.)

Historie
NADIA BENJELLOUN-OLLIVIER. - *La Palestine, un enjeu, des stratégies, un destin*. Préface par Maxime Rodinson, une jeune chercheuse franco-marocaine nous donne la première grande étude d'ensemble, soignée et exhaustive sur la question palestinienne. Un ouvrage de référence pour tous les historiens de la région méditerranéenne. (Fayard, 374 p., 140 F.)

MAXIME PRÉAUD : *Les Astrologues à la fin du Moyen Âge*. - L'auteur étudie le rôle des astrologues après des grands personnages du Moyen Âge finissant, leur influence sur la politique du temps et leurs relations difficiles avec l'Eglise. (J.-C. Lattès, 250 p., 89 F.)

GUY CABOURDIN : *La Vie quotidienne en Lorraine aux dix-septième et dix-huitième siècles*. - L'auteur évoque les rites, les conditions d'existence précaires, l'organisation sociale, les travaux, les amours des Lorrains pendant deux siècles, jusqu'à 1789, qui marque la fin d'une époque. (Hachette, 320 p., 78 F.)

en poche
L'humour noir
selon André Breton

A la censure de Vichy ne se trompa pas de cible en interdisant, en 1940, la publication de l'*Anthologie de l'humour noir* d'André Breton. Cet ouvrage représentait, il est vrai, une cinquantaine de répliques aux idéologues de la révolution nationale. L'auteur des *Manifestes du surréalisme* ne dissimulait d'ailleurs pas, dans la préface de son livre, que, pour lui, l'humour noir « borbore par trop de choses, telles que le bêtise, l'ironie acceptée, la plaisanterie sans gravité », donnait des clés pour transgresser les tabous et abolir les privilèges.

André Breton ne se laissa porter, pour ses choix, que par son bon plaisir et son amour des textes investis de passion. Sa manière de présenter chacun des quarante-cinq écrivains qui figurent dans le volume demeure un modèle d'intelligence, de culture et de sensibilité poétique. On en apprend souvent plus sur ces auteurs dans les courtes introductions de Breton que dans bien des essais qui leur sont consacrés.

L'*Anthologie de l'humour noir* fut aussi une mine d'or pour des écrivains qui y puisèrent des titres capables de relever leurs catalogues. Sans André Breton, aurait-on jamais réédité les œuvres de Pétros Borel, Jean-Pierre Brisset, Arthur Cravan, Jacques Vaché, Jacques Rigaut, Xavier Forneret, etc.

Ce livre, véritable mot de passe, éveilla, au fil des générations, bien des jeunes à la subversion et au rêve. Il répondait ainsi à l'attente d'André Breton, qui n'eut de cesse de s'en servir, dans ses écrits, des graines de révolte et d'insoumission.

Il est navrant que Nicole Chardaire, qui présente l'édition en poche, ait cru bon d'attribuer à Breton une adhésion, en 1946, au Parti communiste alors que le poète, de retour d'exil des États-Unis, ne cessait de combattre le stalinisme au nom même de l'idée de révolution.

PIERRE DRACHLINE.
* **ANTHOLOGIE DE L'HUMOUR NOIR**, d'André Breton, sous-préface de Nicole Chardaire, Livre de Poche-Bibliothèque, 444 pages, 30 F.

en bref

* **UN CONGRÈS INTERNATIONAL SUR « PARIS ET LE PHÉNOMÈNE DES CAPITALES LITTÉRAIRES »** aura lieu au Centre culturel de Royaumont les 22 et 23 mai à l'initiative de CANTILENE, centre d'application des nouvelles technologies et de l'informatique au livre et à l'édition (17, rue Hoche, Mairie de Paris, 75008 Paris, Tél. : 655-42-14). La prochaine journée sera consacrée à une rencontre des auteurs utilisant une machine à traitement de textes ; la seconde à un débat général sur ces machines et leurs possibilités d'utilisation.

* **LES POÉSIES 1984 SONT OUVERTES**. Elles sont invitées par la Ville de Paris et réservées aux poètes d'expression française écrivant en vers classiques ou libres. Documentation et candidatures : Institut académique de Paris, 104, rue Amelot, 75011 Paris (joindre une enveloppe timbrée).

* **LE MAGAZINE LITTÉRAIRE** consacre un grand numéro de mai aux deux prochains ouvrages de philosophie Michel Foucault : *L'usage des plaisirs* et *Le Souci du soi*. Il contient notamment son interview où Foucault explique la démarche qui a été la sienne dans ce travail et un cours du Collège de France où il interprète le texte de Kant : « Qu'est-ce que les Lumières ? » (N° 207, mai 1984, 18 F.).

* **GALLIMARD PUBLIE UN ESSAI DE NUMÉROLOGIE CABALISTIQUE INTRODUCTION À UNE THÉORIE DES NOMBRES BIBLIQUES de Raymond Abellio et Charles Hirsch. De son côté, l'association Média philatélique édite le numéro 1 des Cahiers Raymond Abellio, dont le rédacteur en chef est J.-P. Lombard, qui dirige le *Cahier de l'Herne* consacré à cet auteur. Au sommaire, un retour, entre autres, « Note sur un nouveau prophétisme », de J.-B. de Foucauld ; « Notes sur le jeu », de J.-P. Dumas, et deux inédits d'Abellio : « Le ruyby et la malice de temps », et « Les thèses de Husserl sur la conscience latente de temps ». Association Média philatélique, 256, rue de Tolbiac, 75013 Paris. Franco de port : 60 F. soutien : à partir de 100 F. Distribution : Librairie : Le Trésoriste.**

* **LES TYPOGRAPHES DE FRANCE** proposent une opération « éditez votre livre vous-même ». « Cette idée originale, expérimentée, devient réalité grâce aux techniques d'impression modulaire. En effet, des professionnels du livre proposent aux particuliers, clubs, associations, de réaliser, dans la plus pure tradition typographique, des ouvrages de grande qualité, mais à faible tirage (à partir de 100 exemplaires) et pour un prix intéressant. » Les typographes de France, 61, rue Gayme, 91360 Episy-sur-Orge. Tél. : 445-68-50.

* **LES ACTES DU COLLOQUE CONCRÈTE À PATRICE DE LA TOUR DU FIN**, qui s'est tenu à la Sorbonne en septembre 1981, sous la direction d'Yves-Alain Fary, ont été réunis en volume par la Librairie A.-G. Nizet (3 bis, place de la Sorbonne, 75005 Paris, 192 p., 64,20 F.).

Jean-Noël SCHIEFA
Chronique napolitaine
« Ce livre magnétique, porteur d'une pensée et d'une sensibilité, est une véritable œuvre de la littérature de l'époque »
GALLIMARD

bandes dessinées

Triste époque

● **Ligne claire.** — La science du récit intimiste, un graphisme à la Jacobs, une atmosphère Anglet-50, on retrouve dans le dernier album de Floc'h et Rivière les qualités qui font qu'on attend avec gourmandise les productions de ce tandem. (A la recherche de Sir Malcolm, Dargaud, 48 pages, 51 francs). Le héros principal est un bateau, le célèbre *Titanic*, et son naufrage inaugural du 14 avril 1912. Le personnage de Floc'h et Rivière, Francis Albany, mène, mi-révé, mi-archiviste, une enquête rétrospective sur son père, disparu avec le *Titanic*. La force onirique du récit naît de la méticulosité de l'expression graphique qui rend l'impossible vérifiable et l'improbable avéré. Jusqu'à la chute finale qui éclaire cette longue recherche en paternité fantasmée sur l'océan du destin.

Il y a — en apparence — plus belge que l'école belge : c'est Joost Swarte, le dessinateur néerlandais. En fait, rien de plus distancé par rapport au graphisme d'Hergé que le sien : rien de plus ressemblant que son trait et rien de plus étranger que son propos. Avec un *Swarte*, hors série, Futuropolis rend hommage au talent d'un graphiste qui débute dans l'*underground* mais finira assurément à l'académie des bulles. Il a — à trente-six ans — prospecté tous les supports possibles de l'art graphique. C'est de cette production tous médias qu'il est question dans un livre où les préfaces et les textes donnent au lecteur le sentiment qu'avant de lire, il ne connaissait rien (96 pages, 228 F.).

● **Villes noires.** — Berlin, New-York, la banlieue de Paris : trois décors pour des aventures où s'entrecroisent l'angoisse et une égale laideur de vivre. Le *Rasul* Teigneux de Vuillemin et Berroyer est une ébauche de violence banlieusarde, de déraison sans issue où le genre humain croupit dans la déréliction. A ne pas offrir aux premiers communiants l'*Écho des savanes*, Albin Michel, 52 pages, 48 francs).

Plus à l'ouest, Alack Sinner le détective privé (et privé d'emploi) de Munoz et Sempayo, vit, à partir de New-York mais aussi dans d'autres villes des États-Unis, une série de *Rancontres* en noir et blanc où se mêlent des destins pitoyables, des amours incomplètes, des folies, des haines mythologiques. Rien ne vient les éclaircir que la rencontre avec une petite fille — la sienne — pour une impossible paternité. Un enquêteur noir où le héros promène sa lassitude de bédard de l'esprit (Casterman, 116 pages, 80 francs).

Plus désespérée encore — si c'est possible — l'enquête du policier allemand Zehndorf à Berlin-Ouest. Un film modèle saisi par la tentation de la marginalité et de l'homosexualité dans les bas-fonds de l'ancienne capitale du Reich, devenue capitale de la solitude. (Le Protocole par Frédéric Lère, Futuropolis, 48 pages, 42 francs).

Si, après cela, l'envie vous prend d'aller respirer à la campagne, prenez garde : le *Grimon* gant de cuir de P. Makyo (Glénat, 48 pages, 34 francs) remet à leur juste place les charmes de la ruralité. Le jeune héros subit à la ferme l'existence infernale que lui vaut un léger handicap de naissance parmi un peuple haineux et débile...

● **Rétromanie.** — La profusion ne se dément pas. On ne s'en plaint pas si on a la nostalgie au cœur.

Côté Amérique, trois géants. Au Panthéon de la BD, Milton Caniff tient une place de choix. Futuropolis publie la traduction d'un livre de Rick Marschall et John-Paul Adams intitulé *La Bande dessinée selon Milton Caniff* (128 pages, 88 F.), tandis que Glénat publie le deuxième volume de son *Steve Canyon* qui couvre les années 1949-1950 (140 pages, 49,50 F.) : un beau témoignage sur l'Amérique de la guerre froide vue par celui qu'on a appelé « le maître du clair-obscur » ou « le Rembrandt de la BD »...

Futuropolis continue aussi la publication des aventures de Dick Tracy, le détective au nez cassé et au menton carré, créé en 1931 par Chester Gould. Le quatrième volume (112 pages, 134 F.) est consacré à l'année 1938. Il y en aura beaucoup d'autres si l'on songe que Gould a réalisé chaque semaine, de 1931 à 1977, six bandes quotidiennes et une page du dimanche avant de passer le témoin à ses collaborateurs ! Le premier « polar » de la BD devenu un monument.

Troisième géant US, le *Fantôme*, de Les Falk (pour le scénario) et de Ray Moore (pour les dessins, en tout cas les premières années). Futuropolis entreprend la publication des aventures du héros exotique — cher au cœur de la belle Diana Palmer — qui commença sa carrière de redresseur de torts au regard vide le 17 février 1936 (128 pages, 144 F.).

A la manière américaine mais dans l'enthousiasme des Français « progressistes » de l'après-guerre, Futuropolis inaugure une nouvelle collection rétro (« bande bleue ») avec « les pionniers de l'espérance » (128 pages, 144 F.). Deux aux talents confondus des Français Roger Lécœur (texte) et Raymond Polvet (dessin), cette odyssée de l'espace — elle durera trente ans — met en scène une équipe internationaliste et anti-capitaliste qui réglera les anciens lecteurs de *Vent* et fera sourire leurs enfants.

Quant aux éditions du Lombard, elles publient, dans la collection « Bédingue » un nouveau volume consacré à une aventure de Chick Bill, de Tibor, publiée dans les années 50 : *la Route d'acier* (62 pages, 50 F.) et un autre consacré au premier *Zig et Puce* par Greg, qui avait repris, en 1983, l'héritage d'Alain Saint-Ogan, *le Voleur fantôme*, 64 pages, 50 F.).

BRUNO FRAPPAT.

au fil des lectures

Récits

Les toboggans du possible de Pierre Péju

Enfermé, prisonnier volontaire dans sa chambre, le comte Oscar qui son épouse a ordre de ne pas ouvrir, « Je » s'occupe même pas de chercher sa clé égarée. Un vieillard impotent qui fut Sherlock Holmes et un vieillard aveugle qui fut Watson ; le premier raconte avec les dernières forces d'un Je qui s'épuise leur communauté difficile et pourtant indispensable. Orphée habite sous le cul du monde, « oui, sans mensonge » et non le s'extirpe de la souille, retrouve le dessus, la surface où tout loin de « la pair des boues » Parle la femme et des soldats dans la ville détruite.

Voici trois des neuf récits — Je de Pierre Péju, qui réunit ce que les exercices de style réussissent rarement, conjuguer le thème, le mythe, le fantastique et restituer le lecteur par une écriture de qualité et des situations dont l'intrinsèque ressemble à notre quotidien ou à nos rêves secrets. Professeur de philosophie et spécialiste du conte romantique allemand, Pierre Péju était bien armé pour une telle entreprise, peut-être trop : or il a su être un raconteur oubliait de didactisme. Ses variations sur le Je, avec des personnages aussi différents qu'un certain Oufé qui cherche le trou où finir et qu'un Christ alcoolique désabusé, animent des fées étranges qui sont sans doute un même individu. Et si tous ont en commun le goût ou la quête du buis clos le plus obscur, fangeux, inexplorable, l'ultime fait exception qui est un « voyageur ». C'est la dernière lecture du *Alphabète des désirs*, quand « sur les toboggans du possible » se pose la question de savoir pourquoi moi et moi, et pas autrement et pas en outre.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.
* **PREMIERS PERSONNAGES DU SINGULIER**, de Pierre Péju, Robert Laforce, 216 pages, 69 F.

Roman

La passion cruelle de Christian Rullier

On ne saurait reprocher à Christian Rullier d'avoir choisi les chemins de la sagesse pour son premier roman. Les vingt-six tableaux qui composent l'*Alphabète des désirs* nous font en effet découvrir les aventures d'un dénommé Benoît, incarnation même de l'individu amoral. Citoyen d'un pays perpétuellement menacé par des ennemis sans nom, il n'a de cesse de commettre les pires exactions à l'encontre de tous ceux qu'il croise, fassent-ils ses amis. Aucune logique ne préside à ses actes. Aussi, quand il prétend que « sa souffrance n'a d'égal que le désir de faire souffrir », nous ne le croyons pas. Ce bonhomme-là est bien trop antipathique pour que nous puissions accorder la moindre importance à ses élans d'indignité morale. Et, pourtant, nous l'écouterons. Au-delà de ses fanfaronnades, derrière le jargonisme de ses mots « bytneux », il nous révèle que ses désirs sont désordres et infinies. Christian Rullier tente de nous en faire rire. Mais Benoît nous ressemble trop. Ses plaisanteries de coq de village, ses cruautés, ses certitudes

narcissiques ne suffisent pas à dissimuler son insupportable solitude. Plus il gueule fort, plus il est seul. Nul n'entend ses cris-là.

L'*Alphabète des désirs* se veut un roman brut et furieux. Le déluge de ses phrases, leurs éclats cyniques, nous entraînent dans le tourbillon de la passion cruelle. Celle-là même qui, après le bonheur des émotions vécues, nous fait pleurer.

BERNARD GENIÈS.
* **L'ALPHABÈTE DES DÉSIRS**, de Christian Rullier. Éditions Bachelier/Chastel, 240 p., 69 F.

Société

La courte vie d'Edie

Comment Edith Mitson Sedgwick, la scéniste des huit enfants d'une famille de la grande aristocratie américaine de la côte est, est-elle passée du ranch californien de son enfance à l'*underground* new-yorkais, pour mourir en 1971, à vingt-huit ans, étouffée pendant son sommeil, après maints séjours en hôpital psychiatrique, maintes tentatives de désintoxication ?

Plutôt que de reconstruire son itinéraire et de donner une biographie linéaire et chronologique, mais pourtant révélatrice, Jean Stein a préféré restituer la trop courte vie d'Edie dans un livre kaléidoscopique, sorte de grand reportage. Elle a recueilli des centaines de témoignages, tant de la famille d'Edie que des intellectuels, artistes et « branchés » des années 70, de Truman Capote à Andy Warhol, de Lou Reed à Rauschenberg, de Paul Smith à Ginsberg, tous spectateurs ou compagnons d'Edie, amis ou rivaux. En évitant de faire une suite fastidieuse d'entretiens, Jean Stein a éclairé les divers récits, les organisant pour faire apparaître le portrait mosaïque d'Edie et plus encore le puzzle d'une Amérique désormais enfouie, créatrice et folle, mais condamnée à l'auto-destruction.

De Harvard à la Factory d'Andy Warhol — qui le prit pour égérie avant de le rejeter, comme toutes les autres, de Vogue, qui publia de très belles photos d'elle, aux films *underground*, Edie a promené sa silhouette frêle de jeune fille énigmatique et absente, d'enfant silencieuse et perverse. Chacun restait ébahi devant son inexplicable magnétisme.

Des jeunes magnifiques gainées de collants, des robes modant un corps androgyne, des cheveux courts, platés, comme ceux de Warhol, une chanson de Bob Dylan. Just like a woman, un film hommage, *Ciao Manhattan*, c'est tout ce qui reste d'Edie, tuée par les « sixties », mais blessée bien avant par une famille étouffante, un père « dérangé », une mère épuisée par les maternités (deux frères d'Edie se sont suicidés, l'un par pendaison, ans son hôpital psychiatrique, l'autre à moto).

Alors, au terme de ce livre, du parcours étonnant et sinistre d'Edie on n'a qu'un regret : que l'éditeur n'ait pas publié un album, que les photos soient si rares, si petites et si médiocres, pour célébrer une femme et une époque qui furent pourtant beaucoup plus visuelles que conceptuelles.

JOSYANE SAVIGNEAU.
* **EDIE**, de Jean Stein, traduit de l'américain par Sylvie Darastaud, Denoël, 240 p., 116 F.

PAUL BEAUD

La société de connivence

Media, médiations et classes sociales

Un ouvrage de synthèse qui, confrontant le rôle des media et l'évolution générale de nos sociétés, apporte un éclairage nouveau sur les mécanismes de l'inégalité, du changement historique, de la production de la société par elle-même.

Collection Res/Babel

GERARD CORDESSE

La nouvelle science-fiction américaine

Nouveaux thèmes, nouvelles écoles, formes nouvelles : ce panorama de la SF des vingt dernières années révèle un genre littéraire à part entière, dont l'Age d'Or vient à peine de commencer.

Collection USA

BERNARD BRIAIS

Contrebandiers du sel

La vie des faux sauniers au temps de la gabelle

Des contrebandiers pas comme les autres, qui, prenant pour une poignée de sel des risques énormes, furent pendant des siècles la providence des miséreux...

Collection Floréal

Aubier

Le « Caratini »
un instrument
d'initiation philosophique
incomparable.

ROGER CARATINI

LA PHILOSOPHIE

Tome 1
L'HISTOIRETome 2
LES THÈMES

SEGHERS

Jean-Noël SCHIFANO

Chroniques napolitaines

Texte magnifique, rare et d'une beauté plastique et d'une sensualité comme il est rare que la littérature de chez nous nous en offre.

Françoise Xenakis/Le Matin

GALLIMARD

nrf

Un document exclusif, accablant

Patrick MENEY

Les mains coupées de la Taïga



La loi du Goulag, le règlement intérieur des camps de Tchernenko... 600 Français portés disparus en URSS... Patrick Meney. Prix Albert Londres 1983, ouvre le dossier.

256 pages - 79 F.

ÉDITIONS DE LA TABLE RONDE

AR

PARUTIONS D'AVRIL 1984

Ferdinando CAMON

La maladie humaine

Recit - Traduit de l'italien par Yves Benoit

Ernst JÜNGER

Soixante-dix s'efface

Journal 1965-1970 - Traduit de l'allemand par Henri Plard

Pablo NERUDA

Les vers du Capitaine suivi de La centaine d'amour

Poèmes - Traduit de l'espagnol par Claude Couffon, Jean-Marcel Gauthier, André Bonhomme

GALLIMARD

nrf

كتاب من الاصل

ethnologie

Une vie entre le ciel et la boue

(Suite de la page 19.)

Pathétique, dramatiquement tendu par moments, le récit de Margit Gari n'exclut pas les scènes drôles. L'esprit de clocher et le qu'en-dira-t-on, les travers de tel ou tel et les superstitions, inspirent à la narratrice des souvenirs amusés. Ainsi, quand une sorcière vient chez nous et que vous voulez l'empêcher de ressortir, c'est simple : dans un coin de la pièce, vous disposez un balai à l'envers... D'autres anecdotes, racontées à la veillée, font figure de véritables contes fantastiques. La maison close qui brûle, la femme qui ne se souvient pas de son nom, Farko-le-sorcier (qui est né avec une dent), les garçons qui font leurs « soirées de fréquentation », sont autant de séquences qui rompent avec le dénuement quotidien.

Margit Gari, fille, femme et belle-mère d'alcooliques, dramatique même assez de recul pour signaler une curieuse typologie du pouvoir local : « Selon ma mère, dans le vin, il y a diverses sortes d'esprits : l'un y suce du lait de bœuf, l'autre du lait de loup, le troisième du lait de truie au point de se vautrer dans la bouse, le quatrième du lait de colombe... D'autres encore, après avoir bu, se transforment soudain en marmites... Pista Tot, le mari de ma pe-

tite Panni, se met à rire, et rire encore à ne plus pouvoir s'arrêter, mais c'est le seul de ma famille qui palisse et perde ses forces... La plupart des autres, quand ils boivent, deviennent rouges. Au ton vermeil de leurs joues, une femme attentive peut dire à combien de degrés ils en sont et si le moment est venu de leur faire avaler du jus de pivoine ! »

Pas de glas pour les pendus

Quelquefois la verve achoppe sur un diction lugubre (« le glas ne sonne jamais pour les pendus », par exemple) ou sur une scène de cauchemar : les chats qu'on tue à coups de fourche... Sans parler de ces personnages d'angoisse qui peuplent la mémoire de Margit : avec quelle émotion se souvient-elle de cette femme phibique qui hode elle-même son linéol ! Cette valorisation de la souffrance peut agacer. Elle agace. Le souci d'honorabilité, la réputation, le goût du martyre, ne laissent aucune place à la révolte. « Car, si j'étais pauvre, je tenais au moins d'être estimée... », avoue-t-elle candide.

La venue du régime communiste - si elle n'entame pas la foi des

mayas - va beaucoup changer la condition des paysans sans terre. Des années qui ont suivi 1949, Margit Gari ne dit cependant presque rien, sauf : « Ah ! que le Bon Dieu est juste : ils ont bien mérité qu'on leur enlève leurs terres, ces paysans riches ! » ou « Les gachochis, c'est le régime politique d'aujourd'hui qui nous y a fait goûter... ». Mais elle raconte aussi comment les contre-maîtres, qui naguère la firent tant souffrir, s'emparèrent de la réforme agraire : « La commission était composée d'anciens summas tout pareils aux disques qui, dans les gares, réglaient les allées et venues des trains. A peine le nouveau régime en place, ils montraient leur seconde face. Du vert des nazis, ils avaient, comme par miracle, viré au rouge... »

De ses terreurs enfantines, de ses peurs, de ses béguins successifs, de ses « saisons » loin du village et de l'humanité du travail contractuel, de ses grossesses, des fêtes religieuses, des médians à la sortie de la messe et des mille et une façons d'accommoder la soupe claire, de son voyage en Allemagne... Margit Gari parle sans trop de complaisance. Elle le fait avec une gravité appliquée, car elle a conscience de témoigner pour une communauté

qui disparaît. Elle sait aussi grossir le détail significatif et minimiser ce qui est par trop évident. Prisme d'une société, on pourrait dire que le Vinaire et le Fiel est moins la photographie d'une vie, d'une époque, d'une culture, que le morceau isolé d'un hologramme : dans la partie, il y a le tout.

Alors, littérature ou ethnologie ? Faux débat. La question de genre ne se pose guère ici. Il s'agit seulement de soulever le réel. Les discussions académiques et les polémiques autour des « histoires de vie » (1) devraient d'ailleurs trouver dans ce livre du bon sens et de la sérénité : l'ethnologie savante et l'ethnologie narrative ne sont pas moins scientifiques. Elles se complètent, concourent, se complaisent. Sans poésie, il n'y aurait pas de prose... C'est évident.

JACQUES MEUNIER.

* LE VINAIGRE ET LE FIEL. LA VIE D'UNE FEMME MAYA. HONGROISE, de Margit Gari. Mémoires recueillies et présentées par Edith Fel. Collection « Terre humaine ». Pion éd., 460 p., 190 F.

(1) Voir l'excellent *Histoire et Histoire de la méthode biographique dans les sciences sociales*, de Françoise Ferraroli. Librairie des Méridiens éd.

portrait

Caraco l'indésirable

(Suite de la page 19.)

C'est, en effet, un texte unique, saisissant, qui s'explique par les liens profonds que Caraco eut avec sa mère. Il lui reproche de l'avoir châté psychologiquement. Je crois que son impuissance avait une origine physiologique. Dès sa « révélation », Albert est devenu, en quelque sorte, le « père » de ses parents. Il leur a fait partager son expérience spirituelle. S'il les fustige, il leur témoigne également une tendresse amusée, protectrice.

Après la mort de la mère, une femme frivole, ils ont retiré de leur appartement parisien tout ce qui pouvait évoquer le souvenir de celle-ci. Les objets « féminins », tapis, coussins, ont été relégués dans une pièce où ils n'entraient jamais. Le père allait voir ses clients. Le fils, après sa promenade matinale, rentrait pour lire et écrire.

« Albert avait déclaré qu'il ne survivrait pas à ses parents. Un après-midi de septembre 1971, Monsieur Père succomba à une crise cardiaque. Un médecin vint constater le décès. Pour plus de sûreté, Albert en convoqua un second. Il ouvrit d'abord le gaz, avala des barbituriques et, comme il était d'une forte constitution, dut s'achever en se tranchant la gorge. On le retrouva deux jours plus tard. Il y avait du sang partout. Ils furent incinérés et, cinq ans après, leurs cendres étaient dispersées dans une fosse commune. »

RAPHAËL SORIN.

* ÉCRITS SUR LA RELIGION, d'Albert Caraco. L'Age d'homme, 346 p.

* MADAME MÈRE EST MORTÉ, Lettres vives, 112 p., 69 F. Distribution Distave.

Les agonies d'un réprouvé

« Monsieur Père ne s'éveillait un beau matin, le le survie de bonne grâce. Un matin de septembre 1971, Monsieur Père ne s'éveilla pas. Le lendemain, dans la nuit, Albert Caraco se suicidait. Il avait cinquante-deux ans. Déjà, sa mère morte, il avait voulu se supprimer. Quelques livres à écrire - un semainier - le rendaient : ces livres pour lesquels, selon ses dires, il se rendait à la messe, car cet Uruguayen né à Constantinople et vivant à Paris s'était installé à la littérature. »

Non. Plus rien ne l'attachait à cette terre. Il y était passé en voyage dans les replis de sa civilisation, payant sa place au spectacle, comme il le confiait, au prix d'un effacement résolu. Mais Dieu qu'il avait souffert, lui qui faisait profession de haïr le monde ! Souffert d'isolement et d'incompréhension, pour ne pas évoquer sa santé précaire. Ses éditeurs ? Ils n'avaient pour lui que l'estime la plus languissante » et encore était-il convaincu, en son for intérieur, qu'ils ne le laissent pas. Les critiques ? La plupart l'ignoraient. Ainsi d'aurait-il avec plusieurs milliers de pages en souffrance (dont il devait payer la publication), pestant dans sa solitude, aspirant à une célébrité qu'il ne connut jamais.

Le fanatisme du mensonge

S'était-il débarrassé de tout succès ? Laisait-il gloire et plaisir aux rumeurs de l'événement ? Avait-il renoncé, après des années sans nombre, à lutter contre l'emprise et l'empire des idées fausses en des contrées où tant de partis pris fondés sur rien exultent l'homme de lui-même et où sévit le fanatisme du mensonge ? On n'en saurait pas. Ce dont on est convaincu, en dépit de ses colères, c'est de sa passion, jusqu'à la fin, pour la langue française. Celle du dix-huitième siècle, qui distille des merveilles, étreint sienne. Il y respirait avec aisance, vitupérant ceux et dont l'art d'écrire à la façon d'un pied est devenu la marque, prophétisant qu'un pays qui ne vaillait pas sur sa langue ne tarderait pas à mourir.

Ce déclin, il le présentait juste dans sa chair. Et c'est lui, l'être « établi dans la négation », qui nous avertissait : « Vous vivez vos derniers moments d'insouciance », c'est lui qui avait désespéré. On songe à E.M. Cioran, à son attachement au français, à sa joie quand il entendit Erwin Chargaff (savant new-yorkais originaire de Czernowitz) lui dire : « Ne mérite d'exister que ce qui est exprimé en français. » On songe à Alexandre Vialatte, défenseur de la grand-mère, de ses difficultés et les plus subtiles, s'irritant des réformateurs imbus d'originalité qui « relèguent tout au grenier sous prétexte de neuf », ce qui ne signifie pas qu'une langue et pour rester, et rester vivante, puisse se passer de frein et d'épave. Mais on n'en finit pas... Qu'ont dit Caraco le Maudit du langage chewing-gum d'au-

jourd'hui, qui va jusqu'à s'imposer dans les bibliothèques ? Se sent-il décidé à n'user que de l'anglais et de l'espagnol, qu'il écrivait comme au temps de Samuel Johnson et du Siècle d'or, selon les familles de ces nations ? Il s'y tenait parfois, quand il voulait crier sa fureur et qu'il nous considérait indignes de le recevoir. Mais sa bouderie durait peu. Tout en présidant à la France « un Sedan intellectuel, un fleischbauch aristocratique, un Ainsworth philosophique », il poursuivait, dans l'ombre, loin des cliques et des conjonctions, une œuvre apocryphe, érudite et naïve (mais ouï !), s'interrogeant sur les gestes les plus naturels, « mariant le ciel avec l'enfer et notre transcendance avec notre animalité », rompant des lances avec l'absurde, cet absurde qui « a la haute main sur le plupart des nos litiges ».

Comptable de nos décompositions et de nos débauches, il savait combien l'apocryphe est à plaindre et non à blâmer. Il déclarait : « Les êtres nobles s'aiment rarement la vie, ils la préfèrent les raisons de vivre. » Le sort de la civilisation le haïssait. Il a des phrases violentes pour hurler ses sermons : « L'homme en état de compréhension ferait bien de se taire... Le moyen d'établir la différence entre ce qui ne fut jamais et ce qui cesse d'être... Notre science ne nous rend pas plus libres, nous n'avons pas l'esprit de nos moyens, nous n'avons pas l'intelligence de nos œuvres... Leur amour de la vie ne rappelle l'attraction de l'homme que l'on pense... On ne se souvient jamais longtemps à son train, sauf à mourir au monde, lequel est l'art de prévenir une défaite en courant s'y précipitant avant que le bataillon ait lieu... » Mais on n'arrêterait pas de citer ce philosophe féroce de pensées germaniques et juives, ce moraliste, cet essayiste, ce mémoriste qui, dans sa poignante réclusion, puisait une infatigable persévérance en des périodes de compromis.

Son foisonnement, ses contradictions (elles sont naturelles, je suis plein de méandres, enfin j'écris et c'est tout dire, je m'égare à ma propre suite), ses mises en garde, ses malédictions, sa certitude que l'histoire ne transige point avec ses œuvres et que l'on connaît difficilement hors de ses impondérables, son humour, ses sanglots, la beauté de chacune de ses pages, son orgueilleuse et pitoyable folie, le labyrinthe des idées fixes où il se perd quelquefois, les exaspérations qu'il suscite, ses mesquineries et ses petitesse (« L'homme seul est en mauvaise compagnie », constatait Gioran) exerçant une fascination sur ceux qui se sont pris à l'aimer.

Imagine-t-on qu'il existe quelque affectation à parler d'écrivains enviers qui l'époque se montre cruelle à force d'indifférence ? Si tel est le cas, que l'on se détrompe. Il n'y a là que le profond désir à partager un bonheur de lecture ; ce qui n'est pas mince. Il arrive que les réprochés (c'est ainsi que Caraco se considérait) ont aussi leur mot à dire.

LOUIS NUCERA.

La mémoire profonde perdue et retrouvée

par JEAN MALAURIE (*)

La mémoire d'un peuple. Qu'entend-on au juste par ce concept ?

Ce dernier siècle nous a montré, avec les progrès des sciences sociales, que ce ne peut être seulement le récit des événements, des batailles, la description des monuments et des objets. La sève, la réalité d'une société, de toute évidence, est ailleurs.

Trop longtemps nous avons découvert notre passé, notre présent à travers les livres et les déclarations de ceux qui s'étaient imposés comme les principaux - voire les seuls - acteurs du destin du monde.

La sociologie, l'ethnologie, l'histoire des mentalités ont eu l'immense mérite de nous faire admettre une pensée plus complexe : qu'il existait d'autres histoires, d'autres civilisations que notre myopie et notre ignorance volontaire avaient, jusqu' alors, jugées barbares, incultes... non développées.

Le XIX^e siècle, on n'hésitait pas, par exemple, à traiter les populations lointaines - comme les Esquimaux - d'« animaux humains » et, hier encore, le paysan de chez nous n'était qu'un pauvre « plouc » pour les citadins, convaincus de leur absolue supériorité. Faut-il rappeler ce que disaient à ce sujet Madame de Sévigné ou La Bruyère ? Et la liste des connotations péjoratives qui frappent encore les peuples de couleur est significative. On sait la difficulté - aux États-Unis comme ailleurs - de passer par exemple (et sans faux semblant antiraciste) de « nègre » au « noir ».

Avouées par ses prouesses techniques et intellectuelles, confortées par des religions intolérantes, une minorité internationale - la « jet-set » intellectuelle - s'est convaincue (et bercée) de cette idée perverse selon laquelle il est des « gens d'en haut » (qui pensent et qui savent) et des multitudes de « gens d'en bas » - relevant - et ce malgré l'école - du folklore.

Des cadres, une « élite » face à des millions de sous-développés convaincus de - et entretenus dans - leur indécorable médiocrité.

Ce fut, et il faut le redire, l'immense mérite des sciences sociales que d'avoir déboulé le XX^e siècle dans les sociétés exotiques - puis, ensuite, comme par un détour, dans notre paysannerie occidentale - une différence et une hauteur culturelles.

Il aura fallu un Lévi-Strauss pour nous faire prendre conscience d'une « pensée sauvage », le regrette Ariès pour nous faire appréhender le rendez-vous intérieur, égalitaire et cérémoniel, de l'homme avec sa mort, un Rounpél pour nous faire saisir, à travers le terroir de la plus vieille nation occidentale, cette « physiologie de la campagne fran-

caise » qu'aimait à évoquer Lucien Febvre.

Et c'est le Bourguignon Bachelard qui nous en a révélé l'imagination, son « anthropo-cosmologie ».

Mais, depuis une trentaine d'années, la révolution culturelle, née de la généralisation de l'emploi du magnétophone, fait mesurer combien timides furent jusqu' alors nos investigations.

Avec surprise, on prend conscience qu'aucun des milliers d'êtres humains dans le monde n'avait jamais eu la moindre chance, jusqu' alors, d'atteindre à l'individualité.

Le magnétophone nous permet de découvrir, enfin, que, parmi ces foules, il existe aussi des élites. Sans doute sont-elles rares, mais comptent-elles des « génies » et si grand nombre dans nos sociétés urbaines et juques dans nos classes dirigeantes ?

James Agee, dans un livre précurseur, *Louons maintenant les grands hommes*, a fait saisir, en Alabama, la dramatique difficulté de communication avec « ceux d'en bas » et nous fait ressentir sa douleur devant l'immensité de ce champ de pensée désespérément en friche.

Il est vrai que de grands écrivains - Zola, Balzac, Dickens... - ont essayé, par le biais de la fiction, d'approcher ces richesses en puissance ; mais il ne fait aucun doute que, tant que la parole était - avec ses mots propres, son discours, ses intonations, ses parenthèses, ses dérivés, ses silences, sa gestuelle - littéralement étouffée, inaudible, illisible, et par conséquent perdue, il demeurait impossible de saisir l'existence réelle d'une multitude anonyme.

C'est aux États-Unis, à Chicago, que les premières autobiographies ont été transcrites, en 1920-1930.

Nombreux furent les échecs, mais, peu à peu, la « règle d'or » de l'autobiographie s'est imposée. Comme dans une séance de psychanalyse, il faut deux personnes en présence : l'une, de préférence professionnelle, bénéficiant de la connaissance profonde du pays considéré, de la confiance de l'autre, avec lequel il doit se sentir en empathie, et un « coproducteur » disposé à la confession, à lever le voile jusqu'au plus profond de lui-même et de sa pensée enfouie.

Et, surtout, il faut que, par ce véritable mystère qu'est la création, le texte parlé enregistré ait le pouvoir d'exorciser le passé, d'être « diabolé » à la confession, à lever le voile jusqu'au plus profond de lui-même et de sa pensée enfouie.

Dans toute ma carrière, je crois bien n'avoir pas rencontré plus d'une dizaine d'autobiographies touchées par cette grâce d'atteindre à une dimension universelle.

On mesure par là-même l'abîme de notre prodigieuse ignorance.

Que sait-on, en effet, des passions, des élans poétiques, des forces imaginatives de cette littérature orale dont se subsistent que des débris : légendes, chansons, comptines ou proverbes ?

Jusqu' alors, il est vrai que la « règle d'or » énoncée n'était que trop rarement observée - on se souvient de l'échec d'un Tolstoï - remaniant - ici et là le texte de la vie d'une paysanne russe, Annaïa, collecté à Iassania Poliana et paru en 1902. Avec le recul des années, on mesure par l'écriture l'incommunicabilité de deux perceptions. Le « rewriting », même par un grand écrivain, est tragiquement destructeur : il modifie la construction, le rythme, et jusqu'au mot de la langue populaire. Et que dire de ces récits de vie qui ont été écrits dans une langue apprise, scolaire, qui scootisme la parole vive et la pensée profonde.

Le magnétophone est, en vérité, irremplaçable parce qu'il est porteur de la vie même. Seule, peut-être, la sténographie peut jouer un rôle voisin, mais, hélas, elle n'a pratiquement jamais été utilisée par les enquêteurs. Quant à la transcription écrite de la parole, elle garde infailliblement trace, dans son choix, même quand elle est pieusement fidèle, de la subjectivité du transcrit.

(*) Directeur de la collection « Terre humaine » chez Pion.

LECTURE
VENDREDI 4 et 11 MAI
à 20 h 30
Gisèle TRÉPARIAN
nous apporte des contes inédits de
Jean DAIGLE, Gilles VIGNEAULT,
et Félix LECLERC
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constantin (7) - 551-35-73
10^e inviolable - Entrée libre

ROBERT LUBERLY dans
"UNE ÎLE AU SOLEIL"
L'ALBUM DE B.D. À DÉCOUVRIR !
ENVOI DIRECT : 42 F. (64 pages)
→ B.P. 229, 55106 YERDUN
(documentation sans un timbre)

Important Editeur Parisien
recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.
Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.
Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

Alphonse Tiérou
LA DANSE
AFRICAINNE c'est la vie
L'une des plus intéressantes pratiques
que l'Afrique puisse offrir aujourd'hui
à l'homme occidental
Un volume illustré, 156 pages : 70 F
Chez tous les bons libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor Cousin - 75005 Paris - Tél. 354.32.70

VII^e FESTIVAL FRANCO-ANGLAIS DE POÉSIE
17 - 19 MAI 1984
Des poètes traduisent et lisent des poètes
avec Margaret ATWOOD, Michel BEAULIEU, Robert GAGNÉ, Édouard
GAGNÉ, Claude HÉLÉ, François JACQUINOT, Pierre JONAS, Franck
KUPPNER, Michael LYNCH, Derek MAHON, Michael ONDARJE, Suzanne
PARADES, Jacques RANODURT, Tony RUDOLF, James SACRE, Eric BARNER,
Anna S. WILSON, Chris WALLACE-CRABBE, Liana WELCH.
Activités ouvertes au public.
Ateliers de traduction au Centre culturel canadien.
Lectures bilingues à la salle d'actualité du CNAC-G. Pompidou.
Programme à retrouver au :
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constantin (7) - Métro : Invalides - Entrée libre
Programme téléphonique : 551-30-41

NODAL
Revue de l'Association Freudienne
1
Certaines conséquences
de l'enseignement de Lacan
Joseph Climis
Diffusion
Dionnet/Bois

romans

Daniel Zimmermann
et son légendaire des grandes banlieues

• Quand le « grand soir » n'est pas pour demain...

Avec la Légende de Marc et Jeanne Daniel Zimmermann poursuit l'évocation fabuleuse de la vie dans les grands ensembles et les cités-dortoirs de la banlieue parisienne qu'il avait entreprise il y a trois ans avec les Chats parallèles.

Dans ce précédent roman, Marc et Jeanne s'aimaient, de la sortie de l'école communale aux événements de Hongrie et à la pieuse expédition du canal de Suez, sur fond d'opposition familiale et de militantisme politique. Car tous deux appartenaient aux Jeunesses communistes, et leur amour se déroulait et s'entretenait comme autrefois des chansons de rue et des rengaines pour militantes, des slogans du Parti et de sa liturgie particulière. Les goguettes de l'Avant-Garde ont remplacé les guinguettes du bord de Marne et la fête de l'Huma les anciennes kermesses patronales.

Dans la Légende de Marc et Jeanne nous les retrouvons jeunes mariés, et aux problèmes que pose la vie conjugale s'ajoutent ceux qu'apporte la conjoncture politique, nationale et internationale : de la guerre d'Algérie à la signature, puis à la rupture, du Programme commun. C'est toujours la même musique militante et incantatoire qui accompagne et soutient leur geste amoureux, mais cette musique a des ratés, des couacs. Il part faire la guerre aux « frères » d'Algérie.

Quand il revient, il devient professeur de karaté. Les oeuvres noires peu à peu prend le pas sur la couleur rouge. Jeanne quitte son état, et son état de volailleuse, pour devenir vendeuse en parfumerie. C'est d'un niveau plus relevé. Bon, ils s'embrasent. La perspective du

« grand soir » continue de les illuminer, par le dedans. Mais c'est un grand soir de plus en plus mythique, reculé. Les de piétiner, les militants se fatiguent. Les sympathisants décrochent. Le Parti, qui a contribué par son action à améliorer leur sort, a scié, à mesure, la branche sur laquelle il était assis. En même temps qu'ils prospèrent, ils se démo-bilitent.

Le bonheur conjugal ne résistera pas à cette triple érosion qu'apportent la fatigue des corps, la progression sociale et la désillusion politique. Mai 68 sera le révélateur avec ses séductions libertaires et sorbonnardes. Il trompera Jeanne avec une bourgeoise, une « rocardienne » qui lui fait le coup de l'analyse freudienne. Elle le quitte pour vivre platoniquement avec un vague cousin. Mais leur légende survit. Chaque nuit, lui, dessillé de ses amours coupables, elle, décidée à sauver leurs deux âmes, marchent à la recherche l'un de l'autre dans les rues de Savigny-sur-Orge, longues de 110 kilomètres.

son objet. Le mieux est d'en donner un bref échantillon qui ouvre le livre. « A Savigny-sur-Orge, Marc et Jeanne décident de se marier. Elle a vingt ans, il les attendra en septembre et partira à l'armée, la guerre d'Algérie abai son plein, mais les hommes bagués risquent d'être affectés près de leur pigeonier, au moins le temps des classes... »

C'est une écriture rapide, incisive, nerveuse, qui file bon train... comme les trains qui véhiculent les populations de banlieue. Pas le temps de s'arrêter pour mettre un point. Une virgule suffit. On monte et on descend en volée. C'est l'écriture de ces gens qui sont venus des campagnes vers la capitale pour s'y installer et qui ont été rejetés vers la périphérie. Alors, ils courent après un train, après la réussite, après le confort. A peine le temps de balancer un mot drôle, une image, entre deux respirations. Les guerres les happent, les disloquent, les ram-

nent. C'est une écriture qui se situe entre l'argot et le rock, qui se souvient encore des pavillons de meublier, mais est déjà tournée vers les ensembles concentrationnaires.

La part du rêve, elle est dans l'amour, qui est à la fois éternel et immédiat (alors, on se marie tôt, on vit à deux), et dans le Parti qui promet le paradis pour demain. Pour demain ou pour un au-delà matérialiste et mystique. Qu'importe, on ne se nourrit pas seulement de pain.

En ces temps où l'on parle de la résurrection du populisme, cela me paraît être un heureux renouvellement du genre que cette écriture syncope, hâletante, qui mêle la fleur bleue aux idées rouges, le sarcasme à la tendresse, la vérité à l'utopie.

PAUL MORELLE

* LA LÉGENDE DE MARC ET DE JEANNE, de Daniel Zimmermann, Fayard, 270 p., 79 F.

Alain Nadaud
Archéologie
du zéro

Le plus étonnant, dans ce livre si poétique et si fuyant, si secret et si rêveur, est sa perpétuelle oscillation entre ses éléments concrets et ses fantaisies.

Sous le philosophe et l'écrivain se cache un pince-sans-rire peu ordinaire. Borges est passé par là.

Alain Bosquet
Le Monde



Alain Nadaud, J. H. B.

Sarcasme et tendresse

Sans le hasard, il n'y a pas de chance qu'ils se rencontrent avant des millions d'années, et après avoir parcouru une distance supérieure au diamètre de l'univers. Mais selon Mme Marche, vieille militante aux allures de pythionisse, alors, le monde changera de base. Le rêve n'est pas mort. Il est seulement tapi dans un coin de la conscience, comme l'espoir de la résurrection d'Inca-Ri, le dieu des Incas, chez les populations andines. Il est passé du domaine du possible à celui de la problématique.

L'écriture de Daniel Zimmermann, déjà caractéristique dans les Chats parallèles, est novatrice, singulière et admirablement adaptée à

le feuilleton

Le sale besoin de régner

(Suite de la page 19.)

Et puis la révolte vient. Elle aussi séduit le berger au regard de quartz gris. Avec l'appareil photo paternel, elle tient de quoi faire chanter sa mère et, peut-être, un métier. Après tout, l'émancipation est toujours possible, dès lors qu'on ne prend plus assez de goût à la servitude. Elle ira à Paris, enfin libre de pleurer sur sa mère, et d'être déçue, si ça se trouve, par Armelle.

Rien que ça ? disent les modernistes. Eh bien oui, cet Héritage tient du vieux galel inutile cher à la narratrice. Mais on tourne les pages, on surprend des regards, des chuchotements, on veut savoir, on croit comprendre, des étras palpitent entre les lignes comme, entre les paumes, tressaillent les oiseaux tombés du nid. C'est encore cela, jusqu'à nouvel ordre, la littérature. Et une intelligence, une sensibilité, un style plein et contenu, comme ceux de Colette Audry, ont encore à nous dire sur cette piele des familles et des peuples : le besoin de régner.

C'EST aussi de ce sale besoin que parle Suzanne Prou, avec encore plus de dépouillement et de neutralité, rien qu'en petits faits vrais tels que des gens simples les évoquaient dans un wagon de bois, sandwich au poing, entre Fiers et Villeneuve-Poëles.

Au vrai, cela se passe plutôt sous « la » platane (saviez-vous qu'en provençal platane se dit au féminin, comme « la » lièvre et la... gent de la circulation ?). Il y a un cours ombragé, des nuits bouillantes, cela s'écoule les cœurs à macérer.

A l'origine, une veuve, comme chez Colette Audry. Hélène perd son mari pour cause d'escalade. Elle n'a que trente ans et un fort tempérament ; tout est là. La sagesse voudrait qu'elle refasse sa vie, sans trop d'égard pour le souvenir de son cher disparu, au fond oublié. Au lieu de cela, à la façon d'il y a un bon demi-siècle, elle transforme l'énergie de son refoulement en amitié lancinante et tatillonne pour un couple voisin.

Profitant de leur bon cœur, elle campe chez eux, les colle en vacances, s'immisce, suspecte le mari, le provoque, alerte l'épouse, sermonne. La morale a bon dos. C'est la providence des cœurs gros et infectés. Leur alibi. Bien sûr, Hélène n'a que faire de la paix des ménages et de la vertu. Si un père d'élève la courtise elle enseigne dans une école privée par protection charitable, sans diplôme, c'est souvent ainsi, elle retrouve le chemin des fermures Eclair. Les larmes, la confession et les confidences qui suivront ajouteront, au plaisir pris, celui du péché, du demi-aveu, de la complication, du remords — cette gâterie des lèches.

Ce n'était qu'une parenthèse. A tout prendre, la joie sadique de régner l'emporte. Sa libido dominandi est plus forte que l'autre à laquelle elle se substitue. L'emmêleresse, comme dirait Valéry, reprend ses filatures, ses mises en garde torves, sa défense de l'épouse befouée contre le mari volage. Elle croit à sa mission ; un vrai homme politique !

Suzanne Prou opte pour une happy end. La nature recouvre ses droits. La frustrée court les bars, se donne à un VHP, puis à un pilier de casino. C'est reparti pour elle. Son amie peut bien accoucher, être trompée : elle n'en a que fiche. Quand le corps va, l'âme des autres, entre nous, on s'en bat l'œil.

Quelqu'un qui se trompe, de bonne foi, sur son désir, et qui le fait payer à ses proches, soit, ce n'est pas un scapop, et Boverly, dans le genre, va plus loin. Mais nous n'avons pas tellement de romancières qui restent, à l'anglo-saxonne, à la surface des comportements, à la lisière du silence où s'enfantent les passions singulières, les folies. Faisons-lui un peu fête, quoi !

BERTRAND POIROT-DELPECH.

* L'HERITAGE, de Colette Audry, Gallimard, 166 p., 55 F.

* LES AMIES DE CŒUR, de Suzanne Prou, Calmann-Lévy, 184 p., 59 F.

LA GF A 20 ANS !

Grand Concours
GF Flammarion

La Couverture Mystère



40.000 chefs-d'œuvre à gagner.
Jeu gratuit et sans obligation d'achat.

La « Couverture Mystère » vous attend chez votre librairie. L'énigme est toute simple : il s'agit de reconnaître les 14 éléments qui la composent et qui sont tirés de 14 couvertures de la collection GF Flammarion.

Alors, ayez l'œil et le bon, puis répondez à quelques questions ou votre astuce de lecteur sera mise à contribution.

Du 1^{er} au 20^e prix, une collection complète GF Flammarion
Du 21^e au 70^e prix, 100 livres GF Flammarion
Du 71^e au 270^e prix, 50 livres GF Flammarion
Du 271^e au 1970^e prix, 10 livres GF Flammarion

400 titres. La GF a vingt ans. Un grand concours vous invite à parcourir les œuvres

vives de la littérature. D'Homère à Kafka, de Jorge Amado à Zola, ces temps classiques à notre temps, tous les textes qu'elle offre à votre plaisir font l'objet de la plus scrupuleuse édition et sont accompagnés d'une introduction, d'une bibliographie et d'une chronologie, dues aux meilleurs spécialistes ou à de grands écrivains. Avec la GF Flammarion, la joie de lire se double du plaisir de savoir.

Collection GF Flammarion Les Œuvres Vives

lettres étrangères

LES VOIX DE L'ALBANIE

Une littérature dévoilée

• Vingt auteurs pour une anthologie officielle

MALGRE divers efforts, dont, au premier chef, ceux de Michel Métais, qui nous offre une anthologie de la nouvelle poésie albanaise (1), la littérature de ce pays singulier, un peu mythique, guère plus grande que la Belgique, nous restait inconnue. Il faut l'apparition, en traduction française, des romans d'Ismaïl Kadare pour qu'on sache enfin qu'il existait là-bas des voix dignes d'intérêt. Lui-même a d'ailleurs été à l'origine de ce gros volume consacré à la prose albanaise.

Il est évident que, dans une tentative telle que celle-ci, le panorama ne peut du tout être global et entier. Dans sa préface, Alexandre Zotos, de l'université de Saint-Etienne, est franc sur ce point : l'anthologie, dit-il, a été établie d'un commun accord entre l'éditeur (lui-même) et la revue *Les Lettres albanaises*. Ce n'est pas faire un procès politique que de constater le poids qu'exercent dans les « démocraties populaires » les unions des écrivains, mais c'est montrer l'impact bien réel du politique

sur le littéraire : nul n'ignore cela. Et le constat vaut pour l'Albanie aussi bien. Alexandre Zotos cite, dans son introduction, des paragraphes d'Enver Hoxha qui parlent d'eux-mêmes. Le réalisme socialiste présente ceci de particulier que le socialisme doit triompher, fût-ce contre les évidences du réalisme et au prix de contraindre ce dernier à l'irréalité la plus totale. Voilà les limites de l'ouvrage. Voyons les textes.

On ignore quand et comment commença à se faire une littérature albanaise. De toute façon, il s'agit d'une littérature orale, transmise de génération en génération, fixée assez tardivement par l'écriture, revendiquée tantôt par les Slaves et tantôt par les Turcs. Prosper Mérimée avait été requis par les poèmes épiques et les légendes qui lui venaient du « pays des aigles ». Il avait établi son jugement : la poésie albanaise, pensait-il, est née pour la raison qu'elle a résisté à la fois aux Slaves et aux Turcs. Il la jugeait spécifique, et il n'avait pas tort. Alexandre Zotos parle très bien de la langue albanaise, de sa richesse dialectale, de l'étonnante souplesse de sa syntaxe, et de la grande variété de son vocabulaire. C'est dans cette mesure

même que l'Albanie est devenue, pour nous, dans nos rêveries, un pays mythique et légendaire.

Au nord du pays, il y a, couvertes de glaciers, les Alpes albanaises qu'incarnent surtout les monts Maudits. Au sud, voici les hauts plateaux, et la gigantesque et insoutenable désolation qui annonce l'Epire. Les vallées s'ouvrent à des richesses souvent compromises par les caprices du temps. En bas, il y a une étroite plaine côtière qui fit la fertilité de l'Albanie, et dont l'occupation ottomane vint à bout, la restituant aux marécages : il fallut le nouveau régime pour creuser des canaux, irriguer les terres et restaurer cette fertilité perdue. La religion, elle aussi, accomplit un partage certain : chrétiens d'un côté, musulmans de l'autre. Enver Hoxha a choisi d'effacer les deux religions ensemble.

Montagnards et ruraux, tels étaient les Albanais de l'origine. Leur code moral repose essentiellement sur l'hospitalité (la « besa ») et l'honneur. Ce sont des gens farouches. Ils ne dédaignent pas d'ouvrir le royaume des morts : la naissance leurs chansons de geste. Le cycle romanesque s'écrit et poursuit par Ismaïl Kadare repose sur des notions aussi simples, mais aussi fortes. L'Albanie est un peuple colonisé au fil des temps, et résistait d'une époque à l'autre. Le figure centrale de l'épopée de ce peuple est celle de Georges Castriot, fils d'un rallié à la Turquie, devenu le chef de guerre des nationalistes, et surnommé Skanderbeg. Il parvint à résister aux Turcs durant un quart de siècle, tout en refusant de s'allier aux Occidentaux qui désiraient, par intérêt bien sûr, l'aider. Il mourut en 1468, et rares sont les écrivains albanais, jusqu'aux plus modernes, qui ne lui aient pas consacré une prose, un poème ou un essai.

L'Albanie de Skanderbeg vaincue créa une diaspora. C'est cette diaspora qui fut capitale : d'Egypte ou de Calabre, les voix albanaises revinrent vers l'Albanie, la nourrissant et maintenant vivant le mythe. C'est, j'imagine, par la force de la diaspora que l'Albanie commença, au XVIII^e siècle, à marcher vers l'autonomie. L'homme malade de l'Europe, la Turquie, lui accorda en 1912. Au lendemain de la première guerre mondiale, le premier à s'inscrire dans les annales de l'Albanie indépendante fut un poète : Fan Noli. Il fut renversé par Zog I^{er}, qui ne pouvait rien refuser à ses amis italiens d'où le débarquement qui s'ensuivit, l'épisode grec, et, enfin, en 1945, la constitution de l'Albanie comme république populaire, avec à sa tête Enver Hoxha, professeur au lycée français de la ville de Korça.

L'anthologie d'Alexandre Zotos rassemble une vingtaine d'auteurs. Il est remarquable que la majorité d'entre eux, par les exemples qui

nous en sont proposés, évitent la naïveté manichéenne du réalisme socialiste du type langue de bois. Il y a là des textes curieux, ainsi la nouvelle de Rexhep Qosja, *La Déclaration*, où l'on voit un citoyen torturé par les membres de la police pour un rêve qu'il a fait, et qu'il a eu le tort de raconter (ce rêve n'ayant rien de politique).

Ailleurs, cependant, le mot d'ordre est trop appliqué, et semble extérieur au conte : ainsi, hélas ! pour la nouvelle d'Elena Kadare, dont il suffit de changer la fin pour obtenir une seconde lecture fascinante. Mais à prendre l'anthologie dans son contenu, la première surprise est de taille : c'est le texte de Migjeni, *Etudiant de retour chez lui*. Migjeni est mort âgé de vingt-sept ans, en 1928 : c'est le plus grand et le plus réputé de tous les poètes albanais. Ce récit est parfait. Vient ensuite *L'Automne de Djeladin bey* de Mitrush Kuteli, qui se situe dans le temps de l'occupation ottomane. Il faut retenir aussi le beau récit de Dhimiter S. Shuteriqi : *Maitre et esclave* ; celui de Dalan Shaplo : *Au quartier des artisans* ; celui de Fatmir Gjata : *Encreurs*. La lourdeur idéologique est absente de ces textes et ne les embrasse pas.

Cependant, ce qui domine la recueilli, au regard du lecteur français, ce sont les récits de Dritero Agolli et de Ismaïl Kadare. On comprend pourquoi ils passent pour être les meilleurs écrivains de l'Albanie d'aujourd'hui : c'est qu'ils le méritent. *Adieu, mon kapetan !*, d'Agolli, est un chef-d'œuvre de densité, d'émotion et de brièveté épique. Le texte de Kadare a pour titre : *La Commission des fêtes* : c'est un récit historique qui évoque un épisode de la domination de la Sublime Porte sur les principautés albanaises, le massacre de Monastir. L'art de Kadare est là tout entier, dans d'inoubliables évocations. Lorsque les Albanais arrivent à Monastir, les Turcs qui les accueillent les voient paraître en habits de légende, rouges et blancs : les fusanelles, blanches comme la neige de leurs Alpes ; et leurs coiffures, leurs liserés, rouges comme le sang de la mort qu'on leur prépare.

Richesse des images, dimension poétique, caractères singuliers, ce sont les principales caractéristiques de ces nouvelles si heureusement traduites qu'une littérature nous en est venue à nous en rendre compte, dévoilée et révélée. Il conviendrait peut-être d'en prendre une mesure plus large.

HUBERT JUM.

★ ANTHOLOGIE DE LA PROSE ALBANAISE, présentée par Alexandre Zotos. Textes traduits par Jean Vriol, Alexandre Zotos et Luan Gjergji. Editions Fayard, 554 p., 130 F.

(1) Editions Pierre Jean Oswald, 1973.

Ali de Tépélène, le rebelle

DÈS les premières pages de son dernier roman, le *Néoclassicisme*, Ali de Tépélène, en fait, ont commencé à pourrir. « Même de son vivant, répond le médecin, il avait eu un tibia bien comme tous ceux qui ont la rébellion et la trahison dans le sang et, quant à la couleur de ses yeux, il rappelle à la commission (...) qu'il était vain de rechercher une couleur quelconque dans les yeux d'un homme qui n'avait jamais eu d'âme. »

Après quatre siècles de domination ottomane, le sultan de l'Est le plus puissant de son époque combat donc par le tueur toutes les tentatives de sécessionnisme (le mot, nous espérons, a été apporté par les touristes étrangers) et il ne vaincra Ali-pacha que par une trahison : la promesse de lui accorder la vie sauve.

Il y a du souffre dans le roman de Kadare : le ton de la tragédie classique presque racinienne. (Vassiliki, la veuve d'Ali, nous évoque soudain Andromaque, la faible héroïne qui vous plonge avec tant de vérité dans la réalité d'une époque, la psychologie des personnages fouillés sans schématisme, contribuent au plaisir de savourer un livre qui, même s'il observe les règles politiques et idéologiques en vigueur dans son pays, nous fait entrevoir un peu des choses ignorées : l'Albanie albanaise.)

Surtout, le veiné épiques de Kadare ne s'efface jamais : la réalité en termes d'aujourd'hui (le séparatisme, le cours du monde qui s'effondre, la désintégration mondiale, les horreurs de touristes aveugles à ce qu'ils passent devant leurs yeux, les romans des journaux, etc.), il fait surgir ce qui précède : le citoyen d'un pays qui fut perpétuellement assailli militairement et culturellement. Un pays qui aurait pu s'effondrer, disparaître, éternellement selon la procédure réservée aux « terres indiennes » : « Ce genre n'est pas plus de langue propre, le ne possèdent plus ni coutumes, ni costumes, ni usages, ni alphabète, ni histoire, ni chroniques, ni légendes. On les avait totalement dépouillés. » Seul un poète, sans paysans de la Province, sera prêt à donner sa vie pour composer une ballade.

MOULÉ ZAND.

★ LA NICHE DE LA HONTE, d'Ismaïl Kadare. Roman traduit de l'albanais par Jean Vriol. Fayard, 244 pages, 60 F.

(1) *Le Général de l'armée noire*, d'Albin Michel 1970 et *Le Livre de Poche* ; *Les Tambours de la pluie*, Hachette Littérature 1972 et Folio ; *Chroniques de la ville de pierre*, Hachette Littérature 1973 et Folio ; *Le Grand Hiver*, Fayard 1978 et Points-Seuil ; *Le Chapeau des deux de la steppe*, Fayard 1980 ; *Avril brisé et le Poet aux trois arches*, Fayard 1981.

Un « thriller métaphysique » de Iouz Alechkovski

• La ville dont le bourreau était un enfant

DEPUIS Babel, Zochtschenko, Platonov, sans oublier Il'f et Petrov, la réalité soviétique ne cesse de se décrire ses antécédents écrivains au rire amer et au regard acéré. Les deux romans que Iouz Alechkovski a publiés coup sur coup à Paris le situent-ils dans la lignée de ses illustres prédécesseurs ? Oui et non. Certes, on retrouve dans le premier le *Kangourou* (1), leur farce, leur humour, mais Babel l'esthète, assassiné par Staline, est resté fidèle à l'écriture socialiste. Zochtschenko et Platonov, eux, ont travaillé dans l'allégorie ; et chez l'inoubliable Oustak Bender, il y a une sorte de distance souriante qui arrondit les angles et apprivoise les censeurs. Les textes d'Alechkovski, en revanche, surtout le dernier, brûlent comme du vitriol, respirent la gouaille et la violence d'un Charles Bukowski, son double américain, imprécateur noyé malheureusement dans l'alcool et sombrant dans le désespoir.

Qu'il s'agisse du *Kangourou* ou du livre le plus récent, *Confession d'un bourreau*, les premiers mots sautent à la gorge, les phrases empoignent, et le lecteur succombe à leur charme corrompu. Rendons tout d'abord hommage à la traduction. Echappons au piège mortel de l'argot soviétique des banlieues, des prisons - savoureux et cru mais inimitable - Anne Coldefy-Faucard a transposé ce discours dans le langage du gavroche parisien. Le résultat est tout à fait étonnant.

Claude Courchay a déjà dit dans ces pages tout le bien qu'il pensait du *Kangourou* et du personnage principal de ce roman, le truand accusé d'avoir violé et tué une pauvre bête venue des terres australes, dans le zoo de Moscou. Avec *Confession du bourreau*, nous quittons le fou rire, le rire fou, et nous pénétrons dans les territoires calcinés de la tragédie. C'est l'éternelle histoire du condamné à mort et de l'exécuteur, c'est l'interrogation muette qui nous ravage tous devant le couple maudit, victime et tueur : qui est fautif et pourquoi avons-nous si mal ?

Vaut-il mieux mourir en martyr ou vivre en bourreau ?

Nous sommes à Odinka, petit village russe au début des années 30, à l'heure de la collectivisation forcée. Une brigade de la Tcheka, la redoutable police politique, tente de convaincre les agriculteurs d'entrer au kolkhoze. A la terrifiante douzaine missionnaire de onze hommes armés, les paysans opposent la ruse et leur fatalisme millénaire. Ils se sont sauvagement massacrés sous les yeux de Chibonov, un enfant de douze ans, qui deviendra bourreau à son tour.

Les années passent. Voici le temps des grands procès politiques, quand Staline extermine tous ceux qui ont fait la révolution. Puis c'est



Dessin de CAGNAT.

la guerre, encore la terreur et finalement la mort du tyran. Chibonov, le survivant, grandit dans les organisations du Parti pour les jeunes et s'adapte parfaitement aux nouvelles conditions de sa vie. Il finira membre du KGB, et deviendra vite légendaire pour sa cruauté. Toutefois, dans les profondeurs slaves de cette machine à tuer sommeille un grand justicier. Chibonov retrouvera les onze assassins qui avaient scagé son enfance et se vengera. Mais ne déforons pas les mystères policiers et sacrés de ce véritable « thriller métaphysique » qui s'achève sur une bouleversante interrogation : « Vaut-il mieux mourir en martyr ou vivre en bourreau ? »

Un ancien bagnard

Iouz Alechkovski, qui vit aujourd'hui aux Etats-Unis, est né en 1929 en Russie. En 1950, lors de son service militaire, une bagarre avec son supérieur hiérarchique lui vaut trois années de goulag. Après la mort de Staline, le condamné est amnistié et retourne à Moscou. Il écrit des scénarios, des textes pour enfants, des chansons reprises en France par Dina Vierny et par Yves Montand (*Le Mégot de Kolyma*). Mais le romancier qui se révèle dans l'ancien bagnard ressent impérieusement le besoin de raconter ce qu'il a vu dans les camps. Miracle. La création d'Alechkovski n'ira pas grossir la masse de témoignages déchirants qui dénoncent le travail forcé dans la patrie du socialisme. Par sa puissance d'invention, il transcende la tyrannie immédiate de l'événement et se range ainsi parmi les écrivains russes les plus importants de ce temps.

EDGAR REICHMANN.

★ CONFESSION DU BOURREAU, de Iouz Alechkovski, traduit du russe par Anne Coldefy-Faucard. Stock. Nouveau cabinet composité, 294 p., 119 F.

(1) « Le Monde des livres » du 30 juillet 1982.

LE LIVRE DES LIVRES

Le Dictionnaire des littératures de langue française rassemble tous ceux qui, quelle que soit leur nationalité, témoignent par leurs écrits du génie de la langue française.

Dictionnaire des auteurs et des œuvres, guide des études littéraires, ce « livre des livres » est aussi un panorama complet de la littérature, des origines de celle-ci à ces toutes dernières années.

Cet ouvrage élaboré sous la direction de Jean-Pierre de Beaumarchais, Daniel Couty et Alain Rey, s'impose comme instrument de travail, ouvrage de référence et invitation à la lecture pour tous.

En souscription chez votre librairie jusqu'à parution du tome I • 3 volumes • 2 896 pages • 192 pages d'illustrations • Index de 17 000 auteurs • Parution : 1984. Tome I (A-F) : mai - Tome II (G-O) : octobre - Tome III (P-Z) : décembre.

Dictionnaire des littératures de langue française



"FORT SAGAN RACONTE LE T DU FILM FRAN LE PLUS CHER.

MUSIQUE

CONCERT DE L'ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

Du néoclassicisme au néoromantisme

« Seuls quelques musiciens appartenant à la jeune génération appréhendent Mavra et se rendent compte du tournant qu'elle marque dans l'évolution de la pensée musicale. Composée en 1922, cet opéra-bouffe en un acte, d'après Pouchkine, constitue en effet une étape sur le chemin de ce qu'on a appelé la manière néoclassique du compositeur. S'il nous est possible, grâce au recul, de reconnaître, à travers les subtilités rythmiques, la même plume qui avait tracé le *Sacre du printemps*, on n'a aucune peine à comprendre que cet hommage à l'opéra italo-russe ait été considéré comme un nouveau pas en arrière vers des valeurs qu'on jugeait périmées.

Certes, il est permis de ne pas compter cette œuvre parmi les plus passionnantes de Stravinski mais, le

néoclassicisme ayant vécu, ce n'est plus dans la tendance rétrograde que nous pouvons voir une faiblesse, mais dans le résultat global où l'intérêt le dispute à l'ennui : à force d'être brillante, l'écriture en devient presque insignifiante.

La présence de *Mavra* au programme du concert de l'Ensemble intercontemporain n'est sans doute pas due au seul hasard et il est permis d'y voir une leçon dans la mesure où les autres œuvres de la soirée se trouvaient ainsi placées dans une perspective assez révélatrice.

Ainsi *Tropi*, de Nicolo Castiglioni, composé en 1959, témoigne, de façon très séduisante, de ce qu'était l'avant-garde post-warbérienne à cette époque : musique d'une grande intensité dans le dépouillement mais cependant chatoyante et nullement rébarbative. Depuis, le style de Castiglioni a beaucoup évolué et lorsqu'on a entendu de lui, il y a huit ans, des compositions tonales, on a parlé sérieusement de rétrograde, d'inspiration tartinée, et on ne l'a plus joué en France... Cela ne l'empêche pas de persévérer et de continuer à composer.

Le Ruisseau sur l'escalier (1980), de Franco Donatoni, qui succédait à *Tropi*, n'a pas seulement permis d'applaudir, en soliste, le nouveau violoncelliste de l'Ensemble - Chrichan Larnan - mais, pour ceux qui ne la connaissent pas encore, de découvrir l'une des œuvres les plus directement parlantes d'un compositeur réputé hermétique. Cette pièce fut créée lors de sa création à Paris en 1981, si forte était l'impression, alors, que Donatoni venait de laisser libre cours à un lyrisme qu'il avait jugé jusqu'alors « romantique », ce que son assiduité passée rendait d'autant plus admirable... L'été il fait dix ans plus tard qu'on lui en aurait tenu rigueur. A-t-on en tort ? Aurait-on en raison ?

Pace à ces trois œuvres, qui sont passées plus ou moins radicalement de l'avant-gardisme pur et dur à une attitude opposée. Lorenzo Ferrero (né en 1931) a suivi une trajectoire assez semblable, à cela près que le néoromantisme dont on l'accuse aujourd'hui était déjà évident dans sa musique il y a dix ans : il était seulement plus fruste.

S'il lui prenait fantaisie d'écrire un jour des œuvres arides et d'un accès difficile, nul doute qu'on entendrait crier au miracle ou au génie. Sa nouvelle partition, *Ombres*, n'est pas si éloignée, dans sa consonance, de ce qu'écrivait Castiglioni actuellement, et il aurait été curieux d'observer les réactions si l'on avait attribué *Tropi* à Ferrero, *Ombres* à Donatoni et *Le Ruisseau sur l'escalier* à Castiglioni.

C'est là une vieille question sans réponse. Sans doute peut-on se demander s'il n'y a pas un hiatus entre l'utilisation d'un appareillage de transformation électronique (Vaucoeur) et une écriture si respectueuse des phénomènes de la conscience naturelle, mais parler d'une esthétique rétrograde serait assez naïf compte tenu du reste du programme.

Coquin on est en droit de reprocher à Ferrero, dans cette œuvre, c'est un certain statisme, le retour régulier, entre de longues tenues, de formules rapides et mécaniques, comme des carillons, parce qu'il est trop coutumier du fait, et une forme un peu trop prévisible. Peut-être aussi la direction, fort précise par ailleurs, de Michel Swierczowski, manquant d'un peu de mystère et de poésie.

Mavra était dirigé par Pierre Boulez avec cette aisance déconcertante qu'on lui connaît, et les musiciens de l'Ensemble intercontemporain continuent à faire mentir l'expression « bête et disciplinée », car ils mettent toute leur intelligence au service de la cause que les rassemble.

GÉRARD CONDÉ.

INSTITUT

INSTALLATION DE IANIS XENAKIS A L'ACADÉMIE DES BEAUX ARTS



Iannis Xenakis croqué pendant la séance par André Jacquemont.

« Architecte de la musique, musicien de l'architecture », ces rapprochements s'imposaient pour Iannis Xenakis à l'occasion de son installation solennelle à l'Académie des beaux-arts, qui a eu lieu le 2 mai sous la Coupole.

La formule est de M. Guillaume Gillet, président en exercice, qui s'est attaché à célébrer le Xenakis architecte, bien que le nouvel élu l'ait été dans la section musicale au fauteuil de Georges Auric. Cette double appartenance ne pouvait être méconnue par une compagnie qui fait place notamment à ces deux disciplines.

Et de rappeler leur commune participation à la construction du pavillon de la France à l'Exposition internationale de Bruxelles, lorsque Xenakis, ancien collaborateur de Le Corbusier, composa pour la société Philips les images d'un poème électronique. Il avait auparavant sauté en l'ingénieur Xenakis le combat de la Résistance grecque, blessé, fugitif, condamné à mort dans son pays et venu demander asile à la France.

La présentation du Xenakis musicien revenait à Olivier Messiaen, qui fut son professeur au Conservatoire. Le maître et l'élève ont tour à tour évoqué leur première rencontre qui fut décisive.

Dans sa réponse, après avoir remercié Olivier Messiaen de l'avoir sauvé d'un quasi-désespoir, Iannis Xenakis a fait « avec le cœur plus qu'avec le raison » l'éloge de Georges Auric auquel il liait une amitié certaine, discrète mais durable, bien que tout les séparât dans la vie et dans l'art. — J.-M. D.

VARIÉTÉS

La petite guerre entre la SACEM et les associations alsaciennes

Trente-quatre conseillers généraux du Bas-Rhin — sur quarante-quatre — viennent, dans une motion, de soutenir la grève administrative qui oppose depuis dix mois la SACEM (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) à certaines associations alsaciennes. Regroupées dans le Mouvement régional pour la défense du bénévolat et de la vie associative (MRDBVA), ces associations jugent « prohibitives » les droits demandés par la Société des auteurs, quand elles organisent des bals, des concerts ou d'autres manifestations publiques.

Depuis juin 1983, elles versent sur des comptes bloqués les sommes qu'elles estiment devoir à la SACEM. Elles n'ouvrent plus le courrier que leur adresse la société des auteurs et le réexpédient automatiquement au mouvement que préside M. Jacques Felli, conseiller général (apparenté PS) de Marbœuf.

De passage à Strasbourg, le 27 avril, M. Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM, a jugé qu'il s'agissait d'un « mouvement très localiste ». « Nous ne pouvons pas faire de conditions préférentielles à une association régionale ou locale ; nous sommes tenus de signer des accords nationaux », a rappelé M. Tournier.

Pour lui, le mouvement que pré-

sident M. Felli « n'est pas très représentatif ». Les associations membres appartiendraient « à 95 % » à des fédérations nationales. C'est avec elles que négociera la SACEM à Paris à propos du problème alsacien.

JACQUES FORTIER.

THÉÂTRE

Le Kwagh-Hir du Nigéria

Esprits de la savane

Les corps ne cessent de se composer et de se recomposer, pris dans un mouvement qui part des bras et des épaules pour gagner le cou, puis les jambes, remonter et redescendre sans fin. Torsade lente, spirale qui finit par procurer un étrange vertige, d'autant qu'un sourire intérieur — le même sur tous les visages — persiste.

Il y a ce qu'on voit et ce qui est derrière, qu'on ne saisit pas forcément, mais dont on prévoit l'importance. Il y a cette femme qui ne cesse d'onduler — avec ce sourire — le tant que son corps ondula, les femmes de la tribu seront fécondées », ce guerrier armé de deux longues et fines sagaises. Il y a le conteur et toutes sortes de person-

CINÉMA

« LE SANG DES AUTRES », de Claude Chabrol, d'après Simone de Beauvoir

La belle Hélène

Jodie Foster est si belle, si intelligente, dans le rôle d'Hélène, avec sa blondeur, sa rondeur, son inconscience et ses yeux bleus, qu'on se sent prêt à devenir inconscient du dernier Chabrol, le *Sang des autres*. Filmes avec un soin extrême, ces variations en bleu — couleur qui domine le film, à l'image des yeux de l'héroïne, comme un immense kaléidoscope construit sur son regard — ne sont pas dépourvues de séduction.

Claude Chabrol a cherché la réussite esthétique, le plaisir de l'œil, en jouant sur les matières et les formes — tissus et vêtements — dans ce long film inspiré d'un roman de Simone de Beauvoir (Gallimard 1945), coproduction canado-américano-française qui sera diffusée ultérieurement en feuilleton sur Antenne 2 (six épisodes). Il a restitué avant tout de précision que de luxe certaines atmosphères du Paris d'avant-guerre puis des débuts de la seconde guerre mondiale, cadre du livre. Hélène est passée du magasin de confection de ses parents (dans le roman) à une maison de couture où ses talents de styliste sont l'occasion de défilés de mode somptueux.

Mais le récit est devenu si schématisé qu'on se demande s'il était bien nécessaire d'avoir recours à Simone de Beauvoir, de reproduire, au mot près, certains de ses dialogues, pour tirer à réflexion vers le mélodrame et figer ses personnages.

Le Sang des autres n'est certes pas le meilleur texte de Simone de Beauvoir. La construction en est

sans doute inutilement compliquée, ponctuée par l'agonie d'Hélène — après une action avec des résistants, — à laquelle assiste son amant Jean Blomart, qui voit leur rencontre, leur brève vie commune. Blomart est le héros de l'histoire, placée sous le signe d'une phrase de Достоевский : « Chacun est responsable de tout devant tous ». Si beauvoir n'échappe pas toujours à l'excès de sentimentalisme (sur la mort d'Hélène notamment), ses personnages ne sont pas rudimentaires et méritent une réflexion sur l'engagement et le pacifisme. Jean Blomart doit choisir entre ses vieux rêves d'innocence et l'action, prenant le risque de la responsabilité, du doute et du remords.

C'est peu dire que Claude Chabrol et son scénariste Brian Moore ont voulu simplifier. Peut-être ont-ils été prisonniers de leur décision de faire d'Hélène, et non de Blomart, le personnage central. Peut-être se sont-ils perdus dans les méandres d'un livre pas toujours clair. Mais, au lieu d'en gommer les scories, d'en exprimer la problématique, ils se sont enlisés dans l'anecdote.

Le résultat est une banale aventure d'amour et de guerre, comme on en a lu et vu des dizaines : des hommes courageux, voulant défendre leur pays, des femmes amoureuses prêtes à tout pour garder leur homme, dépourvues de toute conscience politique et un peu naïves, à l'exception de la militante de service (l'héroïque Madeleine,

qu'incarne sans trop y croire Alexandra Stewart), à laquelle on a le mauvais goût de faire perdre une main au combat à la fin de la guerre d'Espagne.

Il est presque miraculeux que Claude Chabrol réussisse à faire de cela un film plaisant avec un beau travail d'acteurs (c'est une joie de voir quelques minutes Micheline Presle, monstrueuse à souhait en « faiseuse d'anges » anisémite). Mais les comédiens n'auraient-ils pas été meilleurs encore avec des rôles moins squelettiques ? Michael Onizka (Jean Blomart) et Lambert Wilson (Paul Périer, l'ancien soupriant d'Hélène, qui lui a présenté Blomart) sont séduisants, mais le premier un peu mou, le second un peu fade, tous deux pas très à l'aise. Seul Sam Neill se plaît à parfois trop à interpréter l'inquiétant Dieter Bergmann, l'Allemand amoureux d'Hélène et déchiré entre son pays et sa passion (vraiment, on a vu cela trop souvent).

On n'est pas dupe des insuffisances, des lacunes du travail de conception et d'adaptation. Mais si l'on ne voit là que deux heures d'hommage à Jodie Foster, rayonnante de ses vingt-deux ans et de l'étonnante maîtrise de son métier, jouant habilement de l'implicite pour tenter de rendre subtils des propos qui ne le sont guère, le *Sang des autres*, à défaut d'un succès, est un spectacle agréable.

JOSYANE SAVIGNEAU.

* Voir les films nouveaux.

« L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP », d'Alfred Hitchcock

Attention au coup de cymbales !

C'est après ses trois films avec Grace Kelly et *Mais qui a tué Harry ?* — celui-ci, on nous le garde pour la bonne bouche, il devrait ressortir pendant l'été — qu'Alfred Hitchcock réalise *L'homme qui en savait trop*, d'après un sujet déjà traité par lui, en Angleterre, en 1934.

Il y fit passer des souvenirs de cette période anglaise. Lorsque David Gellin, frappé d'un coup de couteau dans le dos en plein marché de Marrakech, confie à James Stewart, avant de mourir, un mystérieux message, on pense au début des *Trente-Neuf marches*. Et, à l'exemple de la première version, une grande partie de l'action se passe à Londres, dans une atmosphère très « british ». D'où, peut-être, en dépit d'événements qui paraissent dramatiques, la prédominance de l'humour.

Au générique, Hitchcock vend en partie la mèche, en montrant l'orchestre de l'Albert Hall et le coup de cymbales « qui transforme la vie d'une famille d'Américains moyens » en l'occurrence James Stewart (le docteur McKenna), Doris Day (sa femme Jo) et Christopher Olsen (leur jeune fils Hank).

Ces Américains, touristes au Maroc, se comportent comme en pays conquis en se baladant au milieu du folklore indigène. Le gosse à la répartie prompt, insolente, et paraît bien mal élevé (on sait à quel point Hitchcock déteste les enfants ; dans le film de 1934, c'était une petite fille). Aussi, lorsqu'il est enlevé et emmené à Londres par un couple d'Anglais faux jetons, pour obliger McKenna à ne pas révéler à la police le fameux message auquel, d'ailleurs, celui-ci n'a rien compris, on ne se fait pas de souci. Il s'en sortira. Le tout est de savoir quand et comment.

Ce film est un jeu de piste, avec, au lieu de boy-scouts, des parents opposés à une bande qui doit assassiner un diplomate étranger. Il y a, pourtant, une scène forte, émouvante : celle où McKenna fait prendre à Jo des pilules somnifères, avant de lui avouer la disparition de Hank et le piège dans lequel ils sont coincés. Après cela commence l'enquête.

Encombrés par des amis (véritables caricatures mondaines) venus leur souhaiter la bienvenue dans un palais londonien, McKenna et Jo filent, tour à tour, sur une piste qu'ils ont chacun fixée. Ces entrées et ces sorties prennent une tournure de comédie. On s'en amuse d'autant plus que, dans le rôle de la mère tourmentée, Doris Day fait des efforts méritoires, mais artificiels, pour effacer l'image aseptisée, genre réclame pour savonnets, qui fut souvent la sienne dans le cinéma américain.

« Que sera, sera »

Là, on peut soupçonner Hitchcock de sournoiserie. Privé d'Ingrid Bergman et de Grace Kelly, il a utilisé Doris Day dans un contre-emploi aléatoire. L'enquête pour retrouver Hank dure quelques heures de la même journée, la pauvre Jo, moins star que jamais, porte le même costume et le même chapeau. Par compensation, tandis que James Stewart s'égare dans la boutique d'un taxidermiste (décor étrange, inquiétant, à ses yeux et aux nôtres), Doris Day découvre l'Ambrose Chapel du message, qui n'est pas un homme, mais un édifice religieux. Le gosse s'y trouve captif, mais pas maltraité : il attend la suite. Nous aussi.

Hitchcock établit sa mise en scène sur des quiproquos de vaudeville, alors qu'un crime se prépare. On comprend l'ahurissement et

l'incrédulité des policiers, trouvant la chapelle fermée, lorsque Doris Day, qui les a appelés d'un téléphone public, leur raconte ce qu'elle y a vu. La bande s'est volatilisée, et son mari n'est plus là. Nouveau quiproquo : Doris Day part, en taxi, pour l'Albert Hall, et Stewart, qui avait été assommé, sort de la chapelle par le clocher, sans crainte, ici, le « vertigo », mais en faisant sonner les cloches, ce qui surprend tout le quartier.

On pourrait supposer que le cœur de la robe affligée lui a fait découvrir une nouvelle fois, la bonne piste. En réalité, c'est le hasard. Doris Day met en plein dans le mille parce que Hitchcock a parfaitement, et malicieusement, calculé son suspense. Il amène Jo à l'Albert Hall où — *private joke* — le compositeur Bernard Herrmann va diriger le London Symphony Orchestra, pour qu'elle reconnaisse le joueur Reginald Naider. Le film culmine alors dans la séquence prodigieusement découpée, minutée, filmée, montée, de la tentative d'assassinat à un moment déterminé du concert.

Attention au coup de cymbales ! On est déjà prévenu, mais tout de même ! Quel talent, quel sens du « divertissement dramatique » dans l'attente du moment fatidique, étroitement lié à l'exécution musicale avec une armée de choristes chantant à pleins poumons. Doris Day — elle a, enfin, tout compris — clouée sur place, en larmes, et l'arrivée de Stewart, courant encore comme dans un vaudeville.

L'homme qui en savait trop n'est pas un film mineur ainsi qu'on le prétend. Hitchcock a privé ses personnages de leur libre arbitre (en laissant, toutefois, à James Stewart, son talent de comédien) et fait les spectateurs complices de ses manipulations. Il s'est même offert le luxe, après l'Albert Hall, d'un second suspense pour la délivrance du gamin qu'on avait un peu oublié. Il s'est amusé à faire chanter par Doris Day, jusqu'à nous en rebattre les oreilles, la rengaine *Que sera, sera*. En définitive, Stewart, l'homme, sera le héros. Laissons-en la surprise. On jubile du spectacle jusqu'à la scène finale qui pourrait être de Labiche ou... de Lubitsch.

JACQUES SICLIER.

* Voir les grandes reprises.

■ DÉCÈS DE MAY McAVOY. — L'actrice américaine May McAvoy est morte en Californie le 28 avril, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Elle avait joué notamment dans *Ben Hur* et le *Chanteur de jazz*.

"FORT SAGANNE": VOIR RACONTE LE TOURNAGE DU FILM FRANCAIS LE PLUS CHER.

Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image. Chez votre marchand de journaux.

VOIR

maison de la culture de la seine-saint-denis

Mai de l'accordéon
avec France Inter
du 4 au 27 mai
RENSEIGNEMENTS ET LOCATION 868.00.22 ET 3 FNAC

551/101/101

[illegible]

COMMUNICATION

L'accord franco-luxembourgeois sur le satellite de télévision

(Suite de la première page.)

Le « quotient diviseur », le nombre de canaux, a aussi et de façon tout à fait inattendue changé : aux dernières nouvelles, le module « pré-opérationnel » TDF 1 pourrait assurer la retransmission, non plus de trois chaînes uniquement, mais de quatre.

Le gouvernement français a en outre décidé, pour déboucher les négociations, de renoncer à la prise en compte des frais de recherche et de développement assumés depuis 1979 - date de démarrage de la coopération industrielle franco-allemande - s'élevant à près d'un milliard de francs. Tant et si bien que le coût d'utilisation d'un canal sur le système complet TDF 1 et 2, initialement estimé entre 150 et 200 millions de francs par an, a pu être divisé par deux.

Vers un espace audiovisuel européen

Deux autres facteurs ont pesé de leur poids dans les discussions. La proposition faite récemment par des financiers américains au gouvernement luxembourgeois de mettre en place un autre système de satellite à vocation mixte, télécommunications et télédiffusion. Une perspective à laquelle le gouvernement luxembourgeois n'aurait pas renoncé et qui dérange, pour ne pas dire plus, à la fois le gouvernement français et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), concessionnaire exclusif, pour l'instant, du Grand-Duché.

La ministre de l'Industrie aurait, en outre, manifesté ces derniers jours un intérêt accru pour le projet TDF 1, par ailleurs très contesté au ministère des PTT, en raison des perspectives industrielles - donc en matière d'emploi - offertes par la construction d'antennes de réception et d'équipements électroniques nécessaires qui pourraient être réalisés en Lorraine.

Ces bases nouvelles ont permis aux deux parties d'aboutir à un accord qui prévoit l'octroi au Luxem-

bourg de deux canaux; l'un pour la diffusion d'une chaîne en langue française, l'autre en langue allemande.

L'assouplissement de la position française à l'égard des aspects financiers du projet a permis à M. Fillioud de faire céder ses interlocuteurs luxembourgeois sur d'autres points. De même que la CLT compte exploiter le canal germanophone en coopération avec l'éditeur allemand Bertelsmann (le Monde du 25 et 26 avril), le canal français le sera en association avec des « partenaires français », selon les termes du communiqué publié mercredi soir par le secrétariat d'Etat.

« L'exploitation du canal franco-phonique sera soumise à des règles concernant la publicité télévisée et visant à protéger l'activité cinématographique en France et à contribuer à développer les industries de programmes dans les deux pays », précise encore le communiqué. Cela signifie en clair que la CLT devra respecter la déontologie des chaînes de service public français sur ces deux points. Une déontologie assez stricte puisqu'elle interdit la publicité à des secteurs d'activités entières et qu'elle réglemente précisément la diffusion des films, mais dont on laisse entendre qu'elle pourrait être conçue comme pouvant s'assouplir progressivement au fil des ans.

La conclusion de cet accord entre les ministères français et luxembourgeois constitue indéniablement un pas très important. Un premier pas vers l'élaboration de cet « espace audiovisuel européen » tant souhaités par certains, qui cesse aujourd'hui d'être un chimère. Il signifie aussi, et peut-être surtout, pour les téléspécialistes français et d'une grande partie de l'Europe, la présence possible dans l'espace hertzien de quatre chaînes supplémentaires à partir de 1986. Mais le chemin à parcourir pour que cette éventualité devienne bien réelle est encore long. Bien des discussions internationales et des débats nationaux pour préciser ce qui demande à l'être seront nécessaires.

D'abord, il s'agira de dépasser

cette plate-forme à laquelle sont parvenus les deux délégations mercredi pour aboutir à un accord d'Etat à Etat, qui devra être ratifié par les Assemblées des deux pays. Il faudra encore définir, comme pour Canal Plus, les termes exacts de la concession et le cahier des charges dont bénéficieront la CLT et son ou ses partenaires français d'un côté et Bertelsmann de l'autre.

Mais il faudra surtout que la France se donne enfin un projet pour l'exploitation des deux canaux dont elle pourrait avoir la jouissance entière. Si on caresse au secrétariat d'Etat l'idée d'une chaîne qui serait constituée à partir d'une compilation des meilleures émissions du service public (à l'image de ce qui se fait déjà sur TV 5 à destination de l'étranger) et d'une autre chaîne à vocation culturelle et éducative, tout reste à cet égard à concevoir, sur le fond, juridiquement et financièrement.

ERIC ROHDE.

A VOIR

Avec la brigade des stupés

Le bruit de la machine à écrire... les interrogatoires interminables... et vases, les « planques » qui durent des jours... Le quotidien des policiers chargés de la répression des stupéfiants à Paris n'a rien de glorieux. Il a cet aspect un peu « ronron », moyen, plat, d'une action qui ne se mesure pas aux sautes spectaculaires annonciées de temps à autres, d'une action dont on ne peut savoir l'efficacité, noyée dans la vague d'un phénomène de société montant.

Il y a toujours plusieurs manières d'aborder un problème. Pour les agressions, le vol, la délinquance, la drogue : de quel côté parle-t-on ? Du côté de la police, avec l'avantage de montrer au public le fonctionnement d'un corps et le danger d'entrer dans la seule logique de la répression suffisante, insuffisante, nécessaire sans s'interroger sur l'aval ? Du côté médical, scientifique ? Du côté trafiquants et toxicomanes, avec l'ouverture à un phénomène social et le risque d'entrer dans une autre spirale ? Toutes les méthodes sont bonnes et elles incitent à réfléchir.

Le reportage de Richard Michel et Michel Parbot ne bloque pas la réflexion. Pendant un peu plus de deux semaines (quinze jours d'enquête, quatorze jours de tournage), ils ont suivi un groupe d'inspecteurs de la brigade des stupés, la fameuse BSP, qui travaille en collaboration avec l'office central de répression du trafic illicite des stupéfiants et avec le groupe « stupés » de la direction nationale des enquêtes douanières. Ils n'ont pas tout filmé (on ne voit pas les écoutes téléphoniques par exemple), mais ils ont suivi et montré ce quotidien qui va des « sautes » à l'aéroport (ce passeur pris avec soixante boulettes de cocaïne dans l'estomac et l'intestin) aux « planques » dans les camionnettes ou les camping-cars. On assiste à la prise d'assaut de l'« Iliad Chalou », on découvre quelques-unes des méthodes employées par les policiers, les chiens bien sûr, les toxicomanes qu'on « protège » pour qu'ils ne balancent d'autres, et même l'achat de drogue pour repérer les circuits.

Richard Michel et Michel Parbot, qui ont réalisé ce reportage avec la betacam, caméra légère avec équipe ultra-réduite, ont évité le voyeurisme. Ils ont su relever le reportage à un certain niveau de réflexion.

C. H.

★ Vendredi : « Stups », le 4 mai, FR 3, 20 h 35.

● Un contre-projet de M. Chirac. — M. Jacques Chirac fera une « importante déclaration à la presse » le mardi 15 mai à 10 h 30 à l'Hôtel Intercontinental à Paris, sur le thème « Communication et liberté ». Le président du RPR défendra à cette occasion ce que pourrait être « une nouvelle politique de la communication audiovisuelle ». M. Chirac avait annoncé il y a plusieurs mois son intention de présenter un plan complet de réforme de l'audiovisuel, qui constituerait pour lui un engagement politique en cas d'alternance.

● Le concours de la Rose d'Or de Montreux, réservé aux émissions de variétés, aura lieu du 9 au 16 mai. Cette compétition, réservée jusqu'ici aux organismes de télévision, sera pour la première fois ouverte aux producteurs indépendants de films et d'émissions TV. Leurs productions seront visionnées et notées séparément le dernier jour. Le colloque de clôture sera consacré au phénomène des vidéoclips.

M. Fillioud répond aux critiques de M^{me} Cotta

Alors que les conditions d'exploitation du plan câble sont étudiées, ce jeudi 3 mai, en conseil des ministres et qu'un accord de principe sur le projet de satellite vient d'être signé, les remous provoqués par la déclaration publique de la Haute Autorité (le Monde du 25-30 avril) à inclure M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, à adresser une lettre de cinq pages à M^{me} Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité.

M. Georges Fillioud juge d'abord « non conforme aux règles d'usage et aux modes d'intervention d'une institution » comme la Haute Autorité la méthode employée pour exprimer des critiques. Il note qu'aucune mention n'est faite par les « neuf sages » des dispositions déjà prises par les pouvoirs publics « pour remédier à divers défauts que vous signalez ». Il cite l'amélioration des procédures budgétaires, « la réduction des dépenses de fonctionnement imposées pour les exercices 1983 et 1984 », la redéploiement du personnel, l'identification des crédits affectés à la création, mesure dont M. Fillioud a fait état mercredi soir, au journal de 20 h, sur TF 1. « Certes, l'effort doit être poursuivi et amplifié », ajoute le secrétaire d'Etat mais « la sensibilisation des personnels est également indispensable à la réussite collec-

tive. Il ne faudrait pas que des accusations trop brutales qui pourraient être ressenties comme injustes, brisent l'élan et catalysent des mécontentements de minorités décidées à s'opposer à tout changement ».

« Ce danger, précise-t-il, risque d'être aggravé par le développement d'une polémique provoquée et entretenue par divers intérêts opposés au service public. Intervenant à ce moment, une telle campagne pourrait entraîner des suites catastrophiques (allusion aux procédures budgétaires engagées). Dans ce débat difficile, en raison de la durée du temps et de la rigueur qu'elle impose, la reprise des critiques si souvent entendues sur « la mauvaise gestion et les effets pervers » ne peut manquer de donner des arguments de refus à mes interlocuteurs ».

En ce qui concerne la suggestion de financement pluriannuel des chaînes, avec un contrôle de gestion exercé par la Haute Autorité comme l'écrivait M^{me} Cotta, M. Fillioud répond catégoriquement : « Selon les règles de nos institutions, un organe tel que le vôtre ne peut exercer le contrôle de la gestion de fonds publics, l'exécutif étant seul responsable devant le Parlement ». Les attributions de la Haute Autorité « ne sont pas celles d'un tuteur ».



Haroun Tazieff raconte "sa terre" tous les vendredis à 21 h 30 sur TF1 du 13 avril au 25 mai.

Collection Quadriga puf

Les livres de Puf questionnent le monde.

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 3 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Feuilletton : l'Homme de Suez. Scénario de J. Robert et P. Gaspard-Huit, réal. C. Jaque. Avec G. Marchand, H. Franck, R. Palacios. La grande aventure du canal de Suez et de son héros. L'expédition de Lesseps. Une épopée romantique - énorme coproduction avec l'Allemagne fédérale - tournée en Égypte, en Tunisie, en Espagne et au Portugal.
- 21 h 15 L'Enjeu. Magazine économique et social de F. de Closets, E. de La Taille et A. Weiller. Au sommaire : La puce à l'oreille, ou : la monnaie électronique remplacera-t-elle les chèques ? ; L'heure de la succession : quand un chef d'entreprise part à la retraite, etc.
- 22 h 15 Cinéma (quatre étoiles à la une) : le CONQUÉRANT. Film polonais de K. Zanussi (1980), avec T. Bradecki, Z. Mrozowska, M. Zajackowska, C. Morawski, W. Pyrkosz (v.o. sous-titrée). Hanté par le souvenir de son père mort en montagne, un jeune homme se fixe dans la vie une conduite morale rigoureuse, refuse les trafics d'influence et la corruption, se heurte à une incompréhension quasi générale. Zanussi vise ainsi la décadence de la civilisation occidentale. Mystique et calcul des probabilités, science qui mène à la conscience, mise en scène émotionnelle pour des idées abstraites.
- 0 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Série : La Saga du Parrain. D'après M. Puzo ; réal. F. Ford Coppola. L'ancien commis contre le Parrain donne lieu à une série de vengeance de la population de Corbin, en série d'actes dans une lutte difficile contre le clan rival. Un grand film multigénérationnel.
- 21 h 15 Magazine : Résistances. Le magazine des droits de l'homme présenté par Bernard Langlois. Au sommaire : Pacifistes de tous les pays, les pacifistes de l'Est, la résistance de la population de Corbin, en série, à l'implantation des fusées américaines. Avec Mgr G. de la Motte, évêque d'Evreux. M. Aida Joss, directeur du CIRPES (Centre de recherches pour la paix), la chanteuse Colette Magny, les dessinateurs Cabu et Plantu.
- 22 h 40 Histoires courtes. Elle s'appelle Alta, de S. de Mareuil ; Morfocipris, de J.-C. Villard ; Ville brune, de B. Dumas.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma : Verdieu. Film français d'A. Cayatte (1974), avec S. Loren, J. Gabin, H. Garcin, J. Berthou, M. Albertini, G. Casadesu, M. Catala (Rediffusion).
- A Lyon, la veuve d'un truand enlève la femme, malade, du président de la cour d'assises, pour obliger celui-ci à faire acquiescer son fils, accusé de viol suivi de meurtre. Un mélodrame sur les failles du système judiciaire français. La démonstration n'est pas convaincante, mais ceux qui aiment les numéros d'acteurs seront bien servis, avec l'affrontement Sophia Loren-Jean Gabin.
- 22 h 15 Journal.
- 22 h 35 Prélude à la nuit. La Symphonie « Pastorale », de Beethoven, transcription pour piano de Liszt, interprète par Cyprien Katsaris.

FR 3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Histoire de France en BD.
- 17 h 11 A l'enseigne de la Gasconnette. (Tauromachie dans le Sud-Ouest).
- 17 h 22 Chok et Cher (1^{re} partie).
- 17 h 20 Les lanceurs de drapeau de San-Gemini.
- 18 h 8 Feuilletton : Dymestie.
- 18 h 54 Atout Pic.
- 18 h Informations.
- 19 h 35 Gustave Eiffel.
- 19 h 50 Gil et Julie.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Norman répertorié dramatique : Le Retour de la grande duchesse, de B. de Costa. Avec M. Robinson, P. Puyman.
- 22 h 30 Nuits magiques : série de création radio-phonique.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (donné le 30 janvier 1984 au Théâtre de la Ville à Paris) : Michaels-Gruss, de Stockholm, concert de chambre de Guarnieri ; Aarvick, de Xenakis ; Scenic Railway, de Rostropovitch ; Olympe exotique, de Messiaen, par l'ensemble intercontinental, dir. J.-C. Penzance.
- 22 h 34 Les soirées de France-Musique : feuilleton Hugues Guénod ; à 23 h 7, Musique : œuvres de Berlioz, Rossini, Ravel, Verdi, Mozart.

Vendredi 4 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Le rendez-vous d'Annik.
- 13 h 30 Atout cœur.
- 13 h 30 Journal.
- 14 h 55 Série : Le créole d'amour.
- 14 h 55 Tenir les livres.
- 17 h Destination... France à la Haute-Garonne.
- 17 h 25 Le village dans les nuages.
- 17 h 45 Série : Les secrets de la mer Rouge.
- 18 h 10 Dix idées pour l'orientation.
- 18 h 15 Presse-citron.
- 18 h 25 Microclimat.
- 18 h 50 Jour J.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Les petits drôles.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Cinéma : Carnaval. Hanté en couleur nous dit-on ! Avec Carlos, Gérard Jugnot, Karen Cheryl, Yvette Horner.
- 21 h 50 Haroun Tazieff raconte « sa » terre. Les déserts arides et les déserts de glace. Autour des répartitions des zones désertiques, des déserts chauds et froids : des immensités brûlantes (le Sahara) aux gigantesques générateurs d'icebergs. L'explication des climats par l'illustration vulcanologique.
- 22 h 45 Branches musicales : La famille éléphant. Touré Kunda, de R. Kolpa Kaboul, réal. G. Saguez. Le retour au pays natal d'un des meilleurs groupes de musique africains installés depuis quelques années à Paris. Les trajets en camion dans la poussière de la brousse, le triomphe à Dakar devant 20 000 personnes. Magie des rythmes et des sons.
- 23 h 30 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPIE.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
- 13 h 35 Feuilletton La vie des autres.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie.
- L'actualité : après la sidérurgie, les banques ?
- 14 h 55 Série Vegas.
- 15 h 45 Reprise : Lire c'est vivre.
- « Voyage dans les ténèbres », de J. Rhy (diff. le 17 avril).
- 16 h 40 Télécinéma. Manuel, Anna, Boudi et les autres...
- 17 h 45 Cinéma A 2. Histoire comme ça ; Lulu et Lili ; Les maîtres de l'univers...
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bourard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : La bavarre. D'après J.-F. Cocteau, adapt. O. Barski, réal. N. Ribowski. Dernier épisode. Laugel, parti à la recherche des assassins de son ex-femme et de son fils, continue de mener son enquête personnelle où les cadavres s'accumulent.
- 21 h 40 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Spécial Claude Lévi-Strauss. Consacré au grand ethnologue professeur au Collège de France, auteur de « La Pensée sauvage », de « L'Anthropologie structurale »...
- 22 h 50 Journal.
- 23 h Ciné-club : (cycle Howard Hawks) Seuls les anges ont des ailes. Film américain de H. Hawks (1939), avec C. Grant, J. Arthur, R. Barthelemy, R. Hayworth, T. Mitchell (v.o. sous-titrée). Une girl de music-hall se trouve mêlée à la vie des pilotes d'une petite compagnie aéroportuaire d'Amérique du Sud, aventuriers et idéalistes pratiquant un métier dangereux. L'un des grands films d'avion, sinon le plus grand, de Howard Hawks, où des hommes d'action, même s'ils se laissent troubler par la passion, incarnent la grandeur de l'exploit, de l'honneur.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 30 D'accord, pas d'accord.
- 20 h 35 Vendredi : la Brigade des stupéfiants. Magazine d'information d'A. Campana.

- R. Michel et M. Parbot ont filmé un groupe d'inspecteurs de la brigade des stupés, en train de travailler dans Paris ; un document sans commentaires, pour connaître les réalités de la drogue aujourd'hui. Live ci-contre.
- 21 h 35 Maccadam : Maccadam au paradis. Téliquin de E. Roda-Gil et P. Daniel. Avec P. Coutin, E. Kest, Mado la France, P. Panseron. Une boîte de nuit à Lyon. Un de ces lieux où se retrouvent la nuit toutes sortes de gens, de l'expert-comptable au punk en passant par les branchés... On retrouve une jeune fille dragolée. L'enquête commence...
- 22 h 30 Journal.
- 22 h 30 Prélude à la nuit. Sonate n° 1, de Saint-Saëns, par R. Benedetti et N. Wayer.

FR 3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Histoire de France en BD.
- 17 h 11 Ozone Jazz.
- 17 h 23 Des bateaux sous la mer. (Naufrage du Nautilus).
- 17 h 35 Thelasma.
- 18 h Magazine du rock : Rocking chair.
- 18 h 30 Le monde des médecines différentes.
- 18 h 54 Atout Pic.
- 19 h Informations.
- 19 h 35 Le piège (parachutisme et chute libre).
- 19 h 50 Gil et Julie.

FRANCE-CULTURE

- 7 h Mathématiques : nouveautés musicales ; la lettre de famille ; la naissance du jour.
- 8 h Les chemins de la connaissance : la marche à l'étoile ; à 8 h 33, le royaume sacré de Lévi.
- 8 h 50 Échec au hasard.
- 9 h 5 Mathématiques du temps présent : société et économie.
- 10 h 30 Le texte et la marge.
- 10 h 50 Mémère : Georges (Aboulay et Ely, opéra national de Georges, de Z. F. Palashvili, par le grand chœur et l'orchestre symphonique de la radio de l'URSS, et à 14 h 50).
- 12 h 5 Agora, avec P.-M. Sigaud.
- 12 h 45 Panorama, le travail et l'économie.
- 13 h 50 On commence... « Enfance », de N. Sarantis ; « Avant-concert ».
- 14 h 10 Un livre des voix : « la Maison près du marais », de Robert Lieberman.
- 16 h 3 Communautés des radios publiques de langue française. La pelletterie en Amérique du Nord.
- 16 h 30 Les rencontres de Robinson.
- 18 h 30 Feuilletton : La vie entre les lignes.
- 19 h 30 Les grandes arènes de la science moderne : les naines rouges et Cygnus X 3.
- 20 h Histoire actualité.
- 20 h 30 Jacques Sternberg, une œuvre, une vie, avec M. Lonsdale, A. Desbois, E. Ker...
- 21 h 50 Musique : Georges (Heracles Djavadary ; Visitation Chablain).
- 22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 7 h 10 Actualité du disque.
- 9 h 5 Transcontinentales. Europa 1951 : œuvres de Schönberg, Mozart, Poulenc, Honegger...
- 12 h 5 Concert : œuvres de Webern, Liszt, R. Strauss par l'Orchestre national de France.
- 13 h 32 Les chants de la terre.
- 14 h 2 Répères contemporains : Frédéric Rzewski, Szemz.
- 14 h 30 Les enfants d'Orphée.
- 15 h L'opéra-alle des médailles ; Stravinsky à travers ses écrits.
- 18 h 5 L'Impératrice.
- 19 h Le temps de jazz : le clavier bien tempéré ; Inter-mède ; Feuilletton « Tout Duke ».
- 20 h Avant-concert.
- 20 h 20 Concert (Émis de Stuttgart) : Symphonie concertante pour flûte, hautbois, clarinette, cor, basson et orchestre en si bémol majeur, de Lindpaintner ; Concerto pour cor et orchestre n° 1 en mi bémol majeur, de Strauss ; Idoménée, air du troisième acte de Carl Gustav, roado de Floiditig, de Mozart ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en si bémol mineur, de Tchaikovsky par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Jiri Starek, sol. E. Mueller, D. Jones, K. T. Adler, D. Ulrich, E. Sabow.
- 22 h 34 Les soirées de France-Musique : feuilleton Hugues Guénod ; à 23 h 10 Les musiques dans la musique.

OFFRES D'EMPLOI

Assistant du Président

BANQUE

vision holding

AGENT CRÉDIT RECOUVREMENT

COMPTABLE

INFORMATICIEN

CHEF DE GROUPE

REPRODUCTION INTERDITE

	Le 1er	Le 2e	T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44	
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65	
IMMOBILIER	56,00	66,42	
AUTOMOBILES	56,00	66,42	
AGENDA	56,00	66,42	
PROP. COMM. CAPITALUX	164,00	194,50	

ANNONCES CLASSEES

	Le 1er	Le 2e	T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74	
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,50	
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70	
IMMOBILIER	36,00	42,70	
AUTOMOBILES	36,00	42,70	
AGENDA	36,00	42,70	

OFFRES D'EMPLOIS

PILULE GROUPE ALLEMAND
recherche

l'Assistant du Président

En charge des dossiers administratifs, financiers, législatifs.

Profil :

- Environ 30 ans.
- Diplôme : Ecole Supérieure de commerce plus DECS.
- Connaissance de l'allemand.
- Expérience cinq ans environ de l'audit ou du contrôle de gestion groupe industriel international (préférence chimie ou pharmacie).

Ce poste convient à un candidat dynamique et entreprenant.

Il est situé à 50 km de Paris (Sud).

Ecrire avec photo et présentations sous réf. 75144 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex

BANQUE
division holding

Nous recherchons un CADRE confirmé (VII, VIII) pour lui confier le pilotage, à partir du Siège Parisien, d'activités et d'implantations du Groupe en zone anglophone et germanophone.

Véritablement trilingue, ayant acquis une solide maîtrise des opérations financières sur l'étranger, apte au dialogue, très mobile, le titulaire de ce poste pourra se voir confier à moyen terme des responsabilités élevées dans une importante Filiale Etrangère.

Adressez C.V. détaillé sous réf. 3044/MI à Monsieur ALEXANDRE 40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS

AGENT CRÉDIT RECOUVREMENT

Responsable des actions en recouvrement et du suivi des dossiers clients.

Le titulaire, sera également appelé à effectuer certaines découvertes et à gérer le risque y afférent.

Une formation adaptée, complétée par une expérience de crédit client, permettra au candidat de devenir rapidement opérationnel dans un service utilisant l'informatique.

L'anglais parlé serait un atout.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à :
ARMSTRONG WORLD INDUSTRIES
Direction du Personnel
8, rue Louis Lejeune
92128 MONTROUGE CEDEX

Le Groupe VOLVO
créé en France sa Filiale
eVOLVO BM - Matériel de Travaux Publics et recherche

UN COMPTABLE

de niveau DUT ou BTS qui ait de plus une expérience en informatique décentralisée en tant que responsable d'exploitation.

Le candidat choisi devra être doté d'un excellent sens de l'organisation ainsi que d'esprit d'initiative.

La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Nous vous remercions de bien vouloir envoyer votre manuscrite, C.V., présentations et photo à :
VOLVO FRANCE S.A.
Direction du Personnel
49, Avenue d'Iéna - 75116 PARIS

L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
recrute

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

débutant ou avec quelques années d'expérience

- Une formation assurée.
- Un environnement de chercheurs.
- Des applications concernant le calcul scientifique et les bases de données (actuelles et documentaires).

Le poste, à pourvoir au Centre de traitement de l'information scientifique à Jouy-en-Josas (78), est destiné à un ingénieur impérativement diplômé d'une Grande Ecole ou titulaire d'une thèse de 3^e cycle universitaire. Il travaillera au sein de l'équipe servant l'ordinateur central (DPS) sous MULTICS ; maintenance des logiciels de base, mise en place de nouveaux logiciels, assistance aux utilisateurs, optimisation du système, télétransmission (150 écrans).

Merci d'envoyer votre manuscrite, C.V. et présentations à :
M. LEROUX INRA-CNRS C.T.I.S. Domaine de Vilvert, 78350 Jouy-en-Josas, avant le 15 mai 1984.

UNIVERSAL SECRETARIAT
recrute urgi pour poste stable

CHEF DE GROUPE
pour Direction du Personnel

- Bonnes connaissances de la législation du travail et de la paie informatique.
- Anglaise demandée.
- Exp. similaire de 3 ans.

Tél. pour R.V. : 285-41-41 + 4, rue de l'Arche, Paris-8^e.
M. Madeline STT.

OFFRES D'EMPLOIS

PUTEAUX 92 150.000 +

ASSISTANT A LA D.A.F. HF
bilingue anglais

- Notre société de réputation internationale est la filiale française du deuxième groupe publicitaire mondial.
- Pour faire face à la diversification et au développement de nos activités, nous recherchons un cadre de haut niveau, déjà expérimenté, de formation SUP de CO, HEC option finance-comptabilité ou similaire.
- Rattaché à notre directeur administratif et financier, ce collaborateur doit être avant tout un homme de terrain et de communication.
- Le contrôle de gestion, la fiscalité, les problèmes juridiques (droit des affaires), l'administration, la gestion du personnel, sont quelques unes des tâches de sa fonction.

Si vous correspondez à ce profil, adressez votre dossier complet + photo sous référence 507 à notre conseil chargé de la sélection.

ZENITH CONSULTANTS
37, av. Anatole France 94220 CHARENTON
Discrétion et réponse assurées.

ZENITH CONSULTANTS

Filiale d'un des leaders Mondiaux de l'Industrie Cosmétique
recherche pour son Laboratoire de Dermatologie

PHARMACIEN

d'industrie ayant formation complémentaire en Législation pharmaceutique.

Le collaborateur aura pour mission la constitution de dossiers scientifiques et techniques en vue de l'obtention d'AMM.

Une expérience dans ce domaine, de 3 ans au minimum, est nécessaire.

Outre les compétences techniques, le candidat devra posséder de réelles aptitudes relationnelles.

Lieu de travail : Paris-Saint-Denis Sud

Envoyer C.V. et photo sous réf. 046.432 M
REGIE-PRESSE, 7, rue de Montesson, 75007 PARIS.

secrétaires secrétaires

Secrétaire de direction
trilingue anglais-allemand

Le Directeur Général d'un important organisme public dont le siège est situé à PARIS recherche sa secrétaire trilingue anglais-allemand.

Votre BTS de secrétariat trilingue (ou une formation équivalente) renforcé par une solide expérience vous ont déjà permis d'acquiescer une très grande maîtrise du secrétariat de direction.

Une excellente présentation, la discrétion ainsi qu'une très grande disponibilité constituent des qualités essentielles pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser votre manuscrite, C.V. et présentations en précisant sur l'enveloppe la référence 2851/M à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Contesse arrive à Strasbourg!

Contesse Publicité
LES COMMUNICATIONS DU RECRUTEMENT

5, place du Corbeau
Tél. (88) 36.80.50

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
SAINT-EUSTACHE
CHASSE PROVENÇALE
« comme une maison particulière », entre 2 cours fleuries, apt de caractère, gd b. avec cheminée, poutres apparentes + 2 chbres, baign. luxu, cuis. équipée. Calme, 105 m², habitation immédiatement, sans travaux. S'ENG. KATSER. 329-80-60.

3^e arrdt
MARAI BONDEVILLE
GRAND 3 P + park. 11. Sur. 294-11-30. Soir. 277-83-32.

4^e arrdt
LOUVRE IMM. XVII^e
A rénover, 87 et 82 m², poss. duplex, sec. 272-40-18.

5^e arrdt
NEUF
IMMEUBLE TRÈS GRAND LUXE
RESTE 9 APPARTEMENTS de 2, 3 et 4 P.CES et un DUPLEX-TERRASSE

Livraison immédiate

JARDIN PLANTES
1 et 2, RUE POLIVEAU
à partir de 16.000 F le m².
Frais et taxes.

APPELÉMENT TISSON
Tous les jours 14 h à 19 h.
Sauf mercredi et dimanche.
A.W.I. Tél. : 287-37-37.

6^e arrdt
LUXEMBOURG, 80 m²
2/3 P. R. de C. tout confort, plein sud, dégagé sur verdure. GARDI, 567-22-88.

7^e arrdt
SCOLE MILITAIRE
Boulevard, 18 m², 1.100.000 F. DORREY, 624-83-33.

13^e arrdt
CORVISART, mais. constr. 81, 180 m² LIVING + 6 CHAMBRES, 2.200.000 F. 646-28-86.

GOBELINS, 3^e ét., sec. soléil, studio rénové tout confort, 230.000 F. Tél. 589-49-34.

Bouton-sur-Cailles
Part. vd studio, 18 m², équipé, vitres les 2 et 3 mai 1984. Téléphone : 860-54-78.

PORT-ROYAL
Studio 33 m², 110.000 F. PRESTATIONS QUALITÉ M² Paris possible. 381-88-46.

15^e arrdt
CECOGI construit :
329, RUE LECOURBE
IMMEUBLE GRAND STANDING

2 ET 3 PIÈCES
- 2 P. à partir de 709.400 F.
- 3 P. à partir de 848.500 F.
LIVRAISON IMMÉDIATE
BUREAU de vente ouvert :
Mercredi au vendredi, de 14 à 19 heures.
Samedi 10 h 30 à 13 h 30.
Téléphone : 875-62-78.

LOFT INDÉPENDANT
à construire (140 m² hab.) + jardin 50 m², prix 800.000 F. sur place jeudi et vendredi, 12 h à 17 h.
28, rue de l'Abbé-Grault.

DEMANDES D'EMPLOIS
FEMME DE CHAMBRE ou CUISINIÈRE ORIENTALE, avec expérience. 575-56-76.

travail à domicile
Tous travaux rédaction, dactylo, sur dipl. d'études supérieures. Tél. 887-71-88.

16^e arrdt
AUTEUIL
dans immeuble pierre de taille, propriétaire vend 2, 3, 4 p. et possibilité de duplex, occupé. R.C.I., 758-12-21.

17^e arrdt
TERRASSE 200 m²
280 m², pmo. T. 703-32-44.

M² LA FOURCHE
BEL IMMEUBLE RAVALÉ
3 P. 389.000 F.
ENTRÉE RÉF. 286-11-33.

M² PEREIRE
Imm. rénové, 110 m², park, 11.000 F. 3 chbres, cuis., 2 baign., 125 m², sur jard., calme, soléil, téléphoner, matin, 544-21-97.

BATIGNOLLES
PROGRAMME NEUF DE QUALITÉ 23 appts avec parking, livraison 11/18, sur place tous les jours, 14/18 h y compris dimanche. Tél. 228-26-50, 87, place Dr-Félix-Lobegot.

ÉTOILE, 3 P.CES
110 m², standing, 990.000 F. IMMO MARCADET, 282-01-82.

18^e arrdt
CECOGI construit :
Résidence « MAIRIE du 18^e »
53, RUE DU SIMPLON
STUDIO, 2, 3 P, PARK.
- Studio à partir : 322.500 F.
- 2 P. à partir : 447.800 F.
- 3 P. à partir : 590.500 F.
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3 P. PRÉT CONVENTIONNELLE à 683.500 F.
BUREAU de vente ouvert :
mardi, jeudi et samedi de 14 heures à 18 heures, ou tél. 578-62-78.

JULES-JOFFRIN
Imm. p. de 1, 3 p., entr., cuis., w.c., dche, pl. Sud, exposé, 308.000 F. IMMO MARCADET Téléphone : 282-01-82.

92
Hauts-de-Seine

BOULOGNE, 7 P, 126 m²
4^e et 5^e ét. possibilité division en 3 appartements. 618.000 F. Tél. : 735-07-87.

93
Seine-Saint-Denis

Part. de la Villette, métro direct Opéra, 3 pièces, cuisine équipée, salle de bain, w.c., chauffage central, terrasse, soléil, cave. Partes charges. 280.000 F. Ap. 18 h 846-34-71.

94
Val-de-Marne

SAINT-MANDÉ
Appartement 140 m², soléil, rénové 52 m², 3 chambres. Téléphone : 373-05-81.

GENTILLY
M² PORTE-D'ITALIE
2, 3, 4, 5 pièces
BOUTON SUR CAILLES
PRÊTS CONVENTIONNÉS
taux préférentiels
LIBRIÈRE DE PARIS
45, avenue Jean-Jaures
CHIFFONNIER IMMÉDIATE
Bureau de vente sur place
tous les jours, vendredi de 14 à 19 h, week-end de 11 à 19 h et de 14 à 19 h.
Tél. 848-07-73 - 385-03-33.

MAISON-ALFORT
part. vd beau F.4 sur jardin 84 m², cuis. équipée cave pmo. sol. Prix 630.000 F. Tél. 356-61-43, apr. 18 h.

Province

SAINT-RAPHAEL
direct s/ part et s/ mer, 80 m² + 80 m² terr. + bas, chauffage central, possibilité d'agrandissement (2 pièces). S'agit de très agréable. Prix 200.000 F. à débattre. Scr. s/ m² 6.817 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES. 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

appartements achats

GROUPE DORESSAY
RECH. POUR AMBASSADE
HOTEL PARTICULIER.
APPELÉMENTS de 5 à 8 p., PIED-A-TERRER.
Téléphone : 624-93-33.

AGENCE DE L'ÉTOILE
DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
recherche pour client sérieux 80 à 200 m², 16^e, 17^e, 8^e, 7^e, 9^e INTERESSANT
380-26-08

JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15^e, 565-00-75
rech. pour client sérieux
APPT 200 m², 15^e-20^e arrond.

locations non meublées offres

Paris
Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER
Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles.
OFFICES DES LOCATAIRES
Téléphone : 296-58-46.

locations non meublées demandes

Paris
POUR CADRES SUPÉRIEURS ET PERSONNEL IMPORTANT
STE EUROPEENNE, mondiale ment connue, rech. APPTS MOYEN ET HAUT STANDING et VILLAS. Tél. 804-01-34.

Région parisienne
Pour sociétés supérieures, cadres, villes, pavillons pour cadres. 889-98-46 - 825-87-02.

locations meublées demandes

Paris
SERVICE AMBASSADE pour cadres mis à Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par l'Etat ou Ambassade. 285-11-08.

échanges
Luberon 84, belle villa provenç., 5 pos., avec piscine, 110 m², pmo, contre 2 Paris, 6^e-7^e ou banlieue. S.O. Tél. 1901-71-82-82.

hôtels particuliers
14^e CHARMES CAMPETRE
MAISON 7 P., beau jardin
2.450.000 F.
DORESSAY, 824-93-33.

villas
FACE BOIS, 5^e METRO
CHATEAU DE VINCENNES
Belle villa bien décorée
residence-château + 2 niveaux
gd séjour, s. à manger, cuis., 7 chbres, 3 bns, 1 salle, garage
en jardin. Tél. 873-57-90.

CANNES, vue mer, Mérouze
villa style Louisiane, refait n^o, liv. 78 m² + 4 chbres + 2 s. de bain + studio garden. Jard. 2.500 m² + parc 3.750.000 F. H.B. (11 878-27-04).

82 REGION LAC DU DERN
maison 5 pos., 150 m² ch. dépend., jard. 350.000 F. Téléphone : 286-00-88.

APPT (VAUCLUSE)
Belle maison p. de l. av. avec gd jardin, source, arros. propriétaire vd directement 1.000.000 F.
Ecrire sous le n^o T 046.432 M
REGIE-PRESSE
86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

maisons de campagne
A VENDRE A
DESCARTES
Lindre-et-Lorel, maison 3 pos., cuis., cave, garage, jardin, chauffage central, possibilité d'agrandissement (2 pièces). S'agit de très agréable. Prix 200.000 F. à débattre. Scr. s/ m² 6.817 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES. 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

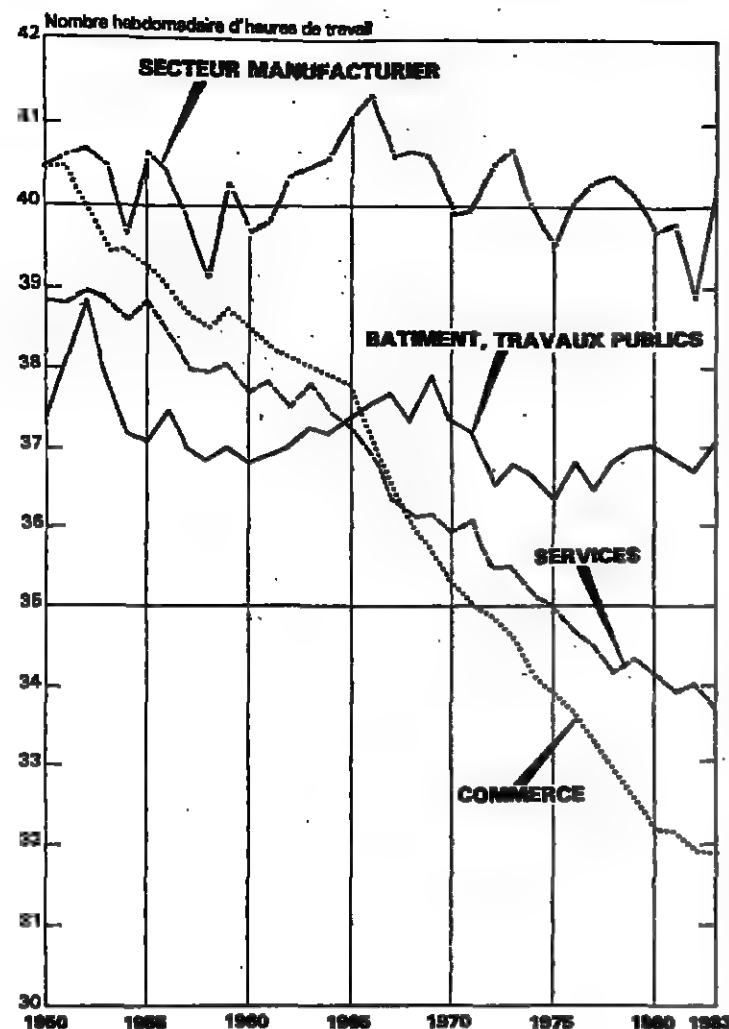
A COMPTER DU 2 MAI 1984

LES ANNONCES CLASSEES

Le Monde

seront reçues par téléphone de 9 h à 18 h
du lundi au vendredi
au 555-91-82.

En trente ans, la durée du travail a diminué de huit heures par semaine dans le commerce aux États-Unis



Le nombre des sans-emploi s'est stabilisé en mars aux États-Unis, après sa très nette réduction en 1983 et au début de 1984. Le taux de chômage avait atteint le record historique de 10,7 % en décembre 1982, ce qui représentait un total de 11,9 millions de personnes. Ce taux était ramené à 8,2 % un an plus tard.

Ainsi, de décembre 1982 à décembre 1983, le nombre d'emplois salariés, dans les secteurs non agricoles, a augmenté aux États-Unis de près de trois millions d'unités, pour arriver à un total de 91,6 millions de personnes. Cependant, à ne considérer que cette période, on se tromperait sur l'évolution profonde du marché du travail en Amérique du Nord.

On constate en effet que le secteur manufacturier a connu en un an une augmentation aussi forte (+ 1,1 million de personnes) que celui des services (hors commerce). En réalité, l'industrie, qui avait perdu beaucoup d'emplois les trois années précédentes (3 millions entre juin 1979 et décembre 1982), retrouve très exactement la situation de 1970. Il n'en va pas de même pour les services qui, en treize ans, voient leur nombre de salariés passer de 20,3 millions à 31,7 millions, celui du commerce augmentant lui aussi, de 1970 à 1983, de 5,7 millions de personnes. Autrement dit, si la population active totale a augmenté de plus de 17 millions de personnes depuis 1970, cela est dû uniquement au secteur tertiaire.

On peut y voir le résultat d'une évolution normale, dont le plus grand pays industrialisé a donné l'exemple, le nombre des services progressant en même temps que progresse le niveau de vie. Ainsi, aux États-Unis, le secteur tertiaire entre pour 65 % dans la formation du PNB (produit national brut) et le secondaire seulement pour 30 %.

Mais cela ne suffit pas à rendre compte de la situation. Il s'est produit un phénomène que ne connaît aucun autre grand pays industrialisé et qui a trait à la durée du travail. Loin d'être uniformément répartie, comme c'est le cas en France, elle connaît de fortes disparités d'un secteur à l'autre. Fin 1983, la durée

hebdomadaire du travail était de quarante heures et demie dans le secteur manufacturier, de trente-trois heures dans les services et de trente-deux heures dans le commerce. Sur plus de trente ans, de 1950 à 1983, la durée du travail est restée en moyenne pratiquement égale dans l'industrie, alors qu'elle a diminué de huit heures par semaine dans le commerce et de six heures dans les services.

Dans une étude publiée dans le numéro d'avril de la revue *Observations et diagnostics économiques* de l'Observatoire français de conjonctures économiques (OFCE), la liaison est établie entre la diminution du chômage et l'abaissement de la durée hebdomadaire du travail.

Plusieurs phénomènes ont concouru à ce résultat. Bien souvent, on a démultiplié les postes de travail tout en allongeant le temps pendant lequel les magasins sont ouverts — certains le restant vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Dans les bureaux, de plus en plus nombreux sont les postes partagés par deux personnes, des femmes surtout, en raison du trop petit nombre de crèches. Nombreuses aussi sont les fonctions artificiellement maintenues, comme, par exemple, celle de litière. Il en résulte une dévalorisation du travail due principalement à la faiblesse des rémunérations en général (une botte de l'air n'est pas mieux payée qu'une femme de ménage), à la multiplication des postes à temps partiel (depuis juin 1979, si le nombre d'emplois a augmenté de 1,9 %, celui des heures travaillées n'a progressé que de 0,6 %), et au nombre de fonctions sans grand intérêt. Ces causes expliquent en partie la stabilisation du taux de participation des femmes qui a fortement contribué à la réduction du chômage en 1983.

Le travail manuel se trouve, par comparaison, révalorisé, ce qui se constate d'après les rémunérations. Les gains moyens hebdomadaires étaient, en 1983, de 369 dollars dans le secteur manufacturier et de 213 dollars dans le commerce.

FRANÇOIS SIMON.

L'ÉLARGISSEMENT DU MARCHÉ COMMUN

La CEE contrôlera pendant dix ans les exportations de vin espagnol

De notre correspondant

Bruxelles, Communautés européennes. — Pendant les dix ans qui suivront l'adhésion de l'Espagne à la CEE, la production vinicole de ce pays et ses exportations vers les Dix devront faire l'objet d'un contrôle strict. Tel est l'essentiel de la position qu'a adoptée, le 2 mai, la Commission européenne pour organiser le futur marché communautaire des vins.

Ainsi, Bruxelles ne retient pas la formule avancée par la France consistant à fixer des quotas de production par pays, solution qui avait soulevé l'opposition de l'Italie.

Malgré une superficie de 1,7 million d'hectares — soit 65 % des terres consacrées à la viticulture dans la communauté à Dix, — le vignoble ibérique donne une production relativement modeste. Bruxelles estime que la « dynamique de l'adhésion » (prix communautaires élevés, débouchés nouveaux) risque de provoquer « l'explosion » des rendements en Espagne (30 hectolitres par hectare en moyenne actuellement), alors que le marché dans ce pays se caractérise déjà par une situation excédentaire. Sur une production de 37,6 millions d'hectolitres en 1983, 11 millions ont été distillés ou retirés des circuits de commercialisation.

Afin d'éviter un accroissement spectaculaire de la production, la commission souhaite limiter à 50 % des arrachages le droit de replantation, cette réduction des surfaces plantées en vignes devant s'accompagner de compensations financières. Bruxelles considère cette mesure comme opportune, étant donné qu'une large partie du vignoble espagnol est « potentiellement restructurable » (le quart a plus de quarante-cinq ans).

La viticulture espagnole se distingue également par la structure de sa production. Non seulement elle est composée à 70 % de vins de table, mais la part des vins rouges — l'essentiel de la consommation en Espagne — a diminué au profit de celle des vins blancs.

Cette production de vin blanc est consacrée (à concurrence de 8 à 9 millions d'hectolitres) à des opérations de coupage pour obtenir des vins rouges (de l'ordre de 12 à 13 millions d'hectolitres). Cette pratique est interdite par la réglementation communautaire. Toutefois, la commission, estimant que l'Espagne ne peut modifier rapidement ses méthodes de production sans provoquer de graves difficultés sur son marché, propose aux Dix de consentir à Madrid une période d'adaptation de dix ans. En contrepartie, elle demande d'établir une surveillance rigoureuse sur les exportations espagnoles afin d'empêcher celles des vins coupés et des vins blancs destinés au coupage.

MARCEL SCOTTO.

M. MITTERRAND RECEVRA LES RESPONSABLES VITICOLES DANS UNE HUITAINE DE JOURS

Selon M. Robert Capdeville, président (PS) du conseil régional du Languedoc-Roussillon, le président de la République recevra les responsables viticoles dans une huitaine de jours et se rendra en visite officielle dans cette région au début de 1985. A la sortie d'un entretien de près d'une heure avec le chef de l'État, M. Capdeville a également indiqué qu'il transmettrait bientôt à l'Elysée les résultats des travaux d'un groupe de techniciens de la viticulture de sa région, au sujet notamment des quotas, des appellations d'origine contrôlée, de la chapitalisation et de la distillation des alcools. M. Capdeville a suggéré, au niveau de la CEE, l'idée d'un prix unitaire du vin intra-communautaire aux frontières.

Le chef de l'État, « partisan du retour au calme », a convenu que nous sommes un peuple attachant », a dit M. Capdeville. « Il s'est montré décidé à le défendre bien que ce soit parfois difficile. »

Les problèmes généraux de la région Languedoc-Roussillon ont aussi été évoqués au cours de cet entretien, notamment la situation du bassin charbonnier de Ladrach, près d'Alès, a indiqué M. Capdeville. Il a précisé que, dans le cadre du contrat de plan, un avenant particulier devait être ajouté à l'aide de l'État à la région, qui s'élève à 240 millions de francs par an.

● M. François Lamy quitte *Que Choisir* ? — Directeur délégué à l'Union fédérale des consommateurs (UFCV), et rédacteur en chef de la revue mensuelle de défense des consommateurs *Que Choisir* ?, M. François Lamy a décidé de démissionner. Il sera remplacé par son adjoint, M. Jean-Marie Giard. « J'ai occupé cette fonction huit ans, et j'ai le plaisir de la quitter en gardant la même confiance et le même enthousiasme dans les travaux que nous avons menés et qui seront menés en toute indépendance », a indiqué M. Lamy dans un texte remis à la presse.

magazine littéraire

NUMÉRO DE MAI

Special
MICHEL FOUCAULT

(Publié)
Dans le cadre d'une restructuration de l'assortiment, nous mettons à disposition les droits de fabrication et de vente valables au niveau mondial d'un programme complet de

MACHINES DE MARQUAGE DE ROUTES

Cette offre est d'un intérêt particulier pour les entreprises déjà actives dans le domaine communal et qui disposent d'une organisation de vente internationale.

Les intéressés sont priés de s'adresser au chiffre 41-1575/30 Publicitas, CH-4401 Winterthur.

LE MONITEUR AUTOMOBILE

LE MAGAZINE DES AUTOMOBILISTES

1 JEUDI SUR 2

REFERENDUM DES PROPRIETAIRES: TALBOT HORIZON

Le Moniteur Automobile donne la parole aux propriétaires. Dans chaque numéro, ils donnent leur avis sur leur voiture sans complaisance : consommation, frais d'entretien, fiabilité, etc. sur huit à dix pages.

Qu'est-ce qu'un essai dans le Moniteur Automobile ?

Quand il procède à un essai, le Moniteur Automobile va au fond des choses sur 10 à 14 pages, tout est passé au crible.

BMW 318i - Visa Diesel Austin Maestro LE et HLS.

Dans le n° 3 : 3 essais détaillés : la BMW 318i 4 portes, la plus homogène des petites BMW à 4 portes. La Visa 17 RD : le petit diesel performant vu par Citroën. Les Austin Maestro LE et HLS.

13F chez votre marchand de jouvaux.

Des reportages.

Le Moniteur Automobile c'est aussi toute l'actualité automobile :

— le projet Volvo LCP, ou comment la marque suédoise prépare l'an 2000

— brefs essais : la Saab Turbo 16 soupapes et la Mazda Turbo

— Lancia LC2 : Paul Frère a essayé l'adversaire le plus sérieux des Porsche 958.

Les prix détaillés des voitures neuves et de toutes leurs options.

De la 2 CV à la Rolls, avec pour chacune les caractéristiques essentielles et les prix de leurs options, le Moniteur Automobile est le seul à le faire. Exhaustivement.

SPECIAL SICOB UN SICOB TRES SPECIAL.

14-19 MAI
CNIT - PARIS
LA DEFENSE

Pour tout savoir sur l'informatique et ses applications dans l'entreprise,
1^{re} exposition internationale de mini, micro-informatique.
2^e exposition internationale de progiciels.
Journées grand public : 18 et 19 mai

Nouveau! SICOB INFO :
28 spécialistes pour répondre à vos problèmes spécifiques et orienter au mieux votre visite du Salon

Information: (1) 261.52.42

سلاسل الاموال

SOCIAL

M. Maire ajuste le recentrage

Mutation, new-look, « lifting », changement de peau, nouveau recentrage ? Les formules ne manquent pas pour qualifier le rapport de M. Edmond Maire sur l'adaptation du syndicalisme, dont le conseil national vient d'adopter la démarche (le Monde du 3 mai). Le secrétaire général de la CFDT s'est évertué longuement le 2 mai devant la presse à dédramatiser. Pas un bouleversement, juste une actualisation. « La cause était gagnée, a-t-il affirmé, même si elle méritait d'être exploitée. » Et de fait, on semble avoir frôlé — du moins en apparence — l'unanimité autour de cette démarche, qui pourrait se résumer ainsi : la CFDT s'adapte mais ne change pas.

L'erreur serait sans doute de banaliser ce conseil national, un an avant le prochain congrès, ou au contraire de le surestimer. La centrale de M. Maire ne rompt avec aucun canon de son « dogme » de 1970, qu'il s'agisse de la planification démocratique, de l'autogestion ou de la socialisation, mais elle ne veut plus que ce soit justement un « dogme » ensermant sa démarche dans un carcan. Elle ajuste son discours et c'est la « restructuration » amorcée il y a six ans, au conseil national de janvier 1978 avec le « rapport Moreau », qui se trouve accentuée.

La CFDT pour apparaître encore plus syndicale entend relever le défi des crises du syndicalisme par un surcroît de pragmatisme. La résolution d'actualité balance cependant entre la fidélité et le changement : « face aux difficultés qu'il rencontre, le syndicalisme doit absolument rester fidèle aux valeurs communes du mouvement ouvrier. (...) Le syndicalisme français ne s'est jamais réduit à être un simple groupe de pression des plus

forts. Il doit refuser de le devenir et au contraire donner une cohérence plus grande à son action en agissant pour surmonter les divisions entre salariés ayant un emploi et chômeurs. » La résolution réaffirme l'objectif prioritaire de l'emploi et de la construction de nouvelles solidarités.

La quasi-unanimité qu'a rencontrée M. Maire dans le vote à main levée sur la démarche d'adaptation du syndicalisme ne doit pas masquer les points d'accrochage. Le rapport Maire, on le retrouvait aussi dans la résolution d'actualité. Or celle-ci, avec 89,4 % de suffrages, a recueilli le taux d'adhésion le moins fort de tous les conseils nationaux qui se sont tenus depuis le congrès de 1982 (95 % en janvier 1984, 95,10 % en avril 1983). Des réticences, pour ne pas dire des résistances, sont apparues autour de la remise en question de la définition de « syndicat de gauche » et de l'acceptation du principe de rencontres — « le cas échéant », s'il y a demande sur « un point particulier » à examiner... — avec les partis de droite. Ces réticences risquent de se trouver amplifiées à la « base », les militants étant moins prompts que les dirigeants à accepter cette nouvelle démarche.

Dans l'immédiat cependant, M. Maire semble avoir gagné son pari d'adaptation en douceur. L'humanité reste très mesurée dans son commentaire parlant de « mise en pratique du recentrage... » déjà dénoncé en son temps. Quant à M. Bergeron, il ironise, déclarant sur Radio-Monte-Carlo : « Je voudrais rassurer Edmond Maire. Il s'affole. Les syndicats n'ont pas envie de disparaître. » Mais à quel prix ?

MICHEL NOBLECOURT.

LE « CONTRAT DE CONFIANCE » DES CADRES

Un « manteau d'Arlequin » incomplet pour la CGC

Après s'être accordé un délai de réflexion, la CGC a réagi, le 2 mai, au « contrat de confiance » des cadres présenté récemment au conseil des ministres par M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre (le Monde du 20 avril). Pour la Confédération française de l'encadrement, il n'y a « rien de réellement novateur » dans ce document « incomplet » qui « ressemble fort à une manœuvre électorale qui chercherait à faire oublier les vrais problèmes ». La Confédération « attendait mieux et plus (...) ». Il n'y a pas de définition d'une politique économique, pas de prise en compte de nos propositions

pour le redéploiement industriel, d'amorce de reprise, de plan social face aux avancées technologiques, et encore moins de réhabilitation du concept de hiérarchie des valeurs.

Pour la CGC, le contrat de confiance ressemble à un « manteau d'Arlequin » : il est composé d'éléments divers en provenance de différents projets ou de décisions en cours d'exécution (...). Les vrais problèmes ne sont pas abordés. La centrale se plaint que rien ne soit prévu sur « un pacte national pour l'emploi du personnel d'encadrement » — jugeant « scandaleux » au passage qu'on ne parle que de « cadres », — sur l'entrée de l'encadrement dans les conseils d'administration, sur la co-surveillance, etc.


Passant au peigne fin dix-neuf orientations du contrat de confiance, la CGC juge certaines idées intéressantes, voire parfois novatrices, mais soit leur portée est considérée comme « limitée » ou « sommaire », soit un « passage aux actes » est réclamé, soit elle met en cause les « préalables » à leur bonne application. En conclusion, « la CGC ne peut croire que le gouvernement en restera là, elle préfère considérer que le document qui lui a été transmis par les soins de M. Le Garrec n'est qu'un commencement, c'est-à-dire un premier élément à partir duquel va pouvoir s'ouvrir immédiatement un dialogue constructif ».

magazine littéraire

NUMÉRO DE MAI

Spécial
MICHEL FOUCAULT
La suite
de l'Histoire
de la sexualité

A LIVERPOOL,
LES BEATLES DE L'INFORMATIQUE.



CE MOIS-CI NOS HÉROS
SONT DES GAMINS.

ACTUEL

AFFAIRES

LA RENTE A VIE DE M. PEBEREAU

« Le gouvernement doit se saisir de l'affaire » déclare M. Labarrère

Le versement d'une rente à vie à M. Georges Pébereau, directeur général de la CGE et PDG de la principale filiale du groupe CIT-Alcatel, a été jugé « choquant » par M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement.

Cette affaire, révélée voilà une semaine (le Monde du 26 avril), a fait l'objet de deux questions orales mercredi 2 mai à l'Assemblée nationale : l'une de M. Louis Odru (PC, Seine-Saint-Denis), l'autre de M. Michel Coffineau (PS, Val-de-Marne). M. Labarrère a notamment déclaré : « S'agissant des rémunérations individuelles versées par les groupes bancaires et industriels publics (...), les révélations d'un journal bien connu du mercredi sont en effet choquantes. Voir le président d'une entreprise se faire voter, en toute légalité d'ailleurs, de telles sommes pour une retraite hypothétique est grave, d'autant plus grave que cette entreprise est nationalisée. Le gouvernement n'a cependant pas de pouvoir dans ce domaine précis. Il ne peut empêcher un vote de ce type de rémunération

[par un conseil d'administration] mais il doit se saisir de cette affaire et, sans toucher à l'indépendance de ceux qui prennent la décision, faire qu'elle ne se reproduise pas. Une telle décision en temps de crise, au moment où tant d'hommes et de femmes ne touchent que le SMIC, va à l'encontre de ce que le gouvernement de la France défend. Il est indispensable que, dans la légalité, soit mis fin à ce type de pratiques. Je souhaite que l'élection des représentants du personnel amène à plus de décence des dirigeants de certaines entreprises nationalisées. »

[La divulgation de la « rente » de M. Pébereau a profondément choqué nombre de députés et ministres. La question de M. Coffineau a été posée en plein accord avec MM. Jospin et Joxe. Après les propos de M. Labarrère, qui engageait le gouvernement, M. Pébereau pourra-t-il succéder à l'actuel président de la CGE, M. Jean-Pierre Brunet ? Les élections des représentants des salariés au conseil d'administration auront lieu dans la dernière décennie de mai. Le nouveau conseil qui élira le prochain président devra se tenir vers le 22 juin.]

APRÈS 2,2 MILLIARDS DE DÉFICIT EN 1982

Le groupe Thomson aurait perdu entre 1,2 et 1,3 milliard de francs en 1983

Les comptes consolidés du groupe Thomson pour 1983 devraient faire ressortir une perte comprise entre 1,2 et 1,3 milliard de francs, contre un déficit de 2,2 milliards en 1982.

Pour la maison mère, ex-Thomson-Brandt, devenue Thomson SA à la suite de diverses restructurations, le résultat net au bilan 1983 se solde par une perte de 465 millions de francs contre 73 millions en 1982. Ce déficit est dû aux moins-values nettes sur la cession de certains actifs, notamment Thomson-Jeumont-Cables, aux frais financiers, et aux provisions pour diverses filiales (dont 107 millions de francs pour la seule SODETEG).

Thomson-CSF, principale filiale dont Thomson SA détient désormais un peu plus de 50 % du capital, a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 32 milliards de francs contre 27,2 milliards de francs. Là aussi,

les restructurations et cessions d'activités intervenues l'année dernière rendent les comparaisons difficiles. Toutefois, le résultat net au bilan fait ressortir une perte de 892 millions (contre une perte de 1 933 millions en 1982), qui se décompose comme suit : les activités de la société ont dégagé une perte de 533 millions (contre une perte de 643 millions en 1982) ; les pertes enregistrées dans les comptes de la société mère, au titre de l'activité des filiales (dépréciation des titres de participation, abandon de créances ou subventions) ont été de 359 millions contre 1 290 millions en 1982.

Enfin, la marge brute d'autofinancement dégagée par la société Thomson-CSF s'est établie en 1983, à - 76 millions contre - 1 015 millions en 1982.

LE NOUVEAU TARZAN EST UN FRANÇAIS :
IL S'APPELLE LAMBERT.



CE MOIS-CI NOS HÉROS
SONT DES GAMINS.

ACTUEL

LE MONDE
diplomatique
MAI 1984

LE TIERS-MONDE ET LES BANQUES
LES P.C. OCCIDENTAUX
ET LA GESTION DE LA CRISE

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU « MONDE »
5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Aux États-Unis

Les importations d'automobiles japonaises seront « libérées » en 1985

L'administration Reagan ne demandera pas au Japon de poursuivre, après mars 1985, la réduction volontaire de ses exportations d'automobiles aux États-Unis. M. William Brock, représentant spécial de la Maison Blanche pour le commerce, a affirmé qu'il n'y avait aucune raison pour que l'industrie paye « des primes exceptionnelles à ses dirigeants » et « demande ensuite au gouvernement plus de subventions sous forme de protection ». Estimant que les quotas japonais avaient sans doute donné aux constructeurs américains « un faux sens de sécurité », M. Brock a ajouté : « Mieux vaut maintenant se préparer à la concurrence. »

L'industrie automobile, qui a réalisé des profits records en 1983, a annoncé, le mois dernier, la distribution d'importantes primes à ses cadres et dirigeants en sus de leurs salaires : 181,7 millions de dollars pour 5 807 d'entre eux chez General

Motors et 80,6 millions de dollars pour 6 035 cadres dirigeants de Ford. Les PDG des deux grands groupes avaient été eux aussi largement servis : M. Roger Smith, de GM, avait perçu 865 490 dollars (près de 7 millions de francs) en plus de son salaire de 625 000 dollars, moitié en liquide et moitié en actions ; quant à M. Philip Caldwell, de Ford, il avait perçu une « gratification » de 900 000 dollars, qui s'ajoutait à un salaire de 520 534 dollars.

Voilà pourquoi M. Brock n'estime pas nécessaire de renouveler l'accord par lequel les Japonais avaient accepté de limiter leurs exportations d'automobiles, pour trois ans à compter de mars 1981, à 1,68 million d'unités, accord qui avait été ensuite prolongé jusqu'à mars 1985 (avec un quota de 1,85 million d'automobiles pour la dernière année).

MONNAIES

LÉGER REPLI DU DOLLAR : 8,34 F

En hausse ces derniers jours, le dollar s'est orienté à la baisse jeudi matin 3 mai sur toutes les grandes places financières internationales.

Mouté la veille à son plus haut niveau depuis trois mois à Paris, la devise américaine s'est traitée à 8,34 F contre 8,38175 F mercredi après-midi. A

Francfort, le billet vert a valu 2,7180 DM contre 2,7336 DM. Il s'est enfin échangé à 2,2389 francs suisses à Zurich contre 2,2495 francs suisses.

A la baisse du dollar a correspondu l'habituelle reprise de l'or : 378,50 dollars l'once contre 377,35 dollars.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEIZ MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.-L.	8,3320	8,3340	+ 56	+ 119	+ 175	+ 285	+ 390	+ 538
S. can.	6,4674	6,4685	+ 75	+ 185	+ 145	+ 184	+ 317	+ 425
Yen (100)	3,6778	3,6803	+ 153	+ 219	+ 376	+ 398	+ 1093	+ 1157
DM	3,8670	3,8685	+ 172	+ 181	+ 346	+ 361	+ 990	+ 1042
Fl. w.	2,7231	2,7244	+ 146	+ 156	+ 295	+ 308	+ 847	+ 895
F.R. (100)	15,8533	15,8610	+ 48	+ 117	+ 126	+ 234	+ 377	+ 738
F.S.	3,7230	3,7255	+ 225	+ 291	+ 356	+ 377	+ 847	+ 1042
L.I. (100)	4,9587	4,9614	+ 185	+ 198	+ 378	+ 398	+ 1093	+ 1157
S. 1000	11,6940	11,7026	+ 343	+ 398	+ 643	+ 722	+ 1883	+ 2007

TAUX DES EUROMONNAIES

	10/9/83	10/15/83	10/5/83	11/1/83	11/1/83	11/1/83	11/1/83	11/1/83
S.E.-L.	10 9/16	10 5/8	11	10 3/4	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
DM	5 1/4	5 5/8	5 5/8	5 11/16	5 7/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16
Fl. w.	3 3/8	3 7/8	3 7/8	3 5/8	3 11/16	3 11/16	3 11/16	3 11/16
F.R. (100)	11 7/8	12 1/8	12 1/4	11 7/8	11 1/4	11 7/8	11 3/8	12
S.S.	2 7/8	3 1/8	3 5/16	3 11/16	3 7/16	3 13/16	3 7/8	4 1/4
L.I. (100)	16	16 1/2	16 1/2	15 5/8	15 1/2	15 7/8	16 1/4	16 7/8
S. 1000	5 3/8	5 3/4	5 7/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
R. franc	11 3/4	12 1/4	12 1/4	12 3/4	12	12 1/2	12	12 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

en livraison immédiate



Plus vite,
moins cher!


Vous cherchez
• une 205 GR, SR ou GT!
• un cabriolet SAMBA!

• une 305 ou une 505 tous types!
• une 505 GTI ou turbo!
• une 604 GTI ou GTD!

Tous ces véhicules sont disponibles dans notre stock permanent de 500 voitures neuves

PEUGEOT TALBOT
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21
227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro: Mairie de St-Ouen

CHRISTOPHE S'ENGAGE DANS
LES BRIGADES INTERNATIONALES
AU NICARAGUA.



CE MOIS-CI NOS HÉROS
SONT DES GAMINS.

ACTUEL

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Renaud et Merlin-Gérin dans les affaires.** — Les accords passés entre Renaud et Merlin-Gérin (le Monde du 17 décembre 1983) vont aboutir à la création, le 1^{er} juin, d'une filiale commune, Renaud Automation Merlin-Gérin et C^o au capital de 40 millions de francs réparti à 55 % pour Renaud et à 45 % pour Merlin-Gérin. Avec un chiffre d'affaires de 400 millions de francs, la société occupera 400 personnes.

● **SAE prend le contrôle d'une société de construction australienne.** — La Société australienne d'entreprise, une des premières sociétés françaises de bâtiment et de travaux publics, vient d'être achetée par le gouvernement australien à prendre une participation de 50 % dans la compagnie australienne de construction A.W. Baulderstone Property Ltd. Le gouvernement australien a subordonné son accord à l'engagement de la SAE de faire de Baulderstone sa base d'opérations en Australie et en Asie du Sud-Est. — (AFP.)

● **La section du cadre de vie du Conseil économique et social propose la création d'un « CODEBAT ».** — M. Jacques Daron, rapporteur de la commission du cadre de vie au Conseil économique et social (CES), suggère la création d'un « CODEBAT », calqué sur la formule du CODEVI (dont les fonds collectés sont destinés à l'industrie), qui permettrait d'affecter de 20 à 30 milliards de francs au secteur du bâtiment. Ce rapport sur le bâtiment et la construction, demandé au CES en juillet 1983 par M. Pierre Mauroy sera discuté en assemblée plénière les 9 et 10 mai.

● **Contrat entre ATT et Control Data.** — Control Data fournit des périphériques (des lecteurs de disques) à ATT pour un montant annuel de 450 millions de dollars (3,6 milliards de francs). Cet accord pluriannuel s'inscrit dans la stratégie de développement de l'informatique d'American Telephone and Telegraph. — (AFP.)

● **Les pertes pour la sidérurgie américaine.** — Les principales sociétés sidérurgiques américaines ont perdu 1,92 milliard de dollars (près de 16 milliards de francs) en 1983, selon l'Institut américain du fer et de l'acier. Les pertes en 1982 atteignent 2,75 milliards de dollars. Les chiffres d'affaires de ces sociétés (27,3 milliards de dollars) ont baissé de près de 10 %. Leurs investissements (1,9 milliard de dollars) ont également marqué un recul sur 1982 (2,2 milliards de dollars). — (AFP.)

Étranger

● **RFA.** — Régression de l'excédent commercial. — La balance commerciale ouest-allemande a enregistré un excédent de 4,5 milliards de deutschemarks en mars (13,5 milliards de francs), en légère baisse par rapport à février (4,9 milliards de deutschemarks). Selon l'Office fédéral des statistiques, les exportations ont augmenté de 3 %, totalisant 42,3 milliards, et les importations de 4 %, se situant à 37,8 milliards de deutschemarks. En mars 1983, la balance commerciale ouest-allemande avait enregistré un excédent de 5,5 milliards de deutschemarks. Pour sa part, la balance des comptes courants a enregistré un excédent de 1,9 milliard de deutschemarks en mars 1984, contre 600 millions en février 1984 et 3,4 milliards en mars 1983. — (AFP.)

magazine littéraire

NUMÉRO DE MAI

Spécial

MICHEL FOUCAULT

Un entretien et un cours inédit

(Publié)

En présence de

M. Laurent FABUS

Ministre de l'Industrie et de la Recherche

et de

M. Louis MEXANDEAU

Ministre des P.T.T.

Premières assemblées nationales

des entreprises à technologies avancées

(E.T.A.)

17 MAI 1984

AGORA - EVRY

(Essonne)

Organisées par :

ENTREPRISE ET CITÉ

TECHNOLOGIE et SCIENTIFIQUE

d'Ile-de-France

Pour tout renseignement contacter

M^{me} GUBERT

Cité scientifique - 28, rue A. Péclet

91190 Gif-sur-Yvette. Tél. :

446-26-33.

CONJONCTURE

La nomination de M. Chérèque

(Suite de la première page.)

Son choix — inattendu — ne manque donc pas de panache. La personnalité volatile et rigoureuse, prompt aux incartades mais aussi au « parler vrai », de M. Chérèque était controversée au sein de sa centrale. Secrétaire général de la fédération de la métallurgie en 1971, il était entré à la commission exécutive en juin 1979 au congrès de Brest, celui du recentrage. Secrétaire général adjoint, il avait alors été mal élu. Il devait l'être de nouveau trois ans plus tard à Metz, malgré le travail important qu'il a accompli au sein du secteur international dont il avait la charge.

Ce fidèle de M. Eugène Descaux, un autre métallo, avait des relations parfois difficiles avec M. Maire. Il partageait certes sa démarche — allant parfois plus loin — mais souhaitait une approche plus courtoise et moins intellectuelle. Depuis deux ans, avec l'entrée de M. Kaspar à la commission exécutive, il apparaissait un peu en retrait, absorbé par son activité internationale, et n'aurait pas demandé sa

reconduction au congrès de 1985. Engagé en son temps, en octobre 1974, dans les « assises du socialisme », il n'était pas sur les rangs pour la succession.

M. Chérèque a indéniablement les titres requis pour s'occuper de la diversification en Lorraine. Cet ardent défenseur de la décentralisation est mosellan. Il a passé dix-sept ans aux aciéries de Pompey dont, entré comme OS, il est sorti comme chef de fabrication. « Le Lorrain a un haut fourneau dans la tête », disait-il récemment. M. Chérèque a une Lorraine dans la tête. Ce n'est pas seulement l'homme de Lip, mais aussi un des animateurs de la grève de 1967 dans la sidérurgie lorraine qui aboutit à la première convention sociale de la profession.

En 1979, lors de la précédente restructuration de l'industrie de l'acier, il contesta moins sa nécessité que ses formes, soulignant par exemple qu'« il faut tenir aux sidérurgistes le langage de la vérité et ne



Dessin de CAGNAT.

pas essayer de faire croire qu'il est désormais possible d'employer dix mille ouvriers à Usinor-Denain ». A la même époque, il avertissait qu'il fallait préparer l'avenir dans l'automobile « au risque d'avoir les mêmes problèmes qu'avec la sidérurgie ». Sa démarche va être controversée, mais elle est cohérente. Il lui reste à manifester comme commissaire de la République le même courage et la même lucidité qu'il a souvent eus comme syndicaliste.

M. N.

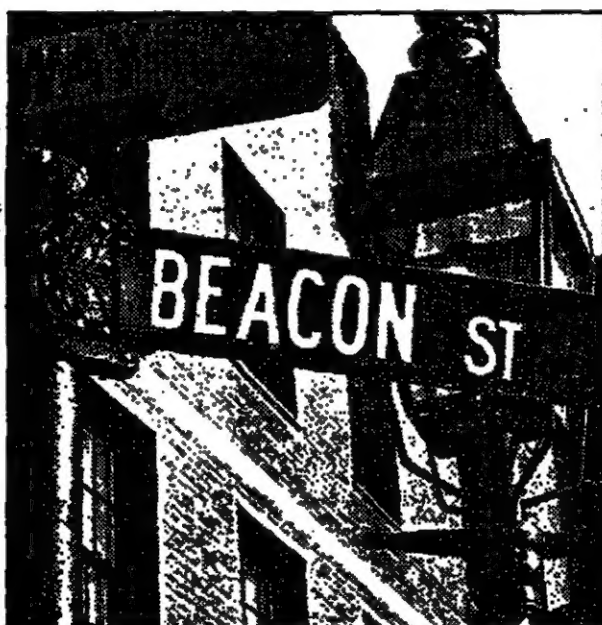
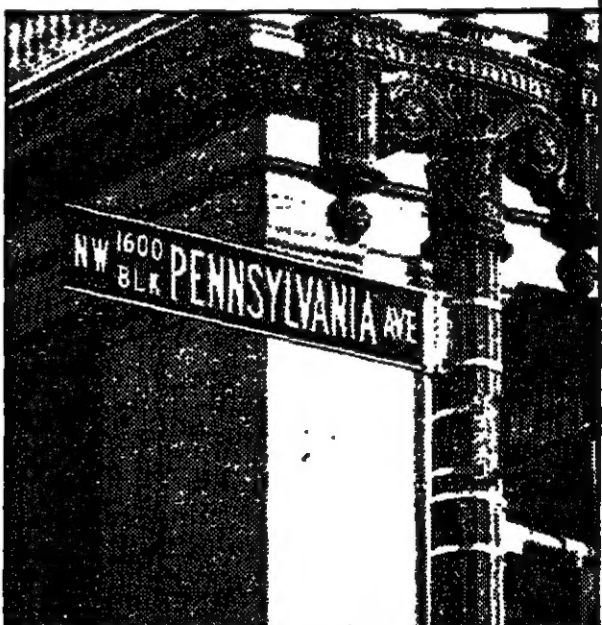
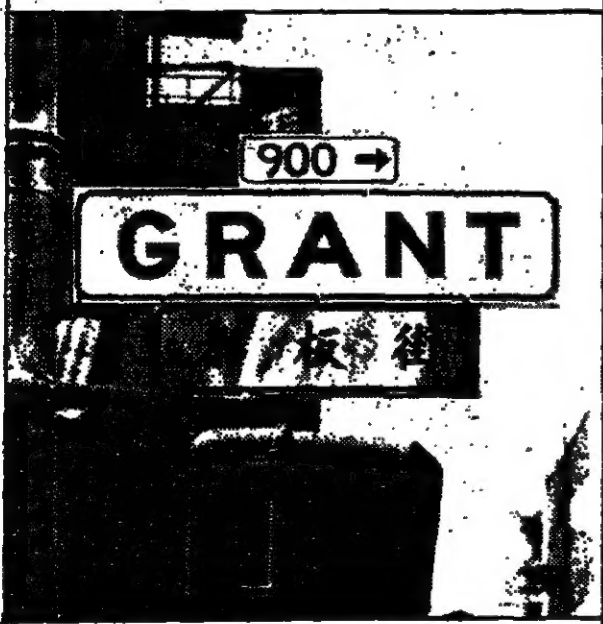
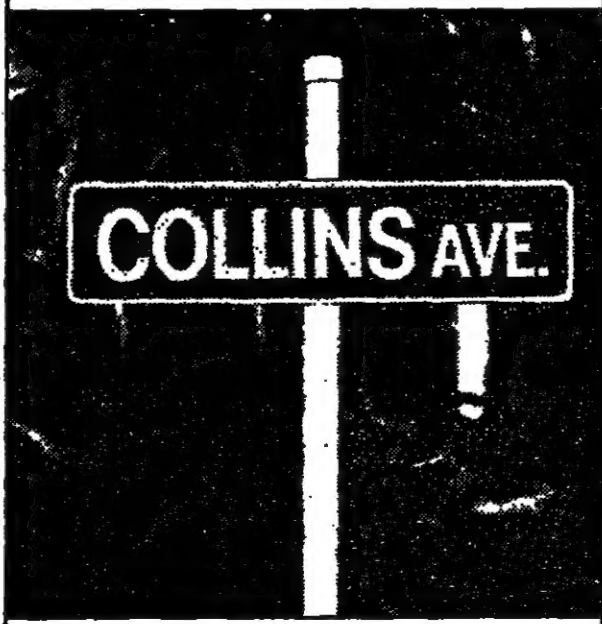
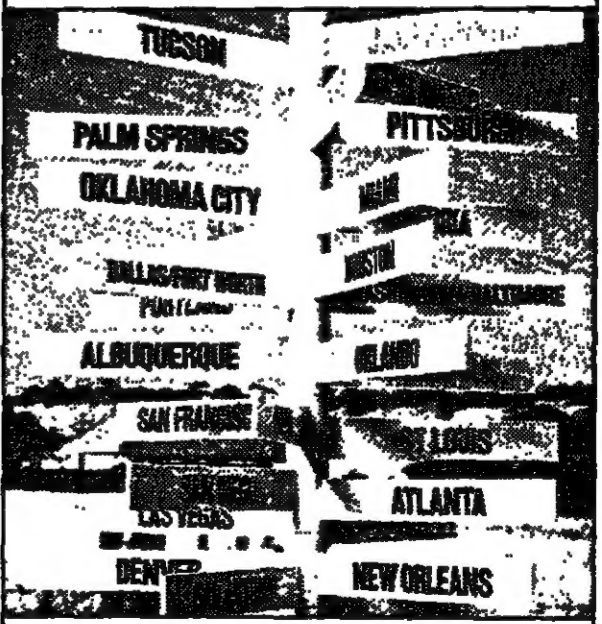
PUBLICATION JUDICIAIRE

Jugement du tribunal de grande instance de Paris du 16 décembre 1983, dix-septième chambre : M. J.-C. Goudon, M. J. Philippe et la Société d'Éditions parisiennes associées (éditeurs de l'hebdomadaire Minute) ont été cités devant le tribunal pour y répondre du délit de diffamation publique envers un fonctionnaire public à raison des termes d'un article publié dans le n° 1086 de l'hebdomadaire Minute. Attendu que M. Duport, directeur de l'architecture au ministère de l'urbanisme et du logement, a été accusé par les prévenus d'avoir bafoué les règles du concours national d'architecture, sur esquisses pour la réalisation du futur ministère de l'économie et des finances, dans le but de favoriser par amitié ou idéologie l'un des concurrents, M. Chemetov. Que cette imputation d'un fait précis est effectivement de nature à porter atteinte à la considération du fonctionnaire public J.-P. Duport, que les prévenus n'ont pas offert de rapporter la preuve des faits diffamatoires ; que les imputations et allégations diffamatoires sont réputées de droit fautes dans l'intention de nuire et de mauvaise foi.

Par ces motifs : déclare M. J.-C. Goudon et M. J. Philippe coupables du délit de diffamation publique envers un fonctionnaire public. Condamne les mêmes à la peine de 3000 F d'amende chacun. Statuant sur l'action civile, condamne les prévenus à solder à payer la somme de 1 franc à M. J.-P. Duport à titre de dommages et intérêts. Déclare la Société d'Éditions parisiennes associées civilement responsable. Condamne les prévenus aux dépens. Ordonne la publication du présent jugement par extrait dans deux journaux au choix de la partie civile et au frais des prévenus.

M^{re} Madeleine Terrason, avocat.

TWA en Amérique. Les tarifs qui ne courent pas les rues.

New York
3.750 F LoisirsBoston
3.550 F Super ApexWashington
4.000 F LoisirsSan Francisco
5.585 F LoisirsMiami
4.200 F Loisirs

Et tout le réseau TWA

Plus de 60 villes.

Si vous visitez l'Amérique cette année, vous ne pouvez y aller en meilleure compagnie qu'avec TWA.

TWA sait prendre soin de vous. Aucune autre ligne aérienne ne vous offre des tarifs aussi bas, pour un service d'un aussi haut niveau, en vol comme au sol. Et un si chaleureux accueil en Amérique.

De Paris, TWA vole 3 fois par jour vers New York, et une fois par

jour vers Washington et Boston. Aux USA, TWA relie plus de 60 villes sur toute l'étendue du territoire. Aussi, quelle que soit votre destination, TWA vous y emmènera. Plaisir, confort, économie : votre voyage aura tout pour vous plaire. Allez voir votre agent de voyages, TWA à Paris, ou Loisirs SA, l'Agent Général de TWA à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice et Strasbourg.

Sur tous les tarifs indiqués, un léger supplément s'applique le week-end. Transporteur officiel IATA. Séjour min. 14 jours, max. 60 jours.

Vous plaire nous plaît.

TWA

TWA

55 من الاموال

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SÉLECTION RENDEMENT

L'assemblée générale qui s'est tenue le 24 avril 1984 sous la présidence de M. Jacques Poulenc a approuvé les comptes de l'exercice 1983 et décidé de distribuer un dividende global de 16,29 F contre 16,26 F pour 1982. Ce dividende sera mis en paiement le 27 avril 1984 contre remise du coupon numéro 25 pour un montant net de 15,64 F.

Les actionnaires de la société auront la faculté, jusqu'au 31 juillet 1984, de réinvestir leurs dividendes globaux en exonération totale de la commission d'entrée.

Après avoir rendu hommage à la mémoire de Maurice Bastide, son prédécesseur, le président a rappelé que, sur les cinq dernières années, le rythme annuel de progression de SÉLECTION RENDEMENT,

après réinvestissement du coupon brut, s'élève à 14,49 %.

Ensuite, il a commenté l'évolution récente du marché obligataire en ces termes : « Depuis le début de l'année, SÉLECTION RENDEMENT poursuit sa progression pour se situer actuellement parmi les plus performantes des SICAV obligataires. Mais, alors que les titres étrangers avaient été de bons supports en 1983, la baisse de la devise tire au premier trimestre 1984 les performances. En revanche, les titres participatifs et les convertibles ont globalement eu un comportement satisfaisant. Quant aux emprunts classiques, ils se sont légèrement appréciés en un mouvement très net en janvier, suivi d'un reflux pendant la seconde partie du trimestre. »

BIMP-BANQUE INDUSTRIELLE ET MOBILIÈRE PRIVÉE

Le conseil d'administration de la BIMP s'est réuni le 24 avril 1984.

Il a arrêté les comptes de l'exercice 1983, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

— Le total du bilan s'élève à 2 133 millions de francs, contre 2 041 millions de francs à fin 1982.

— Les encours de crédits à notre clientèle et de prêts participatifs atteignent 1 338 millions de francs au 31 décembre 1983, contre 1 210 millions de francs à fin 1982. Cette légère progression a été rendue possible par notre participation de 40 millions de francs à l'emprunt de « Groupement de banques pour l'émission d'emprunts obligataires » émis en avril 1983.

— Le produit net bancaire s'est établi à 136 millions de francs, contre 133 millions de francs en 1982.

— Avant impôt, amortissements et provisions, le bénéfice de l'exercice ressort à un chiffre légèrement supérieur à 43 millions de francs, comparable à celui de l'exercice précédent.

— Les dotations aux provisions pour risques sont d'un montant équivalent à celles de l'an dernier.

— Cependant, du fait :

• de la création d'une nouvelle provision complémentaire pour congés payés de 1,8 million de francs ;

• d'un prélèvement accru au titre de l'impôt sur les sociétés : 8,6 millions de francs en 1983, contre 6,6 millions de francs en 1982,

le bénéfice net de l'exercice s'est établi à 3 313 275,22 F (dont 305 376,71 F de plus-value à long terme nette d'impôt), contre 3 259 478,63 F (dont 2 037 665,97 F de plus-value nette à long terme) pour 1982.

— En conséquence, la demi-somme du bénéfice net comptable et de l'impôt sur les sociétés, qui constitue la base du calcul de la répartition de nos titres participatifs, s'est établie pour l'exercice 1983 à :

$$3\,313\,275,22 + 8\,614\,705,96 = 6\,963\,980,99 \text{ F}$$

Chiffre légèrement supérieur à l'estimation de 6 500 000 F retenue pour le calcul théorique de cette répartition dans la note d'information mise à la disposition du public en janvier 1984 à l'occasion de cette assemblée.

Le président a, en outre, donné quelques informations au conseil sur le placement et la cotation en février 1984 des 30 millions de francs de titres participatifs de la société à la Bourse de Paris, qui se sont effectués dans des conditions satisfaisantes. Le cours s'est établi le 24 avril à 1 148 F pour une valeur nominale de 1 000 F, prix d'émission.

scac

A l'issue du conseil, le président Poulenc a fait part à ses collègues de son intention de remettre son mandat à leur disposition lors de la réunion du conseil d'administration qui suivra immédiatement l'assemblée générale du 29 juin prochain.

Nommé en 1974 administrateur-directeur général, puis président en 1975, M. Poulenc a, en effet, estimé le moment venu pour l'actuelle direction générale, c'est-à-dire pour M. Mayet, administrateur-directeur général, et lui-même, de confier à une équipe plus jeune le soin d'assurer, dans la conti-

nuité, l'indispensable évolution des activités du groupe.

Le conseil a pris acte avec regret de la décision du président Poulenc et lui a exprimé tous ses vifs remerciements pour l'action menée pendant dix ans à la tête de la SCAC.

Le conseil a associé à ce témoignage M. Mayet qui, au cours de ses quarante-six ans de carrière à la SCAC, a assuré des fonctions de direction administrative et financière, puis de direction générale.

Sur proposition de M. Poulenc, M. Jacques Dupuydauby, actuellement administrateur-directeur général adjoint, a été nommé vice-président directeur général avec vocation à succéder au président Poulenc le 29 juin 1984.

UNITED TECHNOLOGIES

1^{er} TRIMESTRE 1984 :
BONNS RÉSULTATS
Bénéfice net : + 21 %
Chiffre d'affaires : + 10 %

Le bénéfice net s'élève à 5 113,5 millions contre 5 110,1 millions au premier trimestre 1983.

Le chiffre d'affaires totalise 5 391 millions contre 5 353 millions enregistrés au premier trimestre 1983.

Le carnet de commandes au 31 mars 1984 atteint 5 123 milliards contre 5 119 milliards au premier trimestre 1983.

Au cours de son allocution, Mr Harry J. Gray, Chairman and Chief Executive Officer, s'est montré satisfait de la solide croissance des ventes et des bénéfices du groupe, croissance qui devrait se poursuivre en 1984 et au-delà.

United Technologies renforce par ailleurs son action dans le programme spatial américain. Mr Gray a ainsi déclaré que la récente mission de remise en état du satellite de la NASA, Solar Max, avait vu la réussite complète de la haute technologie du groupe en matière de combinaisons spatiales conçues par Hamilton Standard.

magazine
littéraire

NUMERO DE MAI

Spécial
MICHEL FOUCAULT

Chez votre marchand de journaux

SAGA TRANSPORT

Le conseil d'administration de SAGA Transport s'est réuni le 25 avril 1984 afin de procéder à l'arrêté des comptes de l'exercice 1983.

Au cours de ses délibérations, le conseil a décidé d'approuver définitivement la situation des pertes cumulées d'une filiale de bâtiment et de travaux publics en République Centrafricaine dont les résultats avaient déjà pesé lourdement sur les exercices précédents.

Cette décision se traduit par l'inscription de provisions pour un montant total de 27,8 millions de francs qui couvrent l'ensemble des risques pouvant subsister au titre de ces activités, dont SAGA Transport est désormais déchargé en totalité.

L'importance de ces provisions exceptionnelles explique qu'en dépit d'un résultat d'exploitation des opérations courantes en progression, la société clôture son exercice 1983 sur une perte de 18,6 millions de francs, supérieure à celle enregistrée en 1982 (7,4 millions).

Dans ces conditions, le conseil d'administration propose à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 28 juin 1984 de ne pas distribuer de dividende.

GÉNÉRALE OCCIDENTALE

Les groupes Générale Occidentale et General Oriental ont décidé de se réunir, au prorata de leurs droits, les actifs du groupe Diamond International qui sont constitués principalement par un important patrimoine forestier aux États-Unis.

Générale Occidentale a ainsi réalisé, à la fin de l'exercice 1983-1984, l'essentiel des profits exceptionnels annoncés dans le communiqué du 26 novembre 1983, qui indiquait d'autre part les pertes découlant de l'exceptionnel effort de restructuration de Grand Union.

Les accords intervenus donnent au groupe Générale Occidentale le droit de devenir propriétaire de tout ou partie d'un important domaine forestier de 400 000 hectares dans le nord-est des États-Unis, dans les États du Maine, du New-Hampshire, de New-York et du Minnesota.

SAGA (HOLDING)

Dans sa séance du 26 avril 1984, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1983.

Celui-ci fait apparaître un bénéfice net de 4,5 millions de francs au premier trimestre 1984, contre un bénéfice net de 4 millions pour 1982.

Il sera donc proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 27 juin 1984, la mise en distribution d'un dividende identique à celui versé en 1983 : 3,75 francs par action, avec un fiscal de 1,25 francs compris, soit un dividende net de 2,50 francs par action.

COURVOISIER SA

Courvoisier SA, négociant en cognac, a le plaisir d'annoncer la nomination, au sein de son conseil d'administration, de :

— M. Clifford Hatch Junior, natif de Windsor dans l'Ontario (Canada), diplômé de Harvard, qui est également président de Hiram Walker-Gooderham & Co. Limited vice-président administrateur de Hiram Walker Resources Limited.

— M. Guillaume Franck, né en France, diplômé de l'ESCP et de Harvard, chargé de cours à HEC, ISA, CFC et aussi « visiting professor » à l'université de New-York. Auteur d'une étude sur la gestion de personnel des entreprises, considérée aujourd'hui comme un document de référence dans plusieurs pays européens, il est aussi consultant en stratégie sociale et systèmes de gestion prévisionnelle.

SOVABAIL

Les actionnaires de Sovabail, Société du groupe Sovac, réunis en assemblée générale ordinaire annuelle le 26 avril 1984, ont approuvé les comptes de l'exercice 1983.

Le montant du bénéfice net comptable s'est établi à 68 930 346,96 F. Du fait de la fusion-absorption de Murabail, intervenue au cours de l'année 1983, ce résultat n'est pas directement comparable à celui de l'exercice précédent. Néanmoins, rapporté au montant cumulé des bénéfices réalisés au titre de l'exercice 1982 par Sovabail et Murabail, sa progression est de 9 %.

L'assemblée a décidé la distribution, à compter du 14 mai 1984, d'une somme de 60 450 000 F : le dividende unitaire correspondant s'élève à 46,50 F à l'encaissement, soit 46,759 F, crédit d'impôt inclus, contre 43 F à l'encaissement, soit 43,369 F, crédit d'impôt inclus, au titre de l'exercice 1982.

Réuni à l'issue de l'assemblée générale, le conseil d'administration a renouvelé le mandat de président de M. André Wormser, et celui du directeur général de M. Gérard Attard.

COFIMEG

Réuni le 17 avril 1984 sous la présidence de M. Jean Weil, le conseil d'administration a fait le point de l'activité de la société au cours de l'exercice 1983, et arrêté les comptes de celui-ci en vue de les soumettre à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée pour le 26 juin 1984 à l'hôtel Méridien à Paris 17^e.

Dans le cadre de ses arbitrages patrimoniaux, COFIMEG a notamment cédé deux ensembles immobiliers situés en Moselle totalisant mille quatre cent soixante-six logements. Les plus-values comptables dégagées par cette vente ont contribué à l'augmentation sensible du bénéfice net, qui s'est établi à 127,9 millions de francs.

Au demeurant, cette importante opération illustre une politique qui tend principalement à la cession d'éléments du patrimoine présentant des risques à terme, même si leur rentabilité actuelle, satisfaisante, ne peut être immédiatement retrouvée dans les immeubles de remplacement.

Les recettes courantes de l'exercice sont passées de 165,2 millions en 1982 à

177,1 millions en 1983. Après dotation aux amortissements et provisions de 31,4 millions, le résultat d'exploitation s'élève à 102 029 000 francs contre 95 945 000 francs.

Il sera ainsi proposé à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 16,50 francs par action, celui de l'exercice précédent ayant été de 15,30 francs.

Le conseil d'administration a par ailleurs décidé de proposer à l'assemblée générale extraordinaire, convoquée à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, de modifier, dans le cadre de la réforme du régime des valeurs mobilières qui entrera en vigueur le 3 novembre 1984, celui des titres de la société qui reviendraient à l'avenir à la forme exclusivement nominative. A cette occasion, certaines dispositions des statuts seraient adaptées aux récentes modifications législatives et réglementaires du droit des sociétés commerciales, et l'objet social aménagé pour tenir compte des perspectives nouvelles qui pourraient être ouvertes aux sociétés immobilières d'investissement.

Sicav information		Banque Populaire		1810 guichets à votre service	
Situation au 30.3.1984		Répartition de l'actif (en %)		Liquidity	
Actif net (en millions de francs)	Valeur liquidative de l'action (en francs)	Dettes financières (en francs)	Valeurs françaises	Valeurs étrangères	Autres emplois
Sicav actions					
Valeurs françaises					
FRUCTIFRANCE	1245,68	400,12	27,35 (1983)	94,28	2,46
Valeurs internationales					
PLANINTER	343,17	663,59	25,86 (1983)	49,44	45,52
Valeurs diversifiées					
VALOREM	328,81	371,74	73,25 (1983)	48,3	35,93
FRUCTIVALOR	368,33	358,48	15,04 (1983-84)	46,24	39,32
Sicav obligations					
Obligations françaises et étrangères					
FRUCTIDOR	245,97	221,08	16,37 (1983)	58,88	26,81
Obligations françaises					
SICASDEN (Cassan BP)	87,61	841,33	50,97 (1983-84)	84,83	1,48
Sicav court terme					
FRUCTIVAR	2292,57	91220,72		89,90	9,12
VALORG (Cassan BP)	616,31	1127,49		76,64	23,36
FRUCTI ASSOCIATIONS	247,28	1095,71		88,87	11,13

Union de Banques à Paris

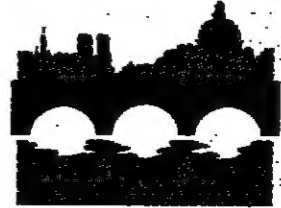
Emission de titres participatifs - 150 millions de Francs

Investissez en participant au développement de l'Ile-de-France

Titres de 1000 F nominal. Prix d'émission : le pair.
Rémunération annuelle composée :
d'une partie fixe calculée en appliquant au nominal un taux égal à 54 % du TMO ;
d'une partie variable calculée en appliquant au nominal un taux égal à 30 % du TMO, et qui variera suivant l'évolution des résultats consolidés de la société.
La base de référence de la partie variable sera égale :
initialement et pour les douze premières années, soit jusqu'en 1995, aux résultats de l'année 1983 multipliés par deux ;
après douze ans, soit à compter de 1986, et pour chaque cycle suivant de douze ans, à la somme des résultats des dixième et onzième années du cycle précédent, sans que cette nouvelle référence soit inférieure à la précédente et à la moyenne, multipliée par deux, de l'ensemble des résultats du cycle précédent.
La rémunération annuelle obtenue par addition de la partie fixe et de la partie variable est donc égale à :
Rémunération payable le 5 juillet de l'année n -

0,54 TMO + 0,36 TMO (Résultats des années (n-1) + (n-2))
Résultats de référence
Rémunération annuelle globale minimum :
90 % du TMO pendant les quatre premières années de chaque cycle.
85 % du TMO de la cinquième à la huitième année de chaque cycle.
80 % du TMO de la neuvième à la douzième année de chaque cycle.
Rémunération annuelle globale maximum :
130 % du TMO n'excédant pas TMO + 3 points pour les quatre premières années de chaque cycle.
140 % du TMO n'excédant pas TMO + 4 points de la cinquième à la huitième année de chaque cycle.

150 % du TMO n'excédant pas TMO + 5 points de la neuvième à la douzième année de chaque cycle.
L'émission et le règlement : 21 mai 1984.
Date de mise en paiement des coupons : 5 juillet de chaque année, et pour la première fois le 5 juillet 1985.
B.A.L.O. du 30 avril 1984. Cotation demandée à la Bourse de Paris.
Souscription à tous les guichets de l'Union de Banques à Paris, de la Banque de Picardie et de la Banque de Rhône et Loire.
Cette émission de titres participatifs donnera à l'Union de Banques à Paris de nouveaux moyens pour aider au développement des entreprises de la région Ile-de-France.
La note d'information qui a reçu le visa de la C.O.B. n° 84-103 en date du 24.4.84 est tenue à la disposition du public, sans frais, aux guichets et au siège social de l'Union de Banques à Paris, 22, place de la Madeleine, 75008 Paris.



Union de Banques à Paris

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

2 mai

Hausse sélective

Bien que les retours de week-end, surtout de quinze jours avec le pont du 30 avril, soient pénibles, la Bourse de Paris a eu mercredi toutes les peines du monde à se remettre en marche et les professionnels boursiers ont eu encore le soleil en tête. C'est ainsi que les affaires sont reparties, quand même, et à la clôture, l'ordonnateur de la chambre syndicale, parvenant enfin à ouvrir un ciel, affichait l'indice à 116,1.

Le marché, il est vrai, avait toutes les bonnes raisons de se soulever. Les prévisions optimistes pour la France faites par le conseil d'administration, celles plus nuancées de l'OCDE et aussi de la Société générale, constituent déjà une excellente base. A cela il faut ajouter les bons résultats industriels pour 1983 qui continuent à étonner - cette fois de Saurat, Laboratoire Belin, Sanofi - et, bien sûr, le redressement opéré par Wall Street la veille, qui, celui-là, apparaît sérieux. A cet égard, du moins, beaucoup se méfient encore.

Bref, autour de la corbeille, la confiance règne et sur les subitances de cotations des hausses sélectives de bon aloi appuient. A la réflexion, sur la mollesse apparente des affaires, un gérant de portefeuille sur-sauté se dit: « Trempez-vous dans les pétroles, vous allez voir ».

De fait, la CFF fit un bon parcours. Essai aussi, de même que CFF et BP. Quant à l'action Airsep, elle descend, descend, descend... à 10,45 F.

La devise-titre a continué de monter dans la séance du dollar pour s'élever à 10,40 F et 10,43 F contre 10,35-10,40 F.

Statis quo sur l'or à Londres : 377,35 dollars l'once contre 377,75 dollars.

A Paris, sous l'effet du dollar, le lingot a gagné 350 F pour s'élever à 101 400 F.

Le napoleon a été un peu plus soutenu à 611 F (+1 F). Touché très bas lundi, le volume des transactions a augmenté : 9,75 millions de francs contre 5,08 millions.

NEW-YORK

Au plus haut depuis trois mois

Wall Street a, mercredi, confirmé ses bonnes dispositions antérieures. Cependant, la séance a été bien plus contrastée que la précédente. En premier lieu, ce ne furent pas les « Blue Chips » qui tirent la vedette mais, cette fois, les valeurs de second plan, ne figurant pas sur la liste prise en compte pour le calcul du célèbre « Dow ». Ensuite, une partie de l'avance acquise au départ fut reperdue. Ceci explique cela, l'indice des industries à la clôture s'enregistrait qu'un gain de 3,56 points à 1186,55. Au plus haut, il avait frôlé la barre des 2000 à 1194,41. Le niveau atteint n'est resté pas au-dessus du plus élevé depuis le 3 février dernier (1197,03). D'autre part, le bilan de la journée a été éloquent. Sur 1986 valeurs traitées, 1001 ont monté, 583 ont baissé et 402 n'ont pas varié.

Analystes et professionnels se disent très satisfaits de ces différents scores, garants, d'une certaine façon, du bon comportement du marché. Les énormes besoins de refinancement du Trésor américain ont néanmoins rendu les opérateurs un peu nerveux, ce qui explique l'effet de levier sur les taux d'intérêt trop élevés déjà à leur goût. D'où la prudence constatée dans la passion des ordres. Une forte activité a continué de régner et 107,08 millions de titres ont changé de main contre 110,6 millions. Par ailleurs, la Reliance Financial Services, société contrôlée par Saul Steinberg, a porté sa participation dans Walt Disney à 12,1 %.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	36 1/2	36 1/2
Amstar	38 1/4	38 1/4
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	41 1/2	41 1/2
Eastman	37 1/2	37 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	37 1/2	37 1/2
IBM	118 1/2	118 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
McDonald's	37 1/2	37 1/2
Merck	37 1/2	37 1/2
Microsoft	37 1/2	37 1/2
Oracle	37 1/2	37 1/2
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Spacelabs	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	37 1/2	37 1/2
US Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	37 1/2	37 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ CHIMIQUE DE LA GRANDE PAROISSE. — Erratum : l'information publiée dans le Monde daté 22-23 avril sur les résultats de cette filiale de L'Air Liquide avait été rendue inexacte. Le chiffre d'affaires de la filiale a été de 12,5 milliards de francs, contre 11,5 milliards de francs en 1982.

FIRESTONE-FRANCE. — La filiale française du constructeur américain de pneumatiques a déposé, en 1983, un bénéfice de 27 millions de francs, contre 22 millions de francs en 1982.

Le chiffre d'affaires de la société a dépassé le milliard de francs en 1983, en augmentant de plus de 22 % par rapport à 1982.

INDICES QUOTIDIENS
(BSE, base 100 = 29 oct. 1983)
Valeurs françaises : 116,1
Valeurs étrangères : 101,5
Cote des agents de change : 178,2
Indice général : 178,2
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets à 90 jours : 11,75 %
COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) : 226,80

Dans la quinzaine écoulée, figurent les variations en pourcentage des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

BOURSE DE PARIS Comptant

2 MAI

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	36 1/2	36 1/2
Amstar	38 1/4	38 1/4
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	41 1/2	41 1/2
Eastman	37 1/2	37 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	37 1/2	37 1/2
IBM	118 1/2	118 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
McDonald's	37 1/2	37 1/2
Merck	37 1/2	37 1/2
Microsoft	37 1/2	37 1/2
Oracle	37 1/2	37 1/2
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Spacelabs	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	37 1/2	37 1/2
US Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	37 1/2	37 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	36 1/2	36 1/2
Amstar	38 1/4	38 1/4
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	41 1/2	41 1/2
Eastman	37 1/2	37 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	37 1/2	37 1/2
IBM	118 1/2	118 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
McDonald's	37 1/2	37 1/2
Merck	37 1/2	37 1/2
Microsoft	37 1/2	37 1/2
Oracle	37 1/2	37 1/2
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Spacelabs	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	37 1/2	37 1/2
US Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	37 1/2	37 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	36 1/2	36 1/2
Amstar	38 1/4	38 1/4
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	41 1/2	41 1/2
Eastman	37 1/2	37 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	37 1/2	37 1/2
IBM	118 1/2	118 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
McDonald's	37 1/2	37 1/2
Merck	37 1/2	37 1/2
Microsoft	37 1/2	37 1/2
Oracle	37 1/2	37 1/2
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Spacelabs	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	37 1/2	37 1/2
US Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	37 1/2	37 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	36 1/2	36 1/2
Amstar	38 1/4	38 1/4
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	41 1/2	41 1/2
Eastman	37 1/2	37 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	37 1/2	37 1/2
IBM	118 1/2	118 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
McDonald's	37 1/2	37 1/2
Merck	37 1/2	37 1/2
Microsoft	37 1/2	37 1/2
Oracle	37 1/2	37 1/2
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Spacelabs	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	37 1/2	37 1/2
US Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	37 1/2	37 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	36 1/2	36 1/2
Amstar	38 1/4	38 1/4
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	41 1/2	41 1/2
Eastman	37 1/2	37 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	37 1/2	37 1/2
IBM	118 1/2	118 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
McDonald's	37 1/2	37 1/2
Merck	37 1/2	37 1/2
Microsoft	37 1/2	37 1/2
Oracle	37 1/2	37 1/2
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Spacelabs	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	37 1/2	37 1/2
US Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	37 1/2	37 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	36 1/2	36 1/2
Amstar	38 1/4	38 1/4
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	41 1/2	41 1/2
Eastman	37 1/2	37 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	37 1/2	37 1/2
IBM	118 1/2	118 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
McDonald's	37 1/2	37 1/2
Merck	37 1/2	37 1/2
Microsoft	37 1/2	37 1/2
Oracle	37 1/2	37 1/2
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Spacelabs	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	37 1/2	37 1/2
US Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	37 1/2	37 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	36 1/2	36 1/2
Amstar	38 1/4	38 1/4
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	41 1/2	41 1/2
Eastman	37 1/2	37 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	37 1/2	37 1/2
IBM	118 1/2	118 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
McDonald's	37 1/2	37 1/2
Merck	37 1/2	37 1/2
Microsoft	37 1/2	37 1/2
Oracle	37 1/2	37 1/2
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Spacelabs	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	37 1/2	37 1/2
US Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	37 1/2	37 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	36 1/2	36 1/2
Amstar	38 1/4	38 1/4
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	41 1/2	41 1/2
Eastman	37 1/2	37 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	37 1/2	37 1/2
IBM	118 1/2	118 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
McDonald's	37 1/2	37 1/2
Merck	37 1/2	37 1/2
Microsoft	37 1/2	37 1/2
Oracle	37 1/2	37 1/2
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Spacelabs	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	37 1/2	37 1/2
US Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	37 1/2	37 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	36 1/2	36 1/2
Amstar	38 1/4	38 1/4
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	41 1/2	41 1/2
Eastman	37 1/2	37 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	37 1/2	37 1/2
IBM	118 1/2	118 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
McDonald's	37 1/2	37 1/2
Merck	37 1/2	37 1/2
Microsoft	37 1/2	37 1/2
Oracle	37 1/2	37 1/2
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Spacelabs	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	37 1/2	37 1/2
US Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	37 1/2	37 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	36 1/2	36 1/2
Amstar	38 1/4	38 1/4
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	41 1/2	41 1/2
Eastman	37 1/2	37 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	37 1/2	37 1/2
IBM	118 1/2	118 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
McDonald's	37 1/2	37 1/2
Merck	37 1/2	37 1/2
Microsoft	37 1/2	37 1/2
Oracle	37 1/2	37 1/2
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Spacelabs	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	37 1/2	37 1/2
US Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	37 1/2	37 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	36 1/2	36 1/2
Amstar	38 1/4	38 1/4
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	41 1/2	41 1/2
Eastman	37 1/2	37 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	37 1/2	37 1/2
IBM	118 1/2	118 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
McDonald's	37 1/2	37 1/2
Merck	37 1/2	37 1/2
Microsoft	37 1/2	37 1/2
Oracle	37 1/2	37 1/2
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Spacelabs	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	37 1/2	37 1/2
US Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	37 1/2	37 1/2

VALEURS	Cours de clôture	Cours de séance
Alcoa	36 1/2	36 1/2
Amstar	38 1/4	38 1/4
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	41 1/2	41 1/2
Eastman	37 1/2	37 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	37 1/2	37 1/2
IBM	118 1/2	118 1/2
Intel	37 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
McDonald's	37 1/2	37 1/2
Merck	37 1/2	37 1/2
Microsoft	37 1/2	37 1/2
Oracle	37 1/2	37 1/2
Rockwell	37 1/2	37 1/2
Schlumberger	37 1/2	37 1/2
Spacelabs	37 1/2	37 1/2
Union Carbide	37 1/2	37 1/2
US Steel	37 1/2	37 1/2
Xerox	37 1/2	

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. COMMUNIQUER : « La société, mode d'emploi », par Jean E. Schoetti.
11. L'intelligence en action : « Le Nouvel Observateur », de Louis Pinto.

ÉTRANGER

3. LA VISITE DE JEAN-PAUL II EN CORÉE DU SUD
4. PROCHE-ORIENT
- LIBAN : Jérusalem tente d'obtenir la libération de ses trois fonctionnaires détenus par les Syriens.
- 5-6. AMÉRIQUES
- NICARAGUA : du sang et des larmes (II), par Marcel Niedergang.
8. AFRIQUE
- EUROPE
- RDA : les autorités mettent un frein à l'émigration vers l'Ouest.

POLITIQUE

6. M. Delors présente le budget 1985 à l'Assemblée nationale.
10. La préparation des élections européennes.
- Le contentieux électoral : M. Badinter reçoit une délégation du PCF.

SOCIÉTÉ

12. Un rassemblement des mouvements de jeunes juifs.
13. SPORTS : Bordeaux, champion de France de football.

SUPPLÉMENT

15. à 17. JAPON-FRANCE : à la recherche d'un de l'autre.

LE MONDE DES LIVRES

19. LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : le Sûr dessein de régnier.
20. LA VIE LITTÉRAIRE.
21. AU FIL DES LECTURES.
22. ÉTOLOGIE : la mémoire profonde, perdue et retrouvée, par Jean Malaurie.
23. ROMANS : Daniel Zimmermann et son légendaire des grandes banlieues.
24. LETTRES ÉTRANGÈRES : Les voix de l'Albanie et Ismail Karadë.

CULTURE

25. MUSIQUE : concert de l'Ensemble Intercontemporain.
26. CINÉMA : le Sang des autres et L'homme qui en savait trop.
28. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

31. ÉTRANGER : l'emploi aux États-Unis.
32. AFFAIRES : la rente à vie de M. Pélissier.
- SOCIAL : le recensement de la CFTD.

RADIO-TÉLÉVISION (28) INFORMATIONS SERVICES (18) :

Loterie nationale; Loto; Tacotac; Météorologie; Mots croisés; Annonces classées (29 et 30); Carnet (30); Programmes des spectacles (26 et 27); Marchés financiers (35).

Le numéro du « Monde » daté 3 mai 1984 a été tiré à 459 274 exemplaires

PENTHOUSE
Edition Américaine
Mai 1984



Fr. 80
Nouveau Prix Frs. 23

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

On peut envisager l'avenir avec confiance estime un rapport européen

L'économie française est entrée, depuis mars 1983, dans une phase d'assainissement, constate le rapport sur la situation économique de la France présenté aux conseillers économiques de l'avenue d'Iéna par M. Robert Pelletier, conseiller de M. Gattaz, président du CNPF pour les questions internationales, au nom du comité économique et social des Communautés européennes.

Une délégation de ce comité est à Paris pour recueillir, le vendredi 4 mai, l'avis de M. Delors et celui des conseillers économiques et sociaux français sur la situation de la France. Dans son rapport, M. Pelletier, assisté par M. Hénin, professeur à Paris-I, souligne que des difficultés nombreuses devront encore être surmontées, mais que l'on peut, sans optimisme excessif, envisager l'avenir avec confiance.

Le rapport insiste sur le fait que la France - en dépit de son effort de rigueur - participe à la reprise économique mondiale. L'investissement

qui redémarre est le motif le plus récent d'optimisme.

Pour M. Pelletier, le meilleur partage de la valeur ajoutée des entreprises et la rupture de l'indexation rigide des salaires sur les prix sont des phénomènes d'une importance historique.

Le rapport estime que le retour à l'équilibre de la balance commerciale devrait se dessiner dès le premier semestre de cette année, permettant de limiter le déficit du commerce extérieur à 20 ou 25 milliards de francs pour l'ensemble de 1984. M. Pelletier note que l'on attendait trop d'importance à l'endettement extérieur de la France.

En dépit de son niveau très élevé, de l'ordre de 55 milliards de dollars, son remboursement à terme ne devrait pas poser de problèmes insurmontables grâce à un excédent aujourd'hui prévisible de notre balance des paiements. Le vrai pro-

blème sera celui de la longueur du processus de remboursement, la France étant condamnée pendant de nombreuses années à refinancer en années, ses échéances par de nouveaux emprunts; mais compte tenu du crédit de la France, le problème est plus technique que politique.

Plus redoutable est sans doute l'obligation de rigueur qu'imposera à la gestion des affaires publiques, également pour de nombreuses années, cet endettement extérieur, estime le rapport, qui souligne que « le vrai point noir tient à la progression du chômage », du fait de l'évident épuisement des mécanismes de « traitement social » du phénomène et des perspectives d'une croissance modérée. Seul un arbitrage encore plus accentué en faveur d'un effort massif d'investissements pourrait permettre aujourd'hui de stopper l'angoissante progression du nombre des sans-emplois.

SUCCÉDANT A M. YVES JAIGU

M. Borzeix devient directeur de France-Culture

M. Jean-Noël Jeanneney, PDG de Radio-France, a nommé M. Jean-Marie Borzeix à la direction de France-Culture, en remplacement de M. Yves Jaigu, à la tête de la chaîne depuis le 1^{er} janvier 1975. Dans un communiqué publié jeudi 3 mai, le président de Radio-France tient à rendre hommage à l'œuvre accomplie par M. Jaigu depuis neuf ans, et précise que M. Borzeix, qui prendra ses fonctions dans les jours qui viennent, « mettra en œuvre à compter de la rentrée prochaine, la réforme de France-Culture » dont il avait défini les grandes lignes lors de sa conférence de presse du 20 mars dernier (Le Monde du 22 mars).

[Né le 1^{er} août 1941 à Bugeat (Corrèze), M. Jean-Marie Borzeix est licencié ès lettres et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Après avoir enseigné un court moment en Afrique du Nord, il débute en 1968 une carrière de journaliste à *Combat*, avant de partir en 1974 à la création du *Quotidien de Paris* dont il dirigera le service politique. En 1976, il entre aux *Nouvelles littéraires* en qualité de rédacteur en chef jusqu'en 1980, date à laquelle il devient directeur littéraire aux éditions du Seuil. M. Borzeix a publié trois ouvrages chez Stock : « Mitterrand lui-même » (1973), « Au nom du peuple français » (1974) et « L'Amérique incertaine », en collaboration avec Claude Bourdet (1975).]

Un départ attendu

Le départ de M. Jaigu ne faisait, en fait, plus guère de doute, et, pour avoir été prononcé en termes « diplomatiques », les propos tenus le 20 mars par le président de Radio-France n'en constituaient pas moins une sérieuse remise en cause de la direction de France-Culture. M. Jeanneney semblait regretter notamment le cadre figé et « quasi immuable » de la chaîne, son repli sur elle-même et son inadaptation aux évolutions du champ culturel. Aussi proposait-il trois types de réflexion :

- sur la forme, tout d'abord, la conception esthétique du programme, en un mot sa « coloration ».
- « France-Culture doit être de bout en bout réalisée (au sens du souci du réalisateur) et, pour l'auditeur, constamment agréable à écouter » (...).
- sur le fond ensuite, « Quelles que soient la richesse des contenus actuels et la nécessité de la préserver, l'élaboration profonde qu'on peut élargir les champs couverts par France-Culture et son ouverture à la vie culturelle du pays. Cela suppose des liens très étroits avec les autres composantes de notre « galaxie » Radio France et Radio France Internationale. Cela suppose que nous valorisons mieux notre fonds (...) ».
- sur les structures mêmes de la chaîne, « Il s'agit de créer ce qui serait des unités de programme, des communautés de professionnels qui

soient à l'échelle humaine, des structures légères, des lieux de concertation sur les travaux en cours et les perspectives d'avenir, une épique d'aventure partagée. Il y a des leçons à tirer, d'un côté, des ateliers que Jean Garetto a mis en place sur France-Inter et, de l'autre, des structures nouvelles de France-Musique.

Enfin, faisant allusion au « choc financier » subi par la chaîne en 1984, M. Jeanneney affirmait avoir inscrit « en tête et prioritairement le rétablissement des crédits », réduits cette année, et dénonçait avec vigueur « je ne sais quelle idée absurde de fusion entre France-Culture et France-Musique ».

A. Co.

R. RENAUDIN
SES CHAMPAGNES
DE NOBLESSE



BRUT RESERVE

DOMAINE DES CONNARDINS
MOUSSY PRES EPERNAY
TEL. : (26) 54.03.41

(Publicité)

chaque jour... sur votre table
CUVÉE JEAN-BAPTISTE
un excellent vin de Patriarche Père et Fils

SÉJOUR WEEK-END
DANS DES CHATEAUX PRIVÉS
Forfait, hébergement, repas, loisirs
Catalogue sur demande



Téléphone : (3) 024-18-16
B.P. 4 - 78220 VROFLAY

(Publicité)

ayez toujours dans votre réfrigérateur
KRITER Brut de Brut
un ami peut arriver, il aimera Kriter bien glacé

GRANDES EXPEDITIONS EXPLORATOR AUX 4 COINS DU MONDE

EXPLORATOR, 15 PLACE DE LA MADELEINE 75008 PARIS - LIC. A 680
brochure 1984 gratuite sur simple demande au (1) 266.66.24

Sur le vif

C'est très clair

De quel côté êtes-vous ? A gauche, à droite ou au milieu ? Moi, je suis complètement paillard. Je n'arrive plus à m'y retrouver. Avant ce n'était pas compliqué. La gauche, c'était bien indiqué : direction Mitterrand. Il n'y avait pas moyen de se tromper. Aujourd'hui avec tous ces glissements, toutes ces passerelles, tous ces enjambements, la gauche il faut vraiment la chercher. Et d'abord laquelle ? Des gauches, il y en a des tas, il y a la première gauche, la gauche profonde, la deuxième gauche, la troisième gauche, la nouvelle gauche et la nouvelle droite. Parce qu'il y a des gens à gauche pour dire que la gauche c'est à droite. J'ai demandé à un copain au service politique du journal. Je lui ai dit :

— Mitterrand, sa gauche à lui, c'est où ? A gauche-gauche ou à gauche-droite ?
— Ça dépend comment tu te situes.
— C'est justement pour me situer que j'essaie de le repérer.
— D'après Max Gallo, il aurait rejoint la social-démocratie.
— C'est où ça ? Je ne la vois pas sur la carte politique du pays.

— C'est à droite en sortant de l'union de la gauche. A gauche en entrant dans l'entente radicale européenne, tu sais... les écoles, les radicaux de gauche et les radicaux dissidents.

— Les dissidents, ils sont à droite des autres ?
— Non, ils sont tous au centre, mais tu as un centre à gauche et un centre à droite. Si tu prends plus loin à droite, tu es le libéralisme social de Giscard, le bonapartisme chrétien, la nouvelle droite, la droite chrétienne, la droite néo-libérale...

— Eh là, he... Tu t'emballes. Moi aussi je suis libéral. Et je ne suis pas à droite.

— Il y a libéral et libéral. Et néo-libéral. C'est comme pour la rigueur. Tu es une rigueur de gauche et une rigueur de droite. Faut pas confondre. Un impôt prélevé par la gauche et un impôt prélevé par la droite, ça n'a rien à voir. Question de nuances. C'est comme pour la repositionnement et la clarification demandés par le gouvernement...

— Clarification ? Pour quoi faire ?
CLAUDE SARRAUTE.

Au Soudan

Le président Nemeiry a remanié son gouvernement et la direction du Parti unique

Khartoum (Renter, AFP, UPI). — Trois jours après avoir proclamé l'état d'urgence au Soudan, le président Nemeiry a procédé, mercredi 2 mai, à un remaniement partiel de son gouvernement et de la direction de l'Union socialiste (parti unique). Parmi les personnalités écartées figurent notamment M. Bahaddine Idris, ministre des affaires présidentielles, considéré comme l'un des proches du chef de l'Etat, M. Badreddine Soliman, premier secrétaire du parti unique, et M. Mohamed Mirghani Moubarak, ministre des affaires étrangères, qui est remplacé par le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Hachem Osman.

Sont également écartés le ministre de l'Intérieur, M. Ahmed Abdel Rahman Mohamed, M. Mohamed Khogali Salihine, qui détenait le portefeuille de l'information depuis moins d'un an, et le ministre de la santé, M. Ali Mohamed Fadel. Le maréchal Nemeiry conserve ses fonctions de ministre de la défense et de commandant en chef des forces armées qu'il exerce en même temps que sa charge de président de la République, de premier ministre et de président de l'Union socialiste.

Ce remaniement ministériel semble favoriser les Frères musulmans, qui avaient appuyé en septembre dernier, sans réserves, la décision du président Nemeiry d'appliquer dans le pays une stricte législation islamique. M. Badreddine Soliman, premier secrétaire du parti unique, par-

saît pour être l'un des adversaires de l'application de la Charia (loi islamique). On note également l'entrée dans le gouvernement de deux généraux, nommés respectivement ministre de la santé et ministre de la sécurité intérieure.

● **M. Régis Debray à La Havane et Managua.** — M. Régis Debray, chargé de mission auprès du président de la République française, a fait, le mardi 1^{er} mai, une visite de douze heures à Cuba. Ce voyage n'avait pas été annoncé. Il fait partie d'une mission d'information sur l'Amérique centrale qui a ensuite conduit, le mercredi 2 mai, l'écrivain français au Nicaragua, où il doit séjourner jusqu'au 8 mai. M. Debray est accompagné de M. Bernard Dorin, directeur du département d'Amérique au Quai d'Orsay, et de M. Pierre Jean Vendorne, chargé de mission au cabinet de M. Pierre Mauroy. M. Debray aura des entretiens avec tous les dirigeants sandinistes. — (AFP).

● **L'association « Solidarité France-Pologne »** appelle à un rassemblement et à un dépôt de gerbes, ce jeudi 3 mai à 18 h 30, au pied de la statue de Mickiewicz, place de l'Alma à Paris. L'association souhaite ainsi de « leur soutien à la lutte menée activement par le syndicat Solidarnosc, qui vient encore de se faire réprimer pour avoir manifesté à l'occasion du 1^{er} mai ».

JOURNALISTE, COLLABORATEUR DU « MONDE »

Roland Merlin est mort

Roland Merlin est mort le 1^{er} mai. Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière ancien de Neuilly où, après la bénédiction religieuse, il a été inhumé dans la sépulture de famille.

Roland Merlin, qui tenait au *Monde* la rubrique des concours hippiques et des sports équestres, était né le 10 novembre 1909 à Neuilly-sur-Seine. Son père avait été rédacteur en chef du *Temps*, ses deux frères, Olivier et Didier, seront journalistes. Lui-même, à vingt et un ans, entre à l'agence Havas comme reporter aux informations générales. Il le redeviendra après la guerre à l'Agence France-Presse.

L'aviation commerciale prend alors son essor, les lignes aériennes se multiplient, le nombre des passagers s'accroît, et les grands de ce monde ne se déplacent plus qu'en avion. Roland Merlin, qui a très vite présenté le rôle des grands aéro-dromes où se croisent vedettes, diplomates et hommes politiques, ouvre un bureau de presse au Bourget, puis à Orly, au moment même où sont ouvertes les nouvelles routes transatlantiques. Pendant vingt-cinq ans, il notera les arrivées et les

départs, recueillera les déclarations et fournira en informations les journaux et les agences.

Sportif par goût et par tradition de famille, excellent tennisman, Roland Merlin a, dès sa prime jeunesse, la passion du cheval. Septuagenaire, il montera encore régulièrement en forêt de Fontainebleau. Du cheval, il parlait avec une sorte de tendresse. Cet « esprit cavalier », un peu oublié aujourd'hui, il le pratiquait avec élégance à la ville comme aux champs. *Le Monde* lui avait demandé en 1975 de suivre le sport équestre, dont il décrivait avec vigilance le développement et la démocratisation.

Cet homme discret, modeste, plein de gentillesse et d'enthousiasme, ne limitait pas ses intérêts aux avions de ligne et aux chevaux. Il avait publié chez Stock une étude sur le *Drame secret de Katherine Mansfield*.

A sa famille, et en particulier à Olivier Merlin, collaborateur de très longue date du *Monde*, la direction et le personnel du *Monde* présentent leurs condoléances émues et affectueuses.